

Directeur : Jacques Fauvet

Tarif des abonnements page 24
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris 01 45 56 56 56
TEL : 246-72-23

(Lire la suite page 13.)

idées

Les grilles du temps

ENTRETIEN AVEC JACQUES ELLUL

II. — « C'est au moment où il n'y a plus d'espoir qu'il faut commencer à espérer »

Réplique...

... d'Alfred Kastler
à Stan Rougier et à Gabriel Matzneff

LE CHRISTIANISME ET LE CORPS HUMAIN

DANS la rubrique « Idées » du Monde du 8 octobre, l'abbé Stan Rougier et Gabriel Matzneff nous ont montré — et nous nous en réjouissons — que le vrai christianisme ne dénie pas l'amour charnel, et que « la beauté du corps humain est l'image de la gloire indicible de Dieu ». Ils s'évertuent l'un et l'autre à nous convaincre que le mépris de l'acte de procréation et la recherche de l'escapade ont des racines hors du christianisme. Nous en prenons volontiers acte. Le détachement des joies de la vie et la recherche du nirvana se trouvent, à une époque antérieure au christianisme, enseignés par les religions de l'Orient.

Nos deux auteurs nous affirment que l'Eglise chrétienne n'a pas de responsabilité dans l'enseignement du mépris de la chair, et l'abbé Rougier écrit : « Lorsque Nietzsche, Camus et bien d'autres disent ne pas pouvoir pardonner au christianisme d'avoir empoisonné Erasme, gâché la tête des corps, ils semblent bien injustes. »

Je dois lui faire remarquer que lui, son tour, semble bien aveugle. Car des preuves historiques trop évidentes montrent que non pas le christianisme, mais l'Eglise chrétienne porte dans le déniement de l'œuvre de chair, source de vie, une responsabilité dominante. Ce n'est pas en niant cette responsabilité qu'on peut espérer porter remède.

La grande coupable a été saint Augustin, qui, quatre siècles après Jésus-Christ, a donné une interprétation aberrante du mythe de la Genèse relatant l'expulsion du couple humain du jardin d'Eden. Cette interprétation, adoptée par l'Eglise, s'est cristallisée au seizième siècle dans le dogme du « péché originel », promu par le concile de Trente. Voici ce que saint Augustin, évêque d'Hippone, a enseigné textuellement (1) : « La procréation est infectée par le poison du désir charnel. Le plaisir du sexe est la loi du péché. Par cette loi, le péché originel d'Adam s'est transmis à tous ses enfants. Conçu dans le péché, l'homme est un pécheur. La suite des générations est imprégnée du péché et est antichrétienne. »

Aucun doute n'est possible : la procréation est infectée par le poison du désir charnel. Le plaisir du sexe est la loi du péché. Par cette loi, le péché originel d'Adam s'est transmis à tous ses enfants. Conçu dans le péché, l'homme est un pécheur. La suite des générations est imprégnée du péché et est antichrétienne. »

En proclamant cette étrange doctrine, saint Augustin a porté la contradiction dans l'idée que l'homme se fait du Créateur. Faut-il rappeler que le premier chapitre de la Genèse précise : « Dieu donc créa l'homme à son image, il le créa à l'image de Dieu, mâle et femelle. Et Dieu les bénit et leur dit : « Croissez et multipliez, et remplissez la terre. »

Que des hommes comme saint

Augustin, et plus près de nous Léon Tolstoï, qui se sont adonnés pendant leurs années de jeunesse à la débauche, aient trouvé à l'âge mûr dans la pratique de la chasteté non seulement le repos de leur âme, mais la restauration d'un équilibre physiologique compromis par les excès, rien de plus naturel. Qu'ils en aient conclu qu'il faut dénigrer la sexualité et prêcher à des adolescents qui s'éveillent l'amour l'idéal du renoncement, voilà qui est non seulement une haute morale, mais un non-sens biologique.

Le déniement de la sexualité par saint Augustin a jeté pendant un millénaire et demi son ombre sur la société chrétienne et a incité des milliers et des milliers d'hommes et de femmes à se détourner de la vie et à chercher le salut dans l'angoisse d'une inutile escroquerie.

Une preuve éclatante de la dévaluation de l'amour du couple nous est fournie par la doctrine tardive de l'« immaculée conception ». Ce dogme dérive en droite ligne de la doctrine augustinienne. L'acte procréateur étant rendu suspect et qualifié de souillure, il fallait que le Christ, homme sans péché, n'ait pas sa naissance soit entachée du « péché originel ». Il fallait donc supprimer pour lui la conception normale de la mère par le père. Logique parfaite à perill d'un axiome absurde.

Il est clair qu'aujourd'hui encore l'Eglise considère la conception normale par l'acte de procréation du couple comme une « conception maculée », une conception entachée de souillure.

Quel courage n'a-t-il pas fallu au jeune Martin Luther qui, après avoir subi les angoisses de la recherche de la chasteté, a pris la décision de jeter son froc de moine et d'extraire du couvent une jeune femme pour l'épouser !

Il n'est hélas que trop vrai qu'un certain protestantisme — le calvinisme et l'anglicanisme du dix-neuvième siècle — n'a rien à envier à l'Eglise catholique en matière de puritanisme et de pudibonderie.

Souhaitons qu'un jour, tous les chrétiens, et en particulier les hommes d'Eglise, en suivant l'exemple de l'abbé Rougier, soient prêts à restaurer la parole d'Erasme que saint Augustin a maculé.

* Urry Baumann, Die Erbsünde (Le Péché originel), éditions Herder, Fribourg-en-Brisgau, 1970, page 34.

Jacques Ellul, universitaire, théologien protestant et moraliste, a traité dans la première partie de cet entretien de la crise de la civilisation, du système technique et de la révolution.

La crise telle qu'elle existe aujourd'hui ne surprend pas non plus des hommes privés d'institutions. S'il existe encore des nations, il y a des administrations, faibles et même il y a des cadres. Ces États, ces administrations, ces cadres paraissent encore assez sûrs d'eux-mêmes. Comment pensez-vous qu'ils concilient leur existence avec la crise dont nous parlons ?

Face à votre question, il existe deux orientations de réflexion. Entre le pouvoir et le corps social, on a toujours cherché un certain nombre de médiations. L'une des médiations les plus assurées, les plus satisfaisantes, c'était en définitive le droit. Mais si, actuellement, il y a toujours des cadres d'institutions et des administrations, le droit en tant que tel ne joue plus du tout son rôle dans aucune des nations occidentales. Il ne permet absolument plus ni à l'individu d'être défendu en face du pouvoir et du corps social.

Alors nous sommes passés — et cela fait partie de la crise d'un système social, que l'on peut appeler un système à régulation — qui était le système juridique et que la démocratie a espéré instituer pour toujours, — à un système à objectifs ; c'est-à-dire que dans toutes les actions sociales, politiques, etc., on ne se préoccupe absolument plus d'une régulation des actions et des moyens.

On vise, on se fixe uniquement des objectifs. A ce moment-là, l'institution devient un instrument, un appareil qui tend uniquement à atteindre des objectifs donnés, sans se préoccuper le moins du monde des dégâts, de tous les aspects négatifs et dysfonctionnels que cela va entraîner. D'où la croissance considérable, dans un monde comme le nôtre, des institutions. Plus une société se dégrade, plus elle durcit ses institutions.

Le second aspect tient à la multiplication de ce que l'on peut appeler les « cadres », bureaucraties ou technocrates, et qui correspondent assez exactement, en effet, à une certaine mentalité technicienne. Les cadres s'apparentent comme un groupe social — je ne dirai pas une classe sociale — cohérent par la connaissance de moyens d'action, par la connaissance d'un certain nombre de techniques. D'autre part, il exerce un pouvoir dans la société et vit avec des certitudes complètes. Les cadres sont convaincus que dans ce qu'ils entreprennent, aussi bien en technique qu'en administration, ils possèdent les raisons entières, définitives et dernières de ce qu'ils sont en train de faire.

Cela me paraît extraordinairement dangereux parce que si tout à l'heure je disais — et c'est une remarque que je crois importante — que la technique s'organise en système, cela ne veut surtout pas dire, à mes yeux, que la technique entraîne toujours des résultats, ni même uniquement des résultats positifs, mais qu'elle entraîne toujours les résultats qu'elle prétend atteindre.

Il n'y a plus de points ni de références fixes. Le phénomène ne tient-il pas aussi, en partie, à l'accélération des rythmes de la vie humaine, à l'automatisation de la technique dont nous avons parlé tout à l'heure ? Cette disparition des points fixes ne vient-elle pas également de la multiplication des œuvres de l'espèce humaine ? En d'autres termes, est-ce que le cœur de la crise ne se trouverait pas dans une contradiction entre l'homme et ses œuvres, singulièrement ses œuvres techniques ?

C'est là une très bonne question, et elle va très loin ! Tant que nous avons eu des moyens limités, les questions que nous pouvions nous poser et le mal que nous pouvions nous faire étaient eux aussi limités. Nous disposons maintenant de moyens pratiquement sans limites. Mais nous n'avons pas changé. Moralement, nous sommes assez comparables à ce que pouvait être l'homme il y a quatre mille ans. Nous n'avons pas changé, à cette différence près que le développement de nos connaissances et aussi la diffusion dans les moyens de communication de masse de ces connaissances amènent un scepticisme général. Le changement humain vient de ce que nous n'avons plus de possibilités de savoir comment, humainement, maîtriser nos instruments. Nous voilà très loin de Bergson quand il parlait d'un « supplément d'âme ».

Alors, nous avons une soustraction d'âme ?

Une soustraction d'âme si vous voulez. Par conséquent — et c'est là que votre question est très juste — du fait même de nos possibilités, de nos moyens, de nos instruments d'action, de nos techniques et de nos sciences, nous nous trouvons plus démunis. Plus démunis de quoi ? Eh bien de choses dont on nous répète qu'elles n'avaient pas grande importance : la morale, la religion, la conviction que l'homme est un être unique dans les galaxies, etc. Moi, je veux bien ! Seulement, accepter de vivre une vie maîtrisée, une vie ayant un sens dans le relatif, c'est beaucoup plus difficile.

Peut-on avoir à la fois une vie maîtrisée et une vie libre ?

Bien sûr ! La maîtrise est très exactement une des expressions de la liberté. Se livrer à toutes ses impulsions, c'est précisément ne pas être libre.

Pendant des siècles, le contrôle de soi se fit par rapport aux commandements de Dieu, à l'idée de Dieu. Dieu est mort pour beaucoup, mais l'esprit religieux n'en reste pas moins vivant sous forme d'un besoin de communion et de salut. De nos jours, où est pour vous l'esprit religieux ?

Je dirais d'abord qu'il ne faut pas identifier religion et christianisme. La déchristianisation du monde occidental conduit à croire que l'homme cesse d'être religieux. C'est une profonde erreur. L'homme est actuellement toujours aussi religieux, même s'il cesse d'être chrétien.

Mais il place sa religion all-

leurs. Par exemple, il affecte l'air d'un potentiel sacré ou religieux même quand celui-ci ne s'incarne pas dans des pouvoirs charismatiques. L'Etat apparaît comme une espèce de suppléant de Dieu.

Je pourrais reprendre le coup d'outres exemples de l'aprit religieux, de la religiosité de l'homme moderne. Il renait tout parmi les jeunes, dans une forme de mouvements de jeunesse sous des formes différentes, tendues : soit une religion typique mystique (les hippies), soit, dans une forme beaucoup plus traditionnelle, une forme d'un retour au passé chez les protestants fondamentalistes comme avec Mgr Lefeb-

L'Esprit et l'Energie

Dans un de vos livres, vous avez qualifié les gauchistes d'hommes religieux de notre époque. Pourriez-vous développer ce thème ?

J'ai l'impression que chez eux il y a — c'est peut-être par affection que je le pense — une authenticité religieuse. Ils ne cherchent pas seulement une expérience religieuse, ils ne cherchent pas non plus seulement une certitude qu'ils leur donne raison — ce pourquoi trop souvent on utilise la religion. Ils cherchent à avoir une vie mille entre leurs expériences extérieures et leur vie intérieure, leur vie intellectuelle et leur vie sentimentale. Beaucoup d'entre eux refusent cette scission bien connue dans les Eglises : être chrétien le dimanche mais pas les autres jours de la semaine. La recherche d'unité me paraît importante chez les gauchistes.

Mais on ne peut plus éviter de poser la question, je ne dirai pas de Dieu au sens traditionnel, mais la question d'un transcendant. Précisément parce qu'il est vrai, j'en suis convaincu, que le système technique tend à se fermer en englobant pratiquement toutes les activités, en excluant toutes les finalités. Il n'y a plus de finalités impossibles au système technique. Si l'on veut pouvoir à la fois l'apprécier, l'estimer et éventuellement agir sur lui, c'est à partir d'un point extérieur à lui-même. Ce point extérieur doit être transcendant.

Cette vaste crise, nos générations en verront-elles la fin ? Devant l'ampleur non seulement de ce qui est détruit, mais de ce qui reste à détruire, pour que la mort étant complète, la vie puisse renaitre, le problème n'est-il pas de réunir, de garder suffisamment de valeurs, de connaissances, de savoir à transmettre aux générations futures pour qu'elles rebâtissent à nouveau la cathédrale quand les temps seront venus ? Devant le déluge, en un mot, ne possédons-nous pas comme seul destin de construire et de défendre l'arche de Noé ?

A la première partie de votre question, je réponds tout de suite non ! Certainement, les hommes de ma génération ni même, je crois, mes étudiants ne verront pas la fin de cette crise. Elle affecte trop la globalité de l'homme, la totalité des formes de la civilisation. Cela ne se reconstruit pas en une génération. Combien de générations devront passer ? Je ne le sais pas. Il y a une éventualité, c'est que le système technique arrive à se clore complètement, c'est-à-dire à intégrer complètement l'être humain et à fonctionner de façon satisfaisante. Cela, je n'y crois pas du tout.

Contrairement à l'impression que mes livres, je ne crois pas du tout que la technique aboutisse au « meilleur des mondes » de Huxley. Absolument pas. Je crois que, selon la formule de Bernard Charbonneau, au fur et à mesure que le système technique augmente, le chaos, le désordre augmentent aussi. Autrement dit, ce n'est pas dans la technique — ni même dans une supertechnique ou un développement des techniques — qu'il faut mettre nos espoirs.

Nous sommes dans une crise où il s'agit de redécouvrir un modèle humain et un modèle de relations interhumaines qui permettent de reconstruire, à partir des lambeaux qui nous restent, à la fois une vie qui vaille la peine d'être vécue et un réseau de relations interhumain où l'homme

éprouverait quand même une stabilité de se développer. C'est vraiment une reconstruction tière que nous avons à effectuer. La destruction, elle s'effectue. Tout dégringole. Mais la tache que est elle-même attaquée son propre chaos.

Vous parlez de connaissance à transmettre. Je dirai que, finalement, il y a les connaissances, il y a un legs à effectuer ; y a aussi une double relation humaine tout à fait fondamentale ; il y a une énergie, il y a une espérance. Parce que sans truire des relations interhumaines, reconstruire un modèle société, ce n'est pas seulement affaire de connaissances. Il y a de l'énergie, il faut le vouloir tout prix. Là, une chose me inquiète. Peut-être est-ce la scission de sentir l'incroyable frilité des jeunes générations.

Il y a une énergie à transmettre, une énergie fermentée à une certaine France, c'est-à-dire qu'il faut sûr que, lorsqu'il n'existe aucun espoir raisonnablement acceptable, l'espérance doit être. C'est au moment où il n'y a d'espoir qu'il faut commencer à espérer.

Quant à l'arche de Noé, dirais-je oui et non. Oui, il faut de sauver ; non, s'il s'agit de fermer. Dans une société comme la nôtre, il est trop tentant de faire des expériences, par exemple de type communautaire, où l'on reconstruit à huit ou dix, à huit ou dix familles aussi bien, groupe heureux d'hommes vivants entre eux et laissant croquer le monde. Je suis personnellement convaincu — c'est aussi en moi que chrétien que je parle — que faut être plongé à bloc de toutes les aventures de ce monde.

Peut-on reconstruire l'Esprit sans présence l'Esprit ? En d'autres termes peut-on reconstruire le modèle humain sans élaborer de religion correspondante ?

Je prendrai votre question l'envers : élaborer une religion correspondante, à mes yeux, c'est très ennuyeux parce que je n'ai qu'une religion qui s'élabore : cette façon est probablement socialement, mais elle est faite à mes yeux, en tant que chrétien et bibliquement. Je sais qu'il religion vivante est utile même indispensable pour que société vive aussi. Mais moi, tant que chrétien, ce n'est pas là-dessus que je peux me fonder. Quant à la présence de l'Esprit, elle n'est jamais immédiate. Elle est toujours médiatisée. Mais des hommes portent cet Esprit manifestent cette énergie. C'est cela qui est important et significatif. Autrement dit, je n'entends pas qu'il y ait une sorte d'effusion miraculeuse de l'Esprit qui redonne de l'énergie aux gens. C'est dans la mesure où des hommes porteurs de cet Esprit seront des hommes énergiques, des hommes d'espérance, qu'ils transmettront une énergie, seront des modèles d'identification de l'énergie et de l'espérance que l'expérience se transmette.

Avec la possibilité d'un sort de salut ?

La encore, il y a deux niveaux : d'un côté — et là vous me reprennez du point de vue théologique — du salut devant Dieu tel que la Bible nous le parle ; je suis absolument et radicalement convaincu du salut universel, que les hommes croient ou ne croient pas. Aucun homme n'est en dehors de l'amour de Dieu.

Propos recueillis par GILBERT COMTE, FIN

éditions sociales

Vous avez aimé les émissions de Daniel KARLIN et Tony LAINE

LA RAISON DU PLUS FOU

c'est aussi un livre

1 vol. 45 F.

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

MESSEURS LES LIBRAIRES, LIVRE DISPONIBLE IMMEDIATEMENT
ODEON DIFFUSION, 24, RUE RACINE PARIS 6^e
OU EXPEDITION SOUS 24 HEURES

هكذا من الأصل

مكتبة من الأصل

Le Monde

étranger

LES TENSIONS DANS LA PÉNINSULE IBÉRIQUE

PORTUGAL : l'aile gauche du parti socialiste fait scission

(Suite de la première page.)

La commission politique a alors préconisé l'approbation de la loi en échange d'un « accord de consultation mutuelle » avec les socialistes qui laissent prévoir un rapprochement entre les deux formations. Très contrarié, M. Sá Carneiro ne s'était pas présenté dans l'hémicycle le jour du vote.

Mais c'est le discours prononcé le 15 octobre par le président de la République qui a mis le feu aux poudres. Les références du général Ramalho Eanes à la nécessité d'un accord négocié entre toutes les forces politiques et sociales du pays pour la conclusion d'une « démocratie socialiste » ont suscité une vive réaction du président du P.S.D. « Le mot démocratie ne s'accorde pas avec aucun qualificatif », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, où il a réaffirmé, en même temps son refus d'engager dans des négociations avec les communistes.

Les critiques adressées au général Eanes se sont multipliées. M. Sá Carneiro a même laissé entendre que le président de la République trahissait l'influence d'un certain secteur de la gauche des forces armées qu'il identifiait au commandant Melo Antunes. « Le président de la République n'a pas pris toutes les mesures qui s'imposaient pour favoriser le dialogue entre les partis qui ont soutenu sa candidature », a déclaré de son côté M. Sousa Franco dans une interview accordée à l'agence officielle portugaise Anot. Aussi le général Eanes serait, selon M. Franco, un des principaux responsables de l'actuelle crise politique.

Ces propos, auxquels la presse de droite a accordé une large publicité, ont été pourtant nuancés par les déclarations d'une autre personnalité du P.S.D., M. Barbosa de Melo, président du groupe parlementaire. Celui-ci, interviewé par le quotidien *Diário de Notícias* le 10 novembre, a précisé que le général Eanes gardait encore la confiance des sociaux-démocrates. M. de Melo a souligné d'autre part, l'ambivalence des relations entre le P.S. et le P.S.D. Il estime que « l'hostilité entre les deux partis se traduit surtout par l'absence de la démocratie venant d'un dirigeant important du parti social-

démocrate connu pour ses opinions modérées, ces affirmations ont provoqué la colère des « durs » du parti. Elles seraient à l'origine de la démission de M. Sá Carneiro et Franco de donner leur démission.

Ces événements faciliteront peut-être la tâche de M. Soares en ce qui concerne les discussions politiques. Pourtant rien n'est encore joué. On sait que M. Lopes Cardoso veut consacrer un nouveau mouvement politique qui « défendrait le programme approuvé au congrès du parti socialiste en décembre 1974 ». Reste à connaître l'attitude de M. Sá Carneiro au cas où il maintiendrait sa démission.

JOSÉ REBELO.

● **ERRATUM.** — En raison d'une coupe malencontreuse, le passage indiquant que le nom du président Eanes avait été cité n'a pas été publié dans notre information sur le Portugal (Le Monde du 3 novembre). Ce passage justifiait le titre donné à la dépêche.

ESPAGNE : le « programme commun » économique est critiqué

(Suite de la première page.)

La sécurité de l'emploi dans l'entreprise a abouti à une baisse générale de la productivité. L'Espagne est un pays où l'on ne travaille pas : l'administration et les banques, par exemple, fonctionnent tout à fait avec un horaire d'été. En outre, le pays n'a pas encore tiré les leçons de la crise pétrolière, et continue de vivre au-dessus de ses moyens.

La baisse de la production et la flambée inflationniste imposent un plan d'austérité draconien : réduction du pouvoir d'achat des salariés, coupe dans les dépenses publiques, renchérissement spectaculaire de l'essence. En outre, pour redonner confiance au patronat, il aurait fallu, toujours selon les amis de M. Garrigues Walker, lui accorder la liberté de licenciement.

Or qu'a-t-il passé ? L'équipe économique a fait adopter une réforme fiscale dont les objectifs sont, certes, louables, mais qui est jugée « inopportune » en l'état de récession, car elle « décourage » les

chefs d'entreprise. En outre, le gouvernement a lancé la réforme de façon précipitée, alors qu'il aurait pu s'en servir dans ses négociations avec les syndicats, en la présentant comme une compensation aux sacrifices demandés aux travailleurs.

En juillet, le vice-président chargé de l'économie, M. Fuentes Quintana, prévoyait de limiter la hausse des salaires à 17 % dès la fin de cette année, alors que le rythme inflationniste est de 30 %. Or, le gouvernement a abordé les négociations de la Moncloa en offrant dès le départ un relèvement de 22 %, « plus que n'en espérait le gauche », qui aurait certainement accepté des hausses moins généreuses en échange des réformes sociales et politiques convenues dans le pacte.

Bref, aux yeux des libéraux et des milieux d'affaires, le gouvernement Suarez a fait des concessions à l'opposition sans avoir cherché à appliquer sa propre politique. Il a pactisé avec les partis, et pèche nettement à gauche, alors qu'il aurait dû braver l'impopularité et imposer

un véritable programme d'austérité. En avait-il, politiquement, les moyens ? Oui, répondent les délégués de cette thèse : le parti de M. Suarez a la majorité relative à la chambre des députés, et aucune autre formation ne songe sérieusement, pour l'instant, à le remplacer au gouvernement. Mais si le politique centriste s'était révélé inapaisable, il restait toujours la ressource de céder la place aux socialistes, qui sont la principale force d'opposition. « Les socialistes ont une chance de gouverner aujourd'hui. Ils n'en auront plus si le crise économique devient trop grave. »

Les amis de M. Garrigues Walker reprochent aussi au pacte de rendre inévitable, à court terme, la formation d'un gouvernement de concentration, qui impliquerait la présence des communistes au pouvoir. A leurs yeux, seules des mesures d'assainissement véritable, appliquées sans concessions ni compromis, peuvent permettre à la droite de gouverner dans les prochaines années. Or, avec le pro-

gramme adopté, disent-ils, « l'économie va se détériorer à tel point que l'Espagne risque de devenir un autre Portugal, où Mario Soares ne gouverne plus désormais sans la Fonds monétaire international ».

Les opposants au pacte de la Moncloa ne cachent pas que leurs arguments sont loin d'être dénués de fondement. Les ambitions politiques sont visiblement derrière les critiques faites au plan économique. M. Garrigues Walker a déjà pris contact avec les dirigeants les plus modérés du parti socialiste ouvrier : le P.S.O.E. n'écartera plus, désormais, la possibilité d'aider un jour avec les centristes de filiation démocratique inépuisable — c'est le cas du ministre des travaux publics — pour assurer le relèvement de M. Suarez, et ainsi échouer. Un des autres adversaires du pacte est M. de Argües, ancien ministre des affaires étrangères, qui se désigne mal à figurer parmi les grands absents de l'actuelle coalition gouvernementale.

CHARLES VANHECKE.

« L'INCIDENT » DE MOSCOU

Le P.C.E. conteste la version soviétique

De notre correspondant

Madrid. — La polémique entre Moscou et le P.C.E. continue. Le secrétaire du P.C. espagnol a publié, le 10 novembre, sa réponse aux accusations lancées par le rédacteur en chef de la Pravda, M. Afanasiev, contre le secrétaire général du P.C.E.

Selon le rédacteur en chef du journal soviétique, M. Carrillo a déformé la vérité en affirmant qu'il avait été empêché d'intervenir, lors de la séance solennelle du 3 novembre au Kremlin. La version présentée par Moscou consiste à dire que le dirigeant communiste espagnol avait été alerté, dès la séance solennelle du 2 au soir, qu'il pourrait difficilement prononcer un discours le lendemain étant donné qu'il avait manqué la première journée de la commémoration de la révolution d'Octobre. Toujours selon M. Afanasiev,

siev, les autorités soviétiques avaient proposé alors à M. Carrillo de s'exprimer dans les manifestations parallèles à celle du Kremlin ou bien en province, et l'avaient assuré que son texte serait publié dans la presse du pays.

Le communiqué du P.C.E. corrige cette exposition des faits. Il affirme que les dirigeants espagnols avaient d'abord prévu d'aller à Moscou les 6 et 7 novembre, et qu'ils avaient changé la date de leur séjour à la demande du rédacteur en chef de la Pravda, lorsque celui-ci était venu à Madrid en octobre. De toute façon, affirme le P.C.E., Moscou avait été averti que M. Carrillo suivrait à deux jours d'intervalle les autres membres de la délégation espagnole, étant donné qu'il devait assister aux congrès des communistes basques et catalans, qui se sont terminés le 1^{er} novembre au soir.

« En arrivant à Moscou, précise le communiqué, Santiago Carrillo a remis le texte de son intervention aux responsables soviétiques; le 3 au matin, ledit texte se trouvait dans toutes les salles de traduction. Néanmoins, la séance a été levée sans qu'on ait donné la parole à Carrillo. »

D'autre part, le secrétaire général du P.C.E. a été violemment attaqué par M. Enrique Lister, qui l'a traité de « gangster de la politique » lors de la conférence de presse improvisée donnée à son arrivée à Madrid le 7 novembre après trente-huit ans d'exil. Ancien colonel de l'armée républicaine espagnole et ancien général de l'armée soviétique, M. Lister a longtemps milité dans le P.C.E. Il s'est séparé de M. Carrillo après l'invasion de la Tchétchélovaquie et a fondé un parti communiste ouvrier espagnol à effectif réduit et d'inspiration orthodoxe. Il a annoncé une lutte sans merci contre le secrétaire général du P.C.E. sur le compte duquel il a proféré récemment de graves accusations.

Cl. V.

● La première réception officielle soviétique en Espagne a eu lieu lundi 7 novembre à l'hôtel Ritz, à Madrid, à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Quelque deux mille personnes, représentant le « tout Madrid » de la politique, des affaires et des arts, assistaient à cette réception. Une abaisse remarquée : celle de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E. Plusieurs autres membres du comité exécutif du P.C.E. assistaient cependant à cette réception. — (A.F.P.)

● Les magazines montrant des photos de nus féminins sur leur couverture sont désormais interdits à l'affichage dans les kiosques et magasins de journaux espagnols. Le décret royal, publié à cet effet, lundi 7 novembre, indique que ces publications pourront cependant être vendues discrètement. Les autorités locales pourront infliger des amendes et fermer durant trois mois les kiosques et magasins des contrevenants. Les journaux érotiques connaissent un grand succès en Espagne depuis la mort, en 1976, du général Franco qui avait, durant quarante ans, imposé au pays une rigoureuse censure pornographique.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● L'ANCIEN MINISTRE DE LA CULTURE, M. YU HUI-YUNG, critiqué pour ses liens avec la « bande des quatre », se serait suicidé dans sa cellule, à Pékin, en absorbant une solution d'acide chlorhydrique, selon l'agence japonaise Kyodo. Il avait été libéré à l'automne de 1976 et exclu du comité central en août dernier. L'agence japonaise annonce, d'autre part, que M. Chuang Tse-tung, ex-ministre de l'éducation physique et des sports, aurait été arrêté. — (A.F.P.)

Italie

● LE DUC MASSIMILIANO GRAZIANI, âgé de soixante-six ans, a été enlevé lundi soir 7 novembre, à Rome, par cinq hommes armés. Ses ravisseurs exigeraient, selon les informations recueillies par une agence de presse italienne, une rançon de quelque 10 milliards de livres (environ 50 millions de francs). — (A.F.P.)

Pays-Bas

● LA DETENTION A PERPETUITÉ a été demandée, lundi 7 novembre, pour Pieter Meuten, le riche collectionneur accusé de crimes de guerre commis en Pologne en 1941, dont le procès avait commencé en mai, à Amsterdam. Le seul verdict possible doit être un verdict qui interdira à jamais à l'accusé de retrouver la société des hommes libres », a déclaré le procureur Frans Habermehl. — (Reuters.)

République fédérale d'Allemagne

● LA LUFTHANSA a annulé ce matin 8 novembre son vol Francfort-Alger, et pourrait envisager de suspendre tous ses vols à destination et en provenance de l'Algérie. Les autorités locales se sont en effet opposées aux mesures de contrôle demandées par la compagnie aérienne ouest-allemande. Tripoli et trente-cinq autres capitales, en revanche, ont fait savoir à Bonn qu'elles acceptaient le renforcement du dispositif de sécurité que réclamait la Lufthansa. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● M. WILLIAM BOWDLER, ambassadeur des Etats-Unis à Pretoria, a regagné son poste au cours du week-end, à l'annonce lundi 7 novembre du porte-parole de l'ambassade. M. Bowdler avait été rappelé en consultation à Washington après les mesures de répression décidées par le gouvernement sud-africain. — (A.F.P.)

"L'Imaginaire est la meilleure idée de l'édition moderne contemporaine."

Jean-François Josselin - Le Nouvel Observateur

Melville Benito Cerezo	audiberti abraxas	D.R. LAWRENCE L'HOMME QUI ETAIT MORT	Jean Grenier les fics
350 pages - 20 F	294 pages - 18 F	196 pages - 12 F	168 pages - 12 F
duras le vice- consul	MICHEL LEIRIS AURORA	Ioukner les palmiers sauvages	Raymond Queneau Un rude hiver
224 pages - 15 F	196 pages - 12 F	364 pages - 20 F	182 pages - 12 F
aragon le libertinage	Valery Larbaud Enfances	max jacob le cabinet noir	Henri Thomas La nuit de Londres
294 pages - 18 F	252 pages - 15 F	252 pages - 15 F	168 pages - 12 F

L'IMAGINAIRE
GALLIMARD

EUROPE

Ombres sur le Rhin

(Suite de la première page.)

Pour l'immense majorité des Allemands, le suicide ne fait pas de doute, malgré la surprise qu'a pu leur causer la présence dans les cellules des condamnés de pistolets de fort calibre, malgré aussi les déclarations de la survivante selon lesquelles elle s'est retrouvée lardée de coups de couteau dans la poitrine sans avoir jamais songé à se donner la mort. C'est que d'abord nos voisins sont devenus assez démocrates pour croire que leur gouvernement n'est aussi, et donc ne pas mettre en doute sa parole. C'est aussi que des experts étrangers à l'autorité incontestée ont pris part à l'autopsie. Le peuple allemand révere plus que tout l'expertise. Puisqu'elle a conclu, grâce au fameux test de la paraffine, que Baader et Raspe s'étaient bien suicidés, pourquoi se poser des questions ? On ne saurait évidemment me-

sur le nombre des Français qui sont convaincus du contraire, mais d'après ce que l'on peut entendre dans tous les milieux, il semble qu'il y en ait beaucoup. Cela dit, l'affaire serait-elle survenue en Amérique, au U.R.S.S. ou en France que la réaction aurait été la même : le réflexe naturel du Français est de mettre en doute tout ce que racontent les gouvernements, à commencer par le sien. Dans leur grande majorité, nos compatriotes n'ont jamais accepté la version officielle de l'affaire Ben Barka ou de l'assassinat de Kennedy, et ils persistent à penser qu'il y a eu à la démission de Nixon des raisons qui allaient bien au-delà du Watergate. Que les Allemands ne prennent donc pas comme une manifestation d'antigermanisme primaire la réaction erronée peut-être mais tout à fait spontanée d'un vieux peuple à qui on en a trop conté.

culite de la violence, qui a substitué l'adoration de l'Histoire à celle de Dieu, qui a conduit hier à la Sainte-Vehme et à Hitler, et qui renait aujourd'hui sous la forme de la *Rote Armee Fraktion*.

De même, nos voisins d'outre-Rhin ne parviennent-ils pas à comprendre qu'un veuille voir dans la chasse aux terroristes un nouvel avatar de l'esprit germanique de domination, alors qu'ils n'ont jamais été autant persuadés de faire face, au nom de l'intérêt général, à un danger qui menace la terre entière : n'ont-ils pas bénéficié, au moment de l'opération de Mogadiscio, du soutien actif de nombreux gouvernements étrangers, y compris de celui de l'Union soviétique ?

Soixante-cinq pour cent des ressortissants de la République fédérale sont trop jeunes pour qu'on puisse les accuser d'avoir participé ou même consenti en quoi que ce soit au nazisme. Pour eux, le nationalisme n'a été qu'une courte parenthèse dans l'histoire de leur peuple. Faut-il rappeler avec Renan que « l'idée de former une nationalité compacte n'avait jamais été, jusqu'à la Révolution française, l'idée de l'Allemagne » ? Il a fallu attendre l'exemple de Napoléon pour que Fichte découvre l'existence d'une « nation allemande » et lui adresse les discours qui devaient conduire, soixante-dix ans plus tard, à la proclamation par Bismarck de l'Empire allemand.

Jusque-là la « nation allemande » ne se concevait qu'en sein du Saint-Empire destiné à perpétuer, dans la lignée de Charlemagne, l'Empire romain d'Occident (1). On y parlait italien, tchèque, français, néerlandais, slovaque, aussi bien qu'allemand. Un empereur saxon comme Otton III était plus Italien qu'Allemand. Frédéric II de Hohenstaufen se comporta comme un Normand de Sicile, et il arriva qu'un roi de Bohême, donc un Slave, fut élu à la tête de cet

empire aux limites fluctuantes et aux liens de plus en plus lâches. Les révolutionnaires allemands du dix-neuvième siècle étaient « européens », et européen aussi Stresemann, le partenaire d'Aristide Briand pour une réconciliation franco-allemande, dont l'échec, il y a bientôt un demi-siècle, annonçait la guerre. Rien d'étonnant à ce que le peuple allemand ait mordu au discours européen de Hitler — *Europäer* s'eyt, l'Europe vainc, pouvait-on lire sous l'occupation sur la façade du Palais-Bourbon — et qu'à peine la croix gammée renversée, il se soit enthousiasmé de la révé d'une autre Europe, celle-là démocratique, et où tous les peuples du continent se seraient retrouvés égaux et frères.

Des souvenirs et des craintes

A toutes ces ombres, d'autres viennent s'ajouter. A ceux des Français qui ont connu la déportation, la torture, la captivité, et plus simplement tout ce que résume le mot d'occupation. Il est difficile de demander de les rayer de l'histoire. Même si on peut leur demander en contrepartie de se rappeler qu'en Allemagne aussi il y a eu des résistants, des communistes, des socialistes, des chrétiens, mais aussi des officiers prussiens qui défendaient l'idée qu'ils se faisaient de leur patrie contre ce qu'elle était devenue. S'ils sont peu nombreux aujourd'hui pour dire ce que fut leur héroïsme, c'est que peu ont survécu.

Il faut tenir compte aussi des craintes que l'avenir peut inspirer. Trente ans après sa défaite, l'Allemagne est redevenue un géant économique dont on retrouve les machines aux quatre coins du monde — y compris du monde socialiste. — Un pays dont la monnaie est d'une insolente santé, dont les réserves de devises ne cessent de s'accroître, et où le niveau de vie est très supérieur à celui de la plupart de ses vainqueurs d'hier. De cette supériorité, les Allemands d'aujourd'hui et leur chancelier tirent volontiers argument pour donner des leçons aux autres. Leurs héritiers ne seront-ils pas tentés un jour de la mettre au service des rêves de domination qui, pendant un siècle, ont hanté les Germains ? Mais l'esprit de domination serait-il le monopole de l'Allemagne, comme certains esprits, même ce qui est paradoxalement de gauche, paraissent le croire ? Toujours présent dans l'histoire des hommes, il s'est singulièrement

Rien d'étonnant à ce que cette nation, habitée par la nostalgie de l'Empire romain se retrouve aussi à l'aise au sein d'un monde atlantique dirigé par la Rome d'aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique.

Il n'est pas toujours facile de faire comprendre à nos voisins d'outre-Rhin que tout au long de son histoire la France a mis son point d'honneur à choisir le parti opposé, que notre peuple, tout comme le peuple anglais, au lieu de l'universalité, a cherché la spécificité et donc l'indépendance, pour ne pas dire la contestation, et que le simple fait qu'un pays porte la diversité, sinon la division, dans le sang, quelque chose de suspect.

déplacé, au cours des âges, d'une nation à l'autre et l'on y trouverait le plus souvent sans peine, à la Gaston Bouthoul, des explications démographiques. Les Français l'ont éprouvé, en leur temps, qui n'est pas si lointain. Jacques Bainville, déjà cité, a pu célébrer, dans la paix de Westphalie de 1648, qui divisait l'Empire en trois cent quarante-trois Etats, évêchés, villages, livres, indépendants, « le triomphe de la politique allemande de Richelieu, une vaste anarchie sous notre protectorat ». Il est toujours des Allemands pour évoquer le sac du Palatinat par les troupes de Louis XIV, qui, toutes chrétiennes qu'elles fussent, se fachaient bien des droits de l'homme. Quant à Napoléon, qui paraît du peuple allemand comme du plus pacifique qu'il eût jamais rencontré, il se proclame triomphalement « protecteur de la Constitution du Rhin », par lui instituée sur les ruines du Saint-Empire.

Si donc les Allemands ont pris goût à l'esprit de domination, on peut dire qu'ils ont été à bonne école. Il n'y a d'ailleurs guère plus d'historiens pour contester que les responsabilités des deux guerres de 1870 et de 1914 aient été partagées. Avant de s'opposer à lui, Napoléon III avait encouragé Bismarck dans l'espoir d'obtenir ces « pourboires », au nombre desquels il ne dédaignait pas de faire figurer, à défaut de la rive gauche du Rhin, cette Belgique dont la France avait pour tant garanti la neutralité perpétuelle. Et Poincaré n'avait pas moins envie d'en découvrir, quarante-quatre ans plus tard, que Guillaume II.

Le fantôme

Reste Hitler, explicable certes, si l'on veut, par l'humiliation de Versailles et par la crise de 1929, mais qui n'en a pas moins poussé l'esprit de domination au paroxysme en voulant asservir toute l'Europe à sa race. On peut d'autant plus difficilement l'oublier qu'à chaque instant, en Allemagne, des articles de journaux, des

livres, des films, voire des expositions, ressuscitent son fantôme. Comme il se trouve que beaucoup de nazis d'hier sont devenus des démocrates d'aujourd'hui, ceux qui sont le plus disposés à faire confiance à la nouvelle Allemagne ne peuvent pas, de temps en temps, ne pas craindre la répétition de ce qui a été passé tant

de fois et en tant d'endroits : la mue progressive, au fur et mesure que le temps passe et que les témoins ont disparu, de l'ogre d'hier en un chef légendaire, tout juste coupable de n'avoir pas oublié qu'on ne fait pas d'une lette sans casser des œufs.

Ce qu'enfin devraient admettre les Allemands, c'est qu'essayer de comprendre ne veut pas dire nécessairement pardonner. Les qu'on a un enfant qui devient un ou criminel, il n'est pas interdit aux parents — ou l'est-ce pas plutôt leur devoir ? — de chercher à savoir pourquoi, quand et ne serait-ce que pour éviter la contagion. Baader, Gudrun Ensslin, Ulrike Meinhof et les autres, ce sont les enfants, les enfants dévoyés certes, mais les enfants tout de même des Allemands. On ne peut les traiter en chiens enragés. Le chancelier Schmidt l'a bien compris qui a résisté la pression de l'opinion en faveur du rétablissement de la peine capitale, et aussi le fils du maréchal Rommel, qui n'a pas voulu aller dire aux morts de la prison de Stammheim de se reposer dans le cimetière de sa bonne ville de Stuttgart.

Ces enfants sont aussi les nôtres, ceux d'une société qui a largement délaissé les valeurs d'hier sans en mettre d'autres à la place, d'une société qui dans trop souvent à la jeunesse l'essentiel. Le constat est simple, en fin de compte, sauf à l'essayer. Le constat est simple, en fin de compte, sauf à l'essayer. Le constat est simple, en fin de compte, sauf à l'essayer.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Le nom officiel du Saint-Empire était « le Saint-Empire romain de la nation allemande ».

Deux philosophies différentes

Il reste que le contraste des réactions met en évidence celui des sociétés, comme des philosophies auxquelles elles se réfèrent. Nul ne sait ce que sera l'Allemagne de demain, mais celle d'aujourd'hui n'aspire à rien tant qu'à la tranquillité et au confort, avec tout ce que ces mots comportent de conservatisme, de conformisme, pour ne pas dire d'hypocrisie bien pensante.

A l'exception d'une très petite minorité d'extrémistes de gauche et de droite, l'immense majorité de la population communale aux mêmes valeurs bourgeoises. Ce qui explique d'ailleurs le fameux *Berufserbot* qui nous scandalise : la disposition qui interdit aux communistes, entre autres, d'entrer dans l'administration et, par conséquent, d'être instituteurs ou conducteurs de locomotive. Or le parti communiste a des effectifs si réduits qu'on a peine à croire que sous la République de Weimar il faisait figure de colosse. Quant à la sociale-démocratie, elle a abandonné le marxisme et la lutte des classes pour la *Mittelstand*, la coexistence. Et l'assassinat de M. Schleyer a été ressenti, dans tous les milieux, malgré sa position de « patron des patrons » et son passé d'ancien S.S., comme un deuil national.

Dans un tel climat, la recherche méthodique par la police des survivants de la « bande à Baader » correspond aux vœux d'une communauté nationale unanime qui, loin de s'indigner des contrôles et du quadrillage, y coopère activement. Est-il bien indiqué de parler à ce propos, comme on l'a fait en France et ailleurs, de renaissance de l'Etat policier ? L'expression s'applique plutôt à un système dans lequel la police dicte aux citoyens leur comportement, voire leurs opinions. Dans le cas présent, ce sont les citoyens qui réclament les mesures policières. Il faut que les Français s'en rendent compte.

LENTILLES DE CONTACT :
parce que les yeux myopes
sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Nathan mène la fête.

Les fêtes sont là. Et l'impatience des mains qui déchirent le papier cadeau. Le cadeau ? Un livre Nathan. Attrayant, passionnant, toujours superbement illustré et imprimé.

- | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'art et le corps</p> <p>Les arts martiaux par Michel Random</p> <p>Un merveilleux ouvrage pour découvrir l'ensemble de ces arts, leur histoire, leurs techniques, leur contribution à notre connaissance de l'âme orientale. 189,00 F</p> <p>Peinture et sculpture</p> <p>L'Art d'aujourd'hui
Introduction Max-Pol Fouchet</p> <p>La visite d'une galerie des vraies valeurs, mais aussi la découverte de la création artistique. Un très beau livre de plus de 500 pages entièrement illustré en couleurs. 149,00 F</p> <p>Rembrandt</p> <p>L'homme et son œuvre, dans son époque tumultueuse et féconde. 98,00 F</p> | <p>Michel Ange</p> <p>Le plus extraordinaire artiste qui ait jamais existé, la confession de sa vie, ses tourments, son génie. 98,00 F</p> <p>Secrets et merveilles</p> <p>Islam</p> <p>Un magnifique ouvrage qui fait mieux saisir les beautés de l'architecture arabe, si éloignée de nos propres traditions. 98,00 F</p> | <p>Inca</p> <p>Un ouvrage qui montre la civilisation andine, objectivement, et non comme la voyaient, dans leur conditionnement psychologique, les conquistadores. 98,00 F</p> <p>Egypte</p> <p>Les merveilles architecturales de l'Egypte antique. Un irremplaçable ouvrage de connaissance de cette civilisation. Dans la même collection, Maya et Khmer. 110,00 F</p> | <p>Bois, arbres, oiseaux et poissons</p> <p>Grand livre du bois</p> <p>Un guide encyclopédique de référence consacré à 144 de nos bois d'œuvre les plus importants. 145,00 F</p> <p>Grand livre international des arbres</p> <p>Le premier ouvrage picturalement illustré qui parle des arbres, depuis leur structure, leur cycle de vie, jusqu'à leur utilisation aujourd'hui. 145,00 F</p> <p>Grand livre des oiseaux</p> <p>Véritable encyclopédie des oiseaux de France et d'Europe. L'habitat, la migration, les mœurs de l'animal le plus charmant de la création. 99,00 F</p> <p>L'Aquarium</p> <p>Un guide pratique pour aider tous ceux qui rêvent d'un bel aquarium. Avec de magnifiques photos de poissons (pour tous). 65,00 F</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Livres Nathan. La fête pour l'esprit.

(Publicité)
Fermeture de la salle des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale.

En raison des travaux importants qui sont effectués à l'initiative de la salle Labrousse, l'Administration de la Bibliothèque Nationale s'est vue contrainte d'interdire l'accès, pour des raisons de sécurité, de cette salle du 14 au 26 novembre prochains. Toutefois, la salle des périodiques sera ouverte normalement de 9 h à 18 h et un service restreint de photocopies sera assuré.

Sciences Po.

- Préparation "Parallèle"
- Préparation "Plen Temps"

IPEC
45, Bd Saint-Michel
933.91.23 / 033.45.87
Enseignement Supérieur Privé

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Fayet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Monde » S.A. des Editions PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5762.

مكتبة من الأصل

EUROPE

A SON ARRIVÉE A VIENNE

La cofondatrice du comité soviétique pour les droits de l'homme a demandé aux occidentaux d'aider les dissidents

De notre correspondante

Vienne. — Trois dissidents soviétiques, Mme Tatiana Khodorovitch, Dine Kaminskaya, avocate, et M. Miro Popovski, écrivain, sont arrivés à Vienne dimanche 6 novembre (le Monde du 8 novembre).

On a fait pression sur moi. On m'a obligée à quitter mon pays. Ma famille a été détruite sous mes yeux et pour moi, cela a été tragique. Je déteste Mme Khodorovitch. Cofondatrice, en 1968, du groupe d'initiatives pour la défense des droits de l'homme, puis du comité du même nom, animé par M. Sakharov, elle avait pris depuis huit mois la responsabilité de la gestion du Fonds créé par Alexandre Soljenitsyne pour venir en aide aux prisonniers politiques et à leurs familles (le Monde du 25 octobre 1977). Désormais, a-t-elle indiqué à Vienne, « le gestion du Fonds sera assurée par Irina Guinzbourg, le frère d'Alexandre Guinzbourg, actuellement prisonnier, et par mon frère Serge Khodorovitch ». Le Fonds a précédé Mme Khodorovitch, connaît les noms de sept cents personnes qui ont basculé de son côté. Alimenté régulièrement par Soljenitsyne et par d'autres donateurs en Union soviétique et à l'étranger, le Fonds n'est pas à court d'argent, a-t-elle affirmé. Elle a insisté sur le rôle joué par certaines communautés religieuses en U.R.S.S. (baptistes, adventistes) dans la collecte de l'argent.

Le pouvoir soviétique a apparemment décidé de détruire le mouvement des défenseurs des droits civiques, dit-il, et qu'il pourrait y arriver. « Je déteste Mme Khodorovitch, qui a lancé un appel aux pays occidentaux pour qu'ils aident les dissidents à résister à la « formidable oppression », qui s'exerce sur eux. Si le gouvernement soviétique réussit dans son entreprise, a-t-elle ajouté, alors, inévitablement, un nouveau réseau de surveillance que plus aucune voix ne pourra traverser. Les défenseurs des droits de l'homme en U.R.S.S. ont besoin de l'aide de l'Ouest, et, inversement, l'Ouest a besoin des défenseurs soviétiques des droits de l'homme. Car, aussi longtemps que ce mouvement existe, l'Ouest peut savoir ce qui se passe réellement en U.R.S.S. et apprendre comment les accords d'Helsinki sont violés. Si leur Orlov, Alexandre Guinzbourg, Anatole Chicharenko sont condamnés, ce sera une défaite morale de l'Ouest. Et cette défaite sera perdue, les autres le seront aussi, et pas seulement dans le domaine des droits de l'homme, mais, par exemple, en matière de désarmement. »

Mme Khodorovitch a incité l'opinion publique occidentale à faire pression pour protéger les dissidents qui, sans être emprisonnés, n'en

sont pas moins persécutés. Elle a cité, en particulier, le nom de Serge Nikitich, médecin et poète, qui était au nombre de ses amis, qui l'académicien Sakharov et l'acrobate loulou Ganiel, a avoir pris congé d'elle à l'aéroport de Moscou. M. Nikitich n'est pas venu à l'autorisation d'émigrer par les autorités. Enfin, Mme Khodorovitch a réitéré la mise en liberté des membres du groupe de surveillance des accords d'Helsinki. « Il semble tout à fait contraire à la conscience et à la raison, a-t-elle dit, qu'au moment où se tient la conférence de Belgrade, des procédures en jugement soient engagées contre eux. »

Mme Oina Kaminskaya a, pour sa part, dressé un sombre tableau de la situation des avocats en U.R.S.S. et de leurs conditions de travail. « Il est pratiquement impossible de défendre des accusés à partir de positions de principe, et les risques encourus sont encore plus grands lorsqu'il s'agit d'accusés politiques », a-t-elle dit. « Tous ceux qui ont essayé de le faire ont été écartés : certains ont été exclus du collège des avocats, d'autres n'ont plus obtenu l'autorisation nécessaire pour défendre des politiques ou ont été mis à la retraite anticipée, d'autres enfin, comme moi, ont été contraints de s'exiler. »

Avocate depuis 1940, Mme Kaminskaya a notamment plaidé dans le premier procès Boukovski-Delounsky, en septembre 1967, puis, en janvier 1968, en faveur du jeune poète Iouri Galenskov (mort dans un camp), d'Alexandre Guinzbourg, de Pavel Litvinov et Larissa Bogoraz, après leur manifestation sur la place Rouge contre l'intervention en Tchécoslovaquie (octobre 1968), d'Anatole Merchenko et de l'historien Ilya Gabel. Après ce dernier procès, en 1969, il lui fut interdit de plaider pour d'autres causes politiques parce qu'elle refusait les normes imposées habituellement à la défense en Union soviétique. Elle a été rayée du barreau, le 28 juin dernier. Son mari, M. Semies, juriste de profession, a travaillé à l'Institut juridique de Moscou, d'où il a été chassé en mai dernier en raison de ses contacts avec des journalistes occidentaux en poste à Moscou.

M. Popovski avait, quant à lui, créé cet été une « agence de presse libre » qui donnait des informations sur les tracasseries et les persécutions subies par les défenseurs des droits de l'homme. Cette agence a eu la vie courte, puisqu'elle n'a duré que du mois de juin au mois d'octobre. A la différence de Mme Khodorovitch et de son mari, M. Popovski compte émigrer en Israël.

ANITA RIND.

Irlande du Nord

Les catholiques modérés demandent l'ouverture de négociation entre Belfast, Dublin et Londres

Correspondance

Belfast. — Le septième congrès annuel du parti démocrate socialiste (S.D.L.P.), la principale formation catholique modérée d'Irlande du Nord, s'est tenu le 6 novembre en présence de trois cent cinquante délégués.

Le leader du parti, M. Gerry Fitt, a déclaré que le S.D.L.P. ne renoncerait jamais à son objectif à long terme qui est la réunification de l'Irlande, seule solution possible, estime-t-il, à la crise actuelle, puisque la détermination britannique de maintenir l'union avec la Grande-Bretagne a été un échec et a amené mécontentement et injustice. Mais, pour M. Fitt, il ne saurait y avoir de réunification de l'Irlande sans un accord avec les unionistes (protestants) d'Irlande.

L'exécutif du parti s'est, pour sa part, déclaré hostile à deux hypothèses que certains éléments du S.D.L.P. avaient envisagées avec intérêt au cours de l'année écoulée : le retrait immédiat des troupes et de l'administration britannique et la création d'un Etat d'Irlande du Nord indépendant.

Un document intitulé « Face aux réalités » (Facing Reality), qui avait été distribué à tous les délégués, a servi de base de discussion. Le leader adjoint du parti, M. John Hume, a indiqué que l'unité de l'Irlande était un but à long terme, mais que tout accord dans ce sens devrait faire l'objet de longues négociations dont les préliminaires devaient commencer immédiatement. Il a suggéré l'ouverture de discussions très souples entre tous les partis politiques d'Irlande et des représentants de Londres et de Dublin, à l'exclusion des organisations paramilitaires. Ensuite, a-t-il précisé, une série de projets destinés à résoudre les problèmes écono-

miques et sociaux du nord et du sud de l'Irlande pourraient être mis au point.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

Les délégués ont demandé que le secrétaire d'Etat britannique de l'Irlande du Nord, M. Roy Mason, dévoile dès à présent son plan pour remédier à la situation actuelle ou, au moins, accepte les recommandations du S.D.L.P.

DIPLOMATIE

Un colloque à Tunis

L'opinion publique occidentale et le nouvel ordre économique international

De notre envoyé spécial

Tunis. — A l'occasion de la journée mondiale de l'information sur le développement, un intéressant colloque s'est tenu à Tunis, à la fin d'octobre, sur « l'opinion publique des pays développés face au nouvel ordre économique international ». Organisé par le Centre de l'information économique et social des Nations unies, dirigé par M. Mazziat (Pays-Bas), et par le gouvernement tunisien, représenté par M. Massoud, secrétaire d'Etat à l'information, ce colloque réunissait, outre M. Guerrero, ministre d'Etat du Venezuela, Akkari, sous-secrétaire général adjoint de l'ONU pour les questions économiques, qui fut le modérateur de la rencontre, quelques personnalités choisies dans les milieux les plus divers — patronat, syndicats, Eglise universitaire — avec lesquels des journalistes de la grande presse et de la radiotélévision européennes engagèrent un dialogue d'une particulière franchise.

Dans leur ensemble, les participants à cette rencontre ont admis que les refus opposés par les pays industrialisés à la requête des pays en voie de développement en faveur d'un nouvel ordre économique plus équitable, l'extrême lenteur tout au moins avec laquelle ils entrent dans la voie des réformes de l'ordre actuel, proviennent dans une large mesure du peu d'intérêt que l'opinion publique des pays développés porte à ces problèmes.

Comment changer cet état d'esprit ? Le Père de Riedmatten, secrétaire du conseil pontifical Cor Unum, M. Ziegler, directeur de la Suisse ou-dans de notre parti. Comment peut-on défendre les droits des peuples sur le continent américain et les nier et combattre sur le sol de l'Europe ? Y a-t-il des « bons séparatistes » qui parlent français et des « mauvais séparatistes » qui parlent basque, breton, occitan ou corse ? Bref, quel est le rôle des peuples inférieurs qui n'en possèdent pas ?

En tout état de cause, nous admettons le télégramme suivant à l'Elysée, destiné à M. René Lévesque : « Vous rappelez que plusieurs nationalités sont plus opprimées que le Québec par l'Etat qui vous reçoit. Solidarité avec le basque et québécois. » EIAS, parti socialiste du peuple basque.

« Nous aussi, nous disons « Vive le Québec libre ! » au même temps que Vive l'Euskadi libre ! », et que cette libération se fasse et par et pour les classes opprimées de nos peuples. »

(1) Boite postale 3, Bayonne.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-89-90.

Exposition-vente Jusqu'à fin janvier 78

vente aux particuliers TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, d'origine, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, présentés

aux entrepôts Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à

ASIE

AFRIQUE

Vietnam

Les relations entre Paris et Hanoï demeurent limitées

Un accord-cadre a été signé, lundi 7 novembre, à Hanoï, entre l'entreprise française Creusot-Loire et la société d'Etat vietnamienne Techno-Import pour la construction d'un complexe sidérurgique évalué à 1 milliard de francs. Ce complexe sera situé à Thai-Nguyen, au nord de Hanoï.

Le projet — financé par des dons du gouvernement français et des prêts publics et privés à faible taux d'intérêt garantis par la France — produira entre 250 000 et 300 000 tonnes d'acier dans les années 80. Environ trois cents Français résideront à Thai-Nguyen pendant la durée des travaux. — (A.F.P.)

L'année 1977 aura été, pour les relations franco-vietnamiennes, celle des « retrouvailles » — selon les termes du chef du gouvernement, M. Pham Van Dong, — de la normalisation, deux ans après la fin de la guerre amérainienne et vingt-trois ans après Dien-Bien-Phu. En avril, pour la première fois, un premier ministre du Vietnam réuni à Paris. De son côté, le ministre français des Affaires étrangères, M. de Guiringaud, doit se rendre au Vietnam au début de 1978.

Six mois après la visite de M. Dong, le temps est venu de dresser un premier bilan. Sans doute n'est-il pas à la hauteur des espérances de certains, qui voyaient s'établir entre Paris et Hanoï des relations privilégiées. C'était oublier l'appartenance du Vietnam au camp socialiste, et l'absence de politique asiatique « tous azimuts » de la France, et accorder trop d'importance à un passé commun — colonial — que les Vietnamiens ne voient pas exactement sous le même angle que la France. De plus, les très graves difficultés agricoles du Vietnam, auxquelles s'ajoutent les problèmes politiques posés par l'assimilation du Sud, empêchent au premier chef les préoccupations des dirigeants.

Le séjour de M. Dong à Paris, qui était dénommé dans l'enthousiasme « entrée » diplomatique dans le monde occidental. Des négociations avaient abouti, d'autres s'annoncent : une commission mixte de coopération économique était créée. Un protocole d'aide de 671 millions de francs pour 1976 était signé. Un accord pour l'indemnisation des sociétés commerciales et industrielles françaises au Sud était conclu : le Vietnam verserait 80 millions de francs, mais se refusait à indemniser les plantations. Elle obtenait un contrat d'exploration pétrolière et Air-France le droit d'escale à Hanoï (le premier avion devrait se poser vers janvier). Enfin, la question du rapatriement des res-

1 milliard de francs de contrats

L'aide économique a déjà permis plusieurs réalisations, tandis que, selon le Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.), des contrats ont été signés pour une valeur de 700 millions de francs ; d'autres contrats, portant sur plus de 300 millions, sont en cours de négociation. Une usine de laine pour tapis, une usine de traitement de la badiane (anis étoilé servant à la fabrication du pastel), une usine de vélos sont achevées ; des projets de filature de cimenterie (à Hanoi), de ligne de transport de courant entre Ho-Chi-Minh-Ville et Cantho, des contrats de fourniture de pièces détachées, d'engrais commencent à être mis en marche ou sont sur le point de l'être. La France a livré plusieurs chalutiers.

La plus importante de celle fournie par les pays occidentaux ; seule la Suède accorde une assistance d'un niveau comparable. Le Japon a débouché de nouveaux crédits. Le montant de l'aide française représentait, entre 1973 et 1976, 33 % de celle de l'Occident ; elle représente aujourd'hui seulement 13 % de celle du camp socialiste, telle quelle peut être estimée. Pour aider Hanoï à faire face à un déficit d'acier, qui dépasse le million de tonnes, Paris a donné 13 000 tonnes de bilé et participe à l'effort de la C.S.E. sur le plan alimentaire.

Dans le domaine commercial, la place de la France est beaucoup plus modeste. Si l'on excepte la Chine — les statistiques n'étant pas connues — elle est la sixième client du Vietnam (15,6 millions de francs en 1976, 12 de janvier à août 1977, soit environ 2 % du total, à égalité avec la Belgique) et son septième fournisseur (138,3 et 78 millions de francs respectivement, soit 6,5 % du total, juste après la Suède). Ces échanges sont très fortement déséquilibrés au profit de la France, qui achète des produits alimentaires, des huiles essentielles et des objets d'artisanat et vend surtout du matériel mécanique et électrique, des engrais, des céréales et des produits laitiers.

Il serait prématuré de dire que les relations franco-vietnamiennes ont atteint un palier. Hanoï n'est beaucoup de temps à prendre ses décisions : le régime est empêtré dans une bureaucratie qui retarde considérablement les choix et leur application, il n'a pas encore fixé définitivement ses objectifs, et estime les produits français trop chers. Mais Paris devrait tenir compte du fait que nombre de dirigeants formés pendant l'ère coloniale et encore attachés sentimentalement par la France, cédèrent bientôt la place à une nouvelle génération qui n'aura connu que le monde socialiste.

PATRICE DE BEER.

LA GUERRE DE L'OGADEN

Mogadiscio espère que l'Occident exercera des pressions diplomatiques sur Moscou

De notre envoyé spécial

Mogadiscio. — En fournissant une aide militaire massive aux Ethiopiens, Moscou voudrait imposer aux Somaliens, une par sondeuse qui ferait de leur pays le parent pauvre d'un ensemble régional dominé par l'Éthiopie. Pour résumer une opinion assez répandue à Mogadiscio, une aide militaire occidentale au régime somalien ou, à défaut, des pressions diplomatiques auprès de Moscou sont le meilleur moyen — et peut-être le seul — de déjouer le calcul soviétique.

Selon différentes sources diplomatiques, l'U.R.S.S. demande aux Somaliens de retirer leurs troupes d'Ogaden. En échange, elles garantiraient que les forces éthiopiennes ne profiteront pas du vide ainsi créé et resteront sur leurs positions. Mogadiscio dément avoir envoyé des unités au-delà de ses frontières, mais reconnaît avoir participé à l'opération de libération de la Somalie occidentale. Depuis la visite du président Siyad Barre à Moscou fin août, les Soviétiques exigent un « cessez-le-feu » avant toute discussion. Il s'agit d'un cessez-le-feu « sur place », selon la formule appliquée sans grand succès au Vietnam en janvier 1973.

La fermeté de Moscou à l'égard de Mogadiscio s'est manifestée à plusieurs reprises depuis le début, en juin, de la guerre d'Ogaden. A partir de la mi-août, la presse soviétique a commencé à accuser la Somalie d'avoir dépêché des troupes sur le terrain. Lors de son séjour à Moscou, fin août, le président somalien n'a pas rencontré M. Brejnev. Mols d'un millier de Soviétiques seraient encore stationnés en Somalie, contre cinq à six mille au début de l'année.

Surtout, les livraisons d'armes soviétiques au régime du colonel Mengistu et l'envoi d'experts cubains sont perçus sur le terrain, ont joué un rôle déterminant, ces deux derniers mois, dans la défense de Dire-Daoua et de Harar. L'offensive des forces somaliennes aurait sans doute réussi en septembre sans l'arrivée de ces renforts. Les Ethiopiens sont désormais appuyés par des hélicoptères armés, et des pilotes éthiopiens, après six mois de recyclage intensif en Union

du régime militaire éthiopien aux prises avec plusieurs insurrections.

À moins de continuer d'opter pour la non-intervention, ce que semble souhaiter Washington, les Occidentaux ont donc le choix entre deux possibilités : soit s'acheminer sur Mogadiscio, par des intermédiaires arabes ou même européens, des armes qui permettraient aux Somaliens de non de reprendre l'offensive, du moins de tenir assez longtemps pour négocier un compromis avec Addis-Abeba, soit faire pression directement sur Moscou afin d'obtenir des garanties suffisantes pour qu'une « paix soviétique » offre une porte de sortie honorable aux Somaliens.

Quant aux Soviétiques, ils ne jurent pas sur du velours : l'absence de leur protégé éthiopien demeure douteuse. Cependant, l'ampleur de l'aide de Moscou à Addis-Abeba a déjoué les calculs des Somaliens. Avant d'envisager de reprendre le dialogue avec Moscou, rompu depuis pratiquement six mois, Mogadiscio a choisi de demander d'abord aux Occidentaux de définir leur attitude face au conflit. Si ces derniers refusent de faire un geste, ils risqueraient de perdre toute influence en Somalie. Mogadiscio n'aurait plus alors qu'à tenter de négocier ce qui peut être encore avec Moscou.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

IL N'Y A AUCUNE UNITÉ DE COMBAT CUBAINE EN ÉTHIOPIE affirme La Havane

Pour la première fois depuis le début du conflit entre l'Éthiopie et la Somalie, Cuba a condamné nettement dimanche 6 novembre, la « guerre d'agression » menée par le gouvernement de Mogadiscio, en l'accusant d'être à l'origine des combats. La Havane réaffirme, en outre, catégoriquement ne pas avoir engagé de troupes aux côtés de l'armée éthiopienne, alors que divers témoignages font état de la thèse contraire.

Sur ce disque, il y a plus de tableaux qu'au Louvre.



Ce disque est, à lui seul, une photothèque à laser. On peut y archiver 25 000 images en couleur. Son fonctionnement ? Un laser balaye le disque en y faisant une rangée de minuscules petits trous. Chaque image est exactement reproductible. Ce système n'est pas encore commercialisé en France, mais en développement en Allemagne.

Imaginez un rédacteur chargé d'écrire un article sur Picasso. Il va commencer par faire des recherches dans tous les documents et informations qu'il possède. Même si les archives de son journal sont parmi les plus complètes du monde, et classées sur ordinateur, il n'aura les renseignements sur son bureau que le lendemain matin. Avec la nouvelle photothèque Bosch, c'est une affaire de quelques secondes. L'archiviste n'a qu'à sortir le disque et programmer le code. Aussitôt, les images et textes souhaités apparaissent sur l'écran. L'appareil a repéré les perforations désirées et le rayon laser les a balayées.

L'archivage est aussi simple que la lecture. Le rayon laser brûle des rangées de trous minuscules dans la couche d'enregistrement du disque en plexiglas. Chaque tour du disque infiniment rapide, correspond à une image couleur de qualité exceptionnelle. Et un seul disque en contient 25 000.

Elles sont visibles instantanément. Aussi souvent et longtemps que l'on veut. Enfin, aucune disparition accidentelle de l'image n'est à craindre.

Les autres possibilités de la photothèque Bosch.

Elle peut restituer un film sonore d'une durée de 17 mn. Ce qui intéressera toutes les sociétés de télévision. On peut enregistrer les informations du jour, les spots publicitaires, etc... et les ressortir, image par image ou séquence par séquence, pour faire des montages.

Autre application : les services d'identification de la police. Il suffit d'appuyer sur un bouton pour obtenir une fiche anthropométrique complète (empreintes, signalement...).

contendra jamais un meuble d'archives. Enfin, c'est la solution des problèmes de stockage dans les industries et les ateliers. Il permet de rassembler toutes les données de toutes les pièces détachées d'une automobile, par exemple.

L'avenir de la photothèque à laser n'a pour limites que l'imagination de ses utilisateurs.

BOSCH partage votre vie et vous ne le savez pas toujours.

Savez-vous que votre voiture est probablement équipée avec des produits BOSCH et que lors de la prochaine révision elle sera sans doute mise au point et vérifiée avec des appareils de contrôle BOSCH ? Quant à votre autoradio, si c'est un BLAUPUNKT, pensez aussi que BLAUPUNKT est une société du Groupe BOSCH.

BOSCH accompagne vos gestes quotidiens en bien d'autres occasions. De nombreux produits alimentaires que vous achetez dans les grandes surfaces sont emballés par nos machines ; vous les préparez peut-être dans votre cuisine BOSCH, et vous les conservez dans votre réfrigérateur BOSCH.

Pent-être réalisez-vous des films avec une caméra de chez BOSCH dont la marque est BAUER. Il y a également des salles de cinéma équipées de projecteurs BAUER. C'est d'ailleurs vraisemblablement avec nos yeux que vous avez regardé les Jeux Olympiques : beaucoup d'épreuves ont été retransmises par des caméras de télévision BOSCH.

Nous sommes présents dans beaucoup de domaines : on utilise l'outilage BOSCH pour construire des appartements ; le matériel ferroviaire est équipé de composants fabriqués par BOSCH, et grâce aux réchauffeurs de sang BOSCH, les hôpitaux peuvent porter leurs réserves de sang à la température du corps humain.

5700 scientifiques et techniciens travaillent chez BOSCH à la recherche et au développement de nouveaux produits et de meilleures méthodes, exclusivement.

Le Groupe BOSCH en France : 5 usines.

BOSCH

AFRIQUE

LE SORT DES FRANÇAIS ENLEVÉS EN MAURITANIE

Paris espère encore parvenir à une « solution diplomatique »

Après la suspension de ses négociations avec les dirigeants du Front Polisario, l'envoyé spécial du gouvernement français à Alger, M. Claude Chayet, est arrivé lundi 7 novembre à 18 h 30 à Orly. Répondant aux questions des journalistes, M. Chayet, après s'être étonné que la presse française ait parlé « de rupture ou de blocage des négociations », s'est borné à déclarer qu'en ce qui concerne le Front Polisario, il faut éviter de laisser se poursuivre des conversations avec les représentants du Polisario ayant été « instructives ». Il a, d'autre part, affirmé que les captifs français

du Front étaient bien traités en otages et non en prisonniers. M. Chayet, qui devait rendre compte de la mission ce mardi au ministre des affaires étrangères, M. de Gurgand, a indiqué qu'il comptait repartir très prochainement pour Alger, « où l'espère toujours, a-t-il dit, que nous parviendrions à une solution diplomatique ».

Le secret entourant l'identité de la personnalité française qui s'était rendue samedi et dimanche à Nouakchott pour rencontrer notamment le président Ould Daddah a été levé. C'est M. Jourdain, conseiller du président de la République pour les affaires africaines, qui a effectué ce déplacement. Il avait informé le chef de l'Etat mauritanien de la façon dont se déroulaient les entretiens de M. Chayet à Alger.

Le ministre français de la défense a démenti lundi de façon catégorique que des parachutistes aient été envoyés en renfort à Zouérate. Selon lui, les huit soldats français, qui sont arrivés récemment dans la cité minière (« le Monde » daté 6-7 novembre), font partie du contingent de cinquante-trois militaires servant en Mauritanie comme coopé-

rants techniques pour initier l'armée mauritanienne à l'emploi de certains matériels. Le ministre dément également les rumeurs selon lesquelles la base d'Atar serait « réactivée ».

Dans un communiqué publié lundi, la Fédération des républicains de progrès, présidée par M. Jean Charbonnel, a exprimé « le vœu que les pourparlers entre le gouvernement français et le Polisario puissent reprendre rapidement sur la base de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

« Je peux donner l'assurance à leurs familles que les otages sont en vie »

déclare à Brest M. Giscard d'Estaing

Voici les principaux extraits des déclarations que M. Giscard d'Estaing a faites, lundi 7 novembre, à Brest, à propos des otages du Polisario :

« Le problème n'est pas celui de l'appréciation par la France du statut ou du rôle du Front Polisario. Il faut éviter de laisser se déplacer le problème. Le problème est celui du sort des otages civils français détenus par cette organisation. Le problème du Polisario est un problème international, dont sont saisis des instances internationales, et la France n'entend pas se laisser aller à ce problème qui appartient à l'appréciation d'instances internationales ou africaines.

« La France n'entend pas se mêler de ce problème, dont il doit être débattu dans les instances internationales, et non pas par la France, de manière bilatérale, sous la pression de la détention d'otages.

« Le Front Polisario est reconnu par très peu de nations, et par un seul pays arabe, l'Algérie. Aucun pays européen. Un seul pays socialiste, la Corée du Nord. Seulement onze des quarante-neuf pays africains l'ont reconnu.

« Alors, j'en viens aux otages. Les otages sont des otages, des civils français travaillant pour des entreprises de droit privé enlevés sur le territoire mauritanien et non sur celui de l'ex-Sahara espagnol. Ils ont été enlevés il y a plusieurs mois sur le territoire d'un pays indépendant, et ils sont traités comme des otages. C'est pourquoi les motifs qui conduisent la France à demander leur libération sont des motifs à caractère humanitaire et qui s'appuient sur les droits de l'homme.

« Je suis heureux de pouvoir dire à leurs familles que, d'une source tout à fait précise, je peux leur donner l'assurance, à l'heure actuelle, que les otages de Zouérate sont en vie. Mais les familles n'ont jamais reçu de nouvelles. Concernant le droit des personnes, voilà des personnes civiles qui, naturellement, n'ont jamais été jugées, qui n'ont jamais reçu la visite d'une organisation humanitaire ni sanitaire, et qui sont donc traitées contrairement aux droits de l'homme.

« Je souhaiterais que toutes les organisations françaises qui ont manifesté récemment pour d'autres affaires, les préparations au titre des droits de l'homme s'associent à notre campagne de protestation devant la détention arbitraire de six civils, dont, pen-

dant plusieurs mois, les familles n'ont pas pu avoir accès à aucune des formes habituelles et normales de communication ou de liaison.

« La France poursuivra avec détermination tous ses efforts pour aboutir à la libération de ces otages détenus arbitrairement, et elle compte sur tous ceux qui, en France ou dans le monde, se préoccupent de l'homme, et de l'homme surtout, que par des déclarations abstraites pour faire en sorte que ces civils innocents puissent retrouver leur vie normale et leurs familles.

« Il ne s'agit pas d'action de guerre ni de guerre politique dans laquelle la France serait engagée. Mais ces otages doivent être libérés. J'ai écrit au président Boumediène pour lui dire que je comptais sur l'intervention de son autorité.

« Le président Giscard d'Estaing a opposé un « pas de commentaire » à une question sur l'envoi de renforts militaires français à Dakar (le Monde du 3 novembre).

« La France poursuivra avec détermination tous ses efforts pour aboutir à la libération de ces otages détenus arbitrairement, et elle compte sur tous ceux qui, en France ou dans le monde, se préoccupent de l'homme, et de l'homme surtout, que par des déclarations abstraites pour faire en sorte que ces civils innocents puissent retrouver leur vie normale et leurs familles.

« Il ne s'agit pas d'action de guerre ni de guerre politique dans laquelle la France serait engagée. Mais ces otages doivent être libérés. J'ai écrit au président Boumediène pour lui dire que je comptais sur l'intervention de son autorité.

« Le président Giscard d'Estaing a opposé un « pas de commentaire » à une question sur l'envoi de renforts militaires français à Dakar (le Monde du 3 novembre).

« La France poursuivra avec détermination tous ses efforts pour aboutir à la libération de ces otages détenus arbitrairement, et elle compte sur tous ceux qui, en France ou dans le monde, se préoccupent de l'homme, et de l'homme surtout, que par des déclarations abstraites pour faire en sorte que ces civils innocents puissent retrouver leur vie normale et leurs familles.

« Il ne s'agit pas d'action de guerre ni de guerre politique dans laquelle la France serait engagée. Mais ces otages doivent être libérés. J'ai écrit au président Boumediène pour lui dire que je comptais sur l'intervention de son autorité.

« Le président Giscard d'Estaing a opposé un « pas de commentaire » à une question sur l'envoi de renforts militaires français à Dakar (le Monde du 3 novembre).

« La France poursuivra avec détermination tous ses efforts pour aboutir à la libération de ces otages détenus arbitrairement, et elle compte sur tous ceux qui, en France ou dans le monde, se préoccupent de l'homme, et de l'homme surtout, que par des déclarations abstraites pour faire en sorte que ces civils innocents puissent retrouver leur vie normale et leurs familles.

« Il ne s'agit pas d'action de guerre ni de guerre politique dans laquelle la France serait engagée. Mais ces otages doivent être libérés. J'ai écrit au président Boumediène pour lui dire que je comptais sur l'intervention de son autorité.

« Le président Giscard d'Estaing a opposé un « pas de commentaire » à une question sur l'envoi de renforts militaires français à Dakar (le Monde du 3 novembre).

Avec les défenseurs de Zouérate

De notre envoyé spécial

Zouérate. — L'adjudant Ey sent, porte la main gauche sur son poitrine, puis son visage tend par le soleil d'éclore d'un large sourire. Manifestement, le responsable de cette petite position de surveillance forte d'une vingtaine d'hommes est heureux d'accueillir un visiteur. Les distractions doivent être rares dans ces unités installées à 5 kilomètres de Zouérate, le long du mur de sable de plus de 2 mètres de haut édifié pour barrer la route aux Land-Rover du Polisario. Coincés dans un petit périmètre délimité par un heurt latéral de cailloux et de sable, les soldats mauritanien attendent des journées entières, scrutant incessamment un désert qui s'étend à perte de vue avec, çà et là, un arbre ou un quelconque (colline isolée, en forme de pain de sucre).

Un homme au sommet de la digue veille, allongé sur une couverture, la Meuser pointée en direction de cette immensité rocailleuse et sablonneuse qui ne finit pas. On songe au héros du désert des Tartares. Mais, ici, l'ennemi n'est pas hypothétique, c'est une menace permanente.

Ces soldats ne sont pas pour autant heureux. Ils patientent assis entre deux bidons d'eau, une tache de fortune à côté d'un mortier de 60 et deux fusils mitrailleurs posés sur les caisses d'obus. Un canon a été installé sous un abri métallique. La nuit, ils s'allongent le long de la digue. Ce sont les défenseurs de Zouérate.

Le capitaine Sid Ahmed Chelhi pense que la protection est efficace et que, maintenant, l'effet de surprise ne peut plus jouer : « Nous attendons le Polisario nuit et jour », dit-il. Les unités d'intervention patrouillent dans des véhicules blindés légers autour du périmètre protégé. Les unités d'entretien sont en place. Est-il suffisant ?

Des soldats de l'armée marocaine sont venus le renforcer. Installés dans une base, à proximité de l'aéroport, ils doivent effectuer des missions d'inter-

vention. On ne les voit jamais en ville. Ils restent dans leur cantonnement, protégés de l'ennemi et des regards indiscrets par un mur de sable et de pierre, un véritable camp retranché avec, à l'intérieur, des chicanes constituées par des talus : presque un labyrinthe. Le commandant ne reçoit aucune visite. De temps à autre, des avions Hercules amènent le ravitaillement et tout ce qui est nécessaire. D'ailleurs, ils ont même déchargé des trunks d'armes pour faire une palissade.

« Ça, c'est une vraie armée, constataient deux jeunes civils mauritanien. Il y a de la discipline. Ce n'est pas comme chez nous, où il suffit d'avoir un cousin grand pour devenir sergent, même si on ne sait ni lire ni écrire ».

Le colonel Ahmed Bousseif, qui commande la 11^e région militaire, rappelle que, en vertu des accords passés avec le Royaume chérifien, les Marocains sont placés sous son commandement. Combien sont-ils ? « Je ne peux vous le dire exactement », réplique-t-il calmement. De quel effectif disposez-vous ? « J'ai un certain effectif », ajoute-t-il en souriant, déconcerté d'une incisive couronnée d'or. Détendu, le visage émacié, le colonel Bousseif n'est pas bavard.

Une chose est sûre, cependant : les huit paras français arrivés le 4 novembre à Zouérate de la base du Cap-Vert, au Sénégal, vont, selon le commandant Fleuret, s'occuper des transmissions. D'ailleurs, il se précipite à l'écoute de la radio du Polisario. C'est probable. Toujours est-il que l'arrivée de ces militaires, qui, dès le soir de leur débarquement, ont revêtu l'uniforme mauritanien, a été accueillie dans l'indifférence générale par la communauté française.

Chaque jour, ils prennent leurs repas au centre d'accueil du Cominor et sont logés, comme les journalistes, dans le seul hôtel de la ville, celui de la société minière.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Paris refuse de se laisser entraîner dans un débat politique

(Suite de la première page.)

Le conseil des ministres rappelle ensuite que « la situation qui régit au Sahara occidental la lutte de libération du peuple sahraoui sous l'égide du Polisario contre l'occupation de son territoire par le Maroc et la Mauritanie, sans aucune intervention de l'armée nationale populaire, dans la seule mission de défendre les frontières de l'Algérie et les acquis de sa révolution ».

En conclusion, le gouvernement « dénonce les prétentions agressives et les propos belliqueux dirigés contre l'Algérie et met en garde contre toute tentative qui aurait pour objet de porter atteinte à sa souveraineté nationale et à son intégrité territoriale ». Il répond à l'ultimatum du roi par ces aveux : « L'Algérie n'a pas encore réagi aux déclarations faites lundi soir par le président Giscard d'Estaing, mais on comprend mal ici que la France se borne à étudier le dossier des Français disparus et refuse de se laisser entraîner sur le terrain politique », alors

qu'elle aide le Maroc et la Mauritanie, et que la crise du Sahara occidental est « essentiellement politique ». Cette attitude surprenante d'autant plus qu'on est persuadé ici que le roi Hassan II n'a pu lancer son ultimatum sans avoir eu préalablement le feu vert de Paris. Ce sentiment est d'ailleurs partagé par un certain nombre de diplomates étrangers.

Une manifestation de masse

Dans l'après-midi, le F.L.N. et les organisations de masse avaient encadré une imposante marche à travers la grande artère de la capitale. S'ajoutant aux défilés qui continuent à se dérouler dans tout le pays, cette manifestation a affirmé « la détermination du peuple à défendre sa révolution et à accorder un soutien inébranlable à la juste cause sahraouie ».

Prévue, à l'origine, pour répondre à la « campagne anti-algérienne en France », la manifestation a également pris un caractère hostile à la monarchie marocaine. Malgré de violentes averse, quelque cent mille personnes, selon l'Agence Presse Service, ont traversé Alger pour converger vers la ville An-Nassr (la victoire), siège du Front Polisario.

PAUL BALTA.

DANS UNE LETTRE A M. SENGHOR

Le Polisario refuse un compromis qui modifierait les « frontières tracées par le colonisateur »

M. Mohamed Lamine, président du conseil des ministres de la R.A.S.D. (République arabe sahraoui démocratique), a adressé, le 6 novembre, au président Senghor une lettre dans laquelle il déclare notamment :

« Nous constatons avec tristesse que le sol sahraoui est de nouveau utilisé par des troupes étrangères contre notre peuple et d'autres peuples africains. Vous avez déclaré récemment que le peuple sahraoui doit être consulté sur son devenir. Les modalités que vous avez préconisées n'étaient-elles pas en contradiction avec les principes de l'Organisation de l'unité africaine, notamment l'intangibilité des frontières ? Mais aussi comment cette déclaration peut-elle se concilier avec l'obligation d'utiliser le territoire sahraoui pour un renforcement des agresseurs qui s'efforcent, par l'armée d'un troisième agresseur, extra africain ?

« On vous attribue Monsieur le président, un « projet de règlement » qui consisterait à donner à notre peuple un semblant de « homeland », la moitié, peut-être les deux tiers de notre pays, qui se joindrait à la Mauritanie.

« En tout état de cause, il ne saurait s'agir d'une unité imposée et encore moins dans la division. Le peuple sahraoui ne transigera pas sur son indépendance et son intégrité territoriale. Il ne demande rien de plus que ce qu'il obtient tous ses frères africains libre colonisés, aujourd'hui indépendants dans les frontières tracées par leurs colonisateurs. Cette inébranlable résolution de notre peuple de refus total de transiger sur son unité et sa liberté doit être pleinement comprise, et intégrée par tous ceux qui, de bonne foi, voudraient contribuer à la recherche d'une solution à la guerre fratricide qui ravage cette région... »

Angola

LE CONTINGENT DE COOPÉRANTS CIVILS CUBAINS VA ÊTRE DOUBLÉ

Luanda (A.F.P.). — Un « contingent supplémentaire » de deux mille six cents coopérateurs civils cubains est attendu en Angola, à la suite de la signature à Luanda, durant le week-end, des protocoles d'accord bilatéraux pour 1978, a annoncé, lundi 7 novembre, l'agence de presse angolaise.

Réunie depuis mercredi dernier à Luanda, la commission mixte intergouvernementale anglo-cubaine a décidé un substantiel accroissement de la coopération économique, technique, technique et scientifique entre les deux pays. Dans ce contexte, précise l'agence, le chiffre global des coopérateurs civils cubains servant en Angola sera porté à cinq mille. Le nombre de militaires cubains dans l'armée angolaise portugaise n'a jamais été rendu public à Luanda.

Le commandant Ramiro Veloso, vice-premier ministre de Cuba, qui dirigeait la délégation de son pays, a estimé, lors de la cérémonie de signature, que l'Angola et son pays soutenaient « à tous les peuples d'Afrique et du monde que ceux pays sans-développés peuvent valoir pour garantir leur indépendance, reconstruire leur économie, liquider les vestiges du colonialisme (...) et forger d'authentiques liens de solidarité sans exploitation ni retour de bénéfices matériels de la part du pays offrant ».

M. Mathlennes a déclaré qu'il avait un moment partagé une colline de 13 mètres sur 6 mètres avec cinquante-quatre détenus. S'il n'a pas été torturé, il affirme que certains ont été exécutés. Il a rapporté, coussé dans ses vêtements, une longue liste d'étrangers prisonniers en Angola, qui lui ont demandé d'essayer de les faire libérer en rapport avec leurs familles et leurs gouvernements respectifs pour les faire libérer. (Corresp.)

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Otages ou prisonniers de guerre

« Pour la première fois, la France a décidé de traiter l'ennemi en Mauritanie comme un ennemi français par le Front Polisario comme un acte terroriste », note LE POINT. Mis en cause par l'organisation sahraouie dans le conflit du Sahara occidental, le gouvernement français paraît, en effet, en appeler à la solidarité des Etats et, plus encore, au soutien de l'opinion face au terrorisme. Il ne l'avait pas fait, au mois de mai dernier, lorsque, au cours d'une première attaque contre Zouérate, des combattants du Polisario avaient tué deux Français et en avaient enlevé six autres. Josette Alla explique ainsi, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, ce changement d'attitude : « Une semaine plus tôt, écrit-elle, le 18 octobre, les Allemands viennent de prendre d'assaut, à Mogadiscio, un de leurs avions détournés. L'an du libéré les otages, lui ou blessé tous les terroristes. L'opinion mondiale les a soutenus, compris, admirés. Depuis, en matière de prise d'otages, quelque chose a changé : les gouvernements résistent. Ils emploient la manière forte ».

la sécurité des quarante mille Français résidant en Algérie. S'il est possible d'utiliser de même pour répliquer au terrorisme d'Etat.

Jean-Philippe Candron rappelle, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, l'accord signé à Madrid, le 14 novembre 1975, par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

la sécurité des quarante mille Français résidant en Algérie. S'il est possible d'utiliser de même pour répliquer au terrorisme d'Etat.

Jean-Philippe Candron rappelle, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, l'accord signé à Madrid, le 14 novembre 1975, par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

la sécurité des quarante mille Français résidant en Algérie. S'il est possible d'utiliser de même pour répliquer au terrorisme d'Etat.

Jean-Philippe Candron rappelle, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, l'accord signé à Madrid, le 14 novembre 1975, par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

La manifestation d'Alger contre la politique française

« GISCARD ASSASSIN ! »

Alger (A.F.P.). — La plus importante manifestation contre la politique française depuis l'indépendance de l'Algérie a réuni, lundi à Alger, plusieurs dizaines de milliers de manifestant qui, en scandant « Giscard assassin ! », ont bruyamment protesté contre les « menaces françaises d'intervention au Sahara ».

C'était la première manifestation organisée officiellement par le F.L.N. contre la politique française dans la région. Les manifestations, débordant les murs d'ordre généraux du F.L.N. ont vivement pris à part le président de la République française dont il est brûlé l'effigie.

Brandissant drapeaux, portraits du président Boumediène et banderoles, les manifestants, âgés de vingt à trente ans, et salués par des jets de tomates, étaient conduits par l'un des plus hauts dirigeants du F.L.N., M. Cherif Messaoudi. Ils ont scandé des slogans tels que « Giscard assassin ! », « Vive le Polisario », « Mobilisation et sacrifice », « Boumediène trop fort pour toi, Hassan, renonce, renonce... ».

Les deux cortèges, partis chacun d'une extrémité d'Alger — la place du 1^{er} mai et la place des Martyrs — ont fait leur jonction près de l'université où des milliers d'étudiants les ont rejoints pour remonter la rue Mourad-Djendouh vers le siège de la délégation du Polisario.

la sécurité des quarante mille Français résidant en Algérie. S'il est possible d'utiliser de même pour répliquer au terrorisme d'Etat.

Jean-Philippe Candron rappelle, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, l'accord signé à Madrid, le 14 novembre 1975, par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

la sécurité des quarante mille Français résidant en Algérie. S'il est possible d'utiliser de même pour répliquer au terrorisme d'Etat.

Jean-Philippe Candron rappelle, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, l'accord signé à Madrid, le 14 novembre 1975, par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

la sécurité des quarante mille Français résidant en Algérie. S'il est possible d'utiliser de même pour répliquer au terrorisme d'Etat.

Jean-Philippe Candron rappelle, dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, l'accord signé à Madrid, le 14 novembre 1975, par l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie sur le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

« Dans le marchandage, écrit-il, personne ne tient compte des habitants de l'ex-colonie espagnole : les Sahraouis. Seul l'ONU et la Cour internationale de La Haye, qui proposent que la population soit consultée sur son avenir. Le roi du Maroc n'a rien fait. Il a simplement accepté le partage de ce qui était, alors, le Sahara espagnol.

Les ca...
La...
certain...

Bois de Renovation

BRADLEY'S

net en

ATION TOTALE

les FOURTURES

de Prestige BRADLEY

mercredi 9, jeudi 10

12 novembre

SACRIFIES

400 pages

هكذا من الأصل

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les erreurs de prévision économique du gouvernement contrarient le programme électoral de M. Raymond Barre

En nommant M. Barre à l'Hôtel Matignon, en août 1976, M. Valéry Giscard d'Estaing lui avait confié deux tâches : lutter contre l'inflation et assurer « dans la plénitude de ses fonctions » le rôle de chef de la majorité au cours de la prochaine campagne électorale. Conformément aux vœux du président de la République, le premier ministre se consacra immédiatement à la première, jugeant prioritaire, en attendant qu'il se préoccupât de la seconde « le moment venu ».

Son autorité politique ayant été presque aussitôt contestée par M. Chirac, qui la défia ouvertement à l'occasion de l'affaire de la mairie de Paris, M. Barre fut rapidement contraint d'abandonner une grande discrétion sur la scène politique, malgré les sollicitations des formations de la majorité opposées aux gaullistes.

Ainsi confiné par le R.P.R. dans sa fonction principale de gestionnaire de l'économie française, le chef du gouvernement se plut alors à souligner, à différentes reprises, que, de toute façon, il n'y avait, de nos jours, de « vraie politique » que la science et qu'il entendait, en outre par conséquent, ne pas s'abaisser aux jeux de la politique « politicienne ». Il n'en espérait pas moins s'imposer aux

états-majors politiques en menant à bien son entreprise économique. Disposant d'un certain crédit dans l'opinion publique par sa qualité d'homme neutre et par sa réputation de « meilleur économiste de France » affirmée par M. Giscard d'Estaing, M. Barre avait bâti son programme électoral sur la perspective de résultats positifs, en fin d'année, dans les secteurs des prix et de l'emploi.

C'est la raison pour laquelle il avait notamment indiqué, en juillet, qu'il interviendrait en septembre pour parachever les travaux pré-électorales des partis de la majorité. Les modestes résultats économiques enregistrés au début de l'automne ne lui permirent pas de concrétiser cette intention et il dut se résoudre à poursuivre, sans plus, les consultations politiques qu'il avait engagées en relevant les uns après les autres les principales personnalités de la majorité. Avant d'annoncer sa propre candidature à Lyon, M. Barre fit alors savoir qu'il prendrait la direction de la campagne électorale au mois de janvier en présentant aux Français des « objectifs d'action » dont le gouvernement devait débattre courant novembre.

Novembre est arrivé, mais M. Barre n'a pas encore arrêté

ses objectifs d'action pour la prochaine législature. Les erreurs de prévision économique du gouvernement, illustrées par l'indice des prix alimentaires du mois de septembre (« le Monde de l'économie » du 8 novembre) contrarient une nouvelle fois le programme électoral du premier ministre dans la mesure où, contrairement à son attente, elles ne confortent pas son autorité politique, l'opinion publique demeurant plus sensible à l'indice des prix et au chômage qu'à la stabilité du franc et à l'amélioration de nos échanges extérieurs. Les nouvelles distances prises par le R.P.R. vis-à-vis de la politique gouvernementale sont à cet égard significatives.

Le cabinet du premier ministre ne cesse pas, toutefois, de travailler à la préparation du programme que M. Barre se propose de présenter aux électeurs. Il est connu notamment que, à défaut de pouvoir faire pour l'instant une démonstration incontestable de l'efficacité de sa gestion économique et sociale, le premier ministre consacrera l'essentiel de sa campagne électorale nationale à expliquer que la situation de la France serait bien pire si la gauche obtenait la majorité en mars 1978. La démonstration du programme commun de 1972 est

Des orientations floues

Pour le reste, les orientations du premier ministre restent extrêmement floues. M. Raymond Barre affirmera son soutien au président de la République et son respect des institutions de la V^e République. « Tout ce qui pourrait compromettre nos institutions ou serait explicitement ou implicitement dirigé contre le président de la République doit être dénoncé », déclarait-il samedi.

Epousant les thèmes gaulliens, il insistera, en politique étrangère, sur l'indépendance de la France, « meilleur garant de notre capacité de coopération et de notre influence dans le monde ».

Il préconisera également « la mise en place d'une économie

moderne et dynamique » capable d'affronter la concurrence étrangère, ainsi qu'une politique sociale « hardie et vigoureuse ». Ses objectifs d'action feront une large place à l'amélioration de la situation des catégories sociales les plus défavorisées (personnes âgées, handicapées, travailleurs manuels, etc.) et à l'égalité des chances pour les jeunes. Il n'est pas sans que ses propositions comprennent certaines arêtes pour le R.P.R., mais l'entourage de M. Barre indique que pour le premier ministre l'élaboration d'un tel programme ne saurait se poser en termes de concurrence électorale. On ajoute, à l'Hôtel Matignon, que le chef du gouvernement n'a pas encore arrêté la stratégie qu'il adoptera

ALAIN ROLLAT.

DEVANT LES P.M.E.

M. Chirac : la taxation des prix est inefficace inutile et vexatoire

Hâte, lundi soir 7 novembre, de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, que préside M. Giscard d'Estaing, M. Jacques Chirac, devant quelque deux mille cinq cents membres de ces professions, a à la fois chanté un hymne à la libre entreprise et pris la défense de l'artisanat et du commerce.

Le président du R.P.R. répondait ainsi pour la première fois aux propos tenus jeudi 5 novembre par le premier ministre et aux mesures de taxation des prix arrêtées par le gouvernement. En critiquant vivement ces dernières — sous les applaudissements de son auditoire — M. Chirac a marqué un peu plus les distances qu'il prend avec la politique du gouvernement en matière de taxation des prix. C'est sur un ton résolu que le chef du R.P.R. a annoncé que son groupe n'accepterait pas « la mesure mise en œuvre de la loi Royer » et qu'en tant que maire de Paris il a proclamé qu'il « ne serait pas question » pour lui « d'autoriser la moindre ouverture de grand magasin dans la capitale », soulignant l'utilité pour l'animation urbaine et pour l'équilibre social d'un tissu serré de petites commerces indépendants.

Visant l'ensemble des propos récents de M. Barre, il a affirmé : « Sans réforme d'ensemble, toute mesure de limitation de la taxation des prix apparaît comme inefficace, inutile et vexatoire », et il a dénoncé la politique du « pilotage à vue dans le brouillard, incapable de nous sortir de la crise ».

Le président du R.P.R. a rappelé les objectifs de « la nouvelle politique de l'économie » qu'il propose et qui concernent en priorité « la restauration du plein emploi, la libération des initiatives et la définition d'objectifs nationaux à moyen terme grâce au Plan, qui restera fondamentalement anti-économique avec la liberté pour les entreprises de se gouverner elles-mêmes ».

Demandant une « véritable cure de liberté pour les entreprises » par un allègement de la bureaucratie, il a souligné que la réglementation des prix est insuffisante de façon totalement nouvelle, car la réglementation actuelle « ne peut qu'inciter les plus honnêtes à la fraude et à la ruse ».

Amorçant sa volonté d'établir

une « charte des objectifs de redressement de la nation » et précisant que les petites et moyennes entreprises devaient être « une structure privilégiée de notre nouvelle stratégie économique », l'ancien premier ministre a énuméré une série de projets de réformes. Il a cité tout d'abord le statut social de l'entreprise, distinguant entre la personne morale et la personnalité du chef d'entreprise, une refonte de la fiscalité pour la rapprocher de celle des salariés, la création d'un salaire fiscal de l'épouse, l'établissement d'une véritable des biens par réévaluation des actifs amortissables et des dettes, l'harmonisation totale des prestations avec le régime général de la Sécurité sociale, une réforme de l'assiette des cotisations sociales, l'instauration d'un « fonds de garantie interentreprises » contre les risques de licenciement qui serait constitué par des provisions contractées d'impôts et d'immobilisations auprès de l'Etat sous forme de bons du Trésor, des facilités pour l'accès au crédit et, enfin, une réorientation de l'épargne populaire vers les secteurs productifs et créateurs d'emplois, sans compter la hausse des loyers commerciaux, à laquelle il s'opposera, et la réduction des droits de mutation qu'il encouragera.

Tous ces projets ont été salués d'applaudissements.

M. Chirac s'est pourtant gardé de pousser son avantage et de se livrer à toute violence verbale. Mais sa réprobation des aspects de l'action économique et sociale de son successeur à l'Hôtel Matignon était sans équivoque. Or une partie de l'assistance était composée de commerçants qui venaient de décider la veille, mercredi prochain et dont plusieurs étaient venus pour exprimer leur rancœur à l'égard de la politique du premier ministre.

Sans quelques « Barre démission » avaient été lancés à l'ouverture du meeting. A l'issue de celui-ci, les plus passionnés reprochaient à leurs dirigeants de n'avoir pas fait le procès du gouvernement. Et pour les calmer, le vice-président de la confédération concédait : « M. Barre a fait une gaffe monumentale. Les commerçants alimentaires sont les plus sensibles de nos adhérents. Les prendre de front est une folie ». Si tous semblaient satisfaits d'avoir entendu les propos d'indignation et d'encouragement de M. Chirac, la plupart poursuivaient leurs discussions sur les croissants au beurre, les pointes de chair, le veau de lait et la bière pression qui semblaient être pour eux les ingrédients de base de la cuisine électorale.

ANDRÉ PASSERON.

A Lyon, une poignée de main par-ci, un sourire par-là...

De notre correspondant régional

Lyon. — Quel candidat aux législatives pouvait espérer rassembler autour de lui autant de journalistes de l'audiovisuel et de la presse pour le lancement de sa campagne ? Pourtant, à peine arrivé dans le quartier Montchat pour son premier contact avec les électeurs de la quatrième circonscription de Lyon, lundi 7 novembre, M. Raymond Barre a manifesté à plusieurs reprises de l'irritation à l'égard des journalistes, de l'insatiation.

« Voulez-vous me rentrer vos mœurs ! », a-t-il grondé dès sa première rencontre avec un journaliste du quartier, M. Albert Richard, venu l'entretenir du prix des croissants. Chuchotant pour éviter qu'on ne recueille ses propos, faisant les gros yeux à ceux qui tentaient de prendre des notes, le professeur Barre a expliqué à son interlocuteur que son fils était vu réclamer 2 F pour un croi-

sant qu'une semaine plus tôt le commerçant vendait 1,50 F. « Mais nous sommes des gens qui travaillons beaucoup », lui a fait observer, en réponse, le professionnel. « Je suis bien conscient de cette situation... Il y a, en effet, un problème... »

A un de nos confrères qui lui demandait pourquoi il n'avait pas reçu les délégations de Barlet et de Rhône-Poulenc qui l'attendaient le matin à l'aéroport de Bron, M. Barre a répondu sèchement : « Je repais les délégations quand elles me demandent un rendez-vous ».

Derrière le groupe, une trentaine de personnes dont plus de la moitié de journalistes agglutinés autour du premier ministre, une vieille dame proteste : « On ne fait rien pour les vieux. Il n'y a pas de transports en commun le dimanche et le soir. Et pour les retraités, on nous

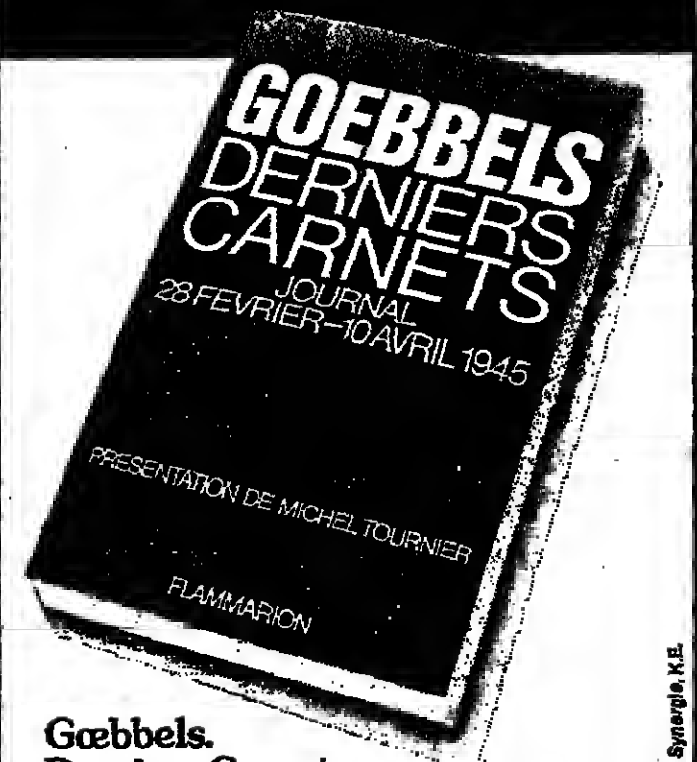
reprend d'une main ce qu'on nous donne de l'autre. »

Avant d'entrer dans le café des Mâtanes, où il signera le Livre d'or que lui présente le patron, M. Barre est arrêté, au passage, par l'un de ses « adversaires », M. Robert Poux, candidat de l'Union logique. Le premier ministre croit avoir entendu « écologiste ». « Qu'est-ce que vous savez de l'écologie ? », demande-t-il légèrement agacé. L'homme sort un tract imprimé sur papier vert — ce qui rend le quiproquo, — ce qui lui a permis de lui dire, dans l'oubli de la rampe à Paris, que l'Union logique, en prise directe avec le bon sens et la conscience de chaque Français, est inspirée par Descartes, par l'esprit généreux de Blanqui et de Jaurès, par le pragmatisme de Pinay et de Mendès France, par l'exemple de Charles de Gaulle,

● M. Giscard d'Estaing président, jeudi 10 novembre, un conseil ministériel restreint consacré aux départements d'outre-mer. Lors de l'examen du budget des DOM par l'Assemblée nationale, le jeudi 9 novembre, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, avait indiqué que ce conseil étudierait, en particulier, des mesures nouvelles pour lutter contre le chômage dans ces départements.

Les carnets de Goebbels.
La conscience d'une certaine inconscience.

Flammarion.



Goebbels.
Derniers Carnets
400 pages, 60 F.

FLAMMARION

Avant Travaux de Rénovation

BRADLEY'S
furs
18, avenue de l'Opéra, Paris
met en

LIQUIDATION TOTALE
(par autorisation Préfectorale n° 101 du 30 décembre 1965)

Toutes les Fourrures
"Qualité et Prestige BRADLEY"

les mardi 8 mercredi 9, jeudi 10,
samedi 12 novembre
(et jours suivants)

VISUM: (Manteaux, trois-quarts, vestes, étoles...)
(toutes tailles, toutes teintes)

ZIBELINE-CHINCHILLA-BREITTSCHWANTZ-PEKAN
ASTRAKAN-CASTOR-LOUP-RENAUD-LYNX-MARMOTTE
RAT-RAGONDIN-MARTRE-OPOSSUM
AGNEAU-LAPIN-CHAT-etc...

Très beau choix de vêtements du soir en manteaux et capes.

PRIX SACRIFIES

ouvert de 9h30 à 19 heures

tielsa
technique internationale de la cuisine

à votre goût et selon votre budget
VENEZ CHOISIR VOTRE CUISINE
dans une collection de 21 modèles
aux lignes et coloris étonnants sur 450 m² d'exposition

**CENTRE DE DOCUMENTATION
ET DE VENTE TIELSA**
281, rue du Faubourg St-Antoine, 75011 Paris - tél. 628.48.27
Métro Nation
ouvert du lundi au samedi inclus de 10 h 30 à 19 h

POUR CHOISIR IL FAUT AVOIR LE CHOIX
Les cuisines Tielsa sont également en vente à :

- CHATOU : SERAMCO, 5 avenue du Général Sarraïl
- MAGNY-EN-VEKIN : Foucault, 24, rue de Paris
- NOISY-LE-SEC : Allo-Cuisines, 184, rue de Paris
- VERSAILLES : CRIC, 53, rue de la Paroisse

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les candidats socialistes souhaitent ne pas être concurrencés par les radicaux de gauche dans deux cents circonscriptions

La convention nationale du parti socialiste a, samedi 5 et dimanche 6 novembre, examiné sur un rapport de M. Roger Fajardie, membre du secrétariat, les investitures accordées par les sections socialistes aux candidats pour les élections législatives. Dans l'immense majorité des cas, les délégués à la convention nationale ont ratifié le vote de la base. Dans les deux circonscriptions — 1^{re} de la Haute-Vienne et 2^e de la Seine-Saint-Denis — la désignation d'un candidat membre de la minorité du P.S. (le C.E.R.S.) a été annulée au profit d'un membre de la majorité. La direction du P.S. a fait valoir qu'elle y était majoritaire.

Le vote des sections a également été annulé en ce qui concerne la Loire-Atlantique, où un conflit existait, au sein de la majorité du P.S., entre les amis de M. Poperen et ceux de M. Maury. C'est le candidat du maire de Lille, M. Alain Chénard, maire de Nantes, qui a finalement été préféré au maire de Saint-Herblain, M. Ayraut.

An total, la convention nationale du P.S. a investi plus de quatre cents candidats dont quatre-vingt-cinq appartenant à la minorité du parti, leurs noms apparaissant en italique dans la liste ci-dessous.

La convention du P.S. a accepté de réserver

trente-trois circonscriptions au Mouvement des radicaux de gauche. Celles-ci correspondent, pour l'essentiel, à la liste publiée dans « le Monde » daté 6-7 novembre, y compris la 5^e circonscription des Bouches-du-Rhône. Toutefois, à Paris, le P.S. propose aux radicaux de gauche, outre les 2^e, 10^e et 20^e circonscriptions, la 21^e (député sortant M. Gantier, P.R.). Un désaccord subsiste entre les deux partis sur ce 4^e circonscription (Provisoire, celle de M. Alain Peyrache, garde des sceaux) et non la 5^e. M. Fabre devait discuter de cette offre mercredi après-midi avec M. Mitterrand.

En contre-partie de la cession de ces trente-trois circonscriptions, le P.S. demande au M.R.G. de ne pas présenter de candidats dans deux cents circonscriptions que les socialistes espèrent enlever. En Indre-et-Loire, les fédérations socialiste et radicale de gauche sont tombées d'accord pour organiser des « primaires » à l'échelle du département. Un aménagement de l'accord national sera donc, sans doute, observé sur ce point. En ce qui concerne la Corse, le P.S. subordonne la mise en œuvre de l'alliance électorale à une discussion entre les deux partis sur le projet de statut de l'île élaboré par les socialistes. — T. P.

AIN : MM. Louis Robin (1^{re}); Robert Mariand (2^e); AINNE : MM. Robert Aumont, dép. (1^{re}); Jacques Wattiez (2^e); Maurice Brugnon, dép. (3^e); M. Bernard Lefranc (4^e); ALLIER : MM. Jean-Paul Desgranges, Albert Chaudard (2^e); Roger Limoges (3^e); Jean-Michel Belorgey (4^e); ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : M. Claude Deornie, dép. m. de Forasquier; ALPES-ALPES : M. Robert de Camion, membre du collect. des G.A.M. (2^e); ALPES-MARITIMES : MM. Gilbert Accolla (1^{re}); Jacques Randon (2^e); ARDECHE : MM. Robert Chapuis, membre du com. dir. (1^{re}); Louis Gallard

(3^e); Jean-Marie Alaise (3^e); ARDENNES : MM. Roger Mas (1^{re}); Jean-Paul Bachy, membre du com. dir. (2^e); Jean-François Dromby (3^e); ARRIÈGE : MM. Gilbert Paure, dép. (1^{re}); André Saint-Paul, dép. (2^e); AUBE : MM. André Gravelle, dép. (1^{re}); Guy Charpentier (2^e); Michel Cartelet (3^e); AUBE : MM. Joseph Vidal (1^{re}); Pierre Guidoni, membre du com. dir. (1^{re}); Charles-Emile Loo, dép. mem. du com. dir. (2^e); AVEYRON : MM. Jean-Paul Salvan (1^{re}); Gérard Demy (3^e); BOUCHES-DU-RHÔNE : MM. Bastien Lecia, membre du com. dir. (1^{re}); Charles-Emile Loo, dép. membre du com. dir. (2^e);

Gaston Defferre, dép. maire de Marseille, membre du com. dir. (3^e); Jacques Godard (4^e); Roland Poirinelli (5^e); Jean Massé, dép. (6^e); Louis Philibert, dép. (7^e); Michel Parez, membre du com. dir. (10^e); CALVADOS : MM. Louis Méxandreaux, dép. (1^{re}); Henry Delais, membre du com. dir. (2^e); Jean Bess, membre du com. dir. (3^e); Charles Ball (4^e); André Lédan (5^e); CANTAL : MM. René Souche (1^{re}); Yves Rebord (2^e); CHARENTE : MM. Jean-Michel Boucheyon, maire d'Angoulême (1^{re}); Jean Rayat (3^e), maire de Confolans; CHARENTE-MARITIME : MM. Michel Fort (2^e); Roland Bets (3^e); Philippe Marchand (4^e); CHER : MM. Jean Roger

(1^{re}); Jean Rousseau (2^e); Roger Mannoury (3^e); Jacques Despons (4^e); Jacques Carret (5^e); Louis Darinot, dép. maire de Chartreuse (6^e); MARNE : Georges Collin (1^{re}); Jean-Claude Fontallrand (2^e); Mme Annette Chepy (3^e); M. Michel Thomas (4^e); HAUTE-MARNE : MM. Jean Charrier (1^{re}); Guy Chazfrault (2^e); MAYENNE : MM. André Pincon (1^{re}); Remy Gelot (2^e); Jean-Claude Leblanc (3^e); MEURTHE-ET-MOSELLE : MM. Yves Tondou (1^{re}); Job Durupt (2^e); Daniel Groscolas (3^e); Jean Lhomme (4^e); Jean-Paul Chagnolaud (5^e); Hubert Aubron (6^e); Maurice Lefort (7^e); MEUSE : MM. Jean Bernard (1^{re}); René Vigneron (2^e); MORBIHAN : MM. Michel Ollivier (1^{re}); Bernard Le Nillet (2^e); Patrick Badouet (4^e); Jean-Yves Le Orhan (5^e); Jean Giovannelli (6^e); MOSELLE : MM. Jean Laurain (1^{re}); Jean-Pierre Masseret (2^e); René Drouin (3^e); Jean-Claude Bouille (4^e); Lucien Chavallier (5^e); Gérard Cornu (6^e); Pierre Fournel (7^e); Jean-Manrice Salen (8^e); NIEVRE : MM. Daniel Benoit, dép. (1^{re}); Jacques Huyghe des Ranges, dép. (2^e); François Mitterrand, dép. (3^e); NORD : Mme Denise Cacheux (1^{re}); M. Pierre Maury, dép. maire de Lille, membre du com. dir. (2^e); Mme Jacqueline Osselin (3^e); MM. Bernard Derolier (4^e); Arthur Notebart, dép. maire de Lomme, membre du com. dir. (5^e); André Laurent (6^e); Pierre Prouvost, maire de Roubaix, membre du com. dir. (7^e); Alain Faugère (8^e); Guy Chailly, membre du com. dir. (9^e); Gérard Haesbroeck, dép. (10^e); Albert Denvers, dép. (11^e); Michel Nicolet (12^e); Armand Moris (13^e); Marc Mercier (14^e); Jean-Pierre Lefebvre (15^e); Carlier (16^e); Daniel Bois (17^e); Jean-Claude Borogno (18^e); Victor Espalleu (19^e); Charles Naveau (20^e); Pierre Bergeyov, membre du com. dir. (21^e); André (22^e); OISE : MM. Walter Amsellem, maire de Beauvais (1^{re}); Roland Florian (2^e); Gilles Martinet, membre du com. dir. (3^e); Jean Anciant (4^e); OISE : Pierre Mauger (1^{re}); André Grudet (2^e); Pierre Pavis (3^e); PAS-DE-CALAIS : MM. André Delehedde, dép. membre du com. dir. (1^{re}); Lucien Pignion (3^e); Lucien Galtier (5^e); Louis Bolle (6^e); Pierre Lefebvre (7^e); Roland Huguet (8^e); Jacques Melick, maire de Béthune (9^e); Jean-François (10^e); Marcel Cabiddu (11^e); Henri Darras, dép. (12^e); André Delella, dép. maire de Lens (13^e); Jacques Plette, maire d'Hénin-Beaumont, membre du com. dir. (14^e); FUY-DE-DOME : MM. Maurice Pourchon (1^{re}); Bruno Viollet (2^e); Jacques Lavedrine (3^e); Maurice Adevah (4^e); Edmond Vachet, dép. (5^e); PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : MM. André Labarère, dép. maire de Pau, membre du com. dir. (1^{re}); Henri Prat (2^e); François Matis (3^e); Jean-Pierre Desjard (4^e); HAUTES-PYRÉNÉES : M. Pierre Forpus (1^{re}); PYRÉNÉES-ORIENTALES : MM. Michel Jomain (1^{re}); Pierre Estève (2^e); BAS-REIN : Marc Brunshroeder (1^{re}); Jean Olier (2^e); Lucien Galtier (3^e); Louis Bolle (4^e); Pierre Lagarrigue (5^e); Michel Gruner (6^e); Pierre Mammoussier (7^e); HAUT-REIN : Bernard Wamere (1^{re}); Etienne Bannwarth (2^e); Jean-Pierre Bessmer (3^e); Jean-Louis Hoffet (4^e); Bernard Reimeringer (5^e); RHONE : M. Bernard Gandillière (1^{re}); Mme Yvette Roudy, membre du com. dir. (2^e); Charles Hernu, maire de Villeurbanne, membre du com. dir. (3^e); Gérard Lindberg (4^e); Jean-Louis Eydan (5^e); Jean-Marc Dupuis (6^e); André Foutissou, dép. maire de Villefranche (10^e); Louis Gireau (11^e); Roland Bernard (12^e); Jean Poperen, dép. membre du com. dir. (13^e); SAONE-ET-LOIRE : MM. Victor Magnin (1^{re}); Jean-Pierre Michel (2^e); SAONE-ET-LOIRE : MM. Jean-Pierre Worms, membre du com. dir. (1^{re}); André Billard (2^e); André Lotte (4^e); Pierre Joca, dép. membre du bur. exé. (5^e); SARTHE : MM. Jean-Claude Boulard (1^{re}); Raymond Bouyère (2^e); Albert Fout (3^e); Jacques Justaugues (4^e); Chopart (5^e); SAVOIE : MM. Louis Beson, dép. (1^{re}); Maurice Blanc,

dép. (2^e); Jean-Pierre Col, membre du com. dir. (3^e); HAUTE-SAVOIE : MM. Gérard Antonin, membre du com. dir. (1^{re}); Michel Debout (2^e); Robert Borrel (3^e); PARIS : M. Maurice Benasayag, membre du com. dir. (1^{re}); Mme Françoise Perra (3^e); MM. Alain Barrau (4^e); Gérard Corbier (5^e); Jean-Pierre Leup (6^e); Jacques Bravo (7^e); Jérôme Clément (8^e); Georges Sarre, membre du bur. exé. (9^e); Mme Thérèse Tourte (11^e); MM. Stelio Farandis, membre du com. dir. (12^e); Alexis Manara (13^e); Paul Guilles (14^e); Marc Chouard (15^e); Mme Edwige Avic, membre du bur. exé. (16^e); MM. Alain Hubert (17^e); Alain Sausse (18^e); André-Mari Roques (19^e); Claude Pigeon (20^e); Jean-Luc Gonnet (22^e); Mmes Chantal Perez (23^e); Colette Kohn (24^e); MM. Claude Estier, anc. dép. membre du bur. exé. (25^e); Lionel Joseph, membre du bur. exé. (26^e); Pol Echevin (27^e); Alain Billou (28^e); Michel Chantant, membre du bur. exé. (30^e); Claude Beuzelin (31^e); SEINE-MARITIME : MM. Jean-Marie Panier (1^{re}); Laurent Fabius, membre du com. dir. (2^e); Pierre Bourguignon (3^e); Roger Provost (4^e); Paul Dhalle (5^e); Michel Valléry (6^e); Emile Delégué (7^e); Jean-Yves Merle (8^e); Jean Benutis (9^e); SEINE-ET-MARNE : MM. Alain Vivien, dép. membre du com. dir. (1^{re}); Jean-Pierre Fourie (2^e); Robert Le Fol (3^e); Mme Padlette Claret (4^e); YVELINES : MM. Jean Le Gars (1^{re}); Jean François Lemetier (2^e); Michel Rocard, anc. dép. maire de Coglans, membre du bur. exé. (3^e); Marc Valéry (4^e); Mme Nicol Questiaux, membre du com. dir. (5^e); MM. Roland Nadaus (6^e); Bernard Schreiner (7^e); DEUX-SEVRES : MM. Ren Gaillard, membre du com. dir. (1^{re}); Pierre Beaufort (2^e); Monlins (3^e); SOMME : MM. Jean-Claude Dessin (1^{re}); Jacques Fleury (2^e); Pierre Hlat (3^e); Jacques Beq (4^e); TARN : MM. André Billout, dép. (1^{re}); Gilles Bardou (2^e); Charles Bistre (3^e); TARN-ET-GARONNE : M. Hubert Gouze (1^{re}); VAR : MM. Alain Hauteccour (1^{re}); Jean-René Etienne (2^e); Christian Goux, maire de Bandol, membre du com. dir. (3^e); VAUCLUSE : MM. Dominique Taddel, membre du com. dir. (1^{re}); Jacques Richard (2^e); Jean Galt (3^e); VENDEE : M. Daniel Astier (1^{re}); Mme Claudius Gattie (2^e); MM. Daniel Coutant (3^e); Jean-Pierre Martin (4^e); VIENNE : M. Jacques Santel, maire de Poitiers (1^{re}); Edou Cresson, membre du com. dir. (2^e); Raoul Cartraud (3^e); HAUTE-VIENNE : MM. Alain Rodet (1^{re}); Pierre Rabaud (2^e); Marcel Maccour (3^e); VOSGES : MM. Serge Thibiers (1^{re}); Jean-Pierre (2^e); Jean Valroff (3^e); Yonne : M. Roger Lassalle (1^{re}); BELFORT : MM. Jean-Pierre Chénard, membre du bur. exé. (1^{re}); Raymond Forni (2^e); ESSONNE : Mme René Epnasse (1^{re}); MM. Jacques Guyard, membre du com. dir. (2^e); Claude Gernon, membre du com. dir. (3^e); Yves Taverrier (4^e); HAUTES-DE-SEINE : MM. Yves Lasfargues (1^{re}); Camille Sandria (2^e); Jean-Claude Emorine (3^e); Mme Lucette Sirdis (4^e); MM. Jean-Paul Aron (5^e); Georges Le Galt (6^e); Jacques Fourrier, membre du com. dir. (7^e); Henri Neuville (8^e); Bernard Pichon (10^e); Jacques Thibault (11^e); Georges Le Bad (12^e); Jean-Pierre Lebaron (13^e); SEINE-SAINT-DENIS : MM. Gilbert Bonnemaison, membre du com. dir. (1^{re}); Claude Antore (2^e); Bernard Durand (3^e); Jean-Louis Anan (4^e); Jean-Paul Maltrias (5^e); Nadine Rochet (7^e); M. Daniel Piquet (8^e); Marcel Vincent, maire de L'Avy-Gargan (9^e); VAL-DE-MARNE : MM. Patrice Hernu (1^{re}); Pierre Tabacot (2^e); Claude Perrot (3^e); Joseph Franceschi, membre du com. dir. (4^e); Mme Catherine Lalumière, membre du com. dir. (5^e); MM. Gérard Desobille (6^e); Jean-François Collet (7^e); Francis Campuzan (8^e); VAL-D'OISE : MM. Alain Richard (1^{re}); Jean-Pierre Le Coadic (2^e); Pierre-Yves Le Chery (3^e); Jean Maître (4^e); Michel Jauray (5^e).

DANS LES DÉPARTEMENTS

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Deux des six députés communistes sortants ne sollicitent pas le renouvellement de leur mandat.

dat : il s'agit de MM. François Billoux, soixante-quatre ans, ancien ministre (le Monde du 9 juillet), dans les 14^e, 15^e et

16^e arrondissements de Marseille (4^e circ.), et Paul Cermolacce, soixante-cinq ans, dans les 3^e et 4^e arrondissements (7^e circ.).

les relations franco-allemandes 1815-1975
Raymond Poidevin, Jacques Bariéty

«Un ouvrage de référence qui manquait.»
(Les Nouvelles Littéraires)

«Admirable de rigueur et de sérénité, ce livre est aujourd'hui la meilleure somme sur un sujet qui demeure d'importance capitale.»
P.-M. de La Gorce (Le Figaro)

armand colin

(Publié)

LE PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE
(Secrétaire général Eric HINTERMANN)

- propose aux Françaises et aux Français la troisième voie socialiste démocrate en dehors de la majorité actuelle et du Programme commun;
- appelle à se regrouper les millions de citoyens qui souhaitent une social-démocratie entre le capitalisme et le communisme.

FAITES-VOUS CONNAÎTRE

ensemble nous jouerons un rôle salutaire aux prochaines élections, pour sortir la France de sa division en deux blocs et l'orienter vers un avenir social démocrate.

AIDEZ-NOUS

en répondant à

NOTRE SOUSCRIPTION PUBLIQUE

par chèque bancaire, virement postal ou mandat-poste adressé à :

PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE
8, rue Saint-Marc. — PARIS (2^e)
Tél. : 508-49-35 - 233-68-85

«Né le 2 juillet 1912, M. Paul Cermolacce a été membre des deux assemblées constituantes (1958-1960), puis député des Bouches-du-Rhône à la première Assemblée nationale (1960-1962). Il a été constamment réélu depuis. M. Cermolacce est secrétaire du syndicat des marins C.G.T.R.

EURO-ET-LOIRE. — M. Thierry de Beaucourt, conseiller culturel à l'ambassade de France au Japon, ne sera pas en définitive le candidat du R.P.R. dans la première circonscription (Chartres).

HAUTES-DE-SEINE. — M. Alain Anbert sera le candidat du R.P.R. dans la 2^e circonscription (Coulombs-Bols-Colombes).

VIENNE. — M. Jean-Pierre Abelin (C.D.S.), conseiller général de Châtelleraut-Nord (il avait été élu en juillet dernier, à la suite du décès de son père, Pierre Abelin), a annoncé dimanche 6 novembre, sa candidature dans la 2^e circonscription de la Vienne (Châtelleraut-London). «Je me présente avec le soutien de M. René Monory (ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, président du conseil général de la Vienne) et avec l'appui de mon parti, le R.P.R.», précise en indiquant que M. Jean-Pierre Abelin, député (r.f.), sortant, serait son suppléant. Sont déjà candidats dans cette circonscription MM. Goullet, et Montanay (R.P.R.), ainsi que Mme Edith Cresson (P.S.).

VOSGES. — M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, a confirmé sa candidature dans la deuxième circonscription des Vosges, candidate dans le département de la Meuse, provoqué quelques remous au sein de la majorité (le Monde du 25 octobre). M. Stoléru renouvellera le conseil municipal de Saint-Dié avant de se présenter sur le nom de son suppléant qui pourrait être M. Maurice Jeandron, maire de la localité. Ce dernier a jusqu'à présent réservé sa réponse. — (Corresp.)

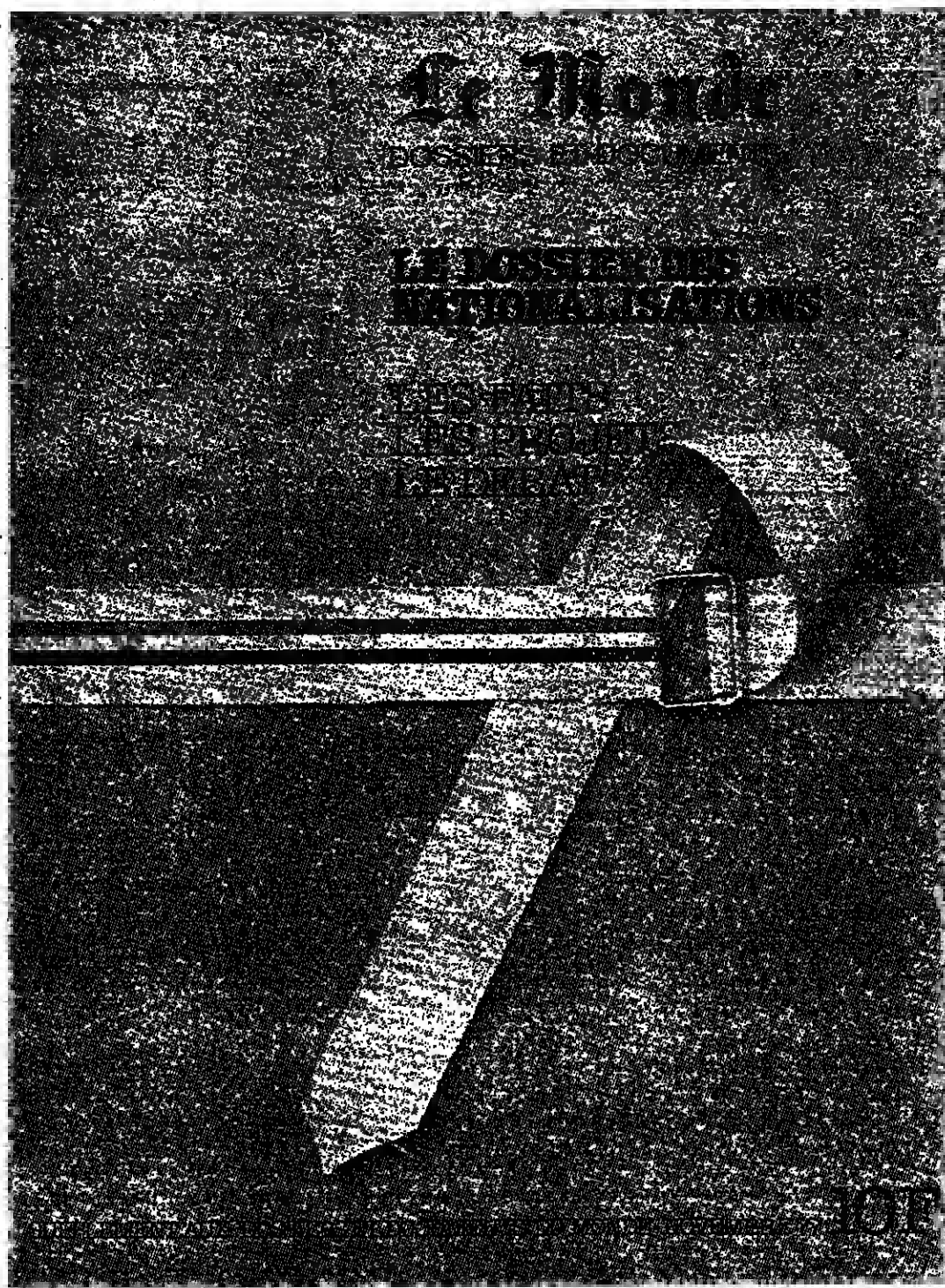
M. CHIRAC APPELLE LES PARISIENS A CÉLÉBRER LE 11 NOVEMBRE

M. Jacques Chirac, maire de Paris, appelle les Parisiens à se rassembler, le vendredi 11 novembre à 10 heures, autour de l'Arc de triomphe, pour la cérémonie officielle de commémoration de l'armistice.

Les Parisiens, précise-t-on à l'Hôtel de Ville, sont également invités à pavoiser de tricolors les immeubles, particulièrement sur l'avenue des Champs-Élysées et la place Charles-de-Gaulle.

LOIRET. — MM. Michel de la Fournière, membre du com. dir. (1^{re}); René Alaux (3^e); Claude Dupont (4^e); LOT : M. Martin Mory (1^{re}); LOT-ET-GARONNE : MM. Christian Lauris, sergent, sén. (1^{re}); Gérard Gouze (2^e); Marcel Garrouste (3^e); LOZÈRE : MM. Raymond Pabre (1^{re}); Pierre (2^e); MAIRIE-ET-LOIRE : MM. Jean Rousseau (1^{re}); Robert Robin (2^e); Jacques Assay (3^e); Paul Louisa (4^e); Emile Coustilleau (5^e); Daniel Dupuis (6^e); MANCHE : M. Pierre Laroche (1^{re});

مكتبة من الأصل



WEEK-END NICE
A PARTIR
DE 580 F
PAR AVION
Consultez
votre agent
de voyages

La Pompadour
QUINZAINE
des
MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELISSES PEAUX LAINÉES
TOUTES TAILLES
du 40 au 62
Prix exceptionnels
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chaussée d'Antin

TOUT CE QUI
SE TRANSFORME EN LIT
S'ACHÈTE CHEZ
CAPELOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES-LITS
1 ou 2 places • Toutes essences de bois
CAPELOU
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

POLITIQUE

Libres opinions

Le président, la gauche et la Constitution

par LOIC PHILIP (*)

L'AMBITION du chef de l'Etat est d'obtenir le soutien d'une large fraction de l'opinion sur les grandes actions qu'il engage. Il ne veut pas se haïr à l'hostilité d'une moitié de la France, d'où ses nombreuses tentatives d'ouverture en direction de l'opposition depuis qu'il s'est installé à l'Élysée.

Malheureusement, en raison du système électoral et de l'approche des élections, ses efforts en ce sens se sont soldés jusqu'à présent par un échec, du moins en ce qui concerne l'ouverture politique. En revanche, le président a atteint son objectif dans un domaine précis : celui de la protection juridique des règles et libertés constitutionnelles. Cela mérite d'être souligné, à l'occasion du troisième anniversaire de la révision constitutionnelle qui a élargi la saisine du Conseil constitutionnel.

Ces succès est en effet le résultat d'une double action : celle de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a pris l'initiative d'une réforme fondamentale, et celle des parlementaires socialistes et radicaux de gauche, qui, bien qu'opposés à la réforme à l'origine, ont été amenés à jouer un rôle déterminant dans sa mise en œuvre.

Afin de renforcer la protection des droits et libertés constitutionnels, le président de la République a proposé, en 1974, une révision de la Constitution qui était loin d'être une « réformette ». Alors que, jusque-là, le Conseil constitutionnel ne pouvait statuer que sur le domaine de l'une des quatre plus hautes autorités de l'Etat, appartenant nécessairement à la majorité ou étant très proche d'elle, depuis, il peut être saisi par soixante députés ou par soixante sénateurs, c'est-à-dire par une faible minorité de parlementaires. Paradoxalement, l'opposition n'a pas apprécié ce cadeau. Elle pensait, en raison de la nature et de la composition du Conseil constitutionnel, qu'elle a toujours critiqué, que ce dernier ne serait pas capable de faire preuve d'une indépendance suffisante pour assurer une défense efficace des droits et libertés garantis par la Constitution. C'est lui faire un procès d'intention, car un examen attentif de sa jurisprudence montre que cette institution n'était pas un organe subordonné au pouvoir, même si certains de ses membres sont demeurés fidèles, dans les grandes occasions, au général de Gaulle, au début de la V^e République. Depuis 1971, en particulier, tous les juristes ont reconnu l'indépendance du Conseil constitutionnel.

Pourtant, malgré cette position hostile, c'est l'opposition socialiste et radicale qui, dès décembre 1974, va donner toute sa portée à la réforme présidentielle. Elle ne va pas hésiter à attaquer devant le Conseil des textes importants votés par le Parlement : ce fut le cas de toutes les lois de finances initiales, de la loi instituant le juge unique, de la loi sur la taxe professionnelle, de celle sur l'autodétermination des Comores, de celle modifiant le statut des fonctionnaires, de celle sur la fouille des véhicules, sur la coopération intercommunale, sur l'emploi des jeunes et sur le droit de grève dans la fonction publique. Les parlementaires de la majorité, eux, n'ont saisi le Conseil qu'à deux reprises : à propos de la loi sur l'interruption de grossesse et de la loi relative au développement de la prévention des accidents du travail.

Le contrôle de constitutionnalité exercé par le Conseil constitutionnel s'est traduit par l'annulation de plusieurs dispositions contenues dans les lois qui avaient été approuvées par le Parlement (lois de finances pour 1975 et pour 1977) et par le caducité des lois sur la fouille des véhicules et sur le juge unique. Le développement du contrôle du Conseil constitutionnel, déclenché principalement à l'initiative des députés socialistes et radicaux de gauche, a eu un double effet. Il a entraîné une limitation des pouvoirs du gouvernement en matière budgétaire et un renforcement des libertés garanties par la Constitution.

Les pouvoirs budgétaires du Parlement et du gouvernement sont étroitement réglementés par une loi organique du 2 janvier 1959. Mais, jusqu'en 1974, si cette réglementation était constamment opposée aux parlementaires lors des discussions budgétaires, le gouvernement était loin de le respecter, et il en méconnaissait bien souvent de nombreuses dispositions. Depuis 1974, du fait des saisines parlementaires de la gauche, la situation a changé : le gouvernement se trouve placé dans la même position que les parlementaires : le Conseil constitutionnel l'oblige à respecter les règles de procédure budgétaires. D'autre part, et toujours grâce à l'action combinée des députés socialistes et radicaux de gauche et du Conseil constitutionnel, le pouvoir de contrôle du Parlement sur les finances publiques s'est constamment et sensiblement accru.

La deuxième effet de la réforme introduite par le président de la République est également très positif. Elle a permis, pour la première fois en France, de mettre en place un système de protection des libertés constitutionnelles qui s'avère particulièrement efficace.

Actuellement, si une loi, présentée par le gouvernement et votée par sa majorité, comporte une disposition contraire ou portant atteinte à une liberté garantie par la Constitution, il suffit que soixante députés ou soixante sénateurs saisissent le Conseil constitutionnel pour que celui-ci en empêche la mise en vigueur. Il s'agit là d'une véritable révolution dans notre droit constitutionnel, car la loi était traditionnellement considérée comme souveraine.

Dans un monde où la contestation et la violence se développent constamment, la tentation est grande pour un gouvernement de suspendre, par des mesures d'exception, certaines libertés. C'est en définitive contre cette tentation qu'une barrière solide a été élevée à la suite d'une saisine inattendue et méconnue, mais efficace, du président de la République et des parlementaires de l'opposition.

(*) Professeur à l'université d'Aix-Marseille.

Printemps

Hausmann / Nation
Parly 2 / Vézizy 2
Italie

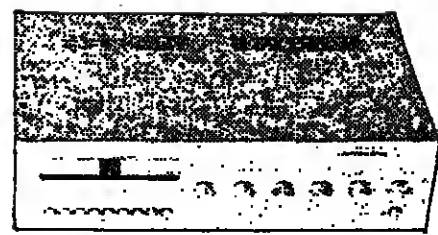
Réunion au sommet des Grands de la hifi.

Hi-Fi-Parade au Printemps Hausmann
(nouveau magasin 6^e étage),
les meilleures marques Hi-Fi se sont donné rendez-vous,
pour vous présenter leurs plus récents modèles.
Des vendeurs spécialisés vous accueilleront et vous conseilleront.
Profitez des prix spéciaux Hi-Fi-Parade jusqu'au 26 novembre.

Hi-Fi-Parade : 6^e étage Printemps Hausmann

PA 9605
Ampli-préampli 2 x 26 W efficaces
TD 9655
Platine disque
2 EA 9685
Enceintes

2 650^F



Continental Edison

L'ensemble PA + TD + 2 EA
avec meuble de rangement

2 990^F

L'ensemble PA + TD + 2 EA
+ Tuner TU 9641,
avec meuble de rangement.

3 990^F

L'ensemble PA + TD + 2 EA.
+ TU 9641
+ lecteur-enregistreur
de cassette DOLBY LE 9662,
avec meuble de rangement.

5 250^F

PROMOTION HIFI DU 4 AU 26 NOVEMBRE.

Il y a cent ans
aujourd'hui,
naissait
Alfred Cortot

Bernard GAVOTY
de l'institut

Alfred CORTOT

On peut dire de lui ce qu'on écrit de Chopin :
il y a le piano avant Cortot -
et le piano après lui :

Buchet/Chastel

هكذا من الأصل

LIVRES POLITIQUES

La gauche immobile à grands pas

(Suite de la première page.)

Ce qui me frappe tout d'abord c'est une sorte de solitude de ces hommes politiques qui sont les principaux héros : solitude — presque pathétique — de Guy Mollet, solitude de François Mitterrand, de Pierre Mendès France, de Georges Marchais. La solitude est portée inhérente de l'homme politique, quel que soit le nombre des courtisans ou des conseillers. Et, phénomène plus curieux, ce qui semble chercher obstinément à rompre, depuis 1962, le parti communiste, c'est le cercle de solitude dans lequel il s'est enfoncé : la solitude, encore aujourd'hui, est sa hantise, et cependant il ne peut s'empêcher d'y revenir, comme par un phénomène de gravité.

Autre moteur de la politique : l'attente, le temps de l'attente. Avoir le temps d'attendre, la patience, l'obstination dans l'attente, c'est la force de François Mitterrand, celle du parti communiste ; c'était aussi la force du Général, qui savait admirablement patienter et attendre d'avoir raison. Le savoir-attendre est la force de l'homme politique, presque son génie : rien n'est plus dangereux, corrélat, inutile que l'improvisation, la futilité, le bavardage. Philippe Alexandre note à plusieurs reprises le jeu cruel des coquilles qui guettent patiemment l'erreur fatale du plus jeune, le jeu non moins cruel des « jeunes Turcs » qui attendent le faux pas fatal de l'ancien. Attendre l'erreur est un maître mot de la politique partisane ; Philippe Alexandre est tout naturellement darwiniste, avec la férocité et la bonne foi nécessaires à tout darwiniste.

Troisième élément essentiel du jeu politique : le clandestin. Philippe Alexandre accorde une part peut-être excessive à tout ce qui est caché, secret, aux rencontres occultes, aux mini-complots, aux contacts d'ambassadeurs — qu'on peut désemparer. Certes, il a pu consulter beaucoup d'archives significatives — notamment les dossiers de Guy Mollet, et ceux de Constantin Melnik — mais l'historien, même journaliste, doit en ce domaine se méfier de son propre zèle, il ne peut tout savoir, ni tout évaluer à

son juste poids : une grande part du clandestin est inutile, et souvent le compte rendu de la réunion se retrouve opportunément sur telle ou telle table (Philippe Alexandre le montre fort bien) ; il y a toujours des dupes dans ce métier de clandestin.

Quatrième élément fondamental : le rêve. Ce qui abonde dans ces quinze ans d'opposition, et à tous les niveaux, ce sont les rêves, songeries, calculs fantasmagoriques, théories qui nourrissent concubines et congrès ; et les multiples chapelles, fractions, tendances coherentes, « écuries », avec leur rituel subtil des délations, des exclusions, des « excommunications », des « trahisons », se repaissent de rêves et d'illusions. A force de rêver — d'unité, de fraternité, de pureté révolutionnaire —, on ne sait plus avec qui on négocie, ni ce qu'on veut négocier, on oublie la violence policière, la tyrannie des systèmes, on oublie aussi que derrière ces ruses rhétoriques on entend défendre des intérêts collectifs, électoraux ou personnels. On rêve du pouvoir — et d'avance on partage les dépouilles — sans avoir une idée bien précise des contraintes, des servitudes du pouvoir ; et ici Philippe Alexandre multiplie avec une ironie allègre les anecdotes et les portraits. Rien n'est plus cruel que de rêver de la voir : on vit dans un monde de faux-semblants, de fantasmes logiques, on tient — avec talent — son rôle, on joue l'homme d'admirable jeu, on croit accéder à la haute politique...

La capacité de rêver à haute voix crée — mais peut tuer — l'homme politique : il manque un aspect dans cette étude, une conception — difficile il est vrai à cerner par un simple mot, — c'est un certain hégélianisme, le divertissement au sens pascalien, le plus simple est encore de dire le plaisir, en précisant qu'il est pris ici dans une acception qui n'implique pas l'immoralité et qui n'exclut pas l'effort. Le plaisir, c'est-à-dire la délectation de l'homme politique qui — à l'écart des sordides du pouvoir — rêve, joue, manœuvre, calcule, complot, négocie, scie la balle au bond ; ces concubines,

ces conjurations de l'opposition sont nécessairement (qu'on l'avoue ou non) source de plaisir — ce plaisir qui est, avec la conviction, mais aussi avec le fanatisme et la bêtise, un des moteurs essentiels du jeu politique et qui unit intimement, mais sous des espèces différentes, l'homme au pouvoir et l'homme de l'opposition. C'est le même plaisir, et ce n'est pas le même.

On peut sans doute dire d'un tel ouvrage qu'il donne une vision principalement parisienne, élitiste des choses. Le jeu politique de la gauche se réduit en gros à trente, quarante personnes, mais comment faire autrement ? La « gauche », c'est quand même plus que ce mouvement brownien d'intérêts, ce dédale de mines et de contre-mines, cette succession de déclarations, démentis, insinuations, suspensions, récriminations. Tel qu'il est — et il ne pouvait guère être conçu autrement, — ce livre appelle trois observations.

Trois observations

Première observation. — Des phénomènes fondamentaux existent, qui sous-tendent l'évolution rétrograde ; le calme relatif de l'opposition de 1962 à 1972 tient à cet accroissement extraordinaire de la production — et du niveau de consommation — lié à la nécessaire industrialisation chère au président Pompidou : ce taux de croissance explique la quasi-élimination des syndicats avant 1968 et après 1968. Et, à l'évidence, les difficultés du programme commun depuis 1975 tiennent à la crise, qu'on peut croire durable, de l'économie occidentale : en 1972, le programme commun avait été conçu en fonction d'un taux élevé de croissance, et en mai 1977, quand on veut l'actualiser et le chiffrer, on est bien obligé de faire appel à un taux très élevé, que contestent les experts. Et on néglige trop le phénomène gaulliste qui s'appuyait sur un fort taux de croissance et, partant, sur un certain soutien populaire — et ouvrier — que ne pouvaient négliger partis et syndicats. Une société de jouissance d'actifs croissants n'a

pas les mêmes réflexes politiques — ni les mêmes instincts politiques — qu'une société à taux de croissance réduit ou nul... Il semble que la gauche n'ait pas voulu comprendre — ou pas voulu admettre — une telle situation.

Deuxième observation. — Force est bien de constater (et Philippe Alexandre le montre abondamment) qu'en politique le parti communiste ne croit qu'aux rapports de forces : il soit à merveille qu'un échec n'est pas un succès (ce qu'on oublie volontiers en politique), qu'on n'a pas le droit de se payer de mots... Ce qui, dès 1965, et surtout depuis 1974, inquiète le plus le parti communiste, c'est qu'il risque de n'être qu'un brillant second, une force d'appoint pour un parti socialiste tout-puissant : bref, on veut bien plumer la volaille, non être plumé. Ce qui importe, c'est de modifier le rapport des forces à l'intérieur de l'union (et aussi à l'extérieur des entreprises). Or cette croyance exclusive aux rapports des forces conduit nécessairement les partis alliés à entrer, eux aussi, dans le même jeu, à ne croire — bon gré, mal gré — qu'à la légitimité des rapports de forces, à ne raisonner qu'en termes de voix, de syndicats, de cellules, d'élus, bref à calculer sans cesse, à manœuvrer, à sortir de leur rêve de fraternité rousséoliste ; ce qui redouble la suspicion de l'adversaire, qui, en chaque changement — par lui-même dûment provoqué — voit la preuve d'une trahison ; tout devient suspect, même la bonne volonté, même la patience, même la fidélité, et rien ne ressemble plus à la jalousie amoureuse, qui prend toute chose à rebours, que cette dialectique de la suspicion politique.

Troisième observation. — La vision d'un Philippe Alexandre ressemble parfois à celle d'un Paul Bourget expliquant le démon de midi, un peu desséchée, mégalomane, superficielle. Or le réel échappe souvent à l'historien, qui ne peut — par métier — percevoir que le clatement de la Seine. Assurément, il existe — et on ne peut sous-estimer — comme tant d'historiens le font, le rôle des personnalités — des desseins à long terme du parti communiste, une stratégie « sur longue période » — quelles que

soient les péripéties, les tactiques essayées, et les circonvolutions provisoires ; il est fort probable qu'il y a une stratégie solide, fine de François Mitterrand. Un homme politique digne de ce nom — et qui sait qu'il ne peut être exclu du champ politique avant x années — a nécessairement une stratégie précise, nécessairement difficile à percer à jour, il ne peut subir le quotidien, il faut qu'il l'ordonne à des buts précis, à un modèle (ou à des modèles) d'attaque-réponse : le temps est pour lui un temps ustensile, malléable, qui sert toutes les tactiques ; qu'importe la foi d'un jour, le contrat qui n'est que l'instant d'une création continue, on peut (on doit) à tout moment reprendre son jeu, et suivre librement son propre « projet ».

Leçons opposées

De cette « fresque » de la « gauche » pendant quinze ans, on peut tirer des leçons fort opposées. Certains de ses partisans en naîtront leur optimisme naturel, et certains de ses anciens amis leur pessimisme : la ténacité, l'obstination de ces dirigeants, leur fidélité à la doctrine — quitte à ne pas comprendre ce qui se passe sous leurs yeux, — leur volonté de ne voir dans la politique que des choses rationnelles, leur capacité de manœuvre, leur courage pour surmonter les échecs, tout cela mérite certainement réflexion, et Philippe Alexandre est là un excellent pédagogue. D'autres en tireront des conclusions attristées : quel extraordinaire gaspillage de justes passions, de forces certaines, d'ambitions saines ! Quel contraste entre les enjeux, les calculs affirmés et les aspirations de justice et de fraternité de la base entre le goût immodéré d'un pouvoir rêvé — et quinze ans rêvé, — les talents, incontestés, de ces hommes de système et d'appareil, et leur capacité de concevoir, d'organiser, une autre société : la médiocrité de l'imaginaire est le péché favori, depuis longtemps, d'une certaine gauche. Depuis vingt ans, la gauche, depuis bientôt vingt ans, la gauche n'a rien produit d'original dans le domaine de la proposition (car nous ne sou-

lions qualifier de telles les suggestions purement quantitatives ou sommaires comme l'augmentation de tous les salaires, le refus de tous les licenciements, etc.), et ce, ni dans le domaine social, où tout ce qu'il y a de neuf est venu ou vient d'ailleurs, le SMIC, la mensualisation, la gestion participative, ni dans le domaine militaire, où elle se contente d'osciller entre l'absurde destruction des engins nucléaires et le pur alignement sur les positions gaullistes longtemps combattues, ni dans la grave et vaste sujet des rapports avec le tiers-monde ou, par exemple, du désarmement, qui devrait être pour elle un thème privilégié de recherche et d'intervention.

Jaurès, qui était d'abord un philosophe avant d'être un politicien, n'a jamais eu de véritable successeur. Et peut-être est-ce là (Philippe Alexandre le dit à mi-mot) ce qui explique les difficultés d'une gauche incapable de maîtriser ses passions et de dépasser ses rêves. Quand on ferme le livre, on ne voit plus très bien ce que — privée de l'expérience des affaires et assaillie par les fictions — la gauche veut vouloir ; est-ce l'au-delà de la prise de gestion, est-ce tout simplement le pouvoir pour le pouvoir ? N'est-ce pas peut-être, tout simplement, son attente et, en quelque sorte, son approximative asymptote, qui évoque, et précède ment dans ce cas, les symboles de Zénon d'Elée : la flèche qui vole et qui ne vole pas, la course d'Achille qui se rapproche indéfiniment de la tortue sans jamais la rattraper tout à fait... Impression que vient renforcer le chapitre suivant que Philippe Alexandre n'a pas eu le temps d'écrire, mais qui se place ainsi dans la ligne des probabilités jacantes tout au long du roman. Je pense que je ne m'égarerai pas trop de l'esprit de Philippe Alexandre si je termine ces notes consacrées à son excellent livre par une déformation malicieuse d'un des vers les plus célèbres de Voléry :

La gauche... Achille immobile à grands pas.

EDGAR FAURE.

* Le Roman de la gauche, de Philippe Alexandre, 49 p.

Europe 1, numéro un.

Les tout derniers résultats C.E.O. (semaine du 10 au 16 octobre 1977).
Europe 1, numéro un, 9.462.000 auditeurs par jour, 25% des Français de 15 ans et plus.

Les 6 derniers mois (du 18 avril au 16 octobre 1977 soit 26 semaines).
Europe 1, numéro un pendant 25 semaines.

L'audience de la radio est mesurée, semaine par semaine, par le Centre d'Etudes d'Opinion (C.E.O.).

EUROPE 1
c'est naturel

L'équipe d'Europe 1 remercie ses amis de leur fidélité.



Bernard GAYOT
de France

Alfred ORTOT

By 2 cas
Alfred O.

Baktat

LIVRES POLITIQUES

Trois ouvrages sur Jacques Chirac et le R.P.R.

« La fringale du pouvoir »

Henri Deligny n'aime pas Jacques Chirac et il le proclame tout au long des quatre cent trente pages de son pamphlet au titre éloquent : « Chirac ou la fringale du pouvoir ».

L'auteur, qui n'a personnellement connu aucun des accusés qu'il place dans son box, a effectué une œuvre de compilation. Il a lu, classé et répertorié tout ce qui a été dit, écrit et filmé par et sur Jacques Chirac. Et, dans cette somme, il a fait son choix pour soutenir sa démonstration : la carrière du député de la Corrèze s'est déroulée sous le signe « du père, du fils et de

l'esprit de l'ombre », c'est-à-dire de « la trinité Pompidou. Des saut et Juliette ». Avec la minute d'une enquête policière ou d'une inquisition fiscale, il décrit avec des détails parfois croustillants le « dessous » des choses et certaines affaires politico-financières qui ont défrayé la chronique, depuis vingt ans.

Mais après la lecture de cette charge, on peut se demander si Henri Deligny n'a pas voulu aussi faire le procès de ces électeurs corréziens si constants dans leurs votes, de ces militants du mouvement gaulliste si confiants dans

leur leader, de ces Parisiens qui en majorité ont élu les candidats « chiraciens » à la mairie, du chef de l'Etat, qui pendant plus de deux ans jugeait son premier ministre « actif et loyal », et de la République tout entière, qui, on l'en croit, tolère depuis 1964 les agissements aussi répréhensibles d'un homme aussi inquiet ?

★ Henri Deligny, *Chirac ou la fringale du pouvoir*, éd. Alain Moreau, 394 p., 46 F.

La « machine » du Rassemblement

Tout diffèrent est l'ouvrage de Pierre Crisol et Jean-Yves Lhousseau. Jeunes journalistes, attentifs et lucides spectateurs du « phénomène Chirac », ils invitent à un voyage dans la « machine R.P.R. », à l'intérieur du Rassemblement pour la République.

L'existence encore brève de ce mouvement est pourtant déjà bien remplie. Les auteurs retracent les épisodes qui ont jalonné l'ascension de M. Jacques Chirac, depuis le cabinet de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon jusqu'à la présidence du parti. Ses divers « coups » sont décrits de façon vivante : le coup du 19 mai 1974, où une partie de l'U.D.R. a été entraînée dans le soutien à M. Giscard d'Estaing ; celui du

14 décembre, où M. Chirac s'est emparé, contre les barons somnolents, de l'appareil du mouvement ; celui du 5 décembre 1976, avec la fondation du R.P.R. après la démission de l'hôtel Matignon, le 25 août précédent.

S'efforçant de montrer que le R.P.R. n'est ni une machination, ni une machinerie, ni un « machin », mais vraiment une « machine » politique destinée à pousser son président jusqu'aux destinations suprêmes, les auteurs tracent sans trop d'indulgence des portraits vivants des principaux animateurs du néo-gaullisme, dont la personnalité est souvent mal connue du public. Ils publient aussi en exclusivité la première

version d'une « plate-forme » politique du R.P.R. et soulèvent pudiquement — un coin du voile qui couvre les ressources financières du mouvement.

Bien qu'ils décrivent sans fard les conflits qui se sont élevés entre M. Chirac et les gaullistes, bien qu'ils ne cachent pas les luttes d'influence qui se livrent au sein du R.P.R., Crisol et Lhousseau ont cependant choisi de s'exprimer avec une certaine modération, un vif souci d'exactitude et parfois une sorte de déférence.

★ Pierre Crisol et J.-Y. Lhousseau, *La Machine R.P.R.*, éditions Intervalle-Fayolle, 200 p., 42 F.

Un pamphlet de Gilbert Comte

Inaugurent une nouvelle collection de pamphlets où seront fusillés « Nos grands hommes », Gilbert Comte saute en selle à la première ligne, gelée à un train d'enfer vers sa cible — Jacques Chirac ou l'anti-Giscard —, trappe d'estoc et de taille à grande enjambée et, jusqu'à l'ultime phrase de son petit livre, ne fait pas de quartier. On en juge : « Chirac antichiracien... les uns, aime les autres, mais surtout chez tous l'habituelle question qu'hélas un médiocrate : jusqu'où monterai-je ? »

Volé, c'est la première phrase, et c'est parti. Et voici les dernières lignes : « Chaque phrase de ce livre lui écrite comme on ouvre une balaille. Avec l'espoir de victoire, la décision de trapper, la certitude d'en-

verser notre classe politique, le droit et la gauche, moi 68, l'intégrisme, une société à ses yeux déloguée et moralement décomposée. En annexé, un clin d'œil : trois pages de Louis Blanc sur la France en 1848, sur une autre société française, « à la veille ou de sa transformation ou de périr ».

On en a rarement tant dit en un si petit livre et avec tant d'élégance, d'émotion, de lucidité féroce. A la limite, l'objet du pamphlet paraît respectueusement presque mince pour justifier une si brillante et rude charge. — P. V.-P.

★ Jacques Chirac, par Gilbert Comte. Collection « Nos grands hommes ». Bacté Deferges éditeur, 125 p. (format 9 x 18 cm), 16 F.

« LA PLUME AU POING », de Claude Estier

Un « mitterrandiste » des bons et des mauvais jours

La plume au poing depuis quelques années, Claude Estier a derrière lui un itinéraire journalistique assez riche qu'il a fait aller du Progrès, dès juillet 1944 à l'Unité d'aujourd'hui en passant par la Baïlle socialiste, la Populaire de Paris, l'Observateur, la Monde, France-Observateur, Libération (celui qui mourut en novembre 1964) et Dira.

Il y a connu des jours heureux et, mais tous ceux qui l'ont rencontré lui et là, pendant un tiers de siècle, peuvent témoigner qu'il leur est toujours apparu et s'est constamment comporté comme un partisan actif et convaincu de l'union des forces de gauche.

Cette union, Claude Estier l'a appelée de ses vœux et s'est battu pour elle bien avant que les institutions et les mécanismes électoraux de la V^e République n'offrent d'autre choix à la gauche française : que de vivre en bonne entente ou de laisser à partit la droite au pouvoir.

De là sa révolte contre « la politique répressive à l'égard des travailleurs » au moment des grandes grèves de 1947 (« Jules Moch, assassin »), ou lors de la Baïlle socialiste de la 3^e région parisienne, permanent à l'égard du centisme et de la « troisième force » et l'ironie un peu méprisante avec laquelle il évoque le « gadget » de M. X. et la tentative présidentielle de Gaston Defferre en 1964-1965. De là enfin l'attraction qu'exerce sur lui François Mitterrand, dont il est depuis 1965 non seulement l'un des très proches collaborateurs mais aussi l'un des amis.

Pas n'importe quel ami, car la « première vraie rencontre » entre les deux hommes a lieu à l'automne 1964, au moment où le ministre de l'Intérieur de Pierre Mandes France doit s'employer à réduire la machine à vapeur de la gauche. Il y aura d'autres coups durs avec le raz de marée U.N.R. de 1968, avec le « piège » de l'Observateur — en octobre 1969, avec l'émiettement lamentable de la gauche à l'annexionnement de la F.G.D.S. à l'automne 1969.

Ce furent pour François Mitterrand autant de petites « traversées du désert » pendant lesquelles l'auteur de *La Plume au poing* ne fut jamais au nombre de ceux qui l'abandonnèrent. Il dut même se battre pour lui contre beaucoup de ceux qui le tenaient en médiocre estime avant de devenir ses supporters. On lit avec amusement, en cet automne 1977, la relation d'un épisode jusqu'alors connu d'un très petit nombre : en septembre 1965, Claude Estier dut lui-même à pied avec Hector de Garad, face à Gilles Martinat et à Jean Daniel, pour que le Nouvel Observateur renonce à l'inter-Mitterrand, jamaï ! et se borne à demander : « Mitterrand, pourquoi ? »

Aussi bien Claude Estier a-t-il droit, au moment où l'ancien candidat à l'Elysée compte autour de lui plus d'amis que jamais, au beau titre de compagnon des bons et des mauvais jours.

Ce compagnon est devenu depuis plusieurs années, et plus particulièrement depuis le printemps 1973, époque où il devint officiellement « porte-parole » du parti socialiste, un homme d'appareil. Son livre ne s'en ressent presque jamais, encore qu'il lui faille bien tenir compte ici et là de l'obser-

vation que le primat secretaire du parti socialiste formule dans le préface du livre : « La journaliste, du moins celui qui mène ce nom, écrit ce qu'il veut, comme il le veut. Le militant accepte la discipline, et cette discipline s'exerce parfois à l'encontre de son intime préférence ».

Il est arrivé à Claude Estier de faire laire « son intime préférence », mais c'est son asperance de toujours qui imprègne du bout au bout la relation de son itinéraire politique.

Publiant à un moment où la gauche connaît une nouvelle passe bleue, difficile, il ne dissimule certes pas la déception et l'agacement, pour ne pas dire plus, que crée en lui l'attitude du P.C.F. mais il se garde de tout excès de langage à son égard et cherche à comprendre plutôt qu'à condamner.

Puisse cet itinéraire convaincu être payé de retour par ses partenaires. S'il en est temps encore. Faisant ses propres amis et lui-même ne rien faire ou ne rien dire de plus, ne rien dire de nature à contrarier la profession de foi sur laquelle se termine *La Plume au poing* : « Quelles que soient les vicissitudes du combat prévisible et imprévisible, le parti socialiste continuera quant à lui sa voie qu'il s'est tracée. Plus de trente ans de fidélité au même idéal peuvent donner quelque valeur à l'engagement qu'a pris ce parti, et c'est, si l'on veut, la seule raison qui le pousse à continuer. Je ne vois pas ce risque à courir à l'horizon ».

RAYMOND BARRILLON.

★ Ed. Stock, 35 F.

« On chantait rouge »

Le témoignage de Charles Tillon sur le comportement du parti communiste français pendant la guerre

Avec sa haute taille bien droite, son regard direct, ses traits rudes, ses cheveux blancs, Charles Tillon est le visage même de la gauche. Breton, Charles Tillon pourrait facilement passer pour un officier marinier en retraite ne plaignant pas avec les traditions, mais pour un homme d'aujourd'hui, pour un homme à travers le siècle en militant révolutionnaire, il a appartenu cinquante ans au parti communiste. Il a été militant, bagarrier, responsable syndical, dirigeant du P.C., député, résistant, précoce, commandant en chef des F.T.P., cinq fois ministre. Il a été l'inculcpe et la victime d'un « procès de Moscou », à Paris, il s'est encore et toujours battu, épuisé. Il a eu une bouffée d'espoir en 1968. Et puis, l'âge venu, il s'est découvert un talent d'écrivain, à l'écrit vite, juste, et la langue droite et colorée.

D'où ces Mémoires — *On chantait rouge* — son quatrième livre, et le meilleur. Car, Dieu merci, Charles Tillon ne se contente pas de raconter les événements, il les analyse, il les juge, il les situe dans une perspective historique. C'est un livre de grand style, d'une écriture directe, étonnée de sa folie, étonnée de sa force, étonnée de sa lucidité. La vie l'a blessé. Il a gardé des rançures, des indignations, des révoltes contre les pouvoirs, tous les pouvoirs. Il a conservé aussi des préjugés, des naïvetés, des partis pris. Bref, il est resté un militant, un héros, un homme.

Et cela suffit pour faire l'originalité de ce livre authentique, vivant et fourmillant de précisions historiques. Communiste, Charles Tillon l'a donc été de fondation, et tout jeune. Il l'a été de droit, avant la naissance officielle du P.C.F., selon le privilège accordé par la République des Soviets à tous les révoltés par solidarité avec elle. Et de fait, comme beaucoup de ses camarades de la première génération des communistes français, l'auteur a chanté rouge par un mélange de révolte contre l'injustice sociale, d'admiration pour la révolution russe et de rejet d'une guerre qui ne voulait pas s'arrêter avec l'armistice. Comme il a le caractère fougueux et de l'ascendant sur ses camarades, cela fait du quartier-maître Tillon un meneur de la mutinerie du Guichen, en 1919, puis un déporté dans les bagues militaires et, après sa libération, une « mauvaise tête », surveillée de près. Rentré dans sa Bretagne natale, pas question d'emploi stable où exercer son métier d'ajusteur de précision. Charles Tillon vit malheureusement de métiers éphémères.

Mais il milita, c'est sa raison d'être. Il milita à André Marty, le « mutin de la mer Noire », son grand homme. Il vénéra Louise Bodin, la dirigeante communiste d'Ille-et-Vilaine. C'est décidément un animateur né que Charles Tillon. Il est incompromissable pour les graves durs, qui parfois tournent mal, des sardini-

Bretagne. Il milita au P.C. d'avant la défection de la gauche, il milita au P.C. après la défection de la gauche. Il se bat, plus encore, à la C.G.T.U., contre tout le monde : contre les patrons, contre la police, contre les réformistes de la C.F.T.M., et, un peu, contre l'Internationale. Les dirigeants parisiens qui veulent imposer la subordination absolue du syndicat au parti. Toute cette période nous vaut un reportage engagé, nous vaut un reportage engagé, nous vaut un reportage engagé, nous vaut un reportage engagé.

Mais le P.C. et la C.G.T.U. manquent trop d'hommes. Il faut « monter à Paris » pour prendre la tête du syndicat des produits chimiques. Cela n'empêche pas Charles Tillon, qui n'a nulle envie de devenir un dirigeant national campant dans la capitale, de se battre pour la C.G.T.U. et le P.C. Le poids de l'appareil y est plus lourd, et le baroudeur breton y est « des mots » avec les politiques. Est-ce pour son franc-parler, justement, qu'il est invité à Moscou, au printemps 1931 ? Il y rencontre le baroudeur breton y est « des mots » avec les politiques. Est-ce pour son franc-parler, justement, qu'il est invité à Moscou, au printemps 1931 ? Il y rencontre le baroudeur breton y est « des mots » avec les politiques.

C'est l'époque où le jeune Maurice Thorez, que Tillon n'aime pas, prend la tête du

P.C.F. Cela passe par l'élimination du groupe « Barbot-Célor ». Ce n'est pas le meilleur passage du livre. En revanche, le récit de la façon dont, en quelques mois, Charles Tillon se trouve, en 1932, coopté au comité central, expédié à Aubervilliers pour se battre aux élections contre le candidat de Laval, et coopté directeur du bureau politique constitue un excellent témoignage sur la mécanique du pouvoir au P.C. de l'époque. Il y manque peut-être un bon portrait de rigueur sur le représentant de l'Internationale à Paris, véritable co-léader du P.C.F., Eugène Fried, pour qui il ne cache pas son admiration, d'ailleurs partagée avec presque tous ceux qui ont approché le personnage.

Vient le Front populaire. Charles Tillon est élu député à Aubervilliers, mais écarté du bureau politique par Thorez et ses hommes. Charles Tillon conteste fort que le secrétaire général du P.C. ait alors été partisan de la participation ministérielle. Deux expériences marquent beaucoup le nouvel élu : les circonstances du sacrifice et du « lâchage » des derniers combattants républicains espagnols, et celles de l'abandon par la Grande-Bretagne et la France des malheureux Tchécoslovaques. Dans les deux cas, il y a rempli des missions d'importance. Dans les deux cas, il en revient avec un goût de cendres.

La Résistance

Charles Tillon n'hésite pas non plus à faire distribuer aussitôt des tracts antipétainistes mais également antinazis. La liaison retrouvée avec Paris, il se rend compte que telle n'est pas la ligne de la direction. Dès cette époque, il dénonce vivement les illusions de la semi-légalité, et les arrestations lui donnent raison. Il proteste contre la tentative de réputation de l'humanité, et il critique la neutralité de l'année 1940 vis-à-vis de l'Allemagne de Hitler. A ses yeux, là encore, c'est l'Internationale qui porte la responsabilité de cette politique absurde et dangereuse et, assurément, c'est Jacques Duclos qui pousse à l'erreur, la met en œuvre. De même, affirme-t-il, qu'à l'approche de la Libération sont venues d'Union soviétique des instructions de ne pas jeter trop avant le P.C. dans l'insurrection armée pour ne rien faire qu'il puisse être désagréable aux alliés et gêner le retour de Maurice Thorez.

La suite — sa participation gouvernementale, sa situation de dirigeant en marge des fidèles de Maurice Thorez, son « procès » fabriqué, le refuge silencieux qu'il trouve dans le Midi, ses derniers espoirs en 1968, puis son exclusion — était déjà mieux connu, et pose moins de questions.

ALAIN DUHAMEL.

★ Ed. Robert Laffont, 583 p., 59 F.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York
sans escale.

Le premier 247 de la journée. Départ : 12 h 00 - Arrivée : 13 h 55

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 15 h 35

Chicago

Le seul vol direct quotidien. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 19 h 14

Washington
sans escale.

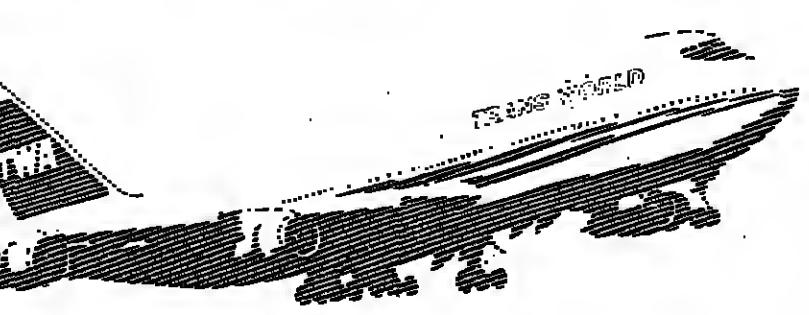
Le seul vol quotidien 6707 sans escale. Départ : 12 h 45 - Arrivée : 15 h 40

Los Angeles

Le seul vol direct quotidien via le Mexique.

Départ : 11 h 40 - Arrivée Los Angeles : 16 h 15

Arrivée San Francisco : 16 h 32



N°1 sur l'Atlantique

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

هكذا من الأصل

Le Monde

Société

Une secte religieuse suspectée d'escroquerie devant le tribunal de Paris

SCIENTOLOGY STORY

Les pratiques ressortissant à l'escroquerie reprochées aux responsables présents ou passés, directs et indirects, de la branche française d'une secte internationale connue sous le nom d'Eglise de scientologie, sont examinées, depuis lundi 7 novembre, par la troisième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris.

Quatre personnes sont inculpées d'escroquerie : Mme Jacqueline Valentin, ancienne présidente de l'Eglise de scientologie ; M. Henry Laarhuis, de nationalité néerlandaise, directeur exécutif ; à Paris de l'Eglise de scientologie, Lafayette Ronald Hubbard, américain, fondateur de la secte, et Georges Andren, l'actuel président de l'Eglise de scientologie de

France. Seul, ce dernier s'est présenté devant le tribunal, qui a commencé d'examiner, en présence d'observateurs allemand, américain et suisse, l'organisation et les activités passablement complexes qui constitueraient la justification des poursuites pour escroquerie, diluées à la demande du parquet.

D'entrée, l'affaire sent le fagot, le mystère. Imagines que Michelet, Gaston Leroux et Jules Verne se donnent la main. Et que Dieu y retrouve les siens. Si le peut, en 1970, après l'arrestation à Paris, 58, rue de Londres (8^e arrondissement), du dirigeant « gauchiste » Alain Gelsmar, une lettre anonyme envoyée au magistrat instructeur lui signale une étrange coïncidence : cette adresse est celle d'une secte alors appelée Scientologie.

Cette dénomination suggère encore que des pratiques étranges ont cours, rue de Londres. Une information contre X... pour escroquerie, ouverte le 13 décembre 1970, est, au fil des années, nourrie par diverses plaintes. M. Issac Hassan le 31 mars 1971 ; Mme Koeh le 14 mars 1975, plainte retirée depuis d'anciens adeptes ou parents d'adeptes. Un leitmotiv : tous reprochent à l'Eglise de scientologie, c'est-à-dire que la secte s'est appelée elle-même après le départ de la pléiade de M. Hassan — d'avoir fait sienne la philosophie de Tartuffe.

L'initiation « religieuse » des dévots ne recouvrerait, au dire des détracteurs, que des pratiques de vente de livres, cours dispensés à un prix élevé, activités plus ou moins psychiques en fonction d'un appareil mystérieux, le Hubbard-Electro-Mètre-Mark-V.

Le culte et l'argent

C'est du moins ce que la rumeur publique et Interpol ont raconté en diverses occasions : un yacht jaugeant 3 280 tonnes, le *Royal Scotman*, rebaptisé plus tard *Apollo*, abriterait le maître et ses

A la grande joie du président, M. Jean Lhomme, qui a tout de suite laissé entendre qu'on ne la lui « faisait pas » avec ce genre de plaisanterie, et comme pour conforter M. Jean-Pierre Monestier, un substitut du procureur de la République qui a parfois pris des accents de grand inquisiteur, les détails pittoresques significatifs ont abondé.

Où donner de la tête, en effet ? Mme Valentin n'a point compté : « Partir sans laisser d'adresse depuis plusieurs mois », dit M. Laarhuis. Idem, M. Hubbard, « Un drôle de corps », que ce dernier. Sorte de « papa-Aristocrate » ancien pilote de l'armée américaine, ancien auteur de science-fiction. Il écrit en 1950 la *Dianétique*, la science moderne de la santé mentale (« c'est, pour ainsi dire, leur *Alcoran* »). Il fonde, en 1954, l'Eglise de scientologie de Californie, qui allait bientôt essaimer dans le monde entier.

Personne ne l'a d'ailleurs jamais vu, sauf l'honorable comptable de l'Eglise de scientologie américaine, qui l'a croisé une fois « by chance » (par hasard), et son alter ego britannique, qui l'a vu un jour « juste en passant ». Invisible, il l'est depuis que, chassé en 1969 par la perle d'Albion du manoir de Saint-Hill (Sussex), où est installée, dans l'ancienne demeure du maharaja de Jaipur, l'Eglise mère, il vit en mer.

plus proches disciples. Quelques autres yachts et chalets complèteraient la flottille mystérieuse de la Sea Organisation, le véritable grand quartier général (organisation nautique qui serait de l'Eglise de scientologie).

M. Laarhuis, ce Hollandais un peu volant, qui n'est pas à non plus, est en même temps un officier de la marine. Et au royaume de Danemark, n'y a-t-il pas quelque chose de pourri ? De là partent ouvrages de scientologie et escadrons de ministres du culte formés dans un centre spécial. Mme Valentin s'y trouverait en ce moment.

Quel culte ? Un ensemble de pratiques qui font monter si haut du substitut du rouge de la couleur parce qu'il y perdrait un bruit de tiroir-caisse. Après un test de personnalité gratuit, les nouvelles recrues de l'Eglise de scientologie sont invitées à suivre des cours qui ne le sont pas, afin de parvenir à l'accomplissement, au développement de leur personnalité. Il en coûtait, en 1971, de 400 à 4 350 F, selon qu'on avait recours une fois à un « superviseur » ou que l'on suivait, en cours ou en séances privées, un enseignement consistant surtout

en séances de lecture solitaire de textes ronéotypés. On pouvait aussi se faire « auditer » par un « auditeur » pour une somme qui pouvait atteindre, en 1972, 5 000 F pour cinquante cours. En 1972, un père imprudent dépensa 7 420 F pour faire suivre à son fils des cours de « psychologie appliquée ».

S'il est vrai qu'il fallait payer d'avance et que plus les fidèles en donnaient, plus on leur en demandait, on comprend que le sourire de Thémis se soit figé. Le versement de 10 % de ses revenus

effectué chaque année par l'Eglise de scientologie de France en faveur de l'Eglise mère n'ont pas laissé de l'étonner. Tout comme les mouvements de fonds entre les douze comptes bancaires de l'Eglise de scientologie et leur croissance rapide : 97 000 F en 1968, plus de 1 155 000 en 1972. Cette année-là 93 % des recettes provenaient des cours.

Une entreprise bien gérée et qui connaît un rapide essor, avaluez les experts. De quoi attirer les moins matérialistes.

MICHEL KAJMAN.

MALGRÉ LE CONSEIL DE L'ORDRE ET LE PARLEMENT

La cour d'appel estime qu'un avocat peut être salarié

M^{re} Christiane Mandessi-Bell affichait la plus grande stupefaction, en même temps qu'une satisfaction bien compréhensible, lundi 7 novembre, après avoir écouté la lecture de l'arrêt de la vingt-deuxième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Gilbert Mengin, qui lui « donnait raison en confirmant le jugement du tribunal d'instance du huitième arrondissement rendu le 8 avril en matière prud'homale (le Monde du 26 avril).

Constaté le 16 décembre 1974 par l'association d'avocats qui l'avait embauchée le 1^{er} novembre précédent et dont elle se considérait la salariée, M^{re} Mandessi-Bell obtient 2 500 francs pour préavis, 250 francs pour congés payés et 10 000 francs pour rupture abusive du contrat de travail, ce sous réserve de l'intervention future de la Cour de cassation.

Le conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris était intervenu dans le débat pour affirmer le principe de l'incompatibilité de la profession d'avocat avec toute activité salariée. En le Parlement avait voté d'urgence une loi intermédiaire, promulguée le 30 juin dernier, pour affirmer, avec le caractère rétroactif attaché à telles lois d'ordre public : « L'avocat qui exerce sa profession en qualité d'avocat-collaborateur ou comme membre d'une société ou d'une association d'avocats n'a pas la qualité de salarié ».

Véritable subordination

L'arrêt de la cour d'appel, certes, d'après le décret du 9 juin 1972 réglementant la profession d'avocat, déclare incompatible cette dernière avec le louage de services, mais il estime que « ce texte n'est en réalité qu'une règle d'incompati-

AU TRIBUNAL DE LYON

Prison avec sursis pour le directeur de l'usine P.C.U.K. de Pierre-Bénite responsable d'une pollution du Rhône

De notre correspondant régional

Lyon. — Saisie du dossier de la très grave pollution du Rhône qui avait entraîné, le 11 juillet 1976, la destruction de 367 tonnes de poissons, la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon, présidée par M. Pierre Vit-taz, a retenu en définitive la responsabilité de M. Jacques Behr, directeur de l'usine de Pierre-Bénite relevant de la société anonyme de produits chimiques Ugine Kuhlmann (P.C.U.K.), d'ont s'étaient échappées accidentellement les 20 tonnes d'acroléine (« le Monde » du 20 octobre 1977).

Pour le délit qui constitue l'infraction à l'article 431-1 du code rural, elle le condamne à un mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 francs d'amende. Pour la contravention à l'arrêté préfectoral du 11 octobre 1965, pris en application de la loi du 19 septembre 1971, prévoyant que « toute précaution sera prise afin de ne pas aggraver la pollution chimique des eaux du Rhône », M. Behr se voit infliger une autre amende de 2 000 francs.

En revanche le tribunal a prononcé la relaxe de M. Francis Gutman, qui avait quitté la présidence du conseil d'administration de la société quelques jours avant l'accident ; contre lui, le ministère public avait requis une peine d'emprisonnement de trois mois et une amende de 5 000 francs (1). Les magistrats ont estimé que, dans une société com-

Défaut de conception

Deux des six parties civiles (2) seulement ont été déclarées recevables : le propriétaire-exploitant du Bar de la Marine, à Igny, qui se voit allouer 5 000 francs de dommages et intérêts, et l'association Union des consommateurs du Rhône - U.F.C. - Que choisir, agréée par un arrêté préfectoral du 5 août 1977, qui reçoit 2 000 francs. Les constitutions de partie civile d'autres associations — comme le Mouvement écologique Rhône-Alpes (MERA) ou l'Association pour la défense de la nature et la lutte contre les pollutions de la vallée du Rhône (dont les objectifs restent pourtant en rapport avec les événements du 11 juillet 1976) — ont été déclarées irrecevables.

Le tribunal a estimé « qu'il ne suffit pas (...) d'avoir un intérêt quelconque matériel ou moral à la répression de l'infraction pour suivre, mais qu'il faut en outre avoir subi un dommage certain découlant directement des faits délictueux ».

Pour retenir la responsabilité morale de M. Behr, les magistrats ont estimé que « le rejet de l'acroléine dans le Rhône n'est pas le résultat d'une fausse manœuvre isolée, mais la conséquence des dispositions prises pour assurer le fonctionnement de l'usine ». Si 20 tonnes de ce produit extrêmement dangereux ont pu ainsi filer dans le fleuve, détruisant la faune et la flore sur une distance de 80 kilomètres, c'est « en raison d'un défaut de conception du système de rinçage des wagons ». « Il était, en effet, indispensable, dit le jugement, de

Dans un mémoire à la chambre d'accusation

LES DÉFENSEURS DE M^{re} KLAUS CROISSANT DÉNONCENT LA POSITION DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Alors que la chambre d'accusation doit rendre le 16 novembre sa décision sur la demande d'extradition visant M^{re} Klaus Croissant, les défenseurs de ce dernier, M^{re} Stéphane Bordier, Roland Dumas, Jean-Jacques de Félice et Joël Nordmann, viennent de rendre public un mémoire complémentaire qu'ils ont remis le 7 novembre à M. Henri Blaser, président de la chambre d'accusation. Ce texte contredit notamment la thèse soutenue à la dernière audience par M. Paul-André Sadon, procureur général (le Monde du 4 novembre).

Ce dernier avait déclaré que la chambre d'accusation n'avait pas à se prononcer sur l'éventuel caractère politique de la démarche entreprise par les autorités ouest-allemandes (cas de refus de l'extradition, selon la loi), car, avait-il précisé, la convention franco-allemande de 1951 passait ce point sous silence.

Les avocats répondent qu'une telle affirmation est contraire non seulement à la loi du 10 mars 1927 mais encore à une toute récente décision du Conseil d'Etat, qui, annulant, le 24 juin dernier, le décret d'extradition visant un ressortissant espagnol, M. Ashudillo Calleja, a estimé qu'une demande faite dans un but politique était inadmissible, même si ce point n'était pas réglementé par la convention d'extradition franco-espagnole.

Après avoir souligné un certain nombre d'inexactitudes dans le dossier, les défenseurs de M^{re} Croissant dénoncent « le but politique des conclusions du ministère public ». Ils reprochent au procureur général d'avoir repris à son compte pour acquiescer les accusations lancées par les autorités ouest-allemandes. Les avocats concluent ainsi leur mémoire : « Le procureur général a rendu manifeste le but politique de la demande d'extradition. »

Nathan mène le jeu.

Des jeux-cadeaux de 4 à 94 ans. De 26F à 89F

Tout le monde adore les jeux Nathan. Parce que ce sont des jeux passionnants. Ils font voyager en France ou ailleurs. Ils font aimer

la mer, la terre et les animaux. Jeux de mains, jeux de mémoire, jeux de réflexes : une fête pour l'esprit... et pour toute la famille.

4, 6 et 8 ans	Jeux de mémoire et de réflexes	Bonjour la France
Ardoise transparente Des scènes amusantes qu'on reproduit par transparence (4 ans). 29,50 F*	Safari parc Un jeu de rêve et d'évasion qui transporte au milieu des plus beaux parcs zoologiques : Thoiry, Sigean, Peaugres (11 ans). 69,00 F*	Un puzzle pour reconstituer la France avec astuce en société (2 à 6 joueurs à partir de 10 ans). 79,00 F*
La France par régions Un magnifique puzzle qui permet de connaître la France par cœur (8 ans). 26,00 F*	Jeu manuel Y'a un truc Un jeu captivant où Gérard Majax explique en détail les trucs qui ont fait sa gloire à la télé (9 ans). 50,00 F*	Jeu pour tous Routes de France. Découvrir la France en suivant un itinéraire en touriste averti, non en automobiliste pressé. 89,00 F*



* prix indicatifs.

Jeux Nathan.
Une fête pour l'esprit.

JUSTICE

LA VIOLENCE ET LA FOLIE D'UN DEMI-ARABE

Le cas Lahoussine Brahimi

Le « tueur d'Aubervilliers », le « fou à la mitraillette », c'était lui. Près de neuf ans après les crimes qui lui ont valu ces titres à sensation, Lahoussine Brahimi comparait devant une cour d'assises pour la première fois. Et ce n'est toujours pas — malgré tout ce temps passé — pour y répondre des principaux faits dont il est accusé. Car le dossier Lahoussine Brahimi est encore inachevé.

En trois mois, de décembre 1968 à mars 1969, un demi-douzaine d'agressions avaient été commises dans la banlieue nord de Paris contre des bars fréquentés par des clients d'origine nord-africaine. Deux personnes avaient été tuées et une vingtaine d'autres blessées, dont certaines très gravement. On devait d'abord penser qu'il s'agissait d'attentats racistes. Le gouvernement algérien s'était vivement inquiété de « la répétition de ces lâches agressions ».

Mais au début du mois de mars on avait identifié l'auteur de ces agressions — qui durant la même période avait, en outre, commis trois hold-up, tant le tueur d'un bureau de P.M.U. d'origine algérienne que l'agresseur de Nord-Africains portait un nom arabe, Lahoussine Brahimi, né de père marocain et de mère française, déclarait, lors de son arrestation le 12 mars : « Je hais les Arabes... ».

Quelques semaines avant ses premières expéditions punitives — alors qu'il sortait de prison — Lahoussine avait épousé une femme arabe, violée par « des Arabes ».

Si l'on compare, lundi 7 novembre, devant les jurés de la cour d'assises de Paris, ce n'est pas pour cette affaire, mais pour une conséquence de celle-ci : une évasion. Le 18 septembre 1974, en compagnie de deux autres repris de justice, il a réussi à franchir les hauteurs du quartier de sécurité de l'hôpital psychiatrique de Villejuif. Il devait être arrêté un mois et demi plus tard à Aïda, après avoir déclenché une fusillade au cours de laquelle un policier était gravement blessé. Pour la série d'agressions de 1968-1969, Lahoussine Brahimi comparait à Bobigny devant la cour d'assises de la Seine-Saint-Denis, à une date qui n'est pas encore fixée. Il s'agit, en effet, de l'un de ces dossiers difficiles que la justice divise et tarde à conclure. Et le cas de cet accusé semble se situer aux limites de la compétence de la justice.

« Vicissitudes pathogènes »

Mais cela n'empêche pas cet enfant « renfermé d'être en butte aux vexations de ses camarades, au sénatorialisme, à l'orphelinisme et au centre d'éducation surveillée, où il sera successivement placé. « Peu aimé de ses camarades », déclare une assistante sociale, « il a le trait de bicol, de croûte et de sélo », précisant sa tante et sa sœur. Après une fugue qui lui vaudra de connaître la prison à l'âge de quinze ans, Lahoussine vivra, selon lui, les mêmes difficultés durant son service militaire : il sera condamné à quatre mois d'emprisonnement pour une dispute avec un autre soldat.

« Susceptible », dit un rapport de l'époque. « Avec mon nom, j'étais repéré, c'est toujours le même caractère public », dit aujourd'hui Lahoussine, qui oublie de préciser que cette se passait durant la guerre d'Algérie. En 1962, il est poursuivi pour coups et blessures volontaires. « C'était une affaire entre Arabes, cela n'a donc pas d'importance », déclare l'accusé en haussant les épaules. Cependant, il indiquera qu'il avait tiré sur un membre du F.L.N. qui « menaçait » sa famille parce que celle-ci refusait de payer une « cotisation » au mouvement de libération algérien.

Employé comme manœuvre dans diverses entreprises, Lahoussine se marie à dix-neuf ans. Il épouse Jocelyne Benhalim, d'origine juive, la fin de l'année 1965, après dix mois d'emprisonnement pour vol d'objets volés. Il rentre à Aubervilliers « Mon enfant venait de naître, raconte-t-il, ma femme avait perdu notre logement et j'ai appris ce vol. C'est là que tout a commencé... ».

Depuis le premier jour de sa détention, en 1968, Lahoussine Brahimi a toujours été dans un cer-

vice psychiatrique. Un dénué aura rarement fait l'objet d'autant d'expertises. Une dizaine de médecins ont été successivement commis pour examiner son cas. Tous ont estimé qu'il n'était pas dément au moment des faits, mais ils ont rapidement conclu qu'il n'était pas susceptible à une sanction pénale normale, ce qui justifia sa « libération » et son placement dans un service spécial d'un hôpital psychiatrique où sa « dangerosité » devait être contenue. Les experts pensaient qu'il était hors d'état de comparaître devant un tribunal. Mais il y a eu l'évasion.

Cet événement pousse à se poser la question de la responsabilité. Il n'est pas seulement déclaré que d'après ce cas sa responsabilité n'était pas atténuée par son état mental, comme elle l'était à leur avis au moment des agressions commises en 1968-1969. Pour les psychiatres, Lahoussine Brahimi est un être profondément « déséquilibré » : dont le comportement « est, en grande partie déterminé par les « vicissitudes pathogènes » de son passé et ses interrogations inconscientes sur sa double identité.

A demi arabe, Lahoussine est devenu un demi-fou. La justice et la médecine se sont rejétées la responsabilité de son traitement, laissant finalement à des jurés le soin de

fixer son sort. De quels éléments disposeront-ils pour cette tâche jusqu'à présent impossible ? Lahoussine lui-même l'aidera peut-être. « Il y a encore quelques mois, il était incapable d'expliquer quoi que ce soit », a dit l'un de ses avocats, M^{re} Henri Lescroart, avant d'ajouter avec prudence à l'attention du jury : « Mais ces derniers temps, et pour ce procès, il a fait d'incroyables progrès. Le peu qu'il dit aujourd'hui représente d'énormes efforts ».

Agitant nerveusement les mains pour pocher des phrases inachevées, dans le box des accusés, Lahoussine Brahimi, à trente-trois ans, ressemble à un enfant qui apprend à parler. Les mots lui manquent. Il bredouille. Cependant, il s'applique et s'obstine à répondre aux questions de l'avocat général. Mais ces efforts resteront souvent vains : il bafouille les bras. « Ma personnalité est comme elle est, je ne sais pas dire la chose... Comment peut-on dire la souffrance... Comment peut-on expliquer que les gens sont cons, qu'il y a des tas de malchances dans ma vie. Je ne m'appelle pas Langlois ou Petit (les noms de l'avocat général et du président). Il suffit quelquefois d'un rien pour tout gâcher... ».

Les jurés, dans ce premier procès, devraient rendre leur décision le 9 novembre.

FRANCIS CORNU.

Il y a des décisions qui supposent des informations difficiles à obtenir. Même de votre ordinateur.

Une décision, c'est un choix. Et dans un choix, il y a deux facteurs fondamentaux :

- la connaissance des faits,
- la connaissance des conséquences des différentes hypothèses que l'on peut construire à partir de ces faits.

Bien souvent, pour des raisons de délai ou de manque d'informations « actualisées », le premier point n'est qu'incomplètement satisfait.

Quant au second, il relève encore pour beaucoup de l'art divinatoire.

Votre service informatique n'est pas en cause. Même si il dispose d'un outil puissant. Car l'ordinateur de votre société est programmé pour des tâches précises qui répondent aux besoins de gestion courante. Et à ceux-là seuls. Souvent à plein temps.

Toute décision qui regarde un changement, une innovation suppose une exploration de l'information, une étude d'hypothèse pour lesquelles il faudrait établir des programmes nouveaux. Vous savez que cela ne se fait pas du jour au lendemain. Or, la conjoncture n'est pas toujours patiente.

C'est pour cela qu'IBM a conçu pour vous son Service Bureau et réalisé une bibliothèque de programmes qui répondent à des milliers de cas de figures.

Un terminal sur votre bureau et une ligne téléphonique vous en ouvrent l'accès. En quelques minutes, vous obtenez, sous une forme concise et claire, la réponse à la question qui vous préoccupe.

Les ordinateurs du Service Bureau IBM sont capables des calculs les plus complexes. Des traitements les plus sophistiqués. Ils travaillent sur vos fichiers, en dépôt chez nous. Ou sur une copie de ceux-ci. Ou sur des fichiers spéciaux constitués pour les besoins de la cause. Tout est possible.

Le terminal que le Service Bureau vous installe est simple à utiliser. Et c'est vous qui l'utilisez. C'est un terminal machine à écrire ou un écran à clavier. La question et la réponse sont formulées en langage clair. Le système peut même vous répondre par un graphique ou un histogramme.

Ainsi le Service Bureau IBM vient-il compléter utilement et économiquement votre propre informatique. Pour des tâches auxquelles elle ne peut pas faire face.

C'est son second souffle.

Enfin pour ceux qui n'ont pas encore d'ordinateur, le Service Bureau permet un apprentissage en « douceur ».

Quelques exemples d'apports du Service Bureau.

- Apports d'un Directeur Financier :
 - Aider à réduire les frais financiers.
 - Réviser les files qui modifient la rentabilité d'un investissement.
 - Obtenir quelques jours plus tôt les résultats consolidés des activités.
- Apports d'un Contrôleur de Gestion :
 - Réviser le plan.
 - Tester toutes les hypothèses d'un plan et mesurer les écarts.
- Apports d'un Responsable de la trésorerie :
 - Contrôler les flux financiers à court terme.
 - Récompenser les écarts.
 - Contrôler les en-cours de crédit.
- Apports d'un Directeur Commercial :
 - Bien connaître le portefeuille des affaires en cours.
 - Explorer l'historique des ventes. En dégage les tendances et en suivre la réalisation.
- Apports d'un Chef de Produit :
 - Contrôler rapidement le revenu.
 - Analyser les résultats par semaine, par région, etc. pour régir aussitôt.
- Apports d'un Directeur du Personnel :
 - Calculer instantanément l'impact financier d'une modification de la politique des salaires.
 - Tenir à jour un état permanent des postes disponibles.
 - Faire des graphiques, des statistiques, etc.

IBM Service Bureau.

Quand vous n'avez pas le temps d'attendre pour décider.

Pour tout renseignement, contactez M. Lopez au 697.62.00 ou écrivez-lui, IBM Service Bureau, 116, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly.

FAITS ET JUGEMENTS

Le meurtre de la porte de Pantin : trois inculpations.

M. Marcel Auré, membre du service d'ordre, qui a reconnu avoir tué d'une balle, le 30 octobre, M. Lucien Malton, jeune spécialiste d'origine guadeloupéenne, a été placé sous mandat de dépôt après avoir été inculpé de meurtre, de coups et blessures volontaires et d'infraction à la législation sur les armes par M. Jean Cornuault, juge d'instruction. M. Jean-Claude Vaysière et Daniel Mary, autres membres du service d'ordre du concert qui se sont battus avec les frères Malton avant le drame, ont également été inculpés sous les inculpations de coups et blessures volontaires et d'infraction à la législation sur les armes. Les parents de la victime, assistés de M^{re} Pierre Kaldor, se sont constitués partie civile.

Paroèmes : relaxe pour un mauvais payeur.

Un jugement du tribunal de Nancy vient de relaxer un avocat qui refusait de payer ses contributions depuis la pose de paroèmes devant son domicile dans une rue à sens unique, sans commerce ni circulation intense.

mais proche d'un parking souterrain. Les impayés de l'avocat nantais, M^{re} Joubert, étaient sur plus de deux ans, atteignaient la somme de 15 000 francs pour 300 contraventions environ. Le procureur général de Nancy a interjeté appel du jugement.

Une vingtaine d'avocats nantais ont alors décidé, avec M^{re} Joubert, de fonder une association de défense des automobilistes, Lorraine autodéfense, avec pour devise « Halte au racket ! Halte aux implantations abusives de paroèmes ! » M^{re} Joubert et ses amis proposent à leurs adhérents « une lutte contre l'empirisme du pouvoir administratif sur le pouvoir judiciaire ». — (Corresp.)

La mort d'un guide du Club Méditerranée : information contre X.

Après la mort par insolation de M. Alain Riches, guide au club Méditerranée, âgé de vingt-quatre ans, survenue le 10 juillet dans le désert tunisien, M. Jean Cornuault, juge d'instruction à Paris, a été chargé d'une information contre X pour homicide involontaire. La mère de la victime, Mme Roger-Marie Musson, s'étant constituée partie civile avec l'assistance de M^{re} André Attal et Claude Carcel, le magistrat instructeur va rechercher si M. Riches a commis une imprudence en

s'éloignant, pour tenter de trouver de l'aide, des quatre véhicules M. Alain Riches, guide au Club pour cette randonnée, cinq hommes et cinq femmes et d'en responsables pénales sont en courroux pour le défaut d'entraide de ces véhicules (Le Monde du 9 août).

1 000 F d'amende pour l'auteur d'un livre contre les sectes religieuses.

Pour diffamation envers les frères Melchior, qui dirigent la secte des Trois Saints Cœurs et envers la société Planto France, M. Yves Lescroart, auteur du livre Les M^{re} Melchior et Dieu (Le Monde du 1^{er} octobre 1975) a été condamné à 1 000 F d'amende, vendredi 4 novembre, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris. Les frères Robert et André Melchior ont obtenu 2 500 francs de dommages et intérêts, la société Planto France 1 000 francs. Le tribunal a ordonné en outre la réimpression de son dispositif du jugement aux frais de M. Lescroart par France-Culture. M. Lescroart avait déclaré au micro de France-Culture le 9 mars 1976 que les frères Melchior étaient de leurs adeptes une « mission complète passant par le dépouillement total de leurs biens et que la société Planto-France, ayant officiellement pour objet la vente de produits diététiques, n'était qu'une entreprise de façade dirigée par leur secte.

Le chef-d'œuvre du musée était un faux.

Un tableau attribué au peintre allemand du seizième siècle Matthias Grünewald et acheté en 1974 un million de dollars par le musée de Cleveland est un faux, vient d'annoncer la direction du musée américain. Un examen récent de cette représentation du Martyre de sainte Catherine d'Alexandrie a révélé que le tableau avait été peint au vingtième siècle. C'est un des milliers de faux jamais réalisés, a déclaré le conservateur. Le marchand new-yorkais qui avait vendu le tableau a accepté de rembourser le musée.

Grâce de la faim à la maison d'arrêt de Fontenay. — Une centaine de personnes écrouées à la maison d'arrêt de Fontenay (Val-d'Oise), soit près d'un quart des détenus, observent depuis le lundi 7 novembre une grève de la faim pour protester contre les conditions matérielles que leurs sont imposées. Cette protestation serait conduite par quatre inculpés transférés à la maison d'arrêt de Fontenay pour comparaitre pendant l'achève session de la cour d'assises. — (Corresp.)

Arrestation à Nice de l'ancien conseiller juridique d'Yves Martin-Lafliche. — Les policiers de la brigade financière de la P.J. de Nice viennent d'arrêter dans une suite luxueuse de l'hôtel Méridien où il avait installé ses bureaux, M. Jean-Gérard Calvy, trente-six ans, originaire de Saint-Etienne, qui fut conseiller juridique du président-directeur général du Grand-Hôtel de Lyon, Yves Martin-Lafliche, enlevé et tué dans la nuit du 3 au 4 juillet 1974.

Déjà impliqué dans cette affaire, Calvy a été inculpé par M. Richard Bonassac, juge d'instruction, d'escroquerie, faux en écritures privées, fausses déclarations aux services de l'impôt et à la loi sur l'assainissement des professions commerciales, le escroqué. Il lui est reproché d'avoir extorqué à des bailleurs de fonds, auxquels il promettait de faire largement fructifier leur argent, quelque 500 000 francs et d'avoir signé des traités de caverie pour un montant identique.

FAITS DIVERS

Heurts avec la police dans une cité F.L.N. du Val-de-Marne. — Trois policiers ont été malmenés, lundi 7 novembre dans la soirée, par une quarantaine de jeunes gens d'une cité F.L.N. de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), alors qu'ils procédaient à une vérification d'identité de deux adolescents circulant sans papiers. Accourus à la rescousse, des camarades des deux adolescents s'en prenaient aux policiers, blessant légèrement l'un d'eux du coup de coude. Les policiers accourus en renfort ont procédé à sept interpellations.

Attentat contre une société spécialisée dans le « nucléaire ». — Une forte explosion d'origine criminelle a gravement endommagé, mardi 7 novembre, à 0 h 30, un immeuble situé 34, rue Godot-de-Mauray (9^e arrondissement). Cet attentat visait la société Thermathome spécialisée dans la construction de chaudières par réacteurs nucléaires.

Le bilan des inondations qui ont eu lieu à Athènes le 3 novembre dernier s'élève à vingt-neuf morts et plus de 1 milliard de drachmes (soit environ 145 millions de francs) a-t-on annoncé, lundi 7 novembre dans la capitale grecque. Mille six cents familles et mille usines ont été sinistrées. — (A.F.P.)

تكونا من الأصل

DÉFENSE

AU PRINTEMPS DE 1978

Un conseil de défense fixera l'avenir de la marine nationale annonce M. Giscard d'Estaing à Brest

De notre envoyé spécial

Brest. — Un conseil de défense, présidé par le chef de l'Etat, au printemps de 1978, se prononcera sur un nouveau schéma d'orientation de la marine nationale pour les années 1980-1985. C'est la seule certitude — on la seule promesse, comme on voudrait l'appeler — que les officiers et les officiers-mariniers retiendront de la visite, lundi 7 novembre, à Brest, de M. Giscard d'Estaing.

Deux séances de travail à la préfecture maritime, une courte allocution improvisée sur le pont du porte-hélicoptères Jeanne-

d'Arc à l'adresse des élèves officiers. A l'issue de « cette journée de réflexion sur l'avenir de la marine », le président de la République a pu dire qu'il n'y a pas de malaise dans la marine, puisque, le malaise, c'est le langage de la faiblesse et de l'impuissance. Mais il a reconnu que la marine a d'importants problèmes d'avenir.

Au cours de la préfecture maritime, les officiers de marine qui ont eu l'occasion d'entendre en direct les propos du chef de l'Etat n'ont pas paru convaincus. Ils n'ont pas dissimulé leur scepticisme. Déjà, en février 1977, M. Michel Debré, alors ministre de l'Etat chargé de la défense nationale sous la présidence de Georges Pompidou, avait élaboré un plan d'équipement naval à long terme. Ce plan est devenu lettre morte depuis. Ce premier échec explique, sans doute, l'attention particulière des marins et leur incrédulité devant la perspective d'une nouvelle étude des missions et des moyens de la marine nationale à engager avant le printemps prochain.

Sur le pont de la Jeanne-d'Arc, M. Giscard d'Estaing a brièvement évoqué la vocation navale de la France, se contentant de souligner : « Tous ceux qui ont étudié notre histoire savent que les grandes périodes de développement et d'affirmation de la France coïncident avec celles de sa puissance maritime ».

A l'issue de ses deux séances de travail, à la préfecture maritime, avec les hauts responsables des grands commandements de la marine qui se sont déplacés, par fois de très loin, pour exposer leurs points de vue sur l'avenir de la flotte, le chef de l'Etat a seulement indiqué que l'incertitude actuelle tient au fait qu'une grande part des bateaux construits en 1950-1955 vont disparaître après 1980.

Tandis que la Jeanne, escortée par le Forbin, quittait Brest dans l'après-midi pour la traditionnelle croisière de six mois en mer des cent trente officiers élèves français et étrangers de Navale, M. Giscard d'Estaing a demandé

aux chefs de la marine nationale de lui préparer « un schéma d'organisation de la marine pour les années 1980-1985 ». Il s'agit, a précisé le président de la République, d'une nouvelle conception des missions et des moyens de la marine pour « assurer une présence navale importante de la France dans le monde ».

« La politique de dissuasion est assurée »

Expliquant le sens de sa visite à Brest, le chef de l'Etat a affirmé qu'il n'était pas venu pour se livrer « à une discussion budgétaire qui est de la compétence du Parlement. Le projet de budget de la défense pour 1978 est conforme, et même légèrement supérieur, aux orientations de la loi de programme 1977-1982 approuvée, l'an dernier, par ce même Parlement. La part de la marine y est même en augmentation ».

Devant la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, avait cependant reconnu

que « les crédits de la marine étaient le point faible de son budget », et l'un des rapporteurs, M. Raoul Honnet, député républicain de l'Aube, avait jugé « catastrophique » la loi de programme pour la marine.

M. Giscard d'Estaing a confirmé enfin, qu'il n'y avait pas lieu, pour l'instant, de lancer un système sous-marin nucléaire lance-missiles sur le modèle des cinq bâtiments actuellement en service ou en chantier. « La politique de dissuasion est assurée, de manière complète, par le projet de budget de la défense pour 1978 », a estimé le président de la République, qui a observé que « les moyens consacrés au nucléaire sont en accroissement par rapport à la loi de programme ».

Le chef de l'Etat a alors annoncé qu'un prochain conseil de défense « traitera des problèmes technologiques de l'avenir de la dissuasion nucléaire ». Ce qui semble indiquer que les dirigeants français tenteront d'examiner, à cette occasion, les caractéristiques et les performances des nouveaux systèmes d'armes stratégiques appelés à remplacer, avant la fin de ce siècle, l'arsenal aujourd'hui en service.

JACQUES ISNARD.

Le Monde de l'éducation

Numéro de novembre

L'ENFANT ET LA VILLE

Les enfants peuvent-ils vivre dans les villes d'aujourd'hui ? Peuvent-ils être heureux ? Un dossier rassemblé par « Le Monde de l'éducation », à l'occasion de la grande exposition sur « La Ville et l'Enfant », organisée à Beaubourg par le Centre de création industrielle.

LES PARENTS DANS LES CONSEILS SCOLAIRES

Le rôle des parents — en principe et dans la réalité — dans les conseils scolaires en place par la réforme Haby.

LA PRESSE A L'ECOLE

La presse et l'école : deux mondes opposés qui semblent se rapprocher. M. René Haby veut introduire l'apprentissage de la lecture critique des journaux dans les programmes. Les entreprises de presse s'organisent pour répondre à cette demande et faire des propositions.

Egalement au sommaire :

- Deux ans avec les étudiants de Minsk (U.R.S.S.).
- La vogue de l'environnement : dix-huit universités assurent des enseignements spécialisés dans ce domaine aux débouchés incertains.
- La formation permanente à la copropriété des immeubles. Les médiateurs de l'information — Que faire avec deux langues vivantes sans le baccalauréat ?

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

Mensuel - Le numéro : 5 F.
Abonnement (11 numéros par an) : 50 F.

SEPT MILLE MANIFESTANTS DANS LES RUES DE LA VILLE

(De notre correspondant.)

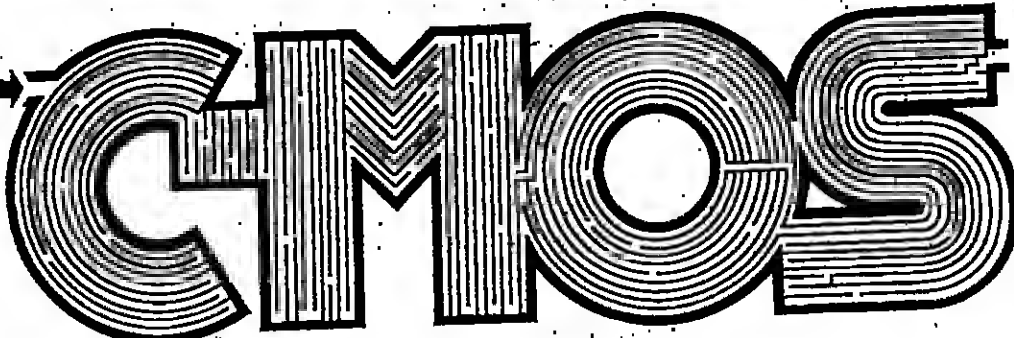
Brest. — A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N., quelque sept mille salariés ont manifesté lundi 7 novembre à Brest à l'occasion de la visite de M. Giscard d'Estaing à la préfecture maritime.

M. François Le Blé, maire socialiste, et M. Joseph Gourmelon, président de la communauté urbaine de Brest (P.S.), ainsi que la plupart des membres du conseil municipal composé de 25 socialistes, 15 communistes et 3 représentants de l'Union démocratique bretonne, étaient joints au rassemblement. Le maire et ses adjoints avaient porté leurs écharpes tricolores.

Des slogans « la Bretagne se meurt, c'est un pays de chômeurs », maintes fois clamés par la foule, constituaient en fait le thème central de la manifestation. Des orateurs dénonçaient en termes vigoureux la situation socio-économique de la Bretagne. Chacune des visites du président de la République est réservée à la marine nationale, comme si le reste n'existait pas », devait déplorer l'un des orateurs.

Le défilé qui suivit le rassemblement a eu lieu sans incidents.

J. de R.



Deux nouveaux calculateurs Hewlett-Packard programmables à mémoire permanente.

Le HP-19 C imprime.

Si les programmes que vous utilisez sont toujours les mêmes, les HP-19 C et HP-29 C vous feront gagner beaucoup de temps. Puissants, programmables au clavier, ils conservent en permanence vos données et programmes. En outre, le HP-19 C dispose d'une imprimante thermique (silencieuse) incorporée, qui imprime les nombres et le programme.

- Ces calculateurs vous offrent tous les deux :
- 98 lignes de programmes regroupant chacune jusqu'à 4 pressions de touches
 - codes combinés pour toutes les fonctions
 - 30 mémoires adressables
 - mémoire C-MOS* pour conserver programmes et données
 - trois niveaux de sous-programmes
 - adressage symbolique, indirect et relatif
 - annulations ou insertions d'instructions avec dilatation et contraction automatique du programme
 - 10 tests logiques différents, y compris incrémentation et décrémentation automatiques (boucles)
 - une logique pour traiter simplement et rapidement les expressions numériques les plus complexes : la notation polonaise inverse
 - une gamme complète de fonctions mathématiques et statistiques
 - des manuels détaillés pour la programmation et les applications
 - la qualité habituelle des produits de la gamme unique HP.

HP-19 C : longueur 16,5 cm, largeur 8,8 cm, hauteur 4 cm.
HP-29 C : longueur 13,02 cm, largeur 6,83 cm, hauteur 3,02 cm.
La même mémoire permanente C-MOS*, les mêmes fonctions préprogrammées, les mêmes possibilités de programmation, les mêmes performances.

* Complementary metal oxide semi-conductor

HEWLETT PACKARD

France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25



A renvoyer à H.P. France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex.

Je désire recevoir : votre documentation sur le HP-19 C ☐ Je HP-29 C ☐

un guide pour le choix d'un calculateur, la liste de vos distributeurs et la solution du labyrinthe C-MOS* ☐

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Tél. _____

CELIBATAIRES AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES?



Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

ION INTERNATIONAL

Institut de Psychologie

PARIS - BRUXELLES - GENEVE - MONTRÉAL

Pour une 1^{re} rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté :

M. Mlle Mlle... Age...

Prénoms... Adresse...

ION FRANCE (MO 30) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 525.73.85 +

ION RHONE-ALPES (MOR 30) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON -

Tél. 54.25.44 - et 55, cours Sarail - 69002 GRENOBLE - Tél. 44.19.91.

ION BELGIQUE (MOB 30) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES -

Tél. 517.74.30

ION SUISSE (MOB 30) 75, rue de Lyon - 1203 GENEVE - Tél. 022.45.72.63.

ECOLE D'INTERPRETES ZURICH

Préparation à la profession de traducteur et d'interprète

Conditions d'admission: baccalauréat avec 2 langues étrangères

Entrée: avril ou octobre

CH-8006 Zurich, Sonneggerstr. 82

PROFESSIONS COMPTABLES

Examen probatoire du D.E.C.S.

Date prévue: avril 1978

Cet examen est le 1^{er} étape vers l'expertise comptable. Il vous ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales. Durée de la préparation par correspondance: 4 à 6 mois, suivant temps disponible. Niveau: 1^{er} ou 2^e.

Brochure gratuite n° P 8.686 à: Ecole Française de Comptabilité, Organisme privé, 92270 Gata-Colombes.

Cours gratuits pour les bénéficiaires de la loi sur la « formation continue ».

CYCLE DE RÉFLEXION SUR L'ÉCOUTE-ACTION

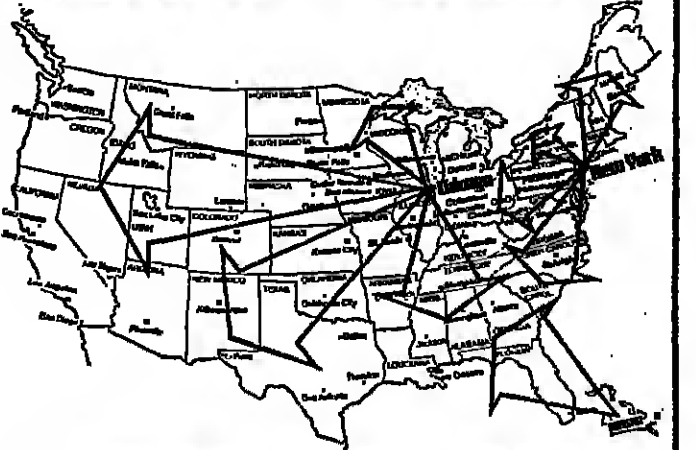
(GROUPE DE CONTRÔLE BALINT)

A l'intention des travailleurs sociaux, médecins, enseignants, etc.

Tous les samedis de 9 à 13 heures, pendant 30 semaines (120 heures), à partir du 14 janvier prochain.

Renseignements et inscriptions: Service Formation Permanente, Université de PARIS VII, route de la Touraille, 75013 PARIS. Tél.: 371-12-50, poste 389.

L'AMÉRIQUE avec LOFTLEIDIR



NEW YORK 1650 F*

CHICAGO 1745 F*

Echappez à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant LOFTLEIDIR qui reste l'une des solutions les plus économiques:

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oublions pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par LOFTLEIDIR pour les voyages de longue durée:

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

U.S. pratiqués sur le continent américain. Demandez à votre Agent de Voyages de vous parler aussi des Forfaits à New York de 3 à 30 jours, à partir de F. 2080 (comprenant l'aller-retour Luxembourg/New York + séjour à l'hôtel Century Paramount).

De même, le toujours très populaire Tour Auto en toute liberté (i.e. 345 A) x tarif excursion 14/45 jours.

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à:

LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris. Tél. 073.75.42 - 742.52.26

32 bis, rue du M^r Joffre 06000 Nice. Tél. 88.73.41

Nom _____ Adresse _____

ou Interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien!

ÉDUCATION

DANS LES ÉCOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES

Les premières élections aux comités de parents

Les premières élections aux comités de parents d'élèves des écoles primaires et maternelles — l'une des principales innovations de la réforme Haby — ont lieu actuellement dans toute la France. Les opérations électorales devront être achevées au plus tard le jeudi 10 novembre, mais ce n'est probablement pas avant le milieu du mois de décembre qu'on pourra avoir une idée des

résultats et du nombre de sièges obtenus par les diverses fédérations de parents. Il semble, toutefois, que ce scrutin ait intéressé un grand nombre de parents puisque, dans de nombreux cas, la participation est supérieure à celle qui est enregistrée pour l'élection des délégués dans les établissements secondaires. De nombreux directeurs d'école avaient choisi la journée du 5 novembre pour organiser le vote.

Saint-Quentin-en-Yvelines

Des sièges pour tout le monde

Samedi à midi. Tout est terminé. La directrice refait les comptes une dernière fois, puis relit la circulaire du ministère de l'éducation dans le Bulletin officiel. « Ah ! oui, c'est vrai, il faut que j'ajoute les résultats des élections », dit-elle. Elle se rappelle que, après-midi et que je recopie le procès-verbal pour l'envoyer aux représentants de chacune des trois listes. L'isolement ? Je ne m'en occupe pas ; les employés de la mairie viendront le reprendre lundi.

Je estime que les enfants ne doivent pas être mêlés à ces élections. C'est pour cela aussi que j'ai voulu ne rien changer pour eux et ne pas les mettre en vacances. » A 8 h. 30, les parents faisaient la queue pour voter, puis ils se sont succédé tout au long de la matinée, jusqu'à 11 heures. « Nous ne pouvions prolonger au-delà, car il aurait fallu attendre pour surveiller l'urne pendant midi... »

associations m'ont apporté leurs documents d'adhésion pour les remettre aux familles. » Et maintenant ? Quand ce comité de parents tout neuf va-t-il se réunir et sur quel sujet ? Mme D., à l'intention de laisser les parents élus demander eux-mêmes une réunion. Elle souhaite, d'ailleurs, ne pas convoquer le comité des parents d'abord, mais le conseil d'école, c'est-à-dire les parents plus les maîtres et les maîtresses, « car mes institutrices ont le sentiment d'avoir été quelque peu tenues à l'écart de ces élections ».

A quoi bon ?

Cent vingt-quatre personnes (autant de pères que de mères) sont venues déposer leur bulletin. Cinq avaient voté par correspondance. La participation, s'établissant à 54,43 %, dépasse sensiblement la moyenne nationale aux élections de l'an dernier dans le secondaire. La Fédération autonome et la Fédération Cornec obtiennent chacune deux sièges, le cinquième allant à la Fédération Lagarde.

Ce n'est pas par hasard. Si la directrice tient à la collaboration des parents et des enseignants, les deux institutrices interrogées pendant la récréation ne partageaient pas ce point de vue : « Le comité des parents ? Heureusement les listes étaient bien, que les parents n'auront pas droit de regard sur la pédagogie. Et c'est normal, car leur façon de faire n'est pas la bonne. Des réunions de parents à quoi bon ? Ce qui se passe à l'école ne les intéresse pas. Ceux qui sont vraiment intéressés viennent nous voir, ce sont toujours les mêmes. »

CHARLES VIAL

Toulouse

Revendications locales

De notre correspondant régional

Toulouse. — Les résultats des élections aux comités de parents qui se termineront le 9 novembre, ne seront connus que le 23 novembre. Les parents des élèves de classes primaires ont dû mal à faire leur choix entre les candidats des fédérations Cornec et Lagarde et les candidats libres ne se réclamant d'aucune fédération. Les directions des écoles ont donné des explications sur le vote mais la confusion est restée au niveau des revendications et des propositions des candidats. Par ailleurs, le Syndicat national des instituteurs a apporté son soutien à la Fédération Cornec.

Pour les parents des enfants de petites classes, le problème se situe au plan local. « Ce qui importe, dit une mère, c'est de savoir pourquoi la cantine est bonne dans tels quartiers, mauvaise dans d'autres. Et surtout si le programme des études est conforme à la raison. »

Pour l'académie de Toulouse, dans les classes élémentaires, 145 599 enfants ont été scolarisés cette année contre 145 940 l'an dernier. Pour les pré-scolaires, 83 913 en 1977-1978 contre 84 820 en 1976-1977. Pour ces élèves, l'académie de Toulouse dispose de 9 550 postes d'enseignants dont le tiers pour le seul département de la Haute-Garonne.

Les problèmes des Toulousains ne sont pas ceux des parents habitant les départements ruraux. En Haute-Garonne même, une expérience a été tentée à Hauteville, agglomération qui se développe actuellement vers le sud, en zone rurale. Les enseignants de l'école Michelet ont été rapidement confrontés avec des difficultés dues à l'hétérogénéité socio-culturelle des familles et l'enseignement a dû s'adapter à cette situation. Dans les Hautes-Pyrénées, il a fallu créer des classes bilingues d'élèves dont les parents sont des travailleurs espagnols ou portugais. Dans leurs familles, presque toujours nombreuses, ces enfants ne parlent que la langue maternelle et ils vont parfois passer leurs vacances dans leur pays d'origine. La tâche est difficile pour les enseignants, mais des moyens comme l'audiovisuel ont déjà donné des résultats appréciables.

LÉO PALACIO

Lyon

Politisation en pointillé

Lyon. — Des affichettes « élections » conduisent au rez-de-chaussée de l'école : un bâtiment d'une autre époque dont les deux frontons séparés par un pilon central rappellent qu'autrefois filles et garçons entraient à la commune par des portes différentes.

De notre correspondant régional

Le bureau de vote a été installé dans une classe désaffectée, au milieu de tableaux verts écaillés et de bureaux hors d'usage. Le directeur — jeune, barbu, en col roulé — s'entretient avec les scrutateurs, un homme et une femme, représentant chacun une fédération de parents d'élèves. À la première heure, les votants sont peu nombreux. Ces hommes en majorité. Est-ce parce que les enveloppes de vote ont été adressées aux « chefs de famille » ? La directrice salue l'électeur par son nom chaque fois qu'il le reconnaît. Parfois, il engage la conversation : « Jean-Yves marche bien cette année, n'est-ce pas ? » Un mot sur le temps. Une poignée de main. A vote ! A partir de 10 h. 30, dans cette

école primaire comme dans la maternelle voisine — une construction de verre et de béton ouverte cette année — le rythme s'accélère. Les mères de famille défilent plus nombreuses : entre la boulangerie et le libre-service, elles passent accomplir leur devoir de parents. « Non, nous n'adhérons pas à une fédération avant cette élection, mais nous pensons que c'est une bonne chose d'associer les parents à la marche de l'établissement », déclare plusieurs d'entre elles. Il est vrai que, jusqu'ici, seule la Fédération Cornec tentait de mobiliser les parents et comptait des adhérents. La Fédération Lagarde ne s'est réveillée qu'à la rentrée et a fait campagne pour l'élection aux comités de parents sur le thème « non à la politisation ». Un slogan peu réaliste. Non pas parce que les accessoirs enveloppes, urne, isolement — prêtés par la mairie rappellent

les consultations politiques. Mais parce que les listes font réapparaître — ou moins pour les observateurs avertis — les clivages de la commune. Sur la liste Cornec, quelques candidats appartenant à la mouvance socialiste ; sur la liste Lagarde, certains représentants du courant majoritaire.

A 11 heures, à la clôture du scrutin, plus de 67 % des parents avaient voté en primaire et plus de 88 % en maternelle. Une participation satisfaisante pour cette « première ». Les résultats sont rapidement connus. En primaire, la Fédération Lagarde remporte trois sièges, la Fédération Cornec deux seulement, à la maternelle deux fédérations obtiennent deux sièges chacune.

Aux dernières municipales, dans cette commune résidentielle de trois mille habitants de la banlieue ouest de Lyon, la liste socialiste avait recueilli un peu moins de 30 % des voix.

BERNARD ELIE

OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur surenchère du sixième, au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 24 NOVEMBRE 1977, à 14 heures - EN UN LOT :

14 LOGEMENTS de 2 et 3 p. - 10 CAVES

121, rue Raymond-Losserand, PARIS-14^e

MISE A PRIX : 407.000 F - S'adr. M^r Paul BAILLY.

agenc. à Paris-14, 18, rue Dufour, tél. : 260-39-13 ; M^r BRUNEL, avoc. à Paris-9^e, 22, rue du Four ; tous avocats près Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil ; sur les lieux pour visiter

ADJUDICAT. Chambre des Notaires Paris, Mardi 22 novembre 1977, 14 h. 30

APPARTEMENT GRAND STANDING - LIBRE

60, rue Boissière, PARIS (16^e)

83 m2 env. + Balcon et loggia 8,95 m2 - 3 PIÈCES PRINCIPALES (s.d.b., cab. toil., av. de bus et v.c., ch. lit, av. de bus et v.c., dressing room, CAVES, 2 emplacements de parking clos trois côtés

MISE A PRIX : 850.000 FRANCS (T.V.A. incluse)

Consignation pour enchérir 25.000 F, chèque certifié.

M^r J. THION DE LA CHAUME et M. PICHON, notaires associés, 6, boulevard de Sébastopol, Paris-4^e - 277-78-10.

VISITES : lundi, mercredi, vendredi, de 13 h. 30 à 18 h. 30.

Université de Paris-Sorbonne
Centre d'Études Catalanes

Cours publics de langue, littérature et civilisation catalanes : trois niveaux (débutant, moyen, expert).

Début des cours 14 novembre 1977.

Renseignements et inscriptions : S. r. Ste-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4^e. Tél. : 277-83-89.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE
Pal. Just. Ventes, 3, pl. L.-Barbou
Mercredi 23 novembre 1977, à 10 h.

d'UN APPARTEMENT

« A 21 », bât. N° 1, dép. d'un ens. imm. à VERSAILLES (Yvelines)

54, avenue de Paris

MISE A PRIX : 70.000 F

Pour tous renseignements, s'adr. à M^r GORDON, avoc. à Versailles (78), 145, bd de la Reine (Tél. 931-21-93 et 933-45-66), et au greffe des criées du Trib. de Gde Inst. de Versailles, 5, les Deux pr. vis.

SERVICE DES DOMAINES
Salle des Ventes
17, rue Serpente - PARIS (9^e)

VENTES AUX ENCHÈRES

- Mercredi 16 novembre, 14 h 30 : APPAREILS PHOTO ; CAMÉ- RAS. Objectifs ; Jumelles ; Bicyclettes.
- Jeudi 17 novembre, 9 h 30 et 14 h : VEHICULES ; ORFÈVRES.
- Lundi 21 novembre, 14 h 30 : FOURNEAUX ; ORFÈVRES.
- Mercredi 23 novembre, 14 h 30 : BIJOUX OR.
- Lundi 28 nov. 14 h : VEHICULES. Outillage. Rechangeurs radio. Appareils de mesure. Agrandisseurs. Transporteurs à rouleaux.

Tous renseignements concernant ces ventes s'adressent au « ROAD », abonnement 30 F pour l'année, chèque bancaire à l'ordre de Trésor Public à adresser au S.C.P., 17, rue Serpente, 75436 PARIS CE-06 (tél. : 742-42-80, poste 204).

Vente sur baies de mise à prix après conversion de baies imm. 80 route aux carrières d'Orléans au Palais de Justice de Bobigny, le mardi 15 nov. 1977, à 13 h. 30

EN UN SEUL LOT

à ROMAINVILLE (93)

29 à 42, boul. Emile-Gautier. Dans le bdt. C. Bdt. n° 34 au r.d.c.

1) UN LOCAL COMMERC. N° 5 et les 145/100.000 des parties comm. affectant au lot n° 88 du règlement de copropriété.

2) UN LOCAL COMMERC. N° 6 et les 100/100.000 des parties comm. affectant au lot n° 89 du règlement de copropriété.

Libres location et d'occupation

MISE A PRIX : 75.000 FRANCS

Pour tous renseignements, s'adresser à M^r André de Segrais et M^r Hugues Ambroise-Javies, avoc. à la Cour de Paris, 9, rue Quinault (9^e). T. 326-70-91 et 833-17-98.

M^r Pierre MARTIN, liquidateur syndical près le Tribunal de comm. de Paris, 13, rue Etienne-Marcel, Paris (11^e). T. 477-11-11.

M^r Pierre MARTIN, avocat à la Cour de Paris, 18, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie, Paris (7^e). T. 726-61-61 et à tous les avocats près les tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

COURS et VACANCES à NOËL

MATH PHYSIQUES ANGLAIS FRANÇAIS et programme

« détente et loisirs » de 10^h 00 terminales C. D. de 22^h 00 31^e décembre

COURS PRIVÉ MINERVA

Ciut. de l'Epine, CIREN (Indre) Tél. : (34) 37-39-47.

A Paris : 399-00-23 et 398-02-30

ÉTABLISSEMENT OUVERT TOUTE L'ANNÉE SCOLAIRE

VENTE au Palais de Justice à Paris, le JEUDI 10 NOVEMBRE 1977, à 14 h.

UN APPARTEMENT

dans un immeuble sis à PARIS (19^e)

44-45, rue de Crimée et 1, rue du Général-Strauss.

4 pièces princ. cuis., salle d'eau, w.c., etc. 3^e étage à droite, une cave au 2^e sous-sol.

MISE A PRIX : 60.000 F

Pour renseignements, s'adresser à M^r G. GUILHEM, avoc. 3, rue de Magdebourg, Paris-18^e. Tél. : 853-61-32.

après ?

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

RELIGION

POINT DE VUE

Et après ?

par JEAN CORNEC (*)

QUE de clameurs ! Que de remue-ménages ! Quel déferlement d'injures ou de diffamations ! Quel étalage impudent de contre-évidences ! Quel amalgame de grandes principes, à l'instant bafoués ! C'est Louis de Funès jouant à la fois, sans amuser personne, Saint-Just et sainte Jeanne d'Arc.

Nous n'entrerons pas dans ce jeu, et maintenant que s'achèvent les élections de nos représentants aux conseils d'établissements du second degré comme - comités de parents du premier degré, nous nous contenterons de formuler, en toute sérénité, quelques réflexions :

1) La participation des parents d'élèves à la gestion de l'éducation nationale constitue l'un des rouages essentiels de notre projet d'école et du projet du Comité national d'action laïque de nationalisation de l'enseignement.

2) Notre fédération, lors de sa création en 1948, ne concevait que le premier degré. Ses structures favo-

risaient la participation, en créant les « conseils de parents d'élèves », dont les instituteurs étaient membres de droit.

3) Quand, en 1960, à la suite de la loi Debray, nous décidâmes d'étendre notre compétence au second degré, tout fut mis en œuvre par nos concurrents et par le gouvernement pour empêcher notre extension. En particulier le ministre Paye, pour nous barrer la route, s'illustra en exhumant une circulaire Debreux de 1948, dont il trahissait le sens, puis en refusant l'habilitation aux associations « qui comprennent d'anciens enseignants - membres de droit ».

4) Tout en regrettant cette position qui nous paralysait contrairement à l'idée de participation prônée par le général de Gaulle, nous répondîmes aux exigences officielles.

5) Mais nous n'en continuâmes pas moins notre collaboration confiante avec les enseignants et, tout particulièrement, avec leurs grands syndicats.

Devions-nous rougir aujourd'hui d'avoir réussi, depuis cette époque, dans l'indépendance incontestable de chaque organisation, à poursuivre avec eux, dans l'intérêt des enfants, les contacts les plus fructueux et les actions les plus énergiques ?

6) Parallèlement, nous ne cessâmes de lutter pour que les pouvoirs publics reconnaissent et favorisent la participation. En septembre 1968, à notre congrès de Nice, nous pûmes, en présence du président Edgar Faure, saluer l'« An I de la participation » et affirmer notre détermination d'aider le ministre à en faire une véritable réalité.

7) Malheureusement, la conjonction des conservateurs et des ennemis de l'école laïque en fit, dans la mise en œuvre, une véritable « peau de chagrin », ce qui nous conduisit à quitter solennellement le Conseil supérieur de l'éducation nationale au printemps 1971 pour marquer notre désapprobation d'une évolution rétrograde et notre refus de cautionner ce qui n'était plus qu'une caricature.

8) Notre congrès de Saint-Malo (1971) puis celui d'Albi (1977) estimèrent que nous devions, néanmoins, ne pas prêter la main à la chaise vide, et que nous ne pouvions rester absents des diverses instances où notre représentativité nous donnait accès.

9) Dans le même esprit, notre congrès d'Albi, tout en condamnant vigoureusement la réforme Haby, décida que nous serions présents dans les comités de parents qu'elle créait dans le primaire.

10) Nous ne nous taisions pourtant aucune illusion sur les intentions du ministre. La participation des représentants des parents « conseil d'école » n'impliquait absolument pas la création d'un rouage supplémentaire : le comité des parents. Cela est si vrai que, dans les établissements du second degré, pourtant beaucoup plus complexes, les parents éussent

directement leurs délégués au conseil d'établissement. Si le ministre a imposé dans le premier degré les comités de parents, c'est dans l'intention évidente de donner à nos concurrents une représentativité et une possibilité de structuration qu'il n'avait pas réussi à obtenir. Appliquons la maxime « diviser pour régner », le ministre, en créant une instance pour les seuls parents et une autre pour les seuls enseignants ne tendait-il pas à dresser les uns contre les autres ?

11) Nous ne tomberons pas dans ce piège. Notre conseil d'administration, qui vient de se réunir, a commencé par tirer un premier bilan des résultats des élections. Il a, tout d'abord, remarqué que les opérations électorales se sont, partout, déroulées dans le calme et la régularité, n'ont dévié ni de l'objectif, ni de la date, le 21 octobre, à savoir : « de mettre en place, avec l'aide du délégué à l'éducation du R.P.R., un dispositif de constatation des irrégularités et de faire multiplier l'envoi, par des parents, de communications aux journaux régionaux et locaux signalant toutes les infractions ».

Il a encore remarqué que les accusations portées contre nous, dès juin, d'être « d'obédience communiste » et de « pillage » les élections se sont retournées contre leurs auteurs, la sophistication des moyens matériels mis en place (d'où vient l'argent ?), les faveurs de la propagande officielle et le complot entre nos concurrents et le R.P.R. frappant les moins avertis.

Il s'est réjoui de ce que les attaques dont nous étions l'objet, loin d'impressionner nos militants, les aient, au contraire, incités à intensifier leur action, qui s'est traduite notamment par la création à la rentrée de nouveaux conseils locaux en très grand nombre.

Il s'est également réjoui de ce que, à tous les niveaux, les résultats connus confirment et le dynamisme de nos responsables et la confiance de nos adhérents. Sans extrapoler, les premiers résultats obtenus nous permettent d'affirmer tranquillement notre représentativité, et de laisser les autres à leur amertume, leurs mequillages, ou leurs insultes.

Partant de ces constatations, et s'agissant plus particulièrement du premier degré et de l'expérience qui s'engage, notre conseil d'administration a souhaité que nos représentants aux conseils, d'école, au coude à coude avec les enseignants, utilisent cette structure officielle pour mettre mieux en évidence les carences dont souffre le service public, et imposer leur département.

Ainsi nos adversaires, dont l'intention profonde est l'affaiblissement de l'école publique au profit des établissements privés, nous trouveront pris au piège dans lequel ils avaient cru pouvoir nous faire tomber.

(*) Président de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques.

LA SOCIÉTÉ DES AGREGÉS DEMANDE AU PREMIER MINISTRE D'AUGMENTER LE NOMBRE DES POSTES MIS AUX CONCOURS

La commission nationale de la Société des agrégés, qui s'est réunie, dimanche 6 novembre, à Paris, a enregistré « avec satisfaction une mesure constituant une première étape dans la renouveau de la carrière des professeurs agrégés (rattachés pour 538 d'entre eux à la hors-échelle A) ». En revanche, le comité a élevé « la plus vive protestation » contre la diminution du nombre de postes offerts au concours de recrutement des professeurs agrégés : 3.400 places au CAPES en 1978, contre 4.000 en 1977 et 7.150 en 1974 ; 1.200 places d'agrégés en 1978 contre 1.600 en 1977 et 2.200 en 1974.

« Alors que les pouvoirs publics, déclare la société, ne cessent de proclamer leur volonté d'offrir un premier emploi aux jeunes selon une réelle égalité des chances, le ministère de l'éducation accroit les privilèges d'un personnel déjà titulaire ».

Le comité a décidé de demander à M. Raymond Barre l'augmentation du nombre de postes au CAPES et à l'agrégation en 1978 « afin qu'il ne soit pas inférieur au nombre de 1977, soit respectivement 4.000 et 1.600 places ».

NEUF ORGANISATIONS S'INQUIÈTENT DE LA SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Une Journée nationale de l'enseignement musical a eu lieu lundi 7 novembre, à Euilly-Malmeson. Deux cents enseignants, parents d'élèves, directeurs et professeurs de conservatoire y ont participé à l'appel de neuf organisations et syndicats (1) : Des Associations nationales de la musique auront lieu du 18 au 20 février prochain pour attirer l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur la situation alarmante de la musique en France.

A en croire les participants, cette situation ne cesse de se dégrader. L'enseignement musical, ont-ils déclaré, a presque exclusivement disparu des budgets des communes et des parents. A Grenoble, par exemple, les droits d'inscription au conservatoire sont de 600 francs pour une année alors que cette somme devrait être équitablement répartie entre l'Etat, l'établissement public régional et les municipalités.

A l'école primaire, l'éducation musicale est insuffisante, la formation des instituteurs inadéquate. Partout, le véritable enseignement musical cède la place à des formalités d'administration et de diffusion d'enseignements moins coûteux. Trente départements seraient privés d'écoles de musique et de conservatoire.

C'est ce sombre tableau qui pousse les participants à exiger « une véritable politique musicale en France ». Une situation qui ne tient pas seulement, selon eux, au manque de crédits mais au caractère « libérateur » de la musique qui rend celle-ci suspecte aux yeux des pouvoirs publics.

Le secrétariat des associations est assuré par M. André Lédoux, directeur du conservatoire national de région de Grenoble, 6, chemin de Gordes, 38100 Grenoble. Tél. : (76) 44-14-52.

(1) Association et syndicats des directeurs de conservatoire ; mouvement A cœur joie ; Fédération nationale des parents d'élèves des conservatoires et écoles de musique ; Association des professeurs d'éducation musicale ; Syndicat national de l'enseignement artistique (ASNA) ; la Fédération de l'éducation nationale ; Syndicat national de l'enseignement supérieur artistique (FESV) ; Confédération musicale de France ; Fédération nationale des centres communaux ruraux ; Fédération nationale des unions des conservatoires municipaux.

L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE L'ÉPISCOPAT ET LA CATÉCHÈSE

Elaboration d'une « confession de foi » ?

Lourdes. — Pour la deuxième et avant-dernière fois, l'assemblée plénière de l'épiscopat français est revenue sur la catéchèse. Les traditions, listes, on le sait, reprochant amèrement aux divers manuels utilisés à ce jour, qui ont remplacé le catéchisme national de 1947, d'être imprécis, élitiques et à la limite, de trahir l'intégrité de la doctrine.

L'épiscopat reconnaît pour sa part le « vieillissement » des ouvrages produits autour des années 1960-1970. Depuis cette date, en effet, les enfants ont changé, l'école a évolué, le rôle de la famille s'est transformé, le nombre des jeunes catéchisés a sensiblement diminué. Dès octobre 1978, les évêques estimant opportun de tenir compte de cette évolution.

La commission épiscopale de l'enseignement religieux propose donc d'élaborer un nouveau « texte de référence » qui inté-

grerait l'essentiel du « directeur catéchétique » de 1971 et tiendrait compte des conclusions à venir du synode de 1977. L'assemblée de Lourdes se prononcera sur ce projet avant de se séparer, ainsi que sur l'opportunité d'élaborer une « proposition de la foi pour l'ensemble du peuple chrétien » que l'on appelle aussi une « confession de foi ».

Pour une grande part, la foi des enfants repose sur celle des adultes. Or les chrétiens pratiquants ou non éprouvent beaucoup de peine pour exprimer leur foi. Au-delà d'une question de langage apparaît un profond besoin de s'appuyer sur des « repères » solides et sur une interprétation des données de la foi qui ait un « sens » pour eux. C'est pourquoi on ressent l'utilité de repenser les termes essentiels du « mystère chrétien » et de rédiger une sorte de confession présentant clairement le contenu de la foi catholique en

prenant appui sur les sources traditionnelles, sur les textes récents du magistère et sur les expressions sacramentelles et liturgiques.

Ce texte devrait être court (une quarantaine de pages environ). Il ne s'agirait en aucun cas d'un catéchisme pour adultes qui, lui, requiert des adaptations en fonction des différentes catégories de destinataires. Ce document serait publié sous la propre responsabilité de l'épiscopat et ne comporterait aucun nom d'auteur (1).

La difficulté d'une telle entreprise est évidente. Il est en effet impossible d'énoncer d'une manière opérationnelle, cohérente et dynamique les données fondamentales de la foi sans faire un choix théologique implicite. Pour que cette « confession de foi » échappe à la caducité et qu'elle puisse être utile et intelligible pour tous, il est indispensable, d'une part, qu'elle réajuste le vocabulaire traditionnel et, d'autre part, qu'elle tienne compte de la mentalité moderne tout en prenant suffisamment de recul.

C'est un peu la quadrature du cercle. Mais l'entreprise mérite assurément d'être tentée, le défi de notre civilisation agnostique d'être relevé. En un sens, il y va de l'avenir immédiat de la foi et de sa crédibilité, à une époque où tant d'éléments culturels conspirent contre la vision chrétienne.

On peut toutefois se demander si l'épiscopat est l'instance la mieux placée pour commander ce travail audacieux et si, avant d'homologuer cette confession, les évêques ne seront pas tentés de l'amender indéfiniment et d'altérer ainsi son originalité. La non-réussite d'un projet aussi important, c'est-à-dire la réprobation ou, plus l'indifférence qu'il susciterait auprès des chrétiens les plus éclairés, aurait un effet déplorable. Dans un domaine aussi essentiel, l'épiscopat n'a pas le droit d'échouer.

HENRI FESQUET.

(1) Dans l'esprit de ses promoteurs, cette « confession de foi » pourrait être élaborée au printemps prochain et adoptée définitivement à l'assemblée plénière de l'épiscopat de 1978.

● L'assemblée plénière de l'épiscopat a élu Mgr Joseph Duval (évêque auxiliaire de Rennes), membre du bureau d'études doctrinales de la conférence épiscopale de France, Mgr Jacques de Saint-Basque (évêque de Montauban) à été élu membre du bureau d'études doctrinales de la conférence épiscopale du monde rural.

« Evêque, c'est par toi que je meurs »

Pour les traditionalistes, organiser des conférences de presse à Lourdes, durant l'assemblée plénière de l'épiscopat, c'est du pain béni.

Ainsi M. Pierre Debray, tondeur de « Silence », évêque de l'Eglise et animateur du mouvement Chrétien pour un monde nouveau, a annoncé la présentation aux élections législatives de mars de deux cents candidats, sous l'étiquette du Front de résistance spirituelle.

Ainsi, M. Michel de Saint-Pierre, président de l'association Credo, qui présente de plus en plus l'image d'un « garde-chiourme de l'orthodoxie », s'apprête à publier, en collaboration avec M. André Mignot, un nouvel ouvrage dans le sillage des Funnies de Satan. Il envisagerait d'appeler son livre « Evêque, c'est par toi que je meurs » (1). Y sera justifiée la « carence » de l'autorité épiscopale.

Pour sa part, M. Michel de Saint-Pierre, reçu par quatre évêques (M. S. Patric, Honoré, Kuehn, Cadillac) désignés par

l'assemblée, s'est plaint de la rigueur « sévère » avec laquelle le Conseil permanent de l'épiscopat a dénoncé son ouvrage antérieur les Funnies de Satan. Il a exprimé sa « peine » et son « inquiétude » devant la « débauche » et la « faillite » de la catéchèse en France. M. Mignot vancherait : « Nous sommes, à l'heure de la foi, les Pol de Carole et les mal-aimés de l'Eglise. Nous allons créer une fraternité sacerdotale pour les prêtres victimes de la tyrannie des progressistes ».

A noter que le climat s'est sensiblement dégradé depuis un an entre M. Michel de Saint-Pierre et l'épiscopat. Il s'agit entre eux d'un véritable dialogue de sourds, mais aussi de la lutte du pot de fer contre le pot de terre. Car, en dépit de toutes les difficultés qu'ils rencontrent, les évêques assument une fonction que personne ne peut leur ravir. — H. F.

(1) C'est une citation de Jeanne d'Arc.

PRESSE

Un nouveau mensuel

« HISTOIRES D'ELLES »

Histoires d'elles, nouveau mensuel féministe, est en vente sous premier numéro (3 francs) début novembre. Réalisé par une équipe de rédactrices bénévoles, mais dont certaines sont journalistes, cette publication vise à donner la parole aux femmes et à créer une autre actualité.

Tiré à 30 000 exemplaires, Histoires d'elles est en vente dans les kiosques, mais ne pense pas pouvoir surprendre à moins de 5 000 abonnés (12 numéros : 50 francs). — C.C.P. à l'ordre de l'ADPFF, 11, rue Boulevard, 75014 Paris.

● La « Semaine d'Eureux », hebdomadaire fondé en avril dernier par trois anciens journalistes de Paris - Normandie, qui s'est transformée en Quotidien d'Eureux (feuille journalière d'information), a cessé de paraître.

● Quatre journalistes de « Normandie-Nouvelles », quotidien rouennais disparu le 25 octobre, ont été réintégrés au « Eclair » à la suite du rachat de ce journal par la presse de la région.

● Le quotidien « Daily Mirror » n'a pas paru à Londres ce mardi matin 8 novembre en raison d'un conflit entre les journalistes et la direction. Cette dernière a décidé d'interrompre la publication de ce journal. Les journalistes devaient le jour du Syndicat de journalistes d'assurer un travail normal pendant une semaine pour obtenir la reprise des négociations sur les salaires.

SPORTS

Tennis

LES SUD-AFRICAINS NE POURRONT ALLER A BOGOTA

Le gouvernement colombien a refusé d'accorder des visas aux tennis sud-africains qui devaient rencontrer la Colombie en Coupe Davis, les 15 et 16 décembre à Bogota. Le président de la Fédération colombienne de tennis, M. Ben Franklin, a reçu à cet effet une lettre du conseil de Colombiade à Johannesburg. Dans les milieux du tennis sud-africain, on pense toutefois que la rencontre pourrait avoir lieu en Afrique du Sud, si les dates sont changées.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

FOOTBALL. — M. Michel Hidalgo, directeur des équipes de France de football, a communiqué le 7 novembre la liste des vingt-deux joueurs retenus pour le match contre la Bulgarie du 16 novembre au Parc des Princes : Rey, Barthelemy, Bertrand-Demanes, Jantion, Rio, Trésor, Bossis, Lopez, Tussau, Plick, Bathenay, Guillou, Placini, Michel Jouve, Daiger, Rocheteau, Sotter, Lacombe, Royter, Sic, Amisse.

RUGBY. — Le trois-quart aile gauche Jean-Luc Avenoux (12e Toulouse), souffrant d'une tendinite, a déclaré forfait pour le premier test-match entre la France et la Nouvelle-Zélande, le 11 novembre à Toulouse. Il sera remplacé par le Toulousain, Guy Noves.

OFFRE EXCEPTIONNELLE POUR LA RENTREE

OPERATION POSE

SANS SUPPLEMENT DE PRIX

POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

AU SOL POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES A 1000 F PASSES DU 7 AU 20 SEPTEMBRE

MONDIAL MOQUETTE

PARIS 13 : 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz Tél : 584.72.38	PARIS 14 : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans Tél : 530.38.52	PARIS 18 : 114, rue Daumesnil Tél : 606.05.78
PARIS 19 : 144, bd de la Villette M. Colonel Fabien M. J. Jaurès - Tél : 203.00.79	BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 m Porte des Lilas Tél : 858.16.46	BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni Tél : 605.45.12
COIGNIERES : (N 10), près Trappes Rte de Pont d'Audoubert Tél : 461.70.12	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone industrielle de FOSSES près gare S.N.C.F. - Tél : 471.03.44	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès - R.M. 5 Tél : 375.44.70
SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tél : 820.92.93		
SARCELLES : 29, av. Division Leclerc R.N. 16 - Tél : 930.00.77		

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

et toujours LES PRIX LE CHOIX LE STOCK

Ouvert vendredi 11 novembre toute la journée

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LA RECHERCHE SUR LA FUSION THERMONUCLÉAIRE

Le JET : pour obtenir des températures inconnues sur la Terre

Après une négociation longue, difficile, et parfois masquée, l'Europe des Neuf a, finalement, décidé de construire le Joint European Torus (JET), gros appareil d'étude de la fusion thermonucléaire contrôlée (le « monde » du 27 octobre). Depuis que les physiciens essaient de maîtriser cette source fantastique d'énergie — c'est celle du soleil, et à moindre échelle, celle de la bombe H — ils se sont convaincus que la principale voie dans cette recherche passe par la construction d'appareils de plus en plus gros, et de plus en plus chers. Les Français ont été en tête de la course avec le

« Tokamak » de Fontenay-aux-Roses. C'est maintenant le tour des Américains. Ce sera peut-être celui des Soviétiques s'ils réalisent leur T-30.

Voilà la longueur de la négociation entre les pays européens, le JET viendra sans doute trop tard pour reprendre le leadership. Ce n'est pas fondamental, l'important étant d'avoir des équipes compétentes dans les techniques de pointe, et non d'établir des records. Beaucoup de travail peut être utilement fait sur des machines moins puissantes, comme l'ASDEX

que les Allemands construisent, ou le Tore supraconducteur que les chercheurs français voudraient bien voir construire.

Appareil d'étude de la fusion thermonucléaire, le JET ne sera pas même un prototype d'éventuelles centrales à fusion. Il en ouvrira la voie, à moins qu'il ne démontre, comme vient de l'écrire le « Financial Times », que la fusion obéit aux lois de la physique, non à celles de l'économie.

Il permettra de toute façon de mieux connaître ce qui se passe aux températures —

quelques 100 millions de degrés — qu'il doit permettre d'atteindre, températures inconnues sur la Terre, mais monnaie courante dans les étoiles. Comme tout appareil de pointe, il fera développer des techniques nouvelles, susceptibles d'utilisations fort éloignées de celles pour lesquelles elles furent conçues. L'étude de la fusion thermonucléaire a pour objectif principal de fournir à l'humanité une source d'énergie presque inépuisable, bien que extrêmement plus chère et plus polluante qu'on ne le pensait autrefois. Ce n'est quand même pas son seul objectif.

La fusion thermonucléaire est un processus à la fois très simple et très compliqué. Le principe est simple : quand deux noyaux atomiques légers viennent en contact, ils peuvent se fondre en un seul noyau plus gros, une de leurs particules constitutives étant libérée et s'échappant. C'est le processus inverse de la fission des noyaux lourds, utilisée dans les centrales nucléaires : une particule vient frapper un noyau lourd et le brise en deux noyaux plus petits. Dans les deux cas, une énergie importante est libérée. Sous cet angle, la fusion l'emporte de beaucoup sur la fission : pour une même masse de matière, l'énergie de fusion est très supérieure à l'énergie de fission. C'est tout l'avantage de la bombe H (fusion) sur la bombe A (fission). D'autre part, la fusion fait intervenir des noyaux légers, beaucoup plus abondants dans la nature que les noyaux très lourds (uranium et thorium notamment), qui peuvent subir la fission.

Nous écrivions ci-dessus : « Quand deux noyaux légers viennent en contact... ». Le hic, c'est que cela ne se produit jamais, du moins dans les conditions usuelles, celles que nous connaissons sur la Terre. Même au centre du Soleil, chaque noyau a bien peu de chances d'en rencontrer un autre. Mais le Soleil est si gros et les noyaux si nombreux que cette énergie de fusion, qui nous vient sous forme de chaleur et de lumière, est de beaucoup la principale ressource énergétique de l'humanité.

Si les noyaux ne se rencontrent pas, c'est qu'ils sont entourés d'électrons. Autour de chaque noyau, il y a une sorte de nuage d'électrons, qui ne peuvent pas s'interpénétrer. La première chose à faire est donc de chasser les électrons.

Un matériau très froid est solide : les atomes sont liés les uns aux autres. Quand on le

chauffe — ce qui, en termes atomiques, signifie qu'on donne de l'agitation aux atomes — il devient liquide, puis gazeux : on a rompu les liaisons entre atomes ; le gaz est un ensemble d'atomes indépendants.

Continuons à chauffer. On va alors rompre les liaisons entre le noyau et les électrons de chaque atome. Entre 10 000 et 100 000 degrés Celsius la rupture sera complète : le gaz sera devenu un plasma, un ensemble de noyaux et d'électrons indépendants.

Mais on est encore loin du compte. Les noyaux peuvent se rencontrer, mais ils ne le font pas ; porteurs de charges électriques positives, ils se repoussent. Pour vaincre cette répulsion, il faut agir de plus en plus les noyaux, donc chauffer encore et encore. Dans le cas le plus favorable, celui d'un mélange de noyaux de deutérium (un proton plus un neutron) et de tritium (un proton plus deux neutrons), les fusions commencent à être abondantes vers 100 millions de degrés.

Un gaz occupe tout le volume de l'enceinte qui le contient. Un plasma en fera autant, avec une circonstance aggravante : dès le moindre contact avec une paroi, il lui cédera sa chaleur, se refroidira presque instantanément et disparaîtra donc en tant que plasma pour redevenir un gaz normal. Il faut donc éviter tout contact. La solution (1) étudiée depuis trente ans est de maintenir le plasma écarté des parois de son récipient par des champs magnétiques : soumis à ce champ, les particules électriquement chargées qui forment le plasma décrivent, en effet, de petites hélices ayant le champ pour axe. On peut trouver des configurations de champ telles que ces mouvements hélicoïdaux ne conduisent jamais — ou en très faible proportion — le plasma sur les parois.

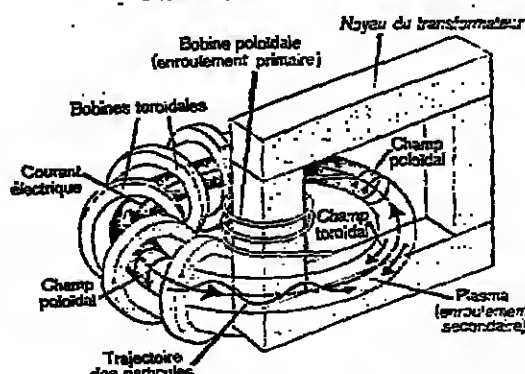
Un fort courant électrique

Le JET est un Tokamak. Ce terme russe, dérivé du mot tok (courant), met l'accent sur une particularité de cette configuration de champ magnétique : un fort courant électrique circule dans le plasma et crée en partie le champ magnétique de confinement. Bien d'autres configu-

rationnelles existent, mais le tokamak est dû au courant électrique qui circule dans le plasma, induit par de grandes bobines « parallèles » à l'anneau. Ses lignes de champ ont de petits cercles concentriques aux bobines qui créent le champ toroidal.

Quel que soit le raffinement apporté aux champs magnétiques,

PRINCIPE DU TOKAMAK



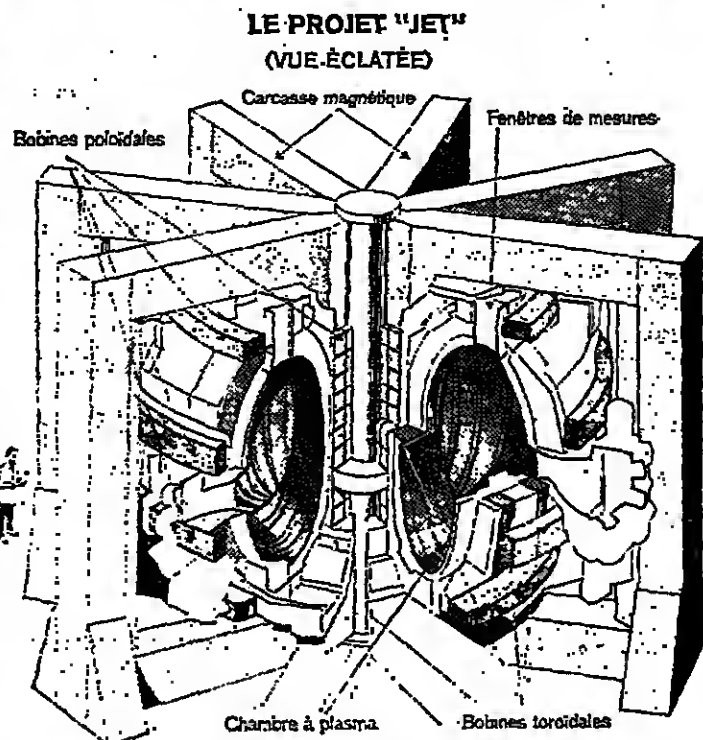
Les bobines verticales qui entourent l'anneau de plasma créent dans celui-ci un champ magnétique toroidal, qui est le principal facteur de confinement du plasma. Un second facteur est le champ magnétique poloidal (petits cercles) créé par le courant qui circule dans le plasma. Ce courant est induit par celui qu'on envoie dans des bobines parallèles à l'anneau de plasma, bobines qui sont l'ensemble primaire d'un transformateur électrique dont le plasma est l'enroulement secondaire.

ations — Stellarator, Finch — ont été étudiées ; la configuration tokamak est actuellement jugée la plus prometteuse.

Un Tokamak utilise deux champs magnétiques pour confiner le plasma : le principe en est décrit sur la figure. Il y a deux systèmes de courants électriques pour créer ces deux champs. En gros, le premier courant crée un champ parallèle au deuxième courant, et vice versa, comme le montre la figure. Le champ toroidal, créé par les petites bobines qui entourent le plasma, est dirigé long de l'anneau. Le champ

il y a toujours des particules du plasma qui s'échappent et vont se perdre sur les parois de l'enceinte. On n'arrive guère à

(1) Il y a une autre solution, dite « confinement inertiel », elle consiste à comprimer le matériau fusible pour qu'il se transforme en plasma et que la fusion démarre avant qu'il n'ait le temps de se refroidir. C'est la solution utilisée dans la bombe H, où la compression est provoquée par l'explosion d'une bombe A. On essaie de provoquer le même phénomène de façon contrôlée en faisant agir de très puissantes lasers sur de minuscules billes de matériau fusible (le Monde du 13 juillet).



confiner le plasma plus de quelques secondes. On a un critère, grossier mais suffisant, le critère de Lawson, énoncé ci-dessus : pour que le bilan énergétique de la fusion soit positif (c'est-à-dire pour que l'énergie libérée par les fusions de noyaux dépasse celle qu'il a fallu dépenser pour créer, chauffer et confiner le plasma), le produit du temps de confinement, en secondes, par la densité du plasma, en nombre de noyaux par centimètre cube, doit dépasser cent mille milliards, ce qui s'écrit plus commodément 10^{14} .

Ce sont ces deux conditions, une température de 100 millions de degrés, et un produit densité-temps de 10^{14} , que les chercheurs essaient depuis des lustres de satisfaire. Ils s'en rapprochent peu à peu, en améliorant certains dispositifs et surtout en construisant des appareils plus gros. Si un double toutes les dimensions, le volume du plasma est multiplié par huit, mais les pertes qui se font par la surface ne croissent que d'un facteur quatre. Toutes choses égales par ailleurs, on peut espérer doubler le temps de confinement.

Inventés à l'Institut Kurchatov de Moscou vers la fin des années 50, les Tokamak sont restés une spécialité soviétique jus-

qu'en 1970. Depuis cette date, il s'en est construit dans tous les pays qui font des études sur la fusion thermonucléaire. De 1974 à 1976, le plus puissant au monde était le Tokamak français de Fontenay-aux-Roses (T.F.R.) qui a permis d'atteindre une température de 20 millions de degrés et un produit densité-temps de 2×10^{12} . C'est d'ailleurs son constructeur, M. Paul Reboul, qui dirige les études de conception du JET. Depuis un an, le T.F.R. est dépassé par le P.L.T. américain, et le sera aussi par le T.10 soviétique.

A partir des résultats du T.F.R., il faut garder un facteur deux sur la température et un facteur cinquante sur le produit densité-temps de confinement. L'objectif du JET est de gagner ces facteurs essentiellement par un accroissement des dimensions. L'anneau de plasma aura un diamètre moyen de 6 mètres, contre 2 mètres pour le T.F.R. L'épaisseur moyenne du plasma sera d'environ 2 centimètres, soit cinq fois les 40 centimètres du T.F.R. Le courant électrique circulant dans le plasma atteindra 3 millions d'ampères et le champ magnétique au centre du plasma sera de 34 500 gauss. Pour le T.F.R., les valeurs correspondantes étaient 0,4 million d'ampères et 60 000 gauss.

Le chauffage du plasma

Ce changement d'échelle doit permettre de dépasser les faiblesses 10¹⁴ qu'exige le critère de Lawson. Atteindre une température de 100 millions de degrés sera plus difficile. Le passage du courant dans le plasma l'échauffe, mais de façon insuffisante. Plusieurs techniques sont envisageables pour fournir un chauffage additionnel. On peut injecter à grande vitesse dans le plasma des atomes neutres — qui ne sont donc pas déviés par le champ magnétique — arrivés dans le plasma, ils se dissocient en noyaux et électrons, et leur énergie cinétique est convertie en chaleur. On peut aussi faire absorber par le plasma des ondes radioélectriques — suivant le même principe utilisé pour cuire rapidement le plat dans les fours à micro-ondes. On peut enfin, par une modification des champs magnétiques, comprimer rapidement le plasma, ce qui accroît notablement la température.

Au démarrage, il s'agit seulement d'amorcer la fusion ; dès qu'on dépasse 50 millions de degrés, bon nombre de fusions se produisent qui contribuent, par leur énergie, à la montée finale de la température.

Le JET utilisera ces trois méthodes. Appareil d'étude, il doit permettre de trouver la meilleure dans l'hypothèse où elles ne seraient pas toutes nécessaires. Il doit aussi permettre de nombreu-

ses mesures sur le rayonnement émis par le plasma, sa température dans diverses conditions, le courant électrique, le comportement des particules, les pertes et la façon de les minimiser. D'où les nombreuses « fenêtres » ménagées dans la chambre à plasma, qui ne facilitent pas sa construction puisqu'on doit y faire, avant d'injecter le plasma, un vide extrêmement poussé de un dix millardième de millimètre de mercure.

Toutes ces mesures demanderont plusieurs années de travail à l'équipe internationale de physiciens qui utilisera le JET. Pendant au moins deux ans après la mise en service, qui devrait intervenir début 1983, le JET sera alimenté en hydrogène pur, dont les noyaux ne sont pas susceptibles de fusion. On évitera ainsi la forte radioactivité que dégage la fusion thermonucléaire. Ce n'est qu'en 1985 ou 1986 que le JET fera des expériences de fusion proprement dites, avec un plasma de deutérium et de tritium. Il est probable qu'à cette époque la construction d'un successeur du JET sera décidée, bénéficiant de l'expérience acquise, et destiné à ouvrir la voie d'une filière de réacteurs industriels utilisant le principe du Tokamak. A moins que les études faites sur le JET et ses concurrents américains, japonais ou soviétiques, n'aient finalement démontré que cette voie était sans issue.

Ouverte ou non, c'est de toute manière une voie coûteuse. Le changement d'échelle entre le T.F.R. et le JET se traduit dans les coûts, actuellement évalués à plus de 1 milliard de francs, dont 215 millions pour l'appareil proprement dit, 185 pour l'alimentation en énergie, 120 pour les bâtiments, 250 pour les charges de personnel, etc. La Communauté économique européenne prend à sa charge 80 % du coût, le Royaume-Uni 10 % en tant que pays hôte (plus un certain nombre de charges d'infrastructures, tels le terrain, sa viabilisation et ses accès). Les 10 % restants sont répartis entre les autres pays. Après la mise en service, le fonctionnement devrait coûter environ 250 millions par an. La lourdeur de ces coûts explique, en partie, les difficiles négociations qui ont précédé la décision, et fait prendre au projet un retard de deux ans sur les prévisions initiales. Retard préjudiciable, car d'autres appareils vont concurrencer le JET. Les Etats-Unis ont déjà entrepris la construction à Princeton (New Jersey) d'un T.F.R. (Tokamak Fusion Test Reactor) très semblable au JET, et dont la mise en service est prévue pour 1981. Les

Japonais ont un projet équivalent, le JT-60. Quant aux Soviétiques, après leur T-10, ils prévoient un T-30 qui est à peu près double du JET par ses dimensions ; mais, comme pour l'appareil japonais, il en est au stade des études et n'a pas encore reçu le feu vert gouvernemental. Les deux ans n'ont cependant pas été totalement perdus puisqu'ils ont permis d'avancer les études et de commander certains matériaux, comme le cuivre des bobines. En contrepartie, l'équipe du projet JET a perdu un bon tiers de ses membres, et cette réduction risque d'allonger d'un an la durée de la construction. De toute manière, la route qui mène à l'énergie de fusion est encore longue, et pavée d'embûches (le Monde du 30 mars). Et l'on peut se demander si la fusion n'arrivera pas trop tard. Au début du vingt et première siècle, la gazéification souterraine du charbon et surtout la conversion directe de l'énergie solaire en électricité seront peut-être des techniques éprouvées ; les grands Tokamak actuellement projetés pourraient alors être les dinosaures de notre époque. C'est la noble incertitude de la science.

MAURICE ARVONNY.

EN TOUTE LOGIQUE

Sauts de jetons
PROBLEME N° 106
Douze emplacements numérotés sont disposés en cercle. On place au départ quatre jetons

marqués A B C D sur les numéros 1 2 3 4.

Un jeton se déplace en sautant quatre emplacements vides ou non, dans un sens ou dans l'autre, pour se poser sur le cinquième, obligatoirement vide. Après un certain nombre de déplacements, les jetons se re-

trouvent sur les quatre premiers numéros, dans l'ordre original ou dans un nouvel ordre.

De combien de manières différentes les jetons peuvent-ils ainsi recouvrir les quatre premiers numéros ?

(Solution dans le prochain Monde des sciences et des techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 105

Le nombre 0,12345678910111213... est-il rationnel ?

Si le nombre est périodique, des suites de p chiffres se répètent après les d premières décimales. Soit l'entier 10^p ou n est supérieur à 2 (p+1). Il doit apparaître quelque part dans l'écriture des décimales. Comme il y a une suite de zéros au moins deux fois plus longue que la période, cette période qui y est contenue ne peut comporter que des zéros. C'est absurde, car il reviendrait des chiffres différents de zéro, aussi loin qu'on alla.

PIERRE BERLOQUIN.

La date de clôture du

PRIX LOUIS JACOT

Est reportée au 31 décembre 1977

Ce concours de travaux scientifiques, destiné à favoriser l'étude de l'évolution de l'univers et de ses conséquences sur notre planète.

Est doté de :

150.000 F de prix

dont un premier prix de 50.000 F

Le jury est présidé par Monsieur Pierre AIGRAIN assisté de Messieurs Robert CLARKE, Jean-François DENISSE, Jacques LABEYRIE, Xavier LE PICHON, Jacques LEVY, André LICHNEROWICZ, Jean-Claude PECKER et Ichtiak RASOOL.

Ne faire aucun envoi avant d'avoir pris connaissance du règlement complet qui sera envoyé sur simple demande adressée à la FONDATION LOUIS JACOT, Editions de la Pensée Universelle, 3 bis, quai aux Fleurs, 75004 PARIS.

La fin d'un dogme de la biologie moléculaire

Une information par morceaux sur l'A.D.N. des chromosomes

La biologie moléculaire est entrée, depuis quelques années, dans une phase historiquement paradoxale. Tout se passe comme si de nombreux chercheurs s'évertuaient à prouver que ce qui a été établi les années précédentes était faux, du moins une approximation très grossière de la réalité. Il y a un an, par exemple, trois Anglais, Bart Barrell, Gillian Air et Clyde Hutchinson III, mettaient à bas un des dogmes les mieux établis : à un gène correspond une seule protéine. Ils démontraient qu'un même fragment d'acide nucléique pouvait coder pour deux enzymes. Quelque temps avant, Temin montrait que l'A.R.N. pouvait servir de

modèle pour la synthèse de l'A.D.N., alors que l'on croyait jusqu'à que seul l'inverse était possible.

Aujourd'hui, c'est un autre dogme qui est mis à mal : celui de la lecture linéaire des informations contenues dans l'A.D.N. des chromosomes. Jusqu'ici, on pensait que l'information nécessaire à la production des protéines était inscrite à la suite dans l'A.D.N., la succession des bases de l'A.D.N. correspondant exactement à la succession des acides aminés de la protéine, sans interruption ni reprise. Des chercheurs de divers laboratoires viennent de montrer qu'il n'en est pas toujours ainsi.

Pendant longtemps les chercheurs en biologie moléculaire se sont surtout intéressés aux bactéries. Ces êtres unicellulaires, parce qu'ils sont sans noyau, sont plus simples que les eucaryotes (êtres vivants dont les cellules sont pourvues d'un noyau). Un grand nombre de règles fondamentales ont ainsi été découvertes. Les mécanismes généraux de la vie sont en effet les mêmes chez tous les êtres vivants, que leurs cellules aient ou non un noyau.

Mais il ne faut pas pousser l'identité trop loin. Les techniques de recherche ayant progressé, il est actuellement possible d'étudier plus en détail les cellules possédant des noyaux (qui sont celles de tous les êtres vivants à peu près).

La synthèse des protéines est la base même de la vie. L'information nécessaire à cette synthèse est contenue dans le patrimoine génétique sous forme d'A.D.N. (acide désoxyribonucléique). Cet A.D.N. est formé par la succession de nucléotides de quatre types. Une suite de trois nucléotides (ou triplet) « code » pour un acide aminé de la protéine. La suite des triplets de l'A.D.N. correspond donc en principe à la suite des acides aminés de la protéine.

La lecture de l'information contenue dans l'A.D.N. se fait par l'intermédiaire d'un autre acide nucléique, l'A.R.N. messager. Chez les bactéries, l'A.R.N. messager n'est que la copie de l'A.D.N. Il répète exactement la structure d'une plus ou moins grande longueur d'A.D.N. Cet A.R.N. messager est ensuite lu par un système complexe qui génère la protéine.

Chez les eucaryotes, le mécanisme général est le même. On retrouve la triologie A.D.N.-A.R.N. messager, protéine. Mais l'A.D.N. est plus complexe : il est pris dans des combinaisons multiples avec des protéines pour former la chromatine des chromosomes (le Monde daté 24-25 mai). L'A.R.N. messager lui-même est présent dans des systèmes compliqués qui portent le nom d'informosomes (le Monde daté 18 juillet 1973). L'A.R.N. messager y est pourvu d'une « tête » et d'une « queue ». Avant la partie contenant l'information nécessaire au codage de la pro-

téine se trouve la tête, une suite de nucléotides n'ayant pas de valeur codante. A la queue se trouve une suite parfois fort longue du même nucléotide, l'adénosine (Poly A).

Ces différences ne paraissent pas fondamentales. Elles peuvent être considérées comme une « mise en forme » de l'information contenue dans l'A.R.N. messager, sans modification de l'information elle-même, telle qu'elle est contenue dans l'A.D.N. de départ. Les modifications qu'elles impliquent sont « opérationnelles » et non « informationnelles ».

Les découvertes qui viennent d'être faites ces derniers mois, d'abord sur les A.R.N. messagers des virus, puis sur ceux d'êtres vivants aussi variés que la souris, le poulet et la levure, montrent qu'il existe aussi des différences « informationnelles » : des modifications importantes de l'informa-

tion peuvent intervenir entre le stade de stockage sur l'A.D.N. et le stade de transmission qu'est l'A.R.N. messager.

Le lecteur pourra s'étonner de voir apparaître les virus dans un problème concernant les eucaryotes (les cellules pourvues de noyau). Les virus ne sont pas en effet des êtres cellulaires, et n'ont donc pas de noyau. Rattacher les phénomènes qui les concernent à ceux des eucaryotes paraît osé. En fait, ce rapprochement s'explique facilement. Les virus sont des parasites. Pour se multiplier, ils ont besoin d'une cellule-hôte. Pour que cette dernière les transcrive et les traduise, il faut que le virus se comporte comme le matériel génétique de la cellule qu'il infecte. Les virus des eucaryotes doivent donc se comporter comme le matériel génétique de cellule eucaryote. Leurs A.R.N. messagers, pour être traduits en protéines, doivent donc ressembler à l'A.R.N. messager d'un eucaryote. Or, les virus, parce qu'ils sont plus petits, sont plus faciles à étudier que les eucaryotes eux-mêmes. D'où l'intérêt qui leur est porté.

Deux techniques principales permettent de vérifier la correspondance exacte entre la succession des bases sur les acides nucléiques (A.D.N. et A.R.N. messager) et la succession des acides aminés des protéines :

● L'analyse complète de la séquence des acides nucléiques de l'A.D.N. ou de l'A.R.N. messager, combinée avec l'analyse de la succession des acides aminés de la protéine. Cette méthode est directe et sans ambiguïté. Le « code génétique » donne la correspondance entre les triplets de bases et les acides aminés. La connaissance des deux séquences permet donc de faire le rapport entre les deux.

ger en particulier, est la copie exacte d'une portion de l'A.D.N. bactérien.

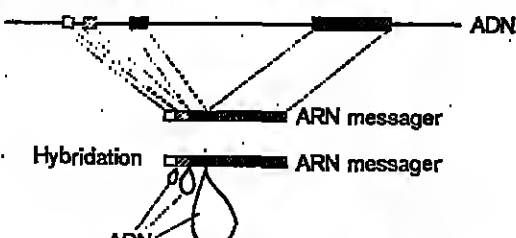
Mais plusieurs chercheurs viennent de prouver, il y a quelques mois, que chez certains virus d'eucaryotes, le SV 40 ou l'adenovirus 2, par exemple, cette loi n'est pas respectée. L'A.R.N. messager de ces virus peut être formé par la copie d'une petite partie de l'A.D.N., derrière laquelle est placée la copie d'une autre petite portion, enfin celle d'une plus grande partie d'A.D.N. Les diverses parties d'A.D.N. sont placées les unes après les autres. Mais il se trouve entre elles des portions d'A.D.N. qui n'existent pas dans l'A.R.N. messager.

Ce résultat est très surprenant. Il va à l'encontre d'un dogme universellement admis de la biologie moléculaire qui veut que l'A.R.N. messager soit la copie d'une portion complète d'A.D.N. sans interruption interne.

An mois de juillet, l'importance fondamentale de la découverte de ce nouveau mécanisme pouvait être tempérée par deux faits. D'une part, le mécanisme pouvait être spécifique des virus ; d'autre part, il n'intéressait que la partie non codante de l'A.R.N. messager, la tête, qui joue un rôle opérationnel et non informationnel.

Mais, depuis, le même mécanisme a été mis en évidence dans les parties informationnelles de l'A.R.N. messager de la globine de souris et de lapin, de l'albumine de poulet ainsi que chez un A.R.N. de transfert de la levure. Ce mécanisme est donc largement répandu. Il n'est pas un accident lié à un particulier. D'où l'importance fondamentale qui doit lui être accordée.

JEAN-LOUIS LAVALLARD,



L'A.R.N. messager de la protéine Héson de l'Adenovirus 2, n'est pas la copie directe de l'A.D.N. correspondant. Il est formé par la copie de quatre portions d'A.D.N., séparées les unes des autres comme le montre la partie supérieure de la figure. Quand on hybride cet A.R.N. messager de l'A.D.N., les parties correspondantes se mettent face à face. Les portions d'A.D.N. qui n'ont pas de correspondant dans l'A.R.N. messager restent en dehors et forment des boucles visibles dans la partie inférieure de la figure.

L'ALIMENTATION EN EAU DE LA FRANCE

Organisé à Nice par le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.), un colloque national sur les eaux souterraines et l'approvisionnement en eau de la France a rassemblé trois cents spécialistes de l'hydrogéologie, de la géologie, de la distribution de l'eau, du forage des puits, de la qualité des eaux, de la gestion des ressources en eau, de la santé publique, des administrations, des agences de bassin, de l'économie... Le colloque avait pour but de réunir, pour la première fois, des techniciens et de décideurs.

Ces derniers ne sont pas très nombreux, être venus mais il est vrai que les décisions sont prises par de multiples organismes (administrations, collectivités locales, industriels, usagers privés...). Toutefois, la réunion de Nice a eu le mérite de nouer des contacts, de faire des échanges de vues, de donner un aperçu de la situation des ressources en eau.

Un trésor caché

L'idée du colloque est née de la sécheresse exceptionnelle de l'année dernière, qui a été très préjudiciable à l'agriculture et qui a posé des problèmes temporaires d'alimentation en eau dans quelques régions. Une sécheresse, même exceptionnelle, peut se reproduire dans l'avenir. Or, tout le monde sait que le sous-sol français renferme, sous forme de nappes, plusieurs centaines de milliards de mètres cubes d'eau douce, dont une certaine de milliards sont renouvelés chaque année et donc théoriquement utilisables sans menacer la pérennité de ce « trésor » caché. Certes, une partie de l'eau utilisée en France est prélevée dans les eaux souterraines (5 milliards de mètres cubes sur des prélèvements totaux de 23 milliards de mètres cubes). Mais la sécheresse de 1976 a attiré l'attention sur les réserves souterraines et le rôle que celles-ci pourraient (et devraient) jouer dans un aménagement rationnel des ressources en eau.

Bon an mal an, il tombe sur la France en moyenne chaque année 440 kilomètres cubes d'eau (soit 440 milliards de mètres cubes). Approximativement les deux tiers de cet énorme volume sont évaporés et repartent donc dans l'atmosphère. Mais il reste 165 milliards de mètres cubes qui s'écoulent dans le réseau hydrographique de surface ou s'infiltrent dans le sol et le sous-sol pour y former des nappes souterraines. Le capital hydrologique de la France est donc très considérable, notre pays bénéficiant d'un climat océanique et comportant de vastes bassins sédimentaires dont de nombreux étages constituent autant de couches aquifères.

Alluviales

Il existe plusieurs sortes de nappes aquifères. Si l'on considère la nature de la roche-magasin (1), on peut distinguer celles de milieu sableux (sables et grès), de milieu calcaire et de milieu cristallin. Les premières sont, dans l'ensemble, bien connues lorsqu'elles sont superficielles et même lorsqu'elles sont profondes en raison du grand nombre de forages d'exploration pétrolière qui ont été faits dans les bassins sédimentaires de l'hexagone ; elles peuvent être de très vastes dimensions et donc contenir des volumes d'eau énormes. Les couches aquifères de milieu calcaire sont, elles aussi, assez bien connues, mais elles sont souvent difficiles à utiliser étant donné que l'eau circule préférentiellement dans des réseaux de grandes fissures qui ont été faites dans les roches sédimentaires de l'hexagone ; elles peuvent être de très vastes dimensions et donc contenir des volumes d'eau énormes. Les couches aquifères de milieu cristallin ne sont pas, à proprement parler, des nappes : la roche étant très peu poreuse, l'eau n'est guère présente que dans les fissures ; mais cela suffit pour constituer des réservoirs de petites dimensions, certes, mais contenant des quantités d'eau intéressantes pour faire face à des usages et à des coups temporaires, ainsi qu'on l'a constaté l'année dernière en Bretagne.

Il faut aussi classer les nappes souterraines, selon qu'elles sont alluviales, libres ou captives. Les premières sont en relation directe avec une rivière puisqu'elles sont faites des infiltrations des eaux de cette rivière dans les alluvions déposées au cours des âges ; elles sont aussi alimentées par les eaux infiltrées dans le bassin versant. Elles sont très sensibles aux variations du débit de la rivière et de celles de la météo- rologie et leur temps de réponse à ces variations est rapide (de l'ordre du mois), la rivière pouvant réagir à de fortes précipitations dans un délai de l'ordre de l'heure.

Les nappes libres, parfois très importantes, sont contenues dans une couche sédimentaire superficielle et sont donc alimentées directement par la lente infiltration des eaux de pluie auxquelles elles répondent dans un délai qui est de l'ordre de l'année.

Enfin, les nappes captives remplissent une couche sédimentaire plus profonde dont, seule, la périphérie ou l'extrémité affleurent en surface. Telles sont la plupart des nappes du Bassin parisien ou du Bassin aquitain. Dans ces deux bassins, les couches sédimentaires se sont empilées dans une cuvette du socle cristallin et affleurent en arêtes grossièrement concentriques, l'âge des couches affleurant augmentant depuis le centre vers la périphérie du bassin. Les volumes d'eau contenus dans une nappe captive sont, en général, énormes, mais leur écoulement interne est très lent (de l'ordre du mètre par an, avec bien entendu, les variations inhérentes à la porosité et à la perméabilité de la roche-magasin). Alimentées à leur périphérie — et aussi par les infiltrations permanentes des aquifères situés au-dessus ou au-dessous d'elles — elles ont une inertie remarquable et réagissent aux variations climatiques avec un retard qui peut être de l'ordre du siècle ou même du millénaire.

Les nappes souterraines alimentent actuellement 23 % des prélèvements d'eau : 5 milliards de mètres cubes sur 23 milliards (2). Et pourtant elles constituent des réserves permanentes et leur qualité est souvent supérieure à celle des eaux de surface. Or, dans notre pays, les principaux utilisateurs des eaux souterraines sont les industriels, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis où dans d'autres pays européens où 80 à 90 % des eaux souterraines sont prélevées pour les collectivités locales.

Sensibilité à la pollution

Les méthodes de prospection des eaux souterraines se sont, certes, très considérablement améliorées depuis une trentaine d'années, mais on n'est jamais sûr qu'un forage rencontrera le débit espéré. Les techniques de forages pour les nappes captives sont donc très coûteuses. Elles sont aussi très sensibles à la pollution. Les techniques de forages pour les nappes libres sont moins coûteuses, mais elles sont aussi très sensibles à la pollution. Les techniques de forages pour les nappes captives sont donc très coûteuses. Elles sont aussi très sensibles à la pollution.

Il n'est donc pas toujours meilleur marché d'alimenter un petit utilisateur isolé par un réseau de distribution d'eau de surface. Un groupe de travail créé au début de l'année par la direction de la prévention des pollutions et nuisances et rassemblant des représentants des ministères de l'environnement, de l'agriculture et de l'équipement, ainsi que des agences de bassin a ainsi calculé qu'il est plus économique d'aller chercher 200 mètres cubes d'eau par jour dans un forage que de faire un raccordement à un réseau des que celui-ci devrait avoir une longueur supérieure à 1,4 kilomètre. Pour 40 mètres cubes par jour, la longueur maximum du raccordement « économique » tombe à 1,2 kilomètre.

Si la qualité des eaux souterraines est généralement supérieure à celle des eaux de surface, il ne faut pas oublier que les nappes, même profondes, ne sont pas à l'abri des pollutions, que celles-ci soient d'origine agricole, industrielle ou domestique. Les nappes captives, en particulier, sont très sensibles à la pollution.

que celles-ci soient d'origine agricole, industrielle ou domestique. Les nappes captives, en particulier, sont très sensibles à la pollution.

Les nappes alluviales sont particulièrement vulnérables et d'autant plus que la plupart des développements urbains ou industriels se font au-dessus d'elles. En outre, la pollution, une fois introduite dans une nappe, y reste beaucoup plus longtemps que dans les eaux de surface et, à l'état actuel des connaissances, des techniques, il est impossible d'éliminer les substances polluantes qui se sont répandues dans des eaux souterraines. Tout projet d'aménagement doit donc prendre en compte la préservation des nappes. De même, il faut protéger tout particulièrement les captages bien que la définition de périmètres de protection à établir autour de chaque captage soit délicate ; il y a antagonisme, en effet, entre la dimension du périmètre et les types particuliers d'activités et le développement industriel ou urbain.

L'utilisation des eaux souterraines est fort ancienne : elle commence dès que l'homme a creusé des puits. Lorsque les techniques ont permis de traquer l'eau de surface de façon à rendre celle-ci propre à la consommation humaine, on a eu moins recours aux nappes, et la préférence a été donnée à l'eau de surface où l'on était sûr de trouver les gros débits nécessaires.

Le colloque de Nice s'est efforcé de comparer soigneusement l'eau de surface et l'eau de nappes. Et fait, il ne s'agit pas de deux sources différentes mais de deux phases d'une même ressource et il faut donc utiliser la circulation de surface et la circulation « profonde » — après tout, une nappe souterraine n'est que l'eau des « tuyaux » du réseau hydrologique — comme complément réciproques. Et d'autant plus que les réactions des eaux de surface et des eaux souterraines sont de plus en plus liées, les eaux de surface étant de plus en plus polluées, les eaux souterraines étant de plus en plus utilisées. Les nappes captives, en particulier, sont très sensibles à la pollution. Les techniques de forages pour les nappes captives sont donc très coûteuses. Elles sont aussi très sensibles à la pollution.

YVONNE REBEYROL

SPECTROSCOPIE DES ÉLÉMENTS DE TRANSITION ET DES ÉLÉMENTS LOURDS DANS LES SOLIDES

190 F

Catalogue 56 gratuit sur demande

Editions du CNRS

15 quai Aristote - France 75003 Paris

Tél. : 533-82-23 - C.C.P. 8131-33 Paris

COLLECTION ENCYCLOPOCHE LAROUSSE

histoire des mathématiques

10,40 F

l'algèbre
l'analyse
l'arithmétique
l'axiomatique
et sa méthode
la géométrie
la logique mathématique
la mécanique
la trigonométrie
les mathématiques

AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

ENTRÉE LIBRE AUX

« Conférences d'initiation aux sciences modernes »

physique contemporaine, mécanique quantique, astronomie, sciences de la terre, génétique, chimie.

A partir du 7 octobre 1977 à 18 h. 15

Programme détaillé sur demande.

Av. Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

هكذا من الأصل

UN COLLOQUE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La pathologie des migrants en Europe : dix millions de personnes très vulnérables

De notre envoyée spéciale

Au problème qui se pose aujourd'hui l'opinion à propos de l'immigration familiale, s'en ajoute un autre, plus large encore, quoique bien souvent sous-estimé : celui de la santé des migrants. C'est ce thème qu'avait choisi l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) pour le colloque qu'elle a tenu, du 31 octobre au 4 novembre, à Dubrovnik, en Yougoslavie. Une réunion préparée en commun avec l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) et les autorités yougoslaves.

Dubrovnik — La population transplantée, fixée en Europe, dépasse aujourd'hui le chiffre de dix millions. Si variée qu'elle soit, culturellement, ethniquement, socialement, cette population présente à tout le moins une caractéristique commune : la vulnérabilité. Déjà fragilisée par la transplantation, elle est affectée, comme l'a dit le Dr Djordjevic (Bureau international du travail — B.I.T.), aux « travaux les plus pénibles, les plus rebutants, les plus salissants ».

De cette vulnérabilité initiale, de ces conditions de vie défavorables, découle un « tableau » pathologique particulier, que les experts réunis à Dubrovnik se sont attachés à cerner. Il est devenu classique de distinguer, à propos des migrants, la pathologie d'importation — c'est-à-dire les maladies contractées dans le pays d'origine — de la pathologie acquise dans le milieu d'accueil. Il est moins classique de faire remarquer que la première est minime par rapport à la seconde. C'est pourtant une réalité qui s'observe, quel que soit le milieu de départ, tropical ou non.

L'essentiel de la pathologie « importée » consiste en maladies parasitaires qui ne représentent pratiquement jamais une menace pour le pays d'accueil, puisque ce parasite ne peut vivre que dans un milieu écologique donné et que les conditions d'hygiène ne lui permettent généralement pas de survivre. Ainsi, la bilharziose urinaire, les parasitoses intestinales, le paludisme ne constituent pas un problème majeur pour cette population, d'autant que leur

contagiosité est nulle et que leur traitement n'exige plus, sans risque d'hospitalisation, l'aide à souligner un nouvel aspect du paludisme que le professeur Marc Gentilini (Paris), président du Comité médical d'aide aux migrants (1), appelle le « paludisme des congés payés » : le travailleur africain, après une ou plusieurs années de travail dans une société industrielle, retourne dans son pays pour quelques semaines, oubliant qu'il a perdu toute immunité. Il contracte alors facilement le paludisme auquel il est redevenu vulnérable. Des précautions simples auraient suffi à l'en protéger.

Des tuberculoses quatre fois plus fréquentes

La pathologie acquise dans le pays d'accueil représente, de loin, l'essentiel des problèmes de santé des migrants. La tuberculose, les affections mentales et psychosomatiques, les accidents du travail et les maladies professionnelles dominent cette pathologie. Les conditions de vie, de logement, de travail, d'alimentation réservées dans les pays industriels aux populations migrantes ouvrent la voie à ces maladies. Ainsi, ont souligné le Dr J.-J. Gillon, ancien médecin-inspecteur du travail (France) et M. Barreiros O Santos (Portugal), il est fréquent que le travailleur amène ses rations alimentaires pour pouvoir envoyer d'avantage de fonds à sa famille restée dans son pays. D'où des carences, des avitaminoses par exemple, qui prédisposent aux infections, aux accidents, et qui favorisent l'apparition de la tuberculose, selon un schéma que les experts ont détaillé à Dubrovnik.

Avant son arrivée dans le pays d'emploi, le migrant a souvent été en contact avec le bacille tuberculeux. Mais celui-ci est généralement resté silencieux. La cuti est positive, sans plus. Dans les six à dix-huit mois qui suivent la transplantation survient une tuberculose massive, explosive — les premiers signes, insidieux, n'ont pas été perçus — qui exige l'hospitalisation. Ainsi, d'après

une étude réalisée à Courbevoie (Hauts-de-Seine), par les docteurs Ferragut et Thomas Efthymiou, « la morbidité tuberculeuse est quatre fois plus fréquente chez le migrant que chez l'autochtone ».

Les Africains noirs lui payant de loin le plus lourd tribut. Pour moitié, ces migrants tuberculeux ont moins de trente ans.

Ces données sont corroborées par celles que fournit le B.I.T. sur la population résidant en France : « Les Italiens et les Espagnols sont sensiblement aussi exposés que les Français ; les Polonais le sont deux fois plus ; les Yougoslaves et les Nord-Africains quatre à six fois plus, alors que les Africains noirs le sont vingt à trente fois plus. Aucun fait biologique ne permettant d'expliquer une telle sensibilité génétique, il semble que la tuberculose soit une véritable maladie de transplantation (2). »

Ce qu'il faut indiquer, pour sa part, Mme Catherine Escande (Comité médical d'aide aux migrants), c'est convaincre les méde-

cins de soigner cette tuberculose en traitement ambulatoire, après la phase aiguë et contagieuse qui doit être prise en charge par l'hôpital. Pour les immigrants, dit-elle, le sanatorium est une catastrophe, car il interdit toute activité professionnelle et donc toute aide à la famille. Ils en ont si peur qu'ils fuient le dépistage et ne se soignent qu'en toute dernière extrémité. Or le traitement ambulatoire, qui doit être quotidien et durer dix-huit mois, peut être très bien suivi à la seule condition d'être expliqué de manière détaillée.

La tuberculose, quoique dominante, ne résume pas à elle seule cette pathologie de la migration. Le Dr Djordjevic cite encore « la morbidité psychiatrique qui est pour les migrants récemment arrivés deux à trois fois supérieure à celle des autochtones ». Dans le même sens, la pathologie psychosomatique est, elle aussi, importante. Elle prend souvent la forme de douleurs lombaires, dorsales ou digestives. « La fixation obsessionnelle des départs vécus précédés par les difficultés quotidiennes, l'éloignement du foyer,

les changements démographiques, les problèmes de communication en sont les principaux facteurs. »

Enfin, indique-t-on encore au B.I.T., « la fréquence des cardiopathies est plus élevée chez les migrants que chez les sujets d'une même tranche d'âge pris dans la population locale ».

Absence d'information et isolement

Reste le vaste domaine des accidents du travail et des maladies professionnelles, auxquels les migrants paient un très lourd tribut dans tous les pays industriels. D'après des études menées aux Pays-Bas par l'inspection du travail, pour mille assurés sociaux, trente-deux travailleurs néerlandais sont victimes d'un accident du travail contre quatre-vingt-deux travailleurs étrangers. Des conclusions analogues ont été obtenues en Suisse. En France, a déclaré M. Pierre-Marie Paris (Syndicat national des médecins du travail C.G.T.), les travailleurs étrangers venus d'Algérie, du Maroc et de Tunisie « supportent le quadruple du taux moyen d'accidents avec arrêt de travail ». Quant aux maladies professionnelles liées aux travaux dangereux et salissants, elles affectent en priorité les travailleurs immigrés. Ainsi, a déclaré le Dr Samson (Strasbourg), « ceux-ci contractent à eux seuls 30 % des dermatoses professionnelles » ; les deux principales causes de dermatite sont celles que provoquent le ciment et les lubrifiants. Peu avertis des risques que comporte la manipulation du plomb, les travailleurs immigrés contractent, en outre, de nombreuses intoxications saturnines dès les premiers mois de leur mise au travail (3).

Les médecins se préoccupent enfin des problèmes spécifiques que posent les femmes immigrées et les jeunes enfants. Il n'est pas rare qu'une femme migrante vienne accoucher sans avoir eu, au cours de sa grossesse, un contact quelconque avec les équipes sanitaires. D'autre part, indique Mme Catherine Escande, il faut encourager ces femmes à allaiter leurs enfants dans toute la mesure du possible, car elles sont peu

averties des problèmes diététiques de la petite enfance et sont parfois peu accessibles — faute du maniement de la langue — aux explications sur ce chapitre. Ces femmes, transplantées d'un milieu rural, ne connaissent pas la ville et les risques qu'y courent les enfants. D'où une fréquence alarmante d'accidents domestiques, de brûlures, de chutes : beaucoup d'enfants d'immigrés sont renversés par des voitures. Souvent frappés de rachitisme, d'anémie due à des carences alimentaires, ces enfants sont particulièrement exposés aux infections et notamment à la tuberculose, par exemple à celle de leurs parents.

Cette pathologie de la migration appelle-t-elle pour autant un constat de carence des structures de soins des sociétés industrielles ? Les conclusions du colloque de Dubrovnik ne l'ont en tout cas pas fait apparaître. En revanche, les experts ont unanimement déploré un manque de contact à peu près total à cet égard entre pays d'origine et pays d'accueil, donc un défaut absolu de coordination. C'est de ce défaut que souffrent avant tout les populations migrantes.

Quant aux structures de soins des pays industriels et à leur relative inadaptation à cette pathologie, elles posent également un problème, mais la voie est étroite entre l'institution d'organismes de soins spécifiquement destinés aux migrants, qui provoqueraient la ségrégation et l'assimilation forcée, qui serait négation de leur spécificité. Comme l'écrit le Dr Robert de Montvalon (4) : « Mettre l'accent sur la santé des migrants, c'est se jeter dans la fonction générale pour la santé des peuples de l'Europe industrielle, c'est aller à la fois les premiers et les seconds... Les migrants ont une façon de tomber malades qui devrait nous amener à nous demander si tout est pour le mieux dans le royaume de notre propre santé ».

CLAIRE BRISSET.

Une délégation fantôme

Au cours d'un colloque international, préparé depuis 1975 et dont le thème était précis, la délégation française s'est illustrée d'une manière bien particulière. Alors que la quasi-totalité des pays représentés avaient délégué un membre du gouvernement ou du ministère compétent, la France n'avait envoyé à Dubrovnik aucune délégation officielle. D'après les membres du Bureau international du travail (B.I.T.), l'invitation avait été d'ailleurs formulée.

Alors que la majorité des délégués s'efforçaient de démontrer que leurs pays respectifs multipliaient les efforts pour la santé des migrants, alors que le délégué algérien a prononcé contre

la France un réquisitoire fort remarqué — dénonçant « l'exploitation extrême » dont sont victimes les travailleurs algériens en France — la « délégation française » n'a pu fournir aucune réponse puisqu'elle ne comportait que des membres... du C.N.P.F.P. et de la C.G.T. Les seules données relatives à la situation française qu'aurait pu recueillir les délégués étrangers du colloque de Dubrovnik auront concerné les conflits entre patronat et syndicats — et un certain talent pour exporter, dans une réunion internationale à visée technique, des problèmes politiques nationaux dont l'immense majorité des délégués n'avaient que faire.

G. S.

Maintenant, vous êtes raccordés par le téléphone.

Et après !

Voilà maintenant 100 ans que le téléphone raccorde les hommes. Depuis 5 ans, l'Administration a fait des efforts considérables pour améliorer le trafic.

Et après ? Dans le domaine spécifique de la communication d'affaires, vos besoins sont immenses. Immenses et insatisfaits. L'évolution était trop lente. Il fallait une révolution. Nous l'avons commencée en commercialisant nos technologies de pointe, celles de l'après-téléphone.

3 idées force :
— Créer de nouvelles possibilités de communication à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, adaptées à ses besoins actuels.

- Gagner du temps en téléphonant et en communiquant intelligemment.
- Réduire les « coûts communication » de l'entreprise.
- Trois gammes de matériel ont été conçues dans ces buts :
 - La Périphérie du téléphone qui multiplie les services du poste téléphonique d'affaires.
 - La Commutation électronique temporelle qui révolutionne les possibilités des standards téléphoniques privés de petite capacité.
 - La Radio-communication qui ouvre la voie des systèmes de communications sans fil.

A chacune de ces fonctions, correspondent des appareils complémentaires multi-services, c'est le système Péritel. Trop petits pour nous faire bien connaître, trop jeunes pour accepter les compromis, nous avons contribué à faire du téléphone d'affaire une réalité, celle de l'après-téléphone.

Péritel 6, rue Jules-Simon. 92100 Boulogne. Tél. : 604.81.01.

culture

Le Monde

LE JOUR
DE LA PHOTO

la mort

quotidienne.

Le Festival d'automne présente sa seconde exposition de la saison, *Images du quotidien*, le Monde du 5 octobre, un panorama sur la photo-journalisme qui a couvert l'histoire de ces dix dernières années. Les images présentées (deux cents environ) sont d'une rare violence. Elles ne parlent pas de la vie, mais de la vie qu'on dépeint : les photographes d'agence doivent être là où ça explose, où ça meurt et où ça crée de la vie. Il s'agit d'être « le plus près possible » de la mort. Le constat est terrible. Guerres, famines, catastrophes, meurtres, suicides, crises d'otages : « scoop » mettent en représentation la mort quotidienne, celle qui fait la « une » des journaux, la mort brillante. Autour de ce monde qu'on achète et qui s'achète, les déplacements et transactions des hommes politiques, qui, eux aussi, « font » l'actualité, semblent un absurde ballet de marionnettes.

* Musée Galliera, 10, avenue Pierre-II-de-Gaulle, Paris-16. Jusqu'au 5 décembre. Catalogue : 35 F.

Paris 1900.

La FNAC-Châtelet expose (jusqu'au 17 décembre) quelques-unes des photos qui composent le livre paru chez Pierre Belfond : *Paris 1900*. On ouvre un livre de souvenirs qu'on n'a même pas vécus et on dit : en ce temps-là, on ne trouvait encore des fermes à Paris et des bergers qui conduisaient des troupeaux de chèvres.

Les photos, couleur sépia, parfois anonymes, parfois signées Nidari ou Atget, mêlent l'architecture, les scènes de rues et les portraits des personnalités de l'époque : Sarah Bernhardt, Rodin, Proust, Colette et Willy, Zola, Toulouse-Lautrec, Lohé. Le livre est beau, mais tout le monde ne peut pas l'acheter. Il coûte 200 F. Le rapport à la photo-journalisme d'aujourd'hui est donc, dans une certaine mesure, la photographie d'un livre. Mais tout le monde peut aller à la FNAC regarder ces photos et les aimer.

Rédaction

de Diane Arbus.

Ainsi que la revue Photo publie ce mois-ci neuf inédits de Diane Arbus, les Éditions du Chêne ressortent l'album de ses photos, sorti en 1974 et déjà épuisé. Les photos de Diane Arbus font mal. Elles font trop d'effet, on ne s'y reconnaît plus entre le normal et l'abnormal, mais qu'on met généralement entre guillemets, par dévotion. Diane Arbus aimait les « autres » : les travestis, les mongoliens, les monstres, les handicapés. Pour elle, c'était des « aristocrates ». Elle voulait accablant l'horreur, casser les limites de la norme, de l'acceptation.

On dit : elle en est morte elle s'est suicidée en s'ouvrant les veines à quarante-huit ans. On dit : c'est sa quête, sa vision du monde qui l'ont menée là, dans ce désespoir. On a un peu trop tendance à écrire sur elle des articles en forme de faire-part. Diane Arbus était, paré (très peu) sur son travail. Elle n'est pas : « Je suis vraiment qu'il y a des choses que personne ne verrait si je ne les avais pas photographiées. »

* Un album broché : 35 F.

Sept expositions.

Le 32 Salon international de la photo, ouvert tous les jours, de 10 heures à 19 heures (avec une nocturne jeudi 10 jusqu'à 22 heures) à la porte de Versailles, à Paris, jusqu'au 13 novembre (le Monde du 5 novembre), ne présente pas seulement des appareils ou du matériel photographique. On peut voir en outre, à travers sept expositions, des épreuves tirées d'après les négatifs originaux d'Atget, une centaine de photos de Roland Michoud sur l'Asie, un carnet de route en couleur de Bruno Barbet à travers le monde, une série d'images de Henri Cartier-Bresson sur le Nord et le Pas-de-Calais, un reportage de Pierre Le Gall sur la vie d'un village agricole du Finistère et des photos de nus de Michel Le Baudie et Ricardo Suñes. Prix d'entrée : 7 francs.

Théâtre

« PAUVRE ASSASSIN », de Pavel Kohout

Des œuvres de théâtre tout d'un coup surgissent, ou émergent à nouveau, montées dans le même temps ou presque par des metteurs en scène différents. On a vu, cette année, plusieurs *Hamlet* : Claudel et Ibsen ont été plus d'une fois à l'affiche. *Pauvre Assassin*, de l'écrivain tchèque Pavel Kohout, présenté en ce moment au Théâtre de la Mouchette (le Monde du 15 octobre), est également proposé par le Grand Théâtre de Toulon, qui dirige Maurice Sarrazin. La pièce vient d'être jouée au Théâtre Jean-Villat de Suresnes, avant une tournée dans diverses villes de France.

Savoir qui a eu « l'idée » d'abord importer ce *Pauvre Assassin* est un peu délicat. C'est il y a deux ans environ que Maurice Sarrazin, le plus ancien des deux directeurs du Centre dramatique de Toulon, a eu envie de monter le théâtre de Pavel Kohout. Entre le moment de cette décision et les deux réalisations qui sont nées en France aujourd'hui, *Pauvre Assassin*, pièce écrite en 1972, a pu être vue à Bruxelles, à Broadway, ailleurs encore. Pavel Kohout, ancien journaliste devenu écrivain, exclu du parti communiste depuis 1960, est un des signataires de la charte 77. Les comédiens — sur trois registres différents — interprètent le récit d'un internement, puis le spectacle inventé par Kerjantsev, enfin, à l'intérieur de celui-là, des extraits d'*Hamlet*. Les passages

des bibliothèques et des bibliothèques ; elles ne sont plus publiées ni jouées.

L'histoire de *Pauvre Assassin*, cet homme qui, ayant décidé de jouer le fou pour ouvrir la supériorité de sa pensée et mettre au grand jour la vérité, devient réellement fou, est inspirée d'un recueil de nouvelles de l'écrivain russe du début de ce siècle, Léonid Andréïev : un comédien, Kerjantsev, a été interné dans un hôpital psychiatrique parce qu'il est persuadé d'avoir, en jouant *Hamlet*, assassiné Polonius pour de bon, assassinant ainsi l'acteur, le mari de la comédienne qu'il aime, Tatiana.

Le médecin-chef de l'hôpital a accepté, pour l'aider à se libérer de cette obsession, que son malade écrive une pièce où il interpréterait son propre personnage. Tatiana, son épouse, et d'autres camarades du théâtre sont venus pour jouer les rôles de divers protagonistes de ce psychodrame.

Ainsi, la salle d'hydrothérapie de l'hôpital devient-elle le lieu de trois spectacles imbriqués les uns dans les autres. *Pauvre Assassin* est une pièce-réponse aux comédiens — sur trois registres différents — interprètent le récit d'un internement, puis le spectacle inventé par Kerjantsev, enfin, à l'intérieur de celui-là, des extraits d'*Hamlet*. Les passages

MATHILDE LA BARDONNIE.
* Chambéry (le 6 novembre), Evry (les 11, 12 et 13), Aurillac (le 16), Biarritz (les 18 et 19), Toulouse (à partir du 22 novembre).

Expositions

LE MODÈLE ET SES PEINTRES

Comme Narcisse, qui se regardait dans le miroir de l'eau, Hélène Rubinstein, dont on expose onze portraits au Musée des arts décoratifs, avait, durant cinquante années de sa vie, fait venir vingt-sept peintres pour lui renvoyer son image. Mais, de nos jours, le portrait est un genre disparu. Face à leurs modèles, les artistes contemporains se dépeignent eux-mêmes. Seul l'art d'Ingres triomphe du portrait sur commande, bien qu'il choisisse, comme le disait Baudelaire, les modèles les plus aptes à faire valoir son genre de talent. « Mme James de Rothschild avait dû attendre avec patience que le maître consentît à commencer son portrait, dont il a fait le chef-d'œuvre que l'on sait. »

Avec Picasso, Hélène Rubinstein avait eu moins de chance : le peintre en est resté aux esquisses, une quarantaine, puis a abandonné son modèle.

Deux ans après son arrivée à Paris, en 1908, venant de Londres et de Melbourne, où elle avait fabriqué les premiers pots de crème qui allaient faire sa fortune, Hélène Rubinstein est représentée par Helmut von Heintze, d'abord de côté, puis de face, dans une pose d'élégante d'après Marcoussis dessinant son profil à la manière des Florentins du quattrocento (1520). Marie Laurencin la montre en majesté languissant couverte de crêpe de Chine (1934), et Dufy en allégorie levantine égyptienne (1935).

Avec Dali (en 1940-1942), les choses deviennent naturellement plus compliquées. Son portrait d'Hélène Rubinstein, c'est d'abord un Dali où le symbolisme de la « paranoïa critique » fonctionne à merveille. Tandis que, avec Tchelitchev (1934), Narcisse est transformé en fleur du soir.

Le dernier portrait d'Hélène Rubinstein est dû à Graham Sutherland, peintre écossais, pompéien, à la manière des portraits de cour, qui représente à l'âge de quatre-vingt-dix ans cette femme de petite taille, l'air haït d'un empereur romain, parvenue au terme de sa vie et au plus haut de son ascension.

Le « chef-d'œuvre », si chef-d'œuvre il y a, n'est pas du côté que l'on pense : à travers la représentation de sa propre image, c'est le modèle qui a fait le portrait de ses peintres.

JACQUES MICHEL.

* Onze portraits d'Hélène Rubinstein au Musée des arts décoratifs.

* L'actrice Florence Vidor, ancienne femme du réalisateur René Vidor, est morte vendredi 4 novembre, à Los Angeles, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Elle avait joué dans de nombreux films muets tels que « The Tale of Two Cities », « Le Parolote » et « Chateau Night ».

LES BATISSEURS DE L'IMAGINAIRE

Le thème est dans l'air, il tourne. Il n'y a pas si longtemps, M. G. était à la Maison de la culture d'Amiens ; les *Bâtisseurs de l'imaginaire* — dont M. G. — sont aujourd'hui au musée de Chartres ; demain, ils seront à la M.C. de Rennes après quoi, deux grands « irréguliers » de l'art (Aloïse, Chaisac, Müller, Ratier, Wolff, Scotney), avec les « inspirés » et leurs demeures ; et on les retrouvera sans doute en janvier à Paris parmi les « Singuliers », que présentera l'Arc.

Qui est M. G., qui sont ces « bâtisseurs », ces « inspirés », ces « singuliers » ? Des particuliers, des retraités de province qui ont le temps, n'aiment pas le passer à rien faire, et cette espèce de léthargie du cœur qui sent sa mort prochaine et découvre le besoin de l'apaiser, d'entretenir de splendides jours après jour, mais après mois, le creux de la vie ; le besoin d'édifier petit bout par petit bout (d'assiettes, de fil de fer, de plâtre, de papier mâché), la pièce montée de leurs rêves, le décor de leur retraite ; de travailler pour la gloire, à soixante-six ans, après avoir travaillé toute une vie pour l'argent.

« Pour moi, c'est une satisfaction personnelle d'avoir fait ça. Je crois en même temps sans vouloir lancer de défi — que c'est un exemple. Mais je suis un incriminé parce que je ne fais pas payer, ce ne me rapporte pas d'argent. »

Le musée les accueille comme il peut (un palais, un paradis, un jardin habité, le monument d'une vie, ne se transportent pas comme un tableau) à travers des photographies, des montages de diapositives, des films, ceux de Claude et Olivier Prevost ou de Gilles Ehrmann, par exemple. Le musée expose ce qui n'a jamais été fait pour être exposé, même si après tout — et après eux — ils ont bâti pour la gloire et la postérité, mais à l'échelle de l'espace clos du village, dans un champ de relations sociales très limité : même s'ils s'efforcent qu'on vienne voir leur ouvrage.

L'exposition de Chartres — photographies de Claude et Olivier Prevost — présente Camille Vidal, quatre-vingt-deux ans, ancien cimetier, à Agde, son archa de Noël, ses animaux et ses figures de ciment, grandeur nature ; Fernand Chatelet, soixante-dix-huit ans, ancien

boulangier, ancien fermier, et son jardin, lui aussi rempli d'animaux ; Irizi Vets, qui a trouvé une église à vendre, en a fait une nouvelle Sixtine, découpage du plafond et fresques copiées sur des cartes postales, et l'a meublée un peu avec des statues de papes, Jean XXII, Paul VI (et Fernand) « à titre posthume », et son propre tombeau ; Marcel Landreau, qui a toujours été fasciné par les chefs-d'œuvre en sucre et en chocolat des vitrines au moment des fêtes, et qui a garni le talus de sa maison, près de Nantes, d'une foule de personnages et de monuments, champignons, cathédrales, chasses à courre, noées...

Raymond Idrore, dit Picas-lette, est le mieux servi dans cette modeste exposition. Il est du cru. Picaslette, dont il faut prendre le surnom au pied de la lettre, était un formidable récupérateur de bouts de falences, il est mort en 1964. C'est le plus connu de ces « bâtisseurs de l'imaginaire ». Vers 1932, il a commencé par la carrelage de sa cour ; trente ans plus tard, à sa mort, son ouvrage (son œuvre) représentait quelque vingt-neuf mille heures de travail en dehors de ses journées, a compté Mme Idrore.

Trente années pour paver et pour ses murs de rosaces chartraines, d'écailles, notes un royaume, avec palais d'hiver et palais d'été, trône, chapelle, tombeau, décorer l'intérieur et l'extérieur de sa maison d'étonnantes « azulejos », réaliser un rêve, « le rêve de la vie où l'on vit en esprit dans l'éternité ». Le plus inspiré de tous, mais dont l'inspiration n'est rien de pathologique — en évidence, en tout cas, ne prend pas un tour aussi vital que chez les gens de l'art brut.

Des inspirés de la dernière heure, par des modèles accumulés, des souvenirs d'images venues de tous les côtés, Michel Ange ou un couvent de boîtes à camembert, le cathédrale de Chartres ou un calendrier des poètes à l'heure de l'Angélique, le photo de Churchill ou Adam et Eve, les pages de dictionnaires ou la Bible. La culture du pauvre.

GENEVIEVE GREERETTE.

* Musée de Chartres, jusqu'à fin novembre.

« MARTIN EDEN »

d'après Jack London

Le *Martin Eden* de Jack London par la Salamandre, centre dramatique du Nord dirigé par Glides Bourdet, vient, un an après sa création régionale (le Monde du 30 novembre 1976), dans la petite salle de la Maison de la culture de Nanterre, qui permet l'installation du décor : une construction de bois, presque un bateau où acteurs et spectateurs naviguent ensemble. Jack London était marin, *Martin Eden* aussi. Il ressemble à son auteur comme une photographie de vague à une vague, comme un roman autobiographique à une vie. Jack London, self-made man, socialiste, décrit la courbe ascendante d'un garçon plutôt voyou, vagabond d'une jeune fille cultivée, acharné à écrire, à réussir, et qui réussit, mais qui ne se retrouve nulle part et ne se trouve pas les siens, et, désespéré, brisé de solitude, retourne à la mer et lui demande la mort.

En un an, le spectacle n'a pas changé. Il est un exemple de théâtre-récit, c'est le texte même du roman que les comédiens, à eux tous, racontent en passant d'un personnage à l'autre. Ils nous entraînent avec eux et avec *Martin Eden*, ils nous entraînent dans sa misère et sa gloire. Ils nous font connaître ses espoirs, ses déceptions, ses blessures. Ils nous montrent la dureté des bas-fonds et celle de la bourgeoisie, les murs qui se dressent, les portes

qui se ferment, l'impuissance de l'homme seul.

De ne tirent pas le roman à eux, ils le gardent tel qu'il est : un livre, des phrases-fermes qui déforment leur imagination de simples du cinéma.

Western poétique, réalisme à la Kazan, comédie mélodramatique, tarte à la crème, ils recréent l'Amérique des films, tout est citation. Chaque citation, ironique ou étonnante, est choisie pour ce qu'elle touche à son auteur, pour ce qu'elle porte de mythologie. Un patchwork multicolore dont l'unité se trouve dans une vision globale très ferme, qui permet aux comédiens une grande liberté de jeu. Ils ont une gaieté vivace qui va jusqu'à l'agressivité, frôle le tragique, d'ailleurs à écrire, à réussir, et qui réussit, mais qui ne se retrouve nulle part et ne se trouve pas les siens, et, désespéré, brisé de solitude, retourne à la mer et lui demande la mort.

L'histoire garde sa force, sa gravité amère, et pourtant on rit. C'est le rire qui déclenche notre imagination. Le rire venu de la Salamandre est une arme libératrice. Que la Salamandre nous fasse rire souvent.

COLETTE GODARD.

* Nanterre, 21 heures.

Vente

Les promesses de novembre

Novembre s'annonce bien pour les commissaires-priseurs parisiens, qui tentent, par des voies diverses, de donner à la vieille « compagnie » un éclat nouveau.

Avec des résultats inégaux, les ventes destinées à attirer une clientèle nouvelle se multiplient : kimono, patchworks, médailles objets de marine en octobre, autant de petits feux de paille, par lesquels on augmente un peu le chiffre d'affaires ; de temps en temps, un bon magique vient griffer son concours : ce mardi 8 novembre, à Drancy, et le 15, au George-V, les collections d'Yvonne Priemont, notamment ses bijoux, seront sans doute un succès mondial. Autre tentative, les ventes du dimanche, inaugurées avec succès le 6 novembre, au Pavillon royal de Boulogne, grâce à une adjudication de vins fins par maître Cheyette.

Le plus officiel et, à long terme, le plus sûr, reste de réunir de beaux objets avec une fréquence comparable à celle des Anglais, lors de leur pulsant rétrospectif commercial.

La vente d'autographes du 14 novembre (Ador-Picard-Tajan) et celle du 15 (étude Couturier et Nicolay), consacrée à la troisième partie de la bibliothèque d'un amateur — avec, en particulier, un manuscrit de Barbey d'Aurevilly et une lettre capitale de Proust, — confirmeront sans doute le place amicale de Paris dans ce domaine, même si Sotheby et annoncé pour sa vente de ce mardi à Londres un rare autographe de Benvenuto Cellini.

Pour l'argenterie, Paris devra céder la première place à Genève, malgré la belle vente de l'étude Ador-Picard-Tajan du 24 novembre au George-V. Mais comment rivaliser avec l'exceptionnelle vente de Christies du 8 novembre ? Une paire de soupèrers rococo de Meissner dépassera peut-être les 400 000 livres...

Les arts d'Orient et d'Extrême-Orient, après le prix de 130 000 F payé vendredi 28 octobre pour un

La vente des manuscrits de Colette, vendredi 28 octobre, à Drancy, à la vente de l'étude Couturier-Nicolay, expert Mme Vidal-Mégret, et en fin sans incidents, malgré le différend qui opposait la fille de l'écrivain au vendeur, l'héritier de M. Goudard, qui fut le premier mari de l'auteur de « Gigi ». La bibliothèque nationale a mis tout le monde d'accord en préemptant pour 170 000 francs les cinq manuscrits du catalogue : « le Bile en berce », « la Seconde », « le Journal à rebrous », « Gigi », « Pour un herbier ». Les documents ne disparaîtront donc pas dans une collection privée, comme l'avait craint Colette de Jouvenel.

plumier salafard chez Bogliard et Heckeren, servit l'occasion de deux ventes de qualité, avec la dispersion, les 9 et 10 novembre, de la collection du prince Sadriddin Aga Khan (étude Couturier et Nicolay) et, les 15 et 17, de celle de Paul Morand, dominée par une exceptionnelle paire d'armoiries Ming.

Les tableaux ne sont pas une « matière forte » à Paris. Salons avec d'autant plus de plaisir la vente de deux quarante dessins et dix toiles de l'atelier Carrère, le 21 novembre (étude Binocchi), et la présence de peintures de Boulin, Renard, Vuillard, Chagall, dans une vacation de M^{re} Beyerle, le 25 novembre.

Quant aux numismates, après les monnaies vendues à Monaco par l'étude Ador-Picard-Tajan, les 7 et 8 novembre, la collection Stucker — trois mille pièces, concernant la Réforme dispersées les 22 et 23 novembre (étude Oger) — devrait combler les plus enragés !

Cette vente marquera le début de la « saison de prestige », et, pendant quelques semaines, le palais d'Orsay sera presque tous les jours occupé. On annonce une bibliothèque d'architecture pour le 23 novembre (Ador-Picard-Tajan) et une exceptionnelle collection d'art primitif pour les 3 et 5 décembre (étude Loundner et Poutlain). Mais patience ! Si tous les vendeurs, imitant M. Wildenstein, se mettaient à préparer aux incertitudes des enchères les ventes de gré à gré ?

JEAN-MARIE GHILLAUME.

Variétés

DIANE DUFRESNE

En matière de variétés, il y a bien longtemps déjà que les événements se passent plus sur les boulevards ou rue de la Gaîté, mais dans des salles comme celle de l'Elysée-Montmartre, qui affiche actuellement une des plus grandes chasses qui se soient produites à Paris, une jeune femme du Québec met en noir ou tout en blanc, étonnante de force, de chaleur, capable d'interpréter le blues, le rock et la ballade la plus douce, une chanteuse qui éclaire de vie, de spontanéité, qui a la sensibilité du temps présent, qui est fine, pleine de nuances et d'humour, qui vit sur soi-même, qui est libre, a besoin d'espace, qui bouge, swingue, vocalise, « scat », a un extraordinaire « beat », évoque Jack Joplin et Elvis Presley, sa « première histoire d'amour ».

Il faut venir partager avec Diane Dufresne sa folie, qui est, dit-elle, sa forme de sagesse. Les chansons écrites pour Dufresne débordent de couleurs, d'humanité, de joie et de rire, marquent une certaine nonchalance naturelle dans la vie malgré les angoisses et les craintes, sont ponctées par une voix sérieuse, qui vibre, qui s'empare, crie, change de modulation.

Accompagné par cinq rockers, dont son complicité (François Cousineau), Diane Dufresne fait, comme on dit, planer le spectateur, lui donne un très grand bonheur.

CLAUDE FLAUTER.

* Elysée-Montmartre. Jusqu'au 12 novembre, à 21 h. Les albums de Diane Dufresne sont publiés par Barclay.

Le Monde
info et documents
Justice FISCALE
A REPUBLIQUE
EMOCRATIQUE
ALLEMANDE

SPECTACLES

**MAISON DES ARTS
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX**
Place de l'Hôtel-de-Ville - 94000 CRETEIL
Tél. : 899-94-50

Mercredi 9 novembre, à 20 h. 30
CONFÉRENCE
« Pourquoi le féminisme ? » avec Colette Audry
Judi 10 novembre, à 20 h. 30
CINÉMA ART ET ESSAI
« La Honte », d'Ingmar Bergman
Samedi 12 novembre, à 20 h. 30
CINÉMA ART ET ESSAI
« Pour l'exemple », de Joseph Losey
Dimanche 13 novembre, à 20 h. 30
CINÉMA ART ET ESSAI
« Jeux interdits », de René Clément
Mardi 15 et mercredi 16 novembre, à 20 h. 20
THÉÂTRE
« Raisons d'espérer », avec Emmanuelle Béart
Samedi 19 novembre, à 20 h. 30
CONFÉRENCE
Indiens et Serpenteurs d'Amazonie
Dimanche 20 novembre, à 16 h.
MUSIQUE
Pour la première fois en France : TRIO BOBODINE
Mozart - Tchaïkovski - Beethoven
Mardi 22 novembre, à 20 h. 30
CINÉMA ART ET ESSAI
André Malraux, « Espoir »
Mercredi 23 novembre, à 20 h. 30
VARIÉTÉS
STADIUM OF FAITH
Samedi 26, à 20 h. 30, et dimanche 27 novembre, à 16 h.
THÉÂTRE
« RUY BLAS », par le Théâtre d'Action Populaire
Dimanche 27 novembre, à 11 h.
MUSIQUE
ARS NOVA - Portrait d'un jeune compositeur : NGUYEN THIEN DAO
Mardi 29 novembre, à 20 h. 30
MUSIQUE

Les professeurs de l'École nationale de musique de Créteil :
Expositions à partir du 20 novembre :
LES MUSÉES D'ILE-DE-FRANCE ANDRÉ-MALRAUX
Renseignements - Location : 899-94-50, de 12 heures à 19 heures

« En raison de l'immense succès de TOPAZE, le THÉÂTRE SAINT-GEORGES donnera une soirée supplémentaire le jeudi 10 novembre, avec TISOT et M. DAEMS. »

**PAS D'ORCHIDÉES
POUR
MISS BLANDISH**

UN TRIOMPHE !

THÉÂTRE DE LA
PORTE SAINT-MARTIN

CHAILLOT

Mama de New York
Cie Elizabeth Swados

Nightclub Cantata
Meilleur show musical
Off-Broadway (Obie Award)
« Une des soirées les plus rafraîchissantes, les plus amusantes qu'on puisse passer actuellement à Paris. Un joli petit bonheur. »
(P. Marcaru, « le Figaro »).
Salle Gémier, jusqu'au 13 novembre
(757-81-15)

CONCERTS

Radio France

SAISON LYRIQUE

Britten
THE TURN OF THE SCREW
P. Saverio, J. Castle,
B. Antaine, J. Partridge
ENS. INSTRUMENTAL DU R.O.F.
Dir. : Julius RUDEL

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

Christa LUDWIG
au piano : B. PASSONS
- Brahms, Schubert,
Schumann

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

Dir. : Kenneth Klein
Sol. : J.-B. Pommer
WEBER - CHOPIN
BRAHMS

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. : P. HETU et G. TREMBLAY
Sol. : V. Bonnard, R. Maréchal
TREMBLAY - MATTON
HETU - PREVOST

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

Dir. : Laszlo Somogyi
HAENDL, ROSSINI,
MOZART

Location : RADIO-FRANCE, Salle et Agences

Centre d'Etudes Catalanes
Université de Paris-Sorbonne
8, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie,
Paris (6^e) - Tél. : 377-65-59

Programme inaugural

Exposition « l'Age de fer de la sculpture catalane » : Gaudi, Gargallo, Gonzalez.
Du 10 novembre au 30 novembre, de 10 h. à 20 h.

Récital RAIMON.
9 novembre à 21 h. 15. Grand Amphithéâtre de la Sorbonne - 47, rue des Ecoles. Participation aux frais : 15 F. Etudiants et J.M.F. : 10 F.

Concert de piano CARLES SANTOS. Musique catalane contemporaine.
17 novembre à 21 h. Amphithéâtre d'Art et d'Archéologie - 3, rue Michelet. Participation aux frais : 15 F et 10 F. Entrées au Centre, au CROUS, aux FNAC.

Collège présidé par le professeur Pierre Vilà : « le fait catalan ».
15 et 16 novembre (sur invitation à retirer au Centre).

GAUMONT COLISEE (v.o.) - ELYSEES LINCOLN (v.o.) - IMB PATHE (v.f.) - SAINT-LAZARE PASQUIER (v.f.) - GAUMONT GAUCHE (v.o.) - P.L.M. SAINT-JACQUES (v.f.) - HAUTEVILLE QUINTETTE (v.o.) - 14-JUILLET BASTILLE (v.o.) - C 2 L Vers

ARTEL Nogent

LE PLUS BEAU FILM DE
WERNER HERZOG

**LA BALLADE
DE BRUNO**

Grand prix spécial du jury
pour la mise en scène
au Festival de Taormina 1977

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

SALLE GAYEAD Mercredi 9 novembre à 18 h 45 Abonnement 7 Concerts : 150 francs (Valmalié).	« Une heure avec... » CHOPIN et Kryst. ZIMMERMAN (Grand Prix concours Chopin)	SALLE GAYEAD Vendredi 10 novembre à 21 heures (Valmalié).	Récital du pianiste FRANÇOIS-JOËL THIOLLIER RACHMANINOV avec 2 créations
SALLE GAYEAD Lundi 13 novembre à 21 heures (Valmalié).	TRIO RAVEL Beethoven : trio des Esprits Brahms (op. 8, n° 3) - Ravel	SALLE GAYEAD Lundi 21 novembre à 21 heures (Valmalié).	DANIEL VARSANO au clavier : RACH VARIATIONS GOLDBERG au piano : BEETHOVEN VARIATIONS DIABELLI
SALLE GAYEAD Jeudi 16 novembre à 21 heures (Valmalié).	BEETHOVEN Intégrale des 32 sonates Rita BOUBOULIDI	SALLE PLEYEL Lundi 21 novembre à 20 h 30 (Dandolot).	Concert à la mémoire de FRANK MARTIN avec le concours de LUDWIG Yehudi MENUTHIN Paul BADURA-SKODA Teresa Maria Christiane Jacquot Emmy Hurjonne
SALLE GAYEAD Mardi 15 novembre à 21 heures (Valmalié).	Chœurs et Cuivres Schütz, Vivaldi, Gabriel, Bach, Gounod, Verdi et Instrumental Massillon Dir. : FRANCIS PICARD de l'Oratoire	SALLE PLEYEL Lundi 21 novembre à 20 h 30 (Dandolot).	ORCH. DE CHAMBRE DE ZURICH Dir. : Edm. de Stoutz
SALLE GAYEAD Lundi 14 novembre à 20 h 30 (Valmalié).	J.-P. WALLEZ G. TACCHINO F. LODEON B. PASQUIER C. GRENNÉ J.-M. ROLLEZ SCHUBERT : « La Voix » SCHUMANN : en sol h. M.	SALLE PLEYEL Lundi 21 novembre à 20 h 30 (Dandolot).	Unique récital de la saison GZIFFRA Chopin, Liszt, etc.
SALLE GAYEAD Lundi 14 novembre à 20 h 30 (Valmalié).	Arturo BENEDETTI MICHELANGELO Beethoven - Debussy	SALLE PLEYEL Lundi 21 novembre à 20 h 30 (Dandolot).	QUATUOR LEWENGUTH O. Schumann, Schubert 13 et 15 : Haydn, Brahms, Debussy 27 et 29 : Mozart, Ravel (Reas. 661-17-24 (5 à 12 h.))
SALLE GAYEAD Lundi 14 novembre à 20 h 30 (Valmalié).	« No bénéfice de l'ÉLISE AMERICAINE DE PARIS Déclat » EUPHON INDIC SCHUBERT - SCHUMANN TANSMAN - CHOPIN	SALLE PLEYEL Lundi 21 novembre à 20 h 30 (Dandolot).	Les Concerts Barg présentent « Grands Concerts Pleyel » BOCCHESIO PRO ARTE de MUNICH dir. Kurt REDEL Viol. Oleg KAGAAN Bach, Saint-Saëns, Vivaldi, Mozart, Mozart
SALLE GAYEAD Lundi 14 novembre à 20 h 30 (Valmalié).	MUSICANADA Présence de la Musique canadienne contemporaine à l'occasion de la FESTIVAL OF CANADIAN MUSIC Direction : S. Garon 10 nov. : COINTELETTE A VENT OU QUÉBEC 13 nov. : CANADIAN BRASS 15 nov. : FESTIVAL SINGERS OF CANADA 18 nov. : ELMER FESLER 19 nov. : QUATUOR D'OPÉRA 17 nov. : NOUVEAU ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO- FRANCE Dir. : P. Hétu et C. Tremblay sol. : V. Bonnard, R. Maréchal	SALLE PLEYEL Lundi 21 novembre à 20 h 30 (Dandolot).	

Bruno Coquard présente
**Ce Soir
Première**

**GILBERT
BECAUD**

LYMPIA

LOCATION AU THÉÂTRE DE 11H. A 22H.,
DANS LES AGENCES, PAR TÉLÉPHONE : 742.25.49

MERCREDI

avec la troupe de
« UN ELEPHANT CATROMPEL »

JEAN ROBERT
CLAUDE BRASSER
GUY BEDOS
VICTOR LANGEUX
DANIELE DELORME

**nous irons
tous au
Paradis**

UN FILM DE
YVES ROBERT

JEAN-LOUP DARADE - YVES ROBERT
Producteur : JEAN-LOUP DARADE

هكذا من الأصل

**ERLAN COUNTY
U.S.A.**

LES RUSSSES

**PARIS
WEDDINGTON**

GRAND-TAMBOUR

**MOORE PAD
FESTIVAL**

UN FILM

	La ligne	La ligne T.G.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.G.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

cherche pour augmenter sa pénétration dans les pays du MOYEN - ORIENT

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT DE HAUT NIVEAU

dont les responsabilités seront :

- de promouvoir les ventes des COMPOSANTS ELECTRONIQUES, ACTIFS ET PASSIFS
- d'identifier les distributeurs locaux
- d'assurer le support marketing et technique auprès des distributeurs
- de recruter et de former sur place les techniciens qui l'aideront dans cette tâche.

Pour maîtriser ce poste, il est nécessaire :

- d'être ingénieur électronicien
- d'avoir une expérience de quelques années de vente dans les pays du Moyen-Orient
- de pratiquer couramment l'anglais (la connaissance de l'arabe serait un atout supplémentaire)
- d'assumer pleinement les responsabilités confiées

Ce poste est basé à VILLENEUVE LOUBET (NICE) mais nécessite des déplacements fréquents (50% environ).

Ecrire avec C.V., photo, références de salaire, date de disponibilité sous référence SCM/1177/341 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale 5 06270 Villeneuve Loubet Tél. 93.20.01.01

SESA

Frankfurt
Düsseldorf
München

**COMPUTERBUNDNETZE
LUFT- UND RAUMFAHRTANWENDUNGEN
PROZESSFÜHRUNGSSYSTEME
ECHTZEITSYSTEME
FÜR MATERIALWIRTSCHAFT
UND FERTIGUNGSSTEUERUNG**

Für diese Gebiete benötigen wir Mitarbeiter mit guten Deutschkenntnissen.

Wir wenden uns an :

SOFTWAREINGENIEURE
mit 3-6 Jahren Erfahrung im Umgang mit Basissoftware auf Großrechnern und eingehenden Kenntnissen der Struktur gebräuchlicher Betriebssysteme und T.P. Monitoren.

SYSTEMINGENIEURE
mit 3-6 Jahren Erfahrung in der Assemblerprogrammierung komplexer Prozessführungssysteme und Erfahrung im selbständigen Entwurf solcher Systeme. Zusätzliche Entwicklungserfahrung mit digitalen Schaltkreisen von Vorteil.

SYSTEMPROGRAMMIERER
mit 2-3 Jahren Erfahrung in der Anwendungsprogrammierung auf Assemblerbasis oder 2-3 Jahren Erfahrung in der Implementierung oder Anwendung von Echtzeitsystemen.

Falls Sie die genannten Aufgaben interessieren, schicken Sie uns bitte Ihren kurzen beruflichen Werdegang mit Angaben über praktische Erfahrung, die Sie interessierende Tätigkeit und den frühestmöglichen Eintrittstermin. Zu einer ersten Kontaktaufnahme wenden Sie sich bitte an SESA S.A., 20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX, 775 4103, App. 226, Fr. Lesmeister.

SESA - Deutschland GmbH, Oberindau 80-82, 6 Frankfurt/Main, Tel. 0611/71 72 11.

TÉLÉCOMMUNICATIONS TYMNET

American's leading packet network for data transmission recently introduced its services in Europe.

To market and support existing and future services and products, a team based in Paris has been constituted.

Communication Consultant

He will be in charge of training and support to Tymnet European users, will study special requirements, write proposals and be directly involved in the Company's sales effort.

The right candidate will :

- Speak 2 or 3 European languages
- Be ready to travel throughout Europe
- Have an Engineering background with possibly telecommunications experience on the European scene
- Be marketing oriented and creative.

Training will be organized in California.

If you wish to share our success and participate in our growth, please send your resume in confidence to :

R. TREHIN, TYMNET EUROPEAN COMMUNICATIONS
106, Bureau de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD - Tél. : 602-70-12.

Groupe de Sociétés

Cameroonaises

recherche pour DOUALA

COLLABORATEUR DE DIRECTION

40 ans min., formation de base et expérience indispensables en conduite de travaux et gestion immobilière.

Ce poste nécessite : une bonne adaptation à des tâches très variées.

La préférence sera donnée aux candidats ayant déjà travaillé en Afrique, au Cameroun en particulier.

Tous avantages liés à l'expatriation.

Env. C.V. détaillé, photo et références sous réf. 820 à J.G.M. CONSEIL.

2, av. du Maréchal-Foch, 92000 Fontenay-aux-Roses.

EN 1977, VOUS POUVEZ ENCORE ASSURER VOTRE PROMOTION. COMMENT ?

En vous associant à l'effort d'exportation de la France et en acceptant de vivre votre vie professionnelle à l'étranger.

Vous assumez une responsabilité totale ou partielle, ingénieur ou technicien, dans une cimenterie : soit dans le service entretien soit en fabrication.

NOUS VOUS PROPOSONS POUR L'ALGERIE UN POSTE DE :

CHEF DE FABRICATION CIMENTERIE

Réf. GS/32109 O

CHEF DE SERVICE ENTRETIEN CIMENTERIE

Réf. GS/32109 P

Vous aurez à votre disposition un personnel d'encadrement et d'exécution français et algérien.

Le contrat proposé est à durée limitée, les avantages sont ceux liés à l'expatriation.

Pour informations complémentaires, écrivez avec C.V. sous les références indiquées, à :

DRES 105 Bd Haussmann 75008 PARIS

Groupe BOSSARD

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger, par rapporteur hebdomadaire. Ecrire : Centre-Mer Mutations, B. P. 141-09 PARIS.

Importé Paris rch.

PAYSAGISTE diplômé

Pouvant faire état de quelques années de pratique en étude et réalisation d'aménagements urbains, le candidat recherché sera collaborateur et disponible immédiatement pour occuper un poste à l'étranger.

Veuillez écrire (joindre C.V. + dernière rémunération sous référence 2921)

CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Odéon, Paris-1er.

Société d'ingénierie Paris recherche pour ses activités à l'étranger

INGÉNIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole, cet ingénieur est appelé à traiter des problèmes d'aménagement urbain dans d'importantes agglomérations, où il devra avoir quelques années d'expérience en planification, programmation et projets dans ce domaine.

Les candidats à ce poste qui conviennent à un collaborateur voudront bien écrire, joindre C.V. ind. rémunération actuelle sous REPER. 5716

CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Odéon, Paris-1er.

côte africaine

Une importante société industrielle et minière de plus de 6000 personnes dont environ 1000 expatriés, développe ses activités et recherche pour étoffer sa Direction Générale

AUDIT INTERNE

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé du contrôle, de l'amélioration, de l'organisation et du bon fonctionnement du système comptable au niveau des unités et au niveau central.

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans minimum, de formation HEC ou équivalent, ayant une expérience de plusieurs années dans un cabinet d'Audit International.

La rémunération sera fonction du niveau des candidats et assortie d'avantages substantiels (villa équipée, voiture, soins médicaux gratuits, polyclinique, etc.).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo s/réf. 1081/M à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris qui transmettra.

Constructeur de machines d'emballage leader sur le marché

recherche

pour sa filiale allemande implantée à WIESBADEN

TECHNICIEN

pour rédaction des propositions à la clientèle et suivi technique des affaires.

Une expérience de projet est indispensable ainsi qu'une connaissance parfaite de la langue allemande.

La formation sera assurée par un séjour à Aix-les-Bains.

Adresser C.V. complet à S.A. Thimon, 7, rue Clément-Ader - BP 175 - 73104 Aix-les-Bains.

Die Internationale d'Engineering

recherche son

DIRECTEUR du RECRUTEMENT

— Anglais courant — Connaissance de l'Italien appréciée.

Ce poste conviendrait à un

INGÉNIEUR DE TRAVAUX PUBLICS

ayant l'expérience du recrutement du personnel pour des missions à l'étranger, ou à un

CONSULTANT

avec une expérience confirmée dans la recherche et la sélection de personnel ingénieurs et techniciens.

• Importante rémunération

• Lieu de travail : Genève

• Lieu de résidence : la région frontalière

• Très fréquents déplacements de courte durée.

Adresser C.V. détaillé sous référence DE 14 à

5 bis, rue Keppler 75116 PARIS

PROFILS

offres premier emploi

En BRETAGNE ou en CHAMPAGNE

Apportez votre combativité, nous vous donnerons votre compétence.

Au CETELEM, l'attaché commercial accueille en agence une clientèle de particuliers, la conseille et lui vend des formules originales de crédit et de placement, puis en assure le suivi.

Il s'agit d'un premier emploi formateur et très complet qui peut déboucher sur une direction d'agence pour un jeune possédant une formation supérieure commerciale ou économique.

Des réunions d'informations seront organisées. Pour y participer, adresser un bref C.V. avec photo à F. Rousseau - S.D.R. - CETELEM - 25, avenue Kléber - 75116 PARIS

Jeunes diplômés LICENCE, DEUG... 18 à 25 ans, vous pouvez suivre une formation efficace rémunérée par l'Etat (entre 1.500 F par mois) d'une durée de 6 à 8 mois

L'UIT de Saint-Denis vous propose 4 possibilités de stages en Gestion

AUDIT INTERNE

GESTION et

COMMERCE INTERNATIONAL

FONCTION PERSONNEL

PREPARATION CONCOURS

SECTEUR PUBLIC

et PARA-PUBLIC

Placement facilité.

Début des stages : décemb. 1977

inscriptions immédiates. (Nombre limité)

2, r. de la Liberté, 92000 St-Denis

Tél. 821-05-80, poste 32.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01

le gan

recherche pour premiers emplois

gan

* Régimes de Retraites

JEUNES DIPLOMES (EES)

Maîtrise Sciences Economiques, Gestion, Droit

pour leur confier après une période de formation dans le service des postes d'encadrement.

(référence 411)

* Incendie Accidents

FUTURS

INSPECTEURS DU CADRE

Maîtrise Sciences Economiques

Après formation ils seront chargés en Province de l'animation d'un réseau d'agences.

(référence 412)

Envoyer C.V., photo et présentations à Mme DEGEY, Recrutement

Carrières, 2, rue Filler-Wil - 75009 PARIS.



emplois régionaux

TRÈS PUISSANT GROUPE FRANÇAIS

8.000 PERSONNES - FORT DÉVELOPPEMENT -

RECHERCHE POUR UNE DE SES FILIALES

GRANDE VILLE PROVINCE

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ce poste peut convenir à un ingénieur ECP, Mines, AM ou équivalent, ayant une solide expérience professionnelle impliquant la direction d'un personnel nombreux et travaillant de réelles qualités d'organisateur, capable d'assurer un effectif de 700 personnes environ.

FORMATION AUX TECHNIQUES PROPRES DE LA SOCIÉTÉ ASSURÉE AU SEIN DU GROUPE.

Ecrire sous référence TJ 217 CM

4, rue Massenet, 75016 Paris

discrétion absolue

etap

GEM LYON recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour conception, études et industrialisation de circuits d'électronique industrielle bas niveau.

3 ans d'expérience minimum. Allemand apprécié.

Envoyer C.V. et prêt à : GEM-DEI Service du

Personnel, rue du Bel-Air, 69100 VILLEURBANNE.

Pour promouvoir ses réactifs et produits de Laboratoire auprès des Facultés et Laboratoires Industriels, importante Société recherche

UN DÉLÉGUÉ SCIENTIFIQUE

de formation Chimie (Maîtrise, I.U.T., B.T.S., etc.)

Résidence : LYON

Envoyer C.V., photo et présent. sous n° 41454 à

HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

ENTREPRISE SOUS-TRAITANCE

MÉTALLURGIE

900 personnes - 120 millions C.A.

FONDERIE 500 PERSONNES

recherche pour (100 km Sud PARIS)

DIRECTEUR

UNITÉ DE PRODUCTION

(Age minimum : 38 ans)

Enseignement supérieur. Bonne formation Techni-

que. Expérience 5 ans avec succès de Directeur

d'unité. Pratique D.P.O. Qualités d'animateur.

Autos. Autorité naturelle.

Adresser cur. r. r. photo et présentations à :

ORLET, 25 le n° 283-542, 136, av. du Cl-de-Gaulle, 92223 NEUILLY-SUR-SEINE.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

130.000 +
 Nous sommes une Importante Entreprise industrielle française à vocation internationale leader dans sa spécialité.
 Nous vous proposons dans une grande ville du Sud-Ouest, le poste

chef de service développement-industrialisation
 Vous animerez une équipe technique pluridisciplinaire chargée :
 - de définir les produits à partir des cahiers de charges
 - de concevoir et réaliser les machines, les équipements et les installations de production.
 Vous êtes ingénieur, de formation Grandes Ecoles.
 Vous avez 5 ans d'expérience industrielle axée sur la création, la conception, la réalisation, dans un service technique orienté vers la mécanique et les automatismes.
 Une formation de gestionnaire, une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires.
 Ecrire à N° 34.615 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

L'AGENCE NATIONALE POUR LA RÉCUPÉRATION ET L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

qui s'implantera à Angers début 1978, recherche :

responsable financier.
 HEC, ESSEC ou équivalent, ayant au moins cinq ans d'expérience professionnelle. Réf. 223.

juriste.
 Licence de Droit Privé minimum, ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle. Réf. 223.

chargé des services administratifs et généraux.
 Il aura déjà exercé une fonction similaire dans une entreprise de taille moyenne. Réf. 223.

responsable des communications internes et externes.
 Impérieusement diplômé d'études supérieures haut niveau, et ayant la pratique des relations administratives, industrielles ou publiques. Réf. 223.

documentaliste.
 Possédant une bonne expérience dans une fonction similaire lui permettant d'organiser ce service. Réf. 223.

responsable opérationnel.
 A la fois impléant, organisateur et homme de terrain, il sera chargé de la lutte contre les déchets sauvages. Réf. 224.

Toutes informations sur ces offres vous seront données confidentiellement au téléphone du Lundi au Vendredi heures de bureau, par Information-Carière SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Présenter la référence.
 On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES, 65, Avenue de Wagram, 75017 PARIS.

Information Carrière SVP 11-11

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE ALIMENTAIRE
 recherche pour son USINE SITUÉE EN NORMANDIE

UN CHEF DE SERVICES TECHNIQUES

Responsable des travaux neufs, entretien énergie (25 personnes).
 Ce poste s'adresse à un INGENIEUR, possédant une expér. professionnelle de 3 à 5 ans.
 Adresser C.V. détaillé, photo (retournée) et prêt à n° 35.067, ConTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-16^e, qui transmettra.

FRANCO BELGE MERVILLE NORD

L'une des premières entreprises françaises dans le domaine du chauffage (650 personnes), recherche son

directeur technique

Ce sera le coéquipier d'un staff de direction jeune; son rôle : s'imposer au sein d'une organisation technique existante, mais à parfaire, comme le "PATRON" et prendre à bras le corps les problèmes qui sont ceux d'une entreprise en pleine expansion avec pour objectif : les améliorations de Rentabilité et de Qualité ainsi que la percée de produits nouveaux pour lesquels il apportera non seulement des idées nouvelles mais un savoir-faire.
 C'est un ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, 35 ans minimum, ayant à son actif une expérience similaire.
 Ecrire avec C.V. et prétentions s/réf. F.126 à :
 A.I.N.F. Recrutement B.P. 159 59113 SECLIN

CROUZET

recherche pour son département aéronautique
UN INGENIEUR DE FORMATION AERONAUTIQUE
 pour un poste Technico-Commercial dans le domaine des équipements. Anglais indispensable.
 Adresser C.V., références et prétentions à CROUZET, B.P. 1014 - 28010 VALENCE.

SOCIÉTÉ REGION MIDI-PYRENEES
 cherche

UN INGENIEUR "RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT" pour Céramiques Techniques

Age : 30 ans minimum
 ayant quelques années de pratique industrielle dans cette spécialité.
 Bonnes connaissances de mécanique pratique appréciées.

Adresser lettre, C.V., détaillé et prétentions à N° 35.122 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

ENTREPRISE 800 PERSONNES APPARTENANT A GRAND GROUPE INDUSTRIEL

INGÉNIEUR Grande École (X, Centrale, Mines, AM, etc.)
 ayant expérience 5 à 10 ans acquise dans un des domaines suivants :
 - Construction mécanique
 - Chaudronnerie
 - Construction navale
 Pour assister Directeur dans domaines Organisation et Technique
 Résidence Province
 Ecrire C.V. et références sous n° 17320 B BLEU 17, rue Lebel - 94300 Vincennes Q.T.

Entreprise de Bâtiment G.O. et B.A.
 Filiale d'un Groupe national, recherche pour

LYON Chef de secteur
 Il s'agit d'un ingénieur ayant acquis une grande expérience de la Direction de Travaux de Bâtiment G.O. et T.C.E.
 Il aura la responsabilité de l'exécution des chantiers sur le plan tant technique qu'administratif et de gestion.
 Outre son aspect technique, le poste comprend une large part de relations humaines, et des qualités personnelles de contact seront un aspect important de notre choix.
 Ecrire avec photo (ret.) en détaillant expériences et prétentions salariales sous le n° 2.534 à :
 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10^e

LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE (équipements industriels)

• CREE LES 3 POSTES SUIVANTS :

I-RESPONSABLE GESTION DES COMMANDES, ORDONNANCEMENT, TRAFIC.

Chef d'une équipe de 10 personnes ayant pour mission la gestion administrative des commandes de matériel et pièces de rechange, l'ordonnancement central et la fonction trafic-export.

II-RESPONSABLE TRAVAUX EXTERIEURS.

Mener à bonnes fins, sur les plans Techniques, coûts, délais, l'ensemble des Missions de Montage et de réalisation des Chantiers de la Société.

III-INGENIEUR D'AFFAIRES.

Responsable du suivi complet des Affaires qui lui sont confiées, sur les plans Coordination Technique, Suivi chantiers, Relation Clients, Gestion et Administratif.

• Et recherche, pour les pouvoirs, des INGENIEURS ET CADRES, parlant COURAMMENT ANGLAIS, et ayant de 6 à 10 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- POSTE I : Gestion des Commandes de Biens d'Équipement liées à l'Export, Ordonnancement central et Trafic. ESCAE ou Bac + formation Comptable Administrative et Gestion de l'Export.
- POSTE II : Ingénieur ELECTROMECANICIEN + expérience confirmée en Montage et Mise en route d'Installations Industrielles (Régulation, Génie civil, Instrumentation...) liées, par ex. au Dépoussiérage ou Filtration de l'air.
- POSTE III : Ingénieur A&M ou équivalent + expérience confirmée en Travaux Neufs d'Usine (+ évent. Entretien), Gestion d'Affaires avec Sociétés Importantes, Connaissances requises en Chaudronnerie, Châp. Mét., Asserviss., Contrôle Régulation, Electricité.

• Basés à proximité de MANTES (78), ces postes nécessitent des déplacements courts et assez fréquents. Comme indiqué plus haut, l'ANGLAIS COURANT est absolument requis.
 • Les candidats intéressés et concernés par ces postes enverront leur C.V. détaillé, avec indic. de la référence du poste choisi et de leur rémunération actuelle à :

BRIQ Publicité - 5, place des Victoires - 75001 PARIS qui transmettra

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing vous propose :

L'INSTITUT DE PROMOTION COMMERCIALE I.P.C.

L'I.P.C. forme des cadres ou des responsables aptes à AGIR efficacement dans des entreprises commerciales du Textile et de l'Équipement.

L'I.P.C. : un moyen de promotion professionnelle et sociale.
 On programme intensif : 12 mois à plein temps, soit 1.500 h. d'activité
 DE JANVIER A DECEMBRE 1978
 essentiellement pratique et ouvert sur des DEBOUCHES REELS

Centre de Préparation aux Cartières du Commerce
 CEPREC - I.P.C.
 64, boulevard de Paris
 59071 Roubaix cedex 01
 Tél. (20) 70-40-81 - 70-40-84.
 Demander notre documentation

CAP SOGETI GESTION
 RECHERCHE POUR SON AGENCE D'ORLÉANS
 • INGENIEURS CHEFS DE PROJET
 5 à 8 ans d'expérience en informatique de gestion sur moyens grande système, pour encadrement de plusieurs équipes de réalisation.
 • INGENIEURS ANALYSTES
 5 à 8 ans d'expérience en informatique de gestion Cobol Ass. PLI, pour encadrement d'une équipe de réalisation.
 • ANALYSTES-PROGRAMMEURS CONFIRMES
 3 à 5 ans d'expérience gestion Cobol et/ou PLI.
 Adr. C.V. sous réf. AO 77 à B. JACQUET CAP-SOGETI Gestion 20, rue Leriche, 19015 PARIS.

Directeur marketing

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
 filiale du 1^{er} constructeur mondial de mini-ordinateurs décentralise son Département «Systèmes Spéciaux» à ANNECY (Haute-Savoie)

Nous recherchons aujourd'hui un directeur de marketing chargé d'aider le directeur de ce département à élaborer une politique de produits et de services.

Il assumera les responsabilités suivantes :
 - coordination des activités technico-commerciales du département, recherche et analyse des données du marché, analyse des résultats de vente et propositions de nouvelles orientations, étude de rentabilité et promotion de nouveaux produits, liaisons avec les autres départements de la société.

Ce poste exige une solide expérience technico-commerciale, - enron dix ans - dans le domaine des mini-ordinateurs, une connaissance parfaite de l'anglais et une grande disponibilité : fréquents voyages en Europe.

Veuillez envoyer votre C.V. complet et rémunération à Pierre GUEDJ, Directeur du Personnel de

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
 16 avenue du Rhône
 74000 ANNECY

VILLE DE LAON
 Plus de 30.000 habitants
 chef-lieu de département
 recherche :

Un ingénieur subordinationné susceptible de prendre la direction des SERVICES TECHNIQUES dans 2 ans. Logement assuré à titre onéreux. Prime de technicité. Faire acte de candidature à M. le député-maire de Laon.

CLINIQUE MEDICOCHIRURGICALE
 du Centre-Ouest cherche
DIRECTEUR
 au-dessus de 35 ans
 - Avant expérience hospitalière ;
 - Expérimenté en gestion hospitalière ;
 - Particulièrement au fait des problèmes du personnel.
 Ecrire avec C.V. et photo à :
 « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9^e.

UN AGENT DE MAÎTRISE
 pour former et informer les artisans à la gestion.
 Expér. profet. min. 40.000 F.

UN CADRE
 chargé de l'aménagement du territoire. Expérience professionnelle exigée rémunérée 60.000 F.
 C.V. à : RHE THIERS, 7000 ROUEN CEDEX.

CHIEF DE SERVICE ADMINISTRATIF
 ayant expérience demandée Conventuellement à SUP. DE CO. Sciences ECO ou équivalent.
 Ecrire à S. 5.600 Havas Bordeaux.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressés et de valider l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

INGENIEURS

debutants et confirmés

diplômés d'une Grande École (X, Centrale, Télécom, Sup. Aéro, A.M. ... ; double diplôme : X, Télécom ou Sup. Aéro... très apprécié)

Nous sommes un important Groupe et votre candidature nous intéresse : pour PARIS et SUD-OUEST

- SI vous êtes ambitieux.
- SI vous voulez prendre très vite des responsabilités (techniques, humaines, en Etudes ou en Production).
- SI vous souhaitez travailler dans les Techniques de pointe (électronique, micro-mécanique, optique...).

Alors, envoyez votre C.V. + photo à Thomson CSF Centre Guynemer, 48, rue Guynemer 92130 Issy-les-Moulineaux.

هكذا من الأصل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

COMPTABLE DE GESTION

PARIS F 90.000
CLAC-CHIME, Laboratoire Pharmacologique de création récente et filiale du Groupe JOHNSON & JOHNSON, recherche un Comptable de Gestion.
La fonction : sous l'autorité du contrôleur de gestion il doit assurer, à partir des données de la comptabilité générale, la tenue d'une comptabilité de gestion pour répondre aux besoins d'informations internes et externes de la Société.
Il devra :
- tenir et centraliser quotidiennement et mensuellement les comptes d'exploitation de gestion ;
- élaborer les états financiers au compte budgétaire ;
- effectuer et assurer les calculs nécessaires au reporting destiné à la maison mère ;
- assister le contrôleur de gestion dans l'élaboration et les révisions du budget annuel. Ces travaux seront effectués mensuellement jusqu'à fin 1978 ; le bénéficiaire d'un système informatique.
Il faut : avoir 27 ans environ, le niveau BTS, être bilingue anglais, être sensible à l'informatique de gestion.
La rémunération, autour de F 90.000, sera négociée en fonction des compétences du candidat.
Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (reçueuse) et rémunération souhaitée sous réf. 22.245-M à CLAC-CHIME, 3, av. Berclier, 75008 Paris.



Nous sommes une importante Société d'Ingénierie et de Constructions Nucléaires, implantée à PARIS.

Le développement de l'une de nos « Divisions Etudes » nous amène à créer 3 postes d'INGENIEURS

ingénieur circuits fluides

Il sera intégré à une cellule technique et prendra en charge la définition des équipements des circuits auxiliaires de centrales (pompes, échangeurs, réservoirs, robinetterie).
De formation AM, IDN, ESMN ou équivalent, le candidat retenu aura 5 à 8 années d'expérience industrielle en mécanique, thermique, résistance des matériaux.

Les candidats intéressés voudront bien adresser leur dossier No 34.348 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

responsable section ordonnancement

Sa mission consistera à assister les cellules techniques dans la préparation, le suivi et le contrôle des procédures, de la codification et de la logistique. En outre, dans un but de simplification des tâches, il participera à la mise en œuvre et au développement d'un système de gestion informatisé.

Ce poste convient à un ingénieur justifiant d'au moins 5 années d'expérience dans une fonction similaire.

ingénieur système

Dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail, il sera chargé de mettre en place, exploiter et développer des logiciels appliqués à un système graphique informatisé.

L'ingénieur que nous recherchons aura une formation de base technique (ECP, ESE, MINES) complétée par une spécialisation en contrôle des systèmes informatiques. Une première expérience serait appréciée.

C.N.E.T. INGENIEURS

recrute sur plusieurs mois
HAUT-NIVEAU
Diplômés : X - ENST - SUPELEC SUPAERO - ECP
Dégagés OM pour participer aux activités d'études et de recherche sur systèmes et réseaux de télécommunications.
Postes à Pourvoir :
A) Plusieurs postes : Etudes développement et validation de nouveaux systèmes électroniques.
B) Plusieurs postes : Etudes trafic et optimisation des réseaux.
C) Etudes avancées de logiciel temps réel.
Adresser candidature avec CV détaillé, domaine d'activité choisi (postes A, B, C) photo et si possible numéro de téléphone et prétentions à C.N.E.T. - Groupement Réseaux et Centre de Communications - 38, rue du Général Ledere - 92131 Issy-les-Moulineaux pour renseignements complémentaires téléphoner au 645-48-94.

BANQUE INTERNATIONALE Agence de Paris

recherche pour son Service Etranger
GRADE(E) CLASSE III
ayant très bonnes connaissances des :
- opérations documentaires
- statistiques Banque de France
- transferts.
Anglais + dactylo souhaités.
Envoyer C.V. sous référence 3350 à :
Organisation et Publicité
26, rue Malakoff, 92600 ASNIERES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE OUEST

recherche

PROGRAMMEURS

Niveau Bac + D.U.T.
Pratique longue ASSEMBLEUR exigée
Ecrire avec curriculum vitæ à

SINTRA

Direction du Personnel
26, rue Malakoff, 92600 ASNIERES.

SOCIÉTÉ IMPORTATION A MONTREUIL

affecte 180 personnes recrute son

CHEF COMPTABLE

niveau D.E.C.S.
Salaire annuel 90.000 F
Il assurera sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier :
- La responsabilité des comptes d'exploitation mensuels.
- La gestion de la trésorerie courante.
- Bonne connaissance en fiscalité et informatique souhaitée.
Adresser C.V. et photo sous n° 16894 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

2 ingénieurs débutants

ENSIMAG ou ENSEIHT.
Section informatique.
Libérés obligations militaires.
Pour assistance clients et développement d'un de ses services temps partagé.
Région parisienne.
Adresser C.V. et prétentions à CISI, 35, bd Brune, 75580 PARIS - Cedex 14.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CHEF COMPTABLE

poste offert par la SOCIÉTÉ AUTONOME DE VERRERIE à REQUINNES (OISE), pouvant compter à
JEUNE CADRE DE FORMATION SUPÉRIEURE
complétée par études comptables niveau B.P. ou D.E.C.S.
- ayant une bonne PRATIQUE de la comptabilité générale d'un établissement industriel ;
- formé au contrôle de gestion ;
- habitué aux traitements informatiques.
INTERET : Collaborateur immédiat du P.-D.G., travaille en liaison constante avec l'équipe de Direction assistée par une petite équipe compétente.
Si vous voulez en savoir davantage, AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT demandez une documentation sur la Société et le poste sous la référence 588 à P. DOZOL, DELTA CONSEIL, 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

Province Ouest JEUNE CHEF DE FABRICATION grande série

25 ans minimum. Formation de type ARTS et METIERS 90 000 F + 400.
Employé 2200 heures notre Société est le premier producteur français dans sa spécialité (équipements ménagers) nous devons préparer la succession à terme du responsable de l'un de nos départements autonomes de production. L'ingénieur que nous recherchons y sera préparé en priorité en matière de sous-ensemble de près de 400 personnes réparties entre la fabrication et ses services techniques.
Toutes les informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi heures de bureau par Information-Carrière SVP 11.11 qui concernera un rendez-vous aux candidats intéressés.
Information Carrière Ref. : 253
On peut aussi adresser son dossier à SVP Recrutement Humains 63, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

ICL ingénieurs commerciaux PARIS-LYON-LILLE-RENNES

LA SOCIÉTÉ
Nous sommes la filiale française du 1er Constructeur Européen d'ordinateurs (1.000 personnes - C.A. H.T. 350.000.000 F). D'ici à 1982 nous allons doubler notre effectif. Aussi recherchons nous des maintenant les hommes avec lesquels nous allons accélérer notre croissance et ce jour des ingénieurs commerciaux.
LA MISSION
Déceler les entreprises où l'informatique amènera un plus et celles où un changement de système, ou l'acquisition d'un système plus puissant s'impose. A ces entreprises proposer et VENDRE un ordinateur ICL. ICL offre une gamme complète d'ordinateurs qui peut grandir avec les entreprises qui grandissent.
LES HOMMES
De formation supérieure, les candidats devront avoir une expérience réussie de plusieurs années dans la vente de matériels ou de services informatiques et dans la négociation aux échelons les plus élevés de l'entreprise. Il faut aussi avoir de bonnes notions de la langue anglaise.
Si participer à l'accélération de notre croissance vous intéresse, écrivez à Pierre GUERIN en mentionnant vos diplômes, votre expérience réussie et la ville où vous souhaitez exercer votre activité à : ICL France - 16 cours, Albert 1er - 75008 PARIS

MICHELIN offre à des INGENIEURS

des carrières pouvant débiter dans les domaines suivants :
• Recherche, Etudes, Essais.
Les fonctions qui leur seront confiées exigent des hommes à la fois créatifs et réalisateurs, ayant le goût et le sens du concret, et une personnalité suffisamment affirmée pour prendre à terme la responsabilité entière d'un projet. Les études dont ils auront la charge, font appel à des techniques d'avant-garde, et à un haut niveau de connaissances, en particulier dans le domaine de la physique des matériaux et de la mécanique.
• Fabrication.
Une période de formation à Clermont-Fd les amènera progressivement à se confronter à la technologie et à prouver leur capacité à comprendre et à animer les hommes. Ils se verront ensuite confier la responsabilité de services de fabrication ou d'unités de production en France ou à l'Etranger.
Les dimensions du groupe, son dynamisme, son rayonnement international offrent à des hommes de caractère, la chance de s'exprimer pleinement et de nombreuses possibilités d'évolution.
Envoyer C.V. à MICHELIN - Service du Personnel - SP 63.55101 63040 CLERMONT-FD CEDEX - Discretions assurées.

Une Caisse Régionale de Crédit Agricole de l'Ouest recherche

Le futur Chef de son Service juridique, fiscal et contentieux

- 35 ans minimum ;
- Connaissances en matière fiscale ;
- Exp. professionnelle d'un service juridique.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt au n° 7823 « Le Monde Pub. » à : des Italiens Paris-8°.

chef de produit export

Résidence BORDEAUX
Déplacements pouvant atteindre 30 % du temps
Adresser lettre manuscrite C.V. photo et prétentions à : L.F.T. - B.P.21 - 33033 BORDEAUX CEDEX

ingénieur chimiste Angers

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii-Honeywell Bull recrute pour son établissement d'Angers, un
ingénieur chimiste
Organicien de formation, le candidat souhaité est titulaire d'un diplôme d'une école d'ingénieur ou d'une maîtrise de chimie. Quelques années d'expérience sont souhaitées, mais un débutant de qualité conviendrait.
Sa fonction consistera à participer, au sein de l'équipe technique de production, à l'industrialisation des procédés en peinture, traitements de surface et reprographie.
Une évolution de carrière est possible à l'intérieur de l'établissement ou par mutation dans d'autres unités du groupe.
La lettre de candidature, accompagnée d'un cv, est à adresser à Monsieur Fernex Cii-Honeywell Bull, 331, av. Patton, 49000 Angers.
Cii Honeywell Bull

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde Publicité" ou d'une agence.

offres d'emploi

TEXAS INSTRUMENTS
FRANCEVous êtes
INGENIEUR ELECTRONICIEEN
devenez

INGENIEUR DE VENTES

chez le premier fabricant mondial de semi-conducteurs (1.500 personnes - 300 cadres en France).

Vous vendrez :
des produits de très haute technologie (micro-processors, mémoires, circuits digitaux...).Vous aurez :
• des marchés importants dans les secteurs informatiques, télécommunications ou grand public...
• une culture technique sans cesse valorisée.Vos qualités personnelles s'affirmeront dans :
• la négociation au plus haut niveau
• l'établissement des prévisions de vente
• la participation aux stratégies commerciales.
Poste à pourvoir à PARIS SUD.

Ecrire avec C.V., photo, présent, et date de disponibilité à référence SCM/1177/352, à Madame LE GUET, T.I.F. - Poste 5 - 06270 VILLENEUVE LOUBET - Tél. 93.20.01.01

offres d'emploi

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (5.000 PERSONNES) RECHERCHE POUR UNE DE SES DIVISIONS (11.000 PERSONNES)

CADRE DE PERSONNEL

Intégré à un service de personnel, il sera chargé du recrutement et de la gestion administrative du personnel non cadre. Dans un deuxième temps, il collaborera au développement de la gestion du personnel (évaluation du potentiel humain, évolution du personnel...).

Ce poste peut convenir à un candidat maîtrisant en psychologie, psycho-pédagogie, ayant de préférence 2 à 4 ans d'expérience en entreprise (si possible en recrutement), témoignant de qualités de contact, de sens pratique et d'organisation, et capable de développer les techniques actuellement utilisées et de mettre en place de nouvelles procédures.

Poste ville 140 km de PARIS.

Ecrire sous référence EA 209 CM.

CSEE

COMPAGNIE DES SIGNAUX
ET D'ENTREPRISES
ELECTRIQUES - ORSAY

recherche

LE RESPONSABLE DE SA
DIVISION ENGINEERING
ET SYSTEMES

IL S'AGIT D'UN POSTE DE PREMIER PLAN IMPLIQUANT

- une formation de haut niveau : X - TELECOM - ECP - ESR...
- une forte technicité dans les domaines de l'informatique, de la télé-informatique, les systèmes et systèmes dans leurs applications civiles et militaires (domaine marine).
- une réelle expérience de l'engineering et du management de grands projets.

UNE DIZAINE D'ANNÉES D'EXPERIENCE, DES QUALITÉS D'ANIMATEUR, L'HABITUDE DE RESPONSABILITÉS TECHNIQUES IMPORTANTES SONT SOUHAITÉES.

Ecrire sous référence RH 215 AM.

MÊME FIRME RECHERCHE POUR LE CADRE DE CETTE MÊME DIVISION

CHEF DE PROJET

POUR SA BRANCHE TÉLÉ-INFORMATIQUE

Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé grande école ayant 5 ans environ d'expérience dans branche technique similaire acquise dans grande firme.

LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS LE GROUPE.

Ecrire sous référence SO 216 AM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE PARIS (1.000 PERSONNES) CRÉE LE POSTE DE

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat, formation supérieure, ayant une très solide expérience de la fonction de personnel acquise en milieu industriel, capable :

- de développer une gestion dynamique des ressources humaines (formation, information - accueil - évolution des carrières...);
- d'être l'interlocuteur des partenaires sociaux;
- d'animer les bureaux de personnel des établissements.

Rémunération : 130.000 +

Ecrire sous référence OE 213 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE BIENS D'EQUIPEMENTS DESTINÉS A INDUSTRIES TRÈS VARIÉES - LEADER DANS SA BRANCHE PARIS

RECHERCHE POUR ÊTRE RATTACHÉ A LA DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTEUR DES VENTES
FRANCE

Ce poste peut convenir à un candidat, formation supérieure, ayant acquis une très solide expérience des ventes et de la direction d'équipes commerciales dans domaine des biens d'équipement, capable d'animer un réseau de vente étendu (10 agences en FRANCE).

SITUATION D'AVENIR POUR CANDIDAT DE VALEUR, AYANT QUALITÉS DE DYNAMISME ET D'ORGANISATION.

Rémunération : 130.000 +

Ecrire sous référence MC 211 AM.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION (5.000 PERSONNES)

RECHERCHE POUR SECONDER LE DIRECTEUR D'UN IMPORTANT DÉPARTEMENT (11.000 PERSONNES)

HEC - ESSEC - ESCP...

Ce cadre, ayant mini 3 ans d'expérience en contrôle de gestion ou organisation, sera plus particulièrement chargé :
• du contrôle et de l'analyse des résultats de gestion,
• de l'amélioration des procédures administratives et de leurs mises en œuvre.

IL S'AGIT D'UN POSTE A CRÉER ET ÉVOLUTIF.

Résidence ville 150 km PARIS.

Ecrire sous référence LR 210 CM.

etap

offres d'emploi



KLÖCKNER INA

GROUPE INTERNATIONAL
EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

pour sa Société FRANÇAISE à PARIS, un :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Le candidat sera un JEUNE INGÉNIEUR de GRANDE ÉCOLE, ayant de préférence :

- Une expérience industrielle dans l'ingénierie;
- La pratique de l'Anglais et de l'Allemand.

Une formation complémentaire dans la Maison mère en Allemagne est envisagée dans les domaines :

- Ventes/Achats;
- Finances/Comptabilité;
- Gestion de contrats.

Adresser C.V., photo récente et prétentions à :

KLOCKNER INA
31, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE

recherche

INGÉNIEUR SYSTÈME
TÉLÉPROCESSING

C'est un spécialiste du téléprocessing et des méthodes d'accès réseau IBM 370 sur lesquelles il a acquis 3 ans d'expérience.

Adresser C.V. détaillé manuscrit s/réf. 1.056 à PILLET, B.P. 229, 75424 PARIS, CEDEX 06, qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE
DE TRAVAUX PUBLICS

recherche

JEUNES COMPTABLES
DÉBUTANTS

Libérés des O.M. - NIVEAU B.T.S. - D.U.T. Après formation complémentaire au Siège social en banlieue Sud de Paris, ils se verront confier des responsabilités et agences ou en chantiers à l'étranger.

Il s'agit de postes très ouverts offrant à des éléments de valeur de sérieuses possibilités de carrière et de promotions.

Les candidats doivent être disponibles et justifier d'une connaissance suffisante de la langue anglaise.

Adr. C.V. et photo à n° 35.033 Coûtance-Publicité 20, avenue de l'Opéra - PARIS-1^{er} qui trans.

Une grille prestigieuse dans le prêt-à-porter féminin, une équipe tout entière passionnée par la création, une expansion exceptionnelle et permanente depuis dix ans qui nous a fait accéder à un niveau industriel (cinq usines, 1 400 personnes), tout cela va de pair avec une gestion rigoureuse. Dans cet esprit, notre Directeur Général veut s'adjoindre personnellement un jeune

contrôleur de gestion

Nous vous demandons une solide connaissance des méthodes de gestion anglo-saxonnes, une expérience dans un grand cabinet d'audit, complétée par une pratique opérationnelle en entreprise moyenne. Nous vous confions la responsabilité de la mise sous contrôle des différents départements de l'entreprise : production, distribution, marketing, administration..., le dispatching et le suivi des budgets, le rapport au plan, la prévision. Rigueur et méthode, mais aussi une bonne adaptation à la surchauffe, sont indispensables à votre réussite chez nous. Votre rémunération pourra évoluer rapidement, à partir d'une base de 110 à 120.000 F. Votre dossier sera étudié confidentiellement par Madame Bernier, Responsable, 80 rue Taitbout 75009 Paris, à qui nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous réf. M 114 la gestion de personnel aujourd'hui.

analyste confirmé

Nous sommes une grande entreprise de mécanique (Paris-Est, 4.000 personnes), leader européen sur notre marché. Mieux maîtriser notre cycle de fabrication est un impératif auquel participe largement notre informatique. Pour améliorer ce service, nous cherchons un analyste confirmé, capable de bâtir l'organigramme de traitements parfois complexes faisant appel aux bases de données comme au télétraitement et d'animer un nouveau solide d'analyses-programmeurs COBOL. Votre expérience prime votre formation. Avez-vous la maîtrise d'une technique TP ou SGBD sur matériel du type 370/OS ou HB 6000 ? Vous êtes-vous "frotté" à la conduite d'une équipe ? Alors, écrivez à J. THILY, Carrières de l'informatique, ss réf. 3152 LM.

deux responsables commerciaux

(Haute et Basse-Normandie - Vallée de la Loire)
Une importante société d'ingénierie à vocation nationale développe son action commerciale sur ces deux régions. Agée d'un minimum 32 ans, de formation supérieure, ces hommes ont une bonne connaissance de la vie locale (industrie, commerce, administration), acquise par plusieurs années d'expérience professionnelle dans l'ingénierie, les TP, le bâtiment ou un organisme local. Ils parlent anglais. Leur mission : détecter les contrats possibles, les négocier avec l'aide technique du siège, les négocier, les signer et en suivre le développement.
Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 3277 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRESUN RESPONSABLE
DE LA
COMMUNICATION
ET DE LA
PROMOTION

65.000f - 91.000f

Nous sommes spécialisés dans les ÉDITIONS JURIDIQUES et TECHNIQUES destinées aux Entreprises.

Rattaché au Directeur Commercial et en rapport fonctionnel avec la Direction Générale, vous aurez à établir des communications suivies entre notre Société et l'extérieur, dans le but de développer notre image et promouvoir à moyen et long terme nos éditions.

Vos efforts porteront plus particulièrement dans les domaines suivants :
• Ecoles, Universités,
• Services de Presse,
• Salons, Congrès,
• Organisations Professionnelles.

- Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent,
- Vous avez 2 ans d'expérience de l'Entreprise,
- Vous manifestez d'incontestables qualités de contact,
- Vous aimez les déplacements
- et vous parlez anglais,

Metci d'envoyer votre C.V. avec photo et prétentions à Mme BROU-LAMY S. 155, rue Legendre 75017 PARIS.



SORD ELECTRO OPTICS

recherche

- 1 Agent Technicien Electronicien débutant
- 1 Monteur Régleur Opticien.

Adresser curriculum vitae à : 20 rue Berthollet, 92110 ARCURELLE - Tél. : 857-12-83.

analystes

DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Diplômés de l'Enseignement Supérieur (Sciences Eco, Ecoles de commerce ou équivalent), Motivés par une carrière dans ce secteur.

Attachés au siège social à Paris. Ils se verront confier la responsabilité de réalisation d'études commerciales portant sur la clientèle, la concurrence, les marchés, produits etc...

Les candidats seront dégagés des obligations militaires.

Des déplacements en province seront à prévoir.

DIRECTEUR
DÉPARTEMENT OUTILS

La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la vente de biens industriels, dont le chiffre d'affaires dépasse 240 millions de francs, souhaite confier à un spécialiste de la profession la direction de son département Outils et Outillage.

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, il définira la politique Marketing, préparera les objectifs de vente et les budgets correspondants, animera la force de vente et développera notre réseau de distribution.

De formation supérieure, parlant bien anglais, il aura une expérience commerciale de haut niveau et une grande connaissance du marché des outils et de l'outillage.

La société est implantée en région parisienne.

Adresser c.v. en indiquant les prétentions, sous référence 251 M, à MEOLIA SYSTEM, 104, rue Raymond 75002 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل

offres d'emploi

Le groupe bancaire
CRÉDIT UNIVERSEL
développe son réseau actuel et recherche:

JEUNES DIPLOMES
ESSEC - EDHEC - ESC - Sa.Pé. Paris (Eco. II)

Vous ne demandez qu'à nous prouver concrètement sur le terrain votre dynamisme commercial puis vos qualités de patron.

Nous pourrions peut-être vous offrir cette opportunité en Province.

Ecrivez nous avec C.V. et photo, il vous sera proposé rapidement un entretien sur Paris, Lyon ou Marseille.

Il suffira alors de nous convaincre.

GROUPE DU CRÉDIT UNIVERSEL
Direction de l'Exploitation
51, Bd des dunes - 13242 MARSEILLE
cédex 01

offres d'emploi

Groupe International de Négoce et de Services (G.I.N.S.) (CA : 3 milliards de F.) recherche pour son Siège (Proche banlieue Paris - métro) un :

trésorier devises
(Référence 2)

Outre la responsabilité de la gestion des opérations en devises, il assurera un rôle de conseil financier, aussi bien auprès des filiales du Groupe que d'autres sociétés industrielles.

jeune cadre financier
(Référence 2)

Il interviendra en tant qu'ingénieur-conseil, pour des missions de courte durée en organisation financière, aussi bien auprès des filiales du Groupe que d'autres sociétés industrielles.

cadre financier débutant
(Référence 3)

Adjoint au Directeur de la Trésorerie et du Contrôle de Gestion, il devra rapidement assurer :

- le suivi de la trésorerie et les prévisions court terme
- le contrôle des frais financiers
- les relations courantes avec les banques.

A terme, il devra contribuer à l'amélioration des procédures de gestion existantes.

Profil requis :

- Deux à trois ans d'expérience en contrôle de gestion ou audit
- Diplôme de l'enseignement supérieur (ingénieur ou école de commerce).

Profil requis :

- Expérience bancaire d'environ deux ans au sein d'un département Etranger
- Formation Commerciale Supérieure.

POUR CES TROIS POSTES, LE RECRUTEMENT ET UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE AUX TECHNIQUES FINANCIÈRES ONT ÉTÉ CONFIES À

VALGOS CONSEIL

Adresser C.V., photo et prétentions à Mlle LEVESQUE, en précisant la référence VALGOS CONSEIL - 79, rue de Monceau 75008 PARIS.

offres d'emploi

Société Industrielle (Banlieue Ouest Paris) - C.A. : 350 millions de F., filiale d'un important Groupe métallurgique français, recherche un :

cadre financier débutant
(Référence 3)

Adjoint au Directeur de la Trésorerie et du Contrôle de Gestion, il devra rapidement assurer :

- le suivi de la trésorerie et les prévisions court terme
- le contrôle des frais financiers
- les relations courantes avec les banques.

A terme, il devra contribuer à l'amélioration des procédures de gestion existantes.

Profil requis :

- Formation commerciale supérieure
- Débutant ou un an d'expérience trésorerie (banque ou entreprise).

offres d'emploi

DIRECTEUR DE PROGRAMMES IMMOBILIERS

LARGES RESPONSABILITÉS

- Sur la définition des programmes et le montage
- Sur le suivi et le contrôle des opérations sous tous les aspects commerciaux, techniques, administratifs et comptables.

CONDITIONS REQUISES :

- Une expérience confirmée de la promotion privée
- Un diplôme d'Enseignement Supérieur
- Des qualités d'organisation
- Un sens développé de l'efficacité et de la rentabilité
- Une grande facilité de contact à tout niveau.

Il y a l'opportunité de s'intégrer à une équipe dynamique et compétente opérant en région parisienne et en province.

Perspectives d'avenir et qualité d'entrepreneur et volonté de réussite.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions (discrétion assurée) à VINCA Tour d'ASNIERES 92606 - ASNIERES

Importante Société
recherche

COLLABORATEUR

capable d'animer une petite équipe au sein d'un service facturation

Quelques années d'expérience sont indispensables.

Lien de travail PARIS-16.

Ecrire avec C.V., manuscrit + photo + prétentions à EGOT FRÉSSIS.

n° T 000801 M. 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

GAP SOGETI
RECRUTE

LGD

INGÉNIEURS ANALYSTES

3 ans d'expérience sur petits systèmes de gestion. Connaissance BASIC et/ou Assemblage souhaitée.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

2 ans d'expérience ou plus sur petits systèmes GAP II.

Adresser C.V. sous référence A-II à R. CLARET, CAP - SOGETI-LGD, 23, rue Lefebvre, 75015 PARIS.

IMPORTANTE STÉ NÉGOCIE INTERNATIONALE
recherche un :

DEALER

Ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine du négoce des matières premières — Si possible des métaux non ferreux —

Connaissances approfondies du fonctionnement des marchés comptant ou à terme.

ANGLAIS COURANT
Nationalité indifférente

Rémunération en rapport avec l'expérience.

Env. lettre man. avec C.V. à N° 35.082

cabinet leconte
4, rue Amiral Courbet
75116 PARIS

BANQUE recherche

COLLABORATEURS exploitants CLASSE V

Ayant solide expérience bancaire, min. 5 ans, pour animer et développer succursales région parisienne et province.

Adresser dossier de candidature détaillé et prétentions à O.C.R.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, sous référence 8000 16, qui transmettra. Discrétion assurée.

GRAND SERVICE PUBLIC
recherche

jeune diplômé

HEC, ESSEC, SUP de CO débutant ou ayant un peu d'expérience en vue de participer à la mise en place d'un système de planification. Préférence sera donnée à un candidat possédant des connaissances en informatique.

Adresser demande manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée sous réf 6327 à

31 Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

TRÈS IMPORTANTE BANQUE PARIS
recherche

UN JEUNE PSYCHOLOGUE DIPLOMÉ
(Expérience entreprise souhaitée).

Pour étayer son Service de Recrutement des Cadres.

Ses fonctions pourront évoluer vers l'animation et la formation.

Ecrire avec curriculum vitae à : S.O.P., 37, rue Saint-Fiacre, 75007 PARIS.

CABINET D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

AUDIT SENIOR ET RÉVISEUR COMPTABLE

— 2 ans d'expérience minimum —
— Pratique de l'anglais

Envoyer C.V. à P.A.R., 62, bd de Courcelles, 75017 PARIS
TEL. 766-26-15

TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIE ELECTRIQUE ET T.P.
recherche URGENT

ingénieur d'affaires

- 30 ans minimum.
- formation E.T.P. ou Electricité.
- Il sera chargé de suivi complet des affaires, de devis à la réalisation sur le terrain et de relations personnelles.
- rémunéré à Paris, un tiers de son temps sera consacré aux déplacements tout en France et à l'Etranger.
- anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 2535-M (jeunesse et discrétion assurées) à :

guillon selection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

Un important Constructeur Français de MAISONS INDIVIDUELLES souhaite compléter son équipe de Direction, recherche son

responsable technique

chargé de contrôler et d'animer, en position fonctionnelle, l'ensemble des services techniques opérationnels situés en Province : supervision et amélioration des procédures existantes, assistances techniques diverses, contrôle des prix de revient, règlement des litiges, formation du Personnel...

Par ailleurs, il sera responsable de la création et de la mise en œuvre des nouveaux produits ou de la modification des produits existants (modèles, procédés, sous traitance etc.).

Une expérience réussie en Entreprise de Construction de Maisons individuelles ainsi qu'une solide formation technique sont indispensables aux candidats qui devront être âgés de minimum de 35 ans pour postuler à ce poste.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 398 M ou :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

Société Instrumentation 17^e recherche

AGENT TECHNIQUE EXPERIMENTE
ou **INGÉNIEUR**

Formation : électronique, mesure, régulation électronique, pneumatique, hydraulique. Expérience professionnelle réussie. Familiarité avec les problèmes de maintenance et de petite étude fabrication.

Poste à pourvoir immédiatement. Chef service après-vente. Nature indépendante.

Nombreux déplacements. Envoy. C.V. et prétentions sous n° 17283 B, BLEU, 17, rue Lebel, 42000 VINCENNES.

Société de services PARIS ch.

JNE PROGRAMMEUR

Niveau I.U.T., débutant ou un an d'expérience.

Connaissances : Pascal, Basic, Fortran, pr. programmation de terminaux intelligents et mini-ordinateurs s'intégrant dans réseau télé-informatique.

Reelles possibilités de promotion. Envoy. C.V., photo et prét. à réf. 6292 P. L. L. S.A., 22, rue de Valenciennes, 75003 PARIS.

COMPTABLE EXPERIMENTE

Niveau D.E.C.S., libre de suite, capable d'être bien vite employé dans un service comptable, généraliste ou spécialisé en fiscalité, compt. analyt. Rémun. suiv. Exp. C.V. avec C.V. et réf. à M. LEROUX, 3, rue des Débardeurs, 75001 PARIS.

URGENT
BUREAU ETUDES RECRUTE
P.1 - P.2

Mécanique générale et électrique. Téléphonez Mlle DURAND, 23-24-25 ou 24-40.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

ASSISTANT
titulaire examen préalable et trois ans d'expérience.

Ecr. à n° 35.082, Contesse Publ., 22, av. de l'Opéra, Paris 17^e.

Site de fabrication aéronautique recr. pour son département CONTRÔLE QUALITE

INGÉNIEUR
ayant expérience fabrication et connaissance aéronautique si possible en cellule, capable de mise en place procédés, désirant évoluer de ce domaine.

— 35 ans minimum

Envoy. C.V. et prét. à réf. 6292 P. L. L. S.A., 22, av. Montaigne, Paris 17^e.

Exemples : Centre d'habillage et de réparation sociale et Hines cherche DEUX EDUCATEURS. Tél. Centre Paul-Besson, 44-50-56

URGENT - Recrutement
Animateurs MAYES

PHYSIQUE - Tél. : 292-19-38

Site Expertise Comptable ch. 1) EXPERTS COMPTABLES expérimentés 1^{er} ou 2^e année 2) ASSISTANTS débutants ou confirmés

Ecr. avec C.V. et prétentions : SODIP, 50, r. de la Justice - 20.

SESA

Société française à activités internationales spécialisée dans l'ingénierie de Systèmes Informatiques et la fourniture de systèmes clés en main

recherche

chefs de projet

Ingénieurs Grande Ecole : expérience informatique de 2 à 5 ans ; pouvant assurer rapidement des responsabilités techniques et de conduite d'affaires.

DOMAINES :

- Réseaux : télécommunications informatiques, communications de données ou commutation de circuits, commutation de paquets. Exploitation et maintenance des réseaux.
- Applications temps réel : domaines de l'énergie. Connaissances souhaitées aussi bien en logiciel qu'en électronique. Anglais indispensable.
- Gestion automatisée sur mini-ordinateurs : expérience souhaitée de réalisation et de mise en place de moyens informatiques de gestion, soit de gestion de production dans une industrie (mécanique, électronique), soit de gestion d'entreprise.

ingénieurs commerciaux

pour la promotion de systèmes de gestion sur mini-calculateurs. Expérience de commercialisation de produits informatiques souhaitable.

Envoyer C.V. à SESA, Direction du Personnel, 20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX.

URGENT
BUREAU ETUDES RECRUTE
P.1 - P.2

Mécanique générale et électrique. Téléphonez Mlle DURAND, 23-24-25 ou 24-40.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

ASSISTANT
titulaire examen préalable et trois ans d'expérience.

Ecr. à n° 35.082, Contesse Publ., 22, av. de l'Opéra, Paris 17^e.

Site de fabrication aéronautique recr. pour son département CONTRÔLE QUALITE

INGÉNIEUR
ayant expérience fabrication et connaissance aéronautique si possible en cellule, capable de mise en place procédés, désirant évoluer de ce domaine.

— 35 ans minimum

Envoy. C.V. et prét. à réf. 6292 P. L. L. S.A., 22, av. Montaigne, Paris 17^e.

Exemples : Centre d'habillage et de réparation sociale et Hines cherche DEUX EDUCATEURS. Tél. Centre Paul-Besson, 44-50-56

URGENT - Recrutement
Animateurs MAYES

PHYSIQUE - Tél. : 292-19-38

Site Expertise Comptable ch. 1) EXPERTS COMPTABLES expérimentés 1^{er} ou 2^e année 2) ASSISTANTS débutants ou confirmés

Ecr. avec C.V. et prétentions : SODIP, 50, r. de la Justice - 20.

Le Monde
INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde".

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui peussent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'oeil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Banques - Assurances.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.
<input type="checkbox"/> Croûtes organisation et recherche.	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation.
<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.	<input type="checkbox"/> Cadres débutants.
<input type="checkbox"/> Comptabilité.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenus :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	39	12	112	145	227	306	334	358	384	404	424	444	464	484	504
26 semaines	89	134	185	254	308	381	455	494	536	580	624	668	712	756	800
52 semaines	118	200	336	436	536	636	736	836	936	1036	1136	1236	1336	1436	1536

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Halles, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-83 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : + 1F par fonction et par semaine.

ALPES DU SUD, ALPES EN FRICHE

Tant qu'il n'y aura pas d'hommes...

De notre envoyé spécial

Gap. — « Dans nos villages, il y a souvent plus de monde sur les monuments aux morts que dans les rues. C'est par cette boutade cruelle qu'un maire du pays de Buëch, aux confins des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute-Provence fait à ses visiteurs les « présentations » d'usage. Combien d'autres, dans les Alpes du Sud, pourraient prononcer presque à l'identique les mêmes mots ? Des centaines. Car dans ce grand sud-est de la France en friche, ils sont une foule, les maires et leurs montagnards, à parler de solitude, de désertion et de désespérance aussi.

Les Alpes du Sud, pour les responsables de l'aménagement du territoire, c'est plus de la moitié de la surface de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais seulement l'équivalent du quart de la population de Marseille. Huit communes sur dix ont une densité inférieure à vingt habitants au kilomètre carré, et, si l'on accepte les villages à densité moyenne (entre 20 et 40 habitants au kilomètre carré), 40 % des communes disposent de budgets annuels inférieurs à 200 000 F. Depuis huit ans, le pourcentage des habitants de plus de soixante-cinq ans a augmenté de 2 %, tandis que celui des moins de vingt ans diminuait de 2 %.

L'animation avant la subvention

Un tel diagnostic illustre l'état de décomposition économique de ces départements. Pour une majorité d'observateurs — qui n'ont pas aller jusqu'à parler de mort régionale — la situation ne peut être redressée. Ce qu'il reste d'hommes empruntera tôt ou tard le chemin de l'exode fatal vers les humbles de la Côte d'Azur, les docks de Marseille, les banlieues de Lyon, ou les usines de Grenoble. Les dernières terres agricoles seront conquises par un tourisme d'été et capitalistes, par des résidents secondaires sans gêne, voire insolents. Ce sera le point d'orgue d'un scénario de l'acceptation que la DATAR avait élaboré il y a huit ans.

Quelques hommes et femmes recroisés dans les rangs de la DATAR elle-même et parmi les élus, ont pourtant entrepris de démontrer que la cause n'était pas tout à fait perdue et que certains schémas de dix ans de politique d'aménagement du territoire — la désertification ici et la boulimie urbaine ailleurs — pouvaient encore être corrigés. « Irradiation », ont appelé les tenants des plus « musclés » de l'économie libérale. « Diversification et contradiction », ont ajouté les responsables des grandes opérations portuaires, urbaines ou industrielles dévoreuses de crédits publics. « Danger de dispersion des efforts », ont averti certains fonctionnaires, des préfets et des

notables locaux irrités que les études et les circuits de financement échappent en partie à leur contrôle. Il est vrai qu'autour de M. Jean Roger, le commissaire à l'aménagement de la montagne, l'équipe, qui a préparé le schéma de masse qui va être discuté dans quelques jours par le gouvernement, a adopté une démarche quelque peu originale : votre brutalement, conforme en cela aux méthodes de la DATAR lorsque, vers les années 1970, cette administration tenait le haut du pavé. « Pensez plus en termes de développement que d'investissement, d'animation que de subvention, de responsabilité que de crédits », a-t-il été recommandé aux maires et aux conseillers généraux. L'autorité de la DATAR est sans doute nécessaire, mais la conséquence ne sera-t-elle pas, aussi, de favoriser l'afflux des « marseillais » (ou généraux et pérorateurs pour tous les non-montagnards) et de relancer la spéculation foncière au détriment des agriculteurs ? L'augmentation des subventions ne risque-t-elle pas de conforter un régime où l'assistance se substitue partout à l'initiative ?

A cette conception nouvelle de l'avenir de l'espace — peut-être posée en termes trop intellectuels — les élus, comme M. Claude Delorme, député président (P.S.) du conseil général des Alpes de Haute-Provence, apportent une réponse simple et immuable : « Nous attendons que ce schéma se traduise par des actes et, pour nous, les actes ce sont des crédits. »

Des crédits pour l'agriculture, d'abord et avant tout, puisque les paysans sont les derniers remparts à la désertification. Sans leur résistance, partout les terres tombent en friche et le paysage serait livré à la brousse. « Mais ce n'est pas en augmentant la prime à la vache qu'on nous tirera d'affaire », explique un jeune éleveur de bovins des Hautes-Alpes.

« Pour sortir du régime d'assistance (1) nous préférons voir améliorer les services agricoles collectifs dans le « service » en montagne est prohibitif : ramassage du lait, services vétérinaires, insémination, mutuelle sociale, pénalisation ou subvention directe, non. »

Le préalable foncier

Avant de produire l'agriculture doit tendre à s'installer. Pour être viable une exploitation doit couvrir au moins 30 hectares. Or la question foncière est souvent un obstacle infranchissable. Les résidences secondaires qui fleurissent un peu partout, dans un paysage où les plans d'occupation des sols sont en général impuissants à corriger, sont la bête noire de l'agriculture. Avant même que le « chèque » ne sorte de terre son propriétaire dresse des clôtures qui empêchent le passage des troupeaux. La terre cultivable se morcelle et se raréfie.

Un industriel veut installer une fabrique de cartouches dans une petite localité rurale des Alpes-Maritimes. Son dossier traîne de Nice à Marseille où un fonctionnaire du service des mines veut que toutes les normes nationales soient appliquées. On lui demande presque de faire une usine enterrée et fortifiée comme les silos d'Albion. Un an de retard. Enfin le permis de construire est accordé. Mais, n'ayant pu obtenir de dérogation, l'industriel construira son usine en contrebande.

Plusieurs communes voudraient des ambulances ou des piéces. Mais les règlements prévoient deux ambulanciers ou deux maîtres nageurs. C'est trop cher. — Il est aberrant de voir se succéder sur la même route un scolaire, un véhicule de ramassage d'entreprise, une camionnette des P.T.T. ou des ponts et chaussées et une voiture transportant le pain. Pourtant, par bon sens et pour l'efficacité, ne pas utiliser des véhicules à vocation multiple ?

Des contre-attaques

La tendance a consisté jusqu'à maintenant à essayer d'« occuper quantitativement » ces espaces. Mais occuper n'est pas revivifier. Occuper n'est surtout pas synonyme de prendre en charge. « Je ne suis pas un gestionnaire », réplique M. Jazet, conseiller général (P.S.) du Var, président de l'Association d'animation du Verdon. Le schéma suggère ce que pourraient être des contre-attaques, mais il ne dit pas comment les mener. Trois illustrations :

(1) Selon M. Raymond Heide, préfet des Hautes-Alpes, les différences de l'Etat majoraient de 20 % le revenu moyen de l'agriculteur de montagne.

Un industriel veut installer une fabrique de cartouches dans une petite localité rurale des Alpes-Maritimes. Son dossier traîne de Nice à Marseille où un fonctionnaire du service des mines veut que toutes les normes nationales soient appliquées. On lui demande presque de faire une usine enterrée et fortifiée comme les silos d'Albion. Un an de retard. Enfin le permis de construire est accordé. Mais, n'ayant pu obtenir de dérogation, l'industriel construira son usine en contrebande.

Plusieurs communes voudraient des ambulances ou des piéces. Mais les règlements prévoient deux ambulanciers ou deux maîtres nageurs. C'est trop cher. — Il est aberrant de voir se succéder sur la même route un scolaire, un véhicule de ramassage d'entreprise, une camionnette des P.T.T. ou des ponts et chaussées et une voiture transportant le pain. Pourtant, par bon sens et pour l'efficacité, ne pas utiliser des véhicules à vocation multiple ?

Des contre-attaques

La tendance a consisté jusqu'à maintenant à essayer d'« occuper quantitativement » ces espaces. Mais occuper n'est pas revivifier. Occuper n'est surtout pas synonyme de prendre en charge. « Je ne suis pas un gestionnaire », réplique M. Jazet, conseiller général (P.S.) du Var, président de l'Association d'animation du Verdon. Le schéma suggère ce que pourraient être des contre-attaques, mais il ne dit pas comment les mener. Trois illustrations :

(1) Selon M. Raymond Heide, préfet des Hautes-Alpes, les différences de l'Etat majoraient de 20 % le revenu moyen de l'agriculteur de montagne.

PROVINCIALES

DANS LES SABOTS DE JAKEZ HÉLIAS

ENTRE Nîmes et Alès, Brignon, dans la vallée du Gardon, n'est pas un village qui mérité au sens que l'on donne généralement à l'expression. Six cent quarante habitants aujourd'hui pour cinq cent quatre-vingt-dix en 1908, cela paraîtrait même assez réconfortant. Pourtant Brignon est mort, un certain Brignon. Deux guerres, les deux dernières, y ont suffi. Assassinat ou suicide ? Un suicide auquel on est acculé n'est-il pas des allures d'assassinat ? Mais il n'est pas interdit d'avoir des souvenirs, de la mémoire. Léonce Chaillet, fils de Léonce, en a. « Septante ans », dont cinquante-huit de travail. En attendant mieux il « di » son village comme pas un (1). L'aurait-il si bien dit sans ça, qui a « fait des études », « à Paris » et a eu l'idée de mettre un jour ce père rare sur le voile de son long récit ?

« Cette vie, l'ont sur la lune, l'ont à l'écoute des vents, n'est pas celle de l'imagerie. La voilà d'ailleurs qui se retrouve, sous un autre titre et pour parler de la région des Alpes en Roussillon, où brûlent 17 000 hectares en 1976 (2). Adrienne Casellas, l'institutrice des Pyrénées de l'Est, est plus « écrivain » que Chaillet le jardinier. Ce sont pourtant semblables chants de la terre, pour la terre, qui de la sorte commencent à s'écrire. Le langage et le courage de ses simplicités. Ce sont celles de toutes les traditions orales. Des gens parlent des foins, des moissons, des labours, des semailles, des provendes qui peu à peu ont cessé d'être rythmes les gestes et qu'ils ont vu partir comme on voit partir une sagesse.

Est-ce qu'on aime une terre qu'on ne regarde plus ? Cela peut s'appeler sans grandiloquence un manque d'affection et un de ceux dont on meurt. En regard des travaux conduits d'un soleil à l'autre, mais en prenant son temps, de la vigne ou des jardins travaillés à la vraie fumure, du manche de hache fait à la main de son propriétaire, et de ces maîtres mots : « Fort, vaillant, honnête », parolis à une trinité, la civilisation du Crédit agricole, du poutrel forcé et de la fin des tramétries commence à faire peur. Et aussi ceux qui veulent le fuir oubliant qu'ils l'ont engendrée en s'y précipitant.

JEAN-MARC THEOLLEYRE

(1) La Mémoire du village, de Léonce Chaillet, Stock, coll. « La Vie des hommes », 363 p., 39 F.
(2) Quand on avait tant de racines, d'Adrienne Casellas, Editions du Chêne, 173 p., 32 F.

La mémoire de Brignon ne ramène pas le loia. Mais à l'orée du siècle il était encore vrai

L'ACCENT ET LE SOLEIL FONT LES MAUVAIS BILANS

Le bureau régional d'industrialisation veut changer l'image de marque de la Provence

CONNAISSEZ-VOUS nne autre région, en France, où des chefs d'entreprises, responsables d'organismes chargés de promouvoir les capacités économiques régionales, soient contraints de fournir à leurs collègues des arguments de vente, le bien-fondé de leur argumentation ? C'est bien pour ça que à quel point on réduit ceux qui vivent au sud d'une ligne imaginée par la DATAR, et se sentent à leurs semblables vivant au-dessus du quarante-cinquième parallèle.

Les ministres du bureau régional d'industrialisation, dont la tâche principale est d'aller « à la pêche » aux investissements potentiels dans une région qui souffre, de façon endémique, de sous-industrialisation, sont munis d'un document qui ressemble (volontairement) à un passeport. Il contient, reproduits en fac simile, une collection de lettres signées des plus grands chefs d'entreprises, français ou étrangers, qui ont ouvert des succursales en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ces lettres témoignent, à l'intention de ceux qui suivraient le même chemin, que ces chefs d'entreprise ont trouvé, ici, des conditions favorables à leur développement. C'est bien pour ça que à quel point on réduit ceux qui vivent au sud d'une ligne imaginée par la DATAR, et se sentent à leurs semblables vivant au-dessus du quarante-cinquième parallèle.

nous. Afin qu'ils ne soient pas taxés de complaisance avec nous... — Ainsi, en 1977, en est-on encore réduit à de piteuses manœuvres pour essayer de faire piocher à un ostracisme dont souffrent la plupart de ceux qui sont nés ou vivent dans cette région. Comme si on voulait leur faire explorer la chance qu'ils ont de travailler au soleil, les pieds dans l'eau et, avec l'accent.

« Vous nous avez bien amusés »

Cela ne serait rien si cette mauvaise réputation ne s'étendait, nous l'avons vu, à un domaine économique et n'était finalement préjudiciable à l'activité d'une région à la recherche d'un deuxième souffle.

Un chef d'entreprise marseillais, dont l'activité est presque exclusivement tournée vers l'exportation, nous a confié qu'il était en meilleure position face à la concurrence depuis qu'il avait fait supprimer la mention d'origine de la fabrication sur ses emballages. Combien de clients éventuels avait-il perdus, qui n'avaient même pas voulu tester un produit entaché de suspicion des sa naissance ? Ce sentiment de méfiance — ou de condescendance supérieure — un provincial le ressent dans tous les compartiments de son existence. Un professeur de faculté nous a prêté qu'il n'avait réussi à obtenir de son jury d'agrégation, comme tout comédien à un exposé de plus d'une heure, que : « Merci monsieur, nous nous avons bien amusés. » Tout cela, parce qu'il avait un peu parfumé d'ail un sermon

de Bossuet. Depuis, il conseille à ses étudiants de « parler points ». Au moins pour l'oral d'agrégation !

Faudrait-il donc que les « sudistes », pour être enfin pris au sérieux, abandonnent leur accent, cachent leur origine comme s'ils appartenaient à une race maitée ? Certains finissent par s'y résoudre pour échapper à certains regards et éviter certaines réactions désobligeantes. Tel ce bon vieux curé de campagne, provincial d'origine (il était né au bord de l'Argens, dans le Var), et qui avait été longtemps « exilé » en Meurthe-et-Moselle : « Là-haut, nous confiait-il, je n'avais même plus le droit de l'existence de Dieu. Avec l'accent que j'ai, je fusais rigoler tout le monde ! »

JEAN CONIGRELLI

AU MOIS DE SEPTEMBRE 1978

En France, la Franche-Comté aura trois cents ans

Besançon. — On célèbre en 1978 le trois centième anniversaire du rattachement de la Franche-Comté à la France. Certain, déjà il y a quelques années, avait suggéré que ce tricentenaire prît pour référence la conquête de cette province espagnole par Louis XIV en 1674, mais les autorités, craignant sans doute que le commémoratif d'une guerre sanglante où la résistance comtoise s'était nourrie au surplus de fanatisme religieux ne réveille quelques velléités autonomistes, on avait préféré retenir 1978 pour placer les manifestations sous le signe de la paix de Nimègue.

Aurait-on encore présenté à l'esprit la vindicte de quelques « anti-Français » localisés semblait-il dans le Haut-Jura qui rappelaient qu'Hitler n'avait pas fait pire ? et évoquant encore avec l'air le massacre d'Arroy où cent vingt-trois personnes de tous âges furent enfermées et

Les revendications autonomistes et xénophobes pour raison d'être rattachée à la France des manifestations projetées pour septembre 1978 ? Dans les milieux officiels, on ne paraît pas s'engager avec beaucoup d'enthousiasme dans la préparation de ces manifestations qui, hormis une cavalcade historico-tolklorique, envisagée par le comité des fêtes, seront probablement tenues sous le manteau de la discrétion.

On parle aussi d'une exposition et de l'émission d'un timbre. Les sociétés savantes de Besançon, pour leur part, proposent un colloque sur la francisation ; enfin, un autre colloque est prévu à Niévrois. Il n'y aura pas de quoi se faire enterrer face contre terre comme les Comtois du dix-septième siècle qui, jusque dans la tombe, tourmentaient la dos aux Français et à leurs alliés huguenots.

CLAUDE FABERT.

Exigez par contrat la neige et le soleil.

Pour la neige Isola 2000 détient le record des saisons 75/76 et 76/77 (source : Comité des Stations Françaises). Pour le soleil, nous sommes à 90 km de Nice. Vous comprendrez pourquoi nous vous garantissons neige et soleil par contrat écrit. Isola 2000 aujourd'hui : deux nouveaux télésièges portent à 100 km la longueur de nos pistes et bien sûr, stades de slalom, initiation au ski de fond, ski artistique, école de ski (50 moniteurs diplômés) vous attendent. Et bienvenue à vos enfants au mini-club où à la garderie. Il ne vous reste plus qu'à choisir votre semaine. Certaines sont encore plus avantageuses. A partir de 300 F par personne, remontées comprises ! A Isola 2000 on y vient, on y revient. Alors pourquoi ne pas profiter tout de suite des 95% de crédit proposés actuellement aux acheteurs d'un appartement ?

isola 2000

LE N°1 DU COMBINÉ LOISIRS-INVESTISSEMENTS. Maison d'Isola, 38, rue de Lisienne Paris 8^e - Tél. 387.55.09 ou Isola 2000 - (03) 02.70.50 ou votre Agent de Voyages.

Remplissez ce coupon à la Maison d'Isola, 06270 Villeneuve-Loubet. Tél. (03) 30.21.21 pour obtenir :
☐ Les conditions de séjour (locaux ou hôtels).
☐ Les renseignements immobiliers (avantages réservés aux non-résidents propriétaires).

Nom : _____ Profession : _____
Adresse : _____
Tél. : _____



TRANSPORTS

Les compagnies aériennes régulières se réunissent à Madrid

La revanche des « pauvres » sur les « riches »

L'Association du transport aérien international (IATA) réunit, du 8 au 11 novembre à Madrid, sa 33^e assemblée générale annuelle, au moment où, sur la route la plus fréquentée du monde, celle de l'Atlantique Nord, la guerre tarifaire se rallume après quelques années d'accalmie.

Au moment aussi où les Etats-Unis et les pays riches s'interrogent sur l'utilité de leur présence au sein d'organisations internationales de plus en plus dominées par les pays en voie de développement. On le voit bien avec le retrait américain de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.).

Il y a au sein de l'IATA comme un ressort qui s'est brisé. La compagnie américaine Pan Am menace de s'en retirer ; d'autres transporteurs réguliers refusent toujours d'y adhérer. Freddie Laker la défile, qui met en ligne son train du ciel entre Londres et New-York : l'aller-retour pour 1.180 francs. Le gouvernement des Etats-Unis applaudit à cette initiative au nom de la défense des consommateurs.

La maîtrise des événements semble échapper à l'IATA, alors

que la situation financière des compagnies régulières est loin d'être assainie. M. Knut Hammarkjöld, directeur général de l'association, n'a-t-il pas tout récemment exprimé un « sérieux doute quant à la capacité des transporteurs aériens d'absorber quelques 70 milliards de dollars au cours des dix prochaines années, comme cela serait nécessaire ».

A qui la faute si les compagnies régulières risquent un jour de se trouver à court d'argent ? Pour beaucoup d'observateurs, l'IATA n'a pas suffisamment aidé ses membres à voir un peu plus loin que le bout de leurs ailes, à définir une politique du transport aérien qui ne soit pas la somme d'intérêts particuliers.

L'IATA a longtemps vécu dans un splendide isolement, sans trop se soucier de l'état du marché, des réactions de la clientèle : « Elle avait un bon dossier, elle n'a pas su le défendre », disent certains. On ne l'a vu sortir de sa réserve que lorsqu'il s'est agi de colmater des brèches, de répondre aux transporteurs à la demande, qui bataillaient pour entamer sa autorité.

Jusqu'à une époque récente, l'influence anglo-saxonne et singulièrement la prédominance américaine étaient si pesantes au sein de l'IATA que l'on a pu, à

juste titre qualifier celle-ci d'« OTAN du transport aérien ». L'association, qui rassemblait au départ quarante-quatre compagnies régulières, en compte maintenant cent neuf. Les nouveaux venus d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Proche-Orient ne sont pas décidés à s'en laisser conter par les « grands anciens ».

Des prétentions qui ne sont pas sans fondement, au regard des résultats d'exploitation. Entre 1968 et 1976, la part du trafic international régulier acheminé par les compagnies d'Europe et d'Amérique du Nord est respectivement tombée de 47,5 % à 42,1 % et de 30 % à 21,8 %. Dans le même temps, les transporteurs de la région Asie-Pacifique ont accru leur part de 9 % à 20 %.

Alors que les compagnies des pays riches restent favorables au

maintien des tarifs à un niveau rémunérateur dans la mesure où le meilleur de leur clientèle est composé d'hommes d'affaires, les transporteurs des pays pauvres sont davantage portés à faire des concessions sur les prix des billets qui favorisent le déplacement des touristes.

Sous la pression des pays en voie de développement, l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), qui rassemble, elle, les représentants des gouvernements, a récemment décidé d'envoyer des experts aux conférences tarifaires de l'IATA. « Il est évident que, sur l'Atlantique Nord, on ne cesse de brader les passagers et qu'entre l'Europe et l'Afrique, par exemple, on continue d'appliquer des barèmes dissuasifs », se plaignent les porte-parole des Etats du tiers monde.

Un sauveur

On ne croit plus les « grands » sur parole. Il en est ainsi dans toutes les organisations internationales. Les maîtres d'hier supportent mal cette remise en cause de leur autorité, d'où la tentation de certains d'en tirer les conséquences. A cet égard, peut-être y a-t-il quelque analogie dans la démarche entre le retrait des Etats-Unis de l'O.I.T. et la menace de Pan Am de quitter l'IATA ?

Comment convaincre, dans ces conditions, les compagnies régulières qui n'en sont pas membres d'adhérer à l'IATA ? Elles ne se portent pas plus mal, bien au contraire. Abrités des plus grands transporteurs du Sud-Est asiatique continuent de se tenir en dehors de l'association : Korean Airlines, Singapore Airlines et Thai Airways International. A plusieurs reprises, M. Hammarkjöld leur a lancé des appels :

« Nous avons beaucoup à apprendre de vous, nous avons également beaucoup à vous offrir. » Vaine exhortation.

De leur côté, les gouvernements adoptent à l'égard de l'IATA une attitude de plus en plus critique. D'aucuns dénoncent son immobilisme, ses pratiques malthusiennes, son incapacité à juguler la fraude. Certains voudraient lui retirer tout pouvoir dans la fixation des tarifs. La Maison Blanche en vient même à suspecter ses compagnies régulières de concurrence déloyale à l'encontre des transporteurs à la demande.

A leur tour, les responsables de l'IATA font valoir la difficulté de fixer des tarifs « dans un contexte de directives gouvernementales illogiques et contradictoires ». Souhaite-t-on leur retirer ce pouvoir ? On devrait alors, à leur avis, « créer un organisme de remplacement qui ne soit pas seulement une super-bureaucratie ». Lors de la récente assemblée générale de l'O.A.C.I., les observateurs de l'IATA ont distribué une note aux délégués des Etats pour les mettre en quelque sorte en face de leurs responsabilités. « La plupart de nos compagnies membres vous appartiennent, agissez sur leurs dirigeants et les choses vous paraissent suivre un mauvais cours. »

Néanmoins, l'opinion publique

n'est pas prête à excuser les compagnies régulières dont elle soupçonne, à tort ou à raison, que, à leur service, elles pourraient faire mieux et moins cher. Ainsi, lorsqu'un grand tapage un ingénieur britannique lance une formule de vol à petit prix entre Londres et New-York, aussitôt, l'homme de la rue s'écrie : « Laker est un sauveur ! »

Après un mois d'exploitation de son « train du ciel », Freddie Laker annonce plus de 1 million de francs de bénéfices. Ce succès paraît imprévisible, compte tenu des contraintes — pas de réservation préalable, notamment — qu'une telle formule implique. Qu'importe ! Les passagers croient faire une affaire ; ils ne sont, en tout cas, pas mécontents d'entamer la bonne conscience des compagnies régulières.

Supprimer l'IATA ? Cela aboutirait à la confusion dans laquelle vit, aujourd'hui, le transport aérien international. Se lancer dans une politique de concurrence à tout prix ? Cela ne résoudrait rien non plus. Pour M. Hammarkjöld, « le mot d'ordre est le compromis de la part des compagnies aériennes comme de la part des gouvernements ». Expédient ou politique ?

JACQUES DE BARRIN.

PUBLICATION JUDICIAIRE

COUR D'APPEL DE PARIS
EXTRAIT D'UN ARRÊT
CONTRADICTOIREMENT RENDU
LE 30 MARS 1977
PAR LA 1^{re} CHAMBRE

La Cour.

Sur l'appel d'un jugement rendu le 15 octobre 1976 par le Tribunal de Grande Instance de Paris (17^e Chambre Correctionnelle) qui a déclaré HEGNIER, Etienne, coupable en sa qualité de directeur de publication du journal « l'Objectif » du délit de diffamation publique envers particulier au motif qu'il a publié et tracts incriminés, a condamné HEGNIER à 3.000 F d'amende et l'a condamné à payer à Edouard LECLERC la somme de 6.000 F à titre de dommages-intérêts et a ordonné sa publication par extraits aux frais de HEGNIER dans trois quotidiens au choix de la partie civile.

Considérant qu'à bon droit et par des motifs que la Cour fait siens, les premiers juges ont estimé que HEGNIER était mal fondé à exciper de sa bonne foi ;

Qu'il convient d'ajouter que les textes incriminés énonçaient non seulement que LECLERC avait dénoncé des patriotes, mais aussi qu'il les avait vendus, c'est-à-dire qu'il avait été stipendié pour cette besogne ; — que l'ordre de l'impudence survisée souligne l'intention de nuire ;

Considérant, qu'à bon droit, les premiers juges ont retenu HEGNIER dans les lieux de la prévention ;

PAR CES MOTIFS

Confirme en toutes ses dispositions le jugement entrepris ;

Dit que l'insertion par extraits du présent arrêt sera substituée à celle du jugement ;

Condamne HEGNIER aux dépens de première instance et d'appel.

Pour extrait conforme, J. HEBERHIM, avocat.

PUBLICATION JUDICIAIRE

COUR D'APPEL DE PARIS
EXTRAIT D'UN ARRÊT
CONTRADICTOIREMENT RENDU
LE 30 MARS 1977
PAR LA 1^{re} CHAMBRE

La Cour.

Sur l'appel d'un jugement rendu le 15 octobre 1976 par le Tribunal de Grande Instance de Paris (17^e Chambre Correctionnelle) qui a déclaré REY, Etienne, coupable en sa qualité de directeur de publication du journal « l'Objectif » du délit de diffamation publique envers particulier au motif qu'il a publié dans ledit journal de novembre 1976, a condamné REY à 2.000 F d'amende et l'a condamné à payer à Edouard LECLERC la somme de 6.000 F à titre de dommages-intérêts et a ordonné sa publication par extraits aux frais de REY dans « l'Objectif » et dans trois quotidiens au choix de la partie civile ;

Considérant que par ces motifs que la Cour adopte, les premiers juges ont fait une description et une analyse exactes de l'article incriminé ; qu'ainsi qu'il s'en relève à bon droit, et les phrases jugées diffamatoires sont prises à REY, alors Secrétaire Général du CUD URAI, spécialement poursuivi pour diffamation publique envers LECLERC, leur reproduction par le journaliste qui les aurait recueillies au cours d'une « interview » soumise pour lui à la prise à son compte personnel, alors surtout que « l'Objectif » soutient le CUD URAI et démontre, comme lui, les travailleurs indépendants ;

Considérant que la Cour fait également siens les motifs par lesquels les premiers juges ont déclaré diffamatoires les imputations d'avoir, à la fin de la dernière guerre, collaboré avec l'ennemi, en étant un indicateur de la Gestapo, et d'avoir été incarcéré pour ces faits ;

Que ces alléguations portant atteinte à la considération et au respect ;

Considérant qu'à bon droit et par des motifs que la Cour fait siens, les premiers juges ont estimé que REY était mal fondé à exciper de sa bonne foi ;

PAR CES MOTIFS

Confirme en toutes ses dispositions le jugement entrepris ;

Dit que l'insertion par extraits du présent arrêt sera substituée à celle du jugement ;

Condamne REY aux dépens de première instance et d'appel.

Pour extrait conforme, J. HEBERHIM, avocat.

La solidarité ça existe.

“Faire face seul aux obligations de la vie, c'est difficile. Dans les mutuelles, les associations professionnelles, les clubs, on apprend à être forts ensemble.

Alors j'ai choisi une banque coopérative. Fondée depuis les origines sur la solidarité, elle appartient à ses sociétaires.

J'ai choisi la Banque Populaire.”

Banque Populaire

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE - SOCIAL

Le Monde THE TIMES Europa
LA STAMPA DIE WELT

Une déclaration de M. Kurt Lanz, vice-président du directoire d'Hoechst :

Nous avons le devoir de défendre nos actionnaires contre une nationalisation de Roussel-Uclaf

M. Kurt Lanz, vice-président du directoire du plus puissant groupe chimique du monde, Hoechst, est responsable depuis plusieurs années des activités de ce groupe international en France. Il a été l'artisan principal du rap-

prochement entre Hoechst et Roussel-Uclaf, dont la majorité des actions sont maintenant détenues entre Rhin. Francophile notoire, M. Lanz a pris le risque, à l'égard de ses pairs

allemands mêmes, de défendre une conception libérale de la coopération entre les départements pharmaceutiques de Hoechst et l'entreprise française, laissant à celle-ci la plus large autonomie possible.

A la veille d'une nationalisation éventuelle de Roussel-Uclaf, M. Lanz exprime, pour « Europa », le point de vue qu'il entend diffuser publiquement dans les prochaines semaines.

« Dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, une ou non, aux prochaines élections françaises, quel est l'état d'esprit du groupe Hoechst devant la perspective d'une nationalisation de son importante filiale pharmaceutique ?

« Une nationalisation n'est pas acceptable pour nous. Nous avons l'intention d'avoir recours à toutes les voies juridiques possibles pour protéger nos actionnaires. Même si la nationalisation, en France, ne pouvait être évitée, les tribunaux statuant à l'étranger pourraient empêcher la nationalisation des actifs situés sur leur terri-

toire et, en tout cas, fixer des normes d'indemnisation qui soient acceptables.

« Vous pensez particulièrement au tribunal international de La Haye ?

« Pas seulement. Il y a une juridiction européenne. Il y a aussi les tribunaux nationaux des États où des biens de Roussel-Uclaf sont situés. Il y a une jurisprudence datant de la révolution russe, des nationalisations algériennes, etc.

« Cette législation vise surtout à protéger les filiales étrangères. Vous ne remettez pas en cause la partie française ?

« En effet. Mais la France est tenue internationalement de respecter la Déclaration des droits de l'homme, qui fait allusion aux problèmes des nationalisations et des indemnités.

« Excluez-vous complètement la possibilité d'une coopération avec Roussel-Uclaf nationalisée, en supposant que soient laissés à sa tête certains des dirigeants qui étaient actuellement votre filiale ?

« Permettez-moi de vous dire que nous ne considérons pas Roussel-Uclaf comme une filiale de Hoechst. C'est un associé, c'est un partenaire, et le fait que nous ayons plus de 50 % de participation dans cette société n'y change rien.

« Est-ce cela qui vous empêcherait de coopérer ?

« Ce serait à voir, selon les modalités et les hommes. Il s'agit de savoir qui serait introduit dans les organes de direction de Roussel-Uclaf, si le directoire, tel qu'il existe, garderait ses pouvoirs, quelle serait la composition du conseil de surveillance... et tous voudraient coopérer, nous pourrions y avoir intérêt. Mais nous devons d'abord protéger juridiquement et financièrement nos actionnaires.

« L'indemnisation est donc très importante pour vous ?

« Elle est primordiale pour nos actionnaires. Par contre, en tant qu'industriel, je me demande s'il serait possible de continuer la coopération comme elle a été développée depuis huit ans.

« Des mesures conservatoires ?

« En attendant, avez-vous pris des mesures conservatoires ? On dit beaucoup en France que les entreprises nationalisables mettent à l'abri beaucoup de biens dans des filiales étrangères.

« Nous sommes peut-être des imbéciles, mais nous ne l'avons pas fait. J'ai toujours pensé que, dans des circonstances difficiles, il faut agir comme si rien ne pouvait se passer. Nous avons continué le programme d'investissements chez Roussel-Uclaf comme chez Hoechst-France à la cadence prévue, et même plus, puisque, actuellement, Roussel-Uclaf a le plus gros budget d'investissements de son histoire. Je pense qu'on ne doit rien faire qui puisse être interprété comme des mesures de protection ou d'évasion.

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE LA PÉTROCHIMIE

Entreprise Nationale « SONATRACH »
DIVISION COMMERCIALISATION
Direction Marché Intérieur

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 2/77

Dans le cadre de la réalisation de son programme de 31 installations intégrées de distribution de produits pétroliers (carburants, bitumes, lubrifiants, GPL, etc.) l'Entreprise Nationale SONATRACH lance, à ce jour une tranche de 7 unités, un avis d'appel d'offres pour l'étude d'ingénierie, la fourniture des équipements, la construction et la mise en service en Algérie des ouvrages suivants :

- Cinq (5) installations intégrées de distribution I.I.D. « Dépôts secondaires » ;
- Deux (2) installations intégrées de distribution I.I.D. « Dépôts primaires » ;
- Un (1) centre enfuteur pour G.P.L.

Les Sociétés spécialisées intéressées peuvent retirer les cahiers des charges à partir de la parution de la présente annonce, contre remise de la somme de 200 DA auprès de :

SONATRACH - DIVISION COMMERCIALISATION - Direction du Marché Intérieur D.R.I. - Immeuble El-Djemila, 1, place El-Qods HYDRA-ALGER - Téléc. : DPI 57.799 DZ.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires requises et adressées sous double enveloppe cachetée, sous pli recommandé, portant de façon apparente les mentions suivantes :

« A ne pas ouvrir - Soumission - A.O.I. 2/77 »

devront parvenir à l'adresse précitée de l'Entreprise Nationale SONATRACH avant le 30 décembre 1977, délai de rigueur. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours.

Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

où se trouve mon île au soleil ?

Au large des côtes de la Floride, 700 îles coralliennes vous attendent. L'une est peut-être la vôtre... pour vous, presque tout seul. Sous un climat de paradis, vous pourrez choisir entre la vie brillante et mondaine de Nassau ou Freeport et la vie à la Robinson Crusée sur l'une de ces "Out Islands". La mer caressant des plages immenses vous offre l'éventail le plus large des sports aquatiques.

Les Organisateurs de voyages français ont préparé pour vous le voyage dont vous rêvez ! Pour tout savoir sur vos prochaines vacances, retournez cette annonce à :

Air Bahama, 32, rue du 4 Septembre 75002 Paris
tél. 742.52.26/073.75.42

NOM _____ M 1/1
adresse _____

AUX BAHAMAS
Nassau/Paradise Island
Freeport/Lucaya • The Out Islands

« On parle de fusion entre la société Chimio, qui contrôle Roussel-Uclaf, et Hoechst-France. N'est-ce pas en prévision d'une éventuelle nationalisation ?

« Non. Il s'agit d'une simple concentration de rationalisation. Chimio est détenu à cent pour cent par Hoechst et continuera à l'être. La participation de Roussel-Uclaf restera la même.

« Le lancement de nouveaux produits par Roussel-Uclaf est-il fait par cette société seule ou conjointement avec Hoechst, ou encore autrement ?

Nous accélérerons nos recherches. Freinez quand même sur l'essence.

CENTRE FRANÇAIS D'INFORMATIONS PÉTROLIÈRES

(Publicité)

LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES EAUX MINÉRALES ALGÉRIENNES

recherche

POUR SES BRASSERIES

INGÉNIEURS ÉLECTRO-MÉCANICIENS

— Possédant ou minimum 5 (cinq) années d'expérience dans l'entretien général des Brasseries.

Situation stable et de nombreux avantages sociaux

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à

S.N. E.M.A., 21, RUE BELLOUCHAT MOULOUD H. DEY (ex-VICTOR-HUGO) SERVICE SÉLECTION-RECRUTEMENT

tombez aux charmes de "Mademoiselle."

32 RUE MADAME SELLÉ PARIS 15

مركز من الأصل

ÉCONOMIE

A L'ÉTRANGER

ITALIE : les syndicats relancent l'agitation sociale

De notre correspondant

Rome. — Après plusieurs mois de calme relatif, l'Italie est trépidante dans une phase d'agitation sociale qui risque de s'accroître. Le trafic ferroviaire, en particulier, sera perturbé jusqu'en novembre, date à laquelle est prévu un arrêt de travail de quatre heures dans toute l'industrie. Les syndicats étendent même, sur la première fois depuis longtemps, la possibilité d'une grève générale. Ce regain de tension peut surprendre. Il contraste en effet avec le climat d'union nationale voulu par les grands partis pour contredire l'assainissement de l'économie italienne.

L'agitation actuelle s'explique, fait par une série de facteurs qui s'ajoutent les uns aux autres. Dans le secteur public, les syndicats se plaignent de blocages, de bureaucraties, de lenteurs, les cheministes font valoir que les promesses d'accord ne sont pas tenues. Les grandes entreprises doivent tenir compte des menaces des syndicats « autonomes » qui arrêtent les trains, un ou plusieurs jours. Un autre motif de tension sociale est dû au renouvellement de plusieurs conventions professionnelles arrivées à échéance, les dockers et le personnel de l'aviation civile se préparent à des arrêts de travail pour soutenir leurs négociations, comme est de règle en pareil cas. Plus grave semble être la situation dans l'industrie parabolique. Aux difficultés financières des entreprises s'ajoutent un refus de discuter avec les syndicats. Ceux-ci sont tombés des nues en apprenant par la presse que les licenciements interviendraient à Montedison et à Unifil.

La tension actuelle est surtout provoquée par la politique économique du gouvernement. Certes, M. Andreotti a réussi à rééquilibrer fortement la balance commerciale et à stabiliser la monnaie. Mais ce n'est pas le genre de résultat qui intéresse la masse des Italiens. Les « sacrifices » réclamés par les pouvoirs publics, acceptés par le parti communiste et les syndicats, n'ont rien donné dans le domaine de l'emploi. On compte plus d'un million sept cent mille « désoccupés », dont le nombre augmentera encore si le taux de croissance est maintenu à 3 %.

ROBERT SOLÉ.

AFFAIRES

Un problème français de l'industrie ?

Y a-t-il un problème français de l'industrie ? M. Roger Martin, président de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, le pense, au vu des résultats de son groupe pour le premier semestre 1977, qui marquent un IRIS net redressant par rapport à 1976 (le Monde daté 30-31 octobre).

« Si la France représente la moitié des ventes consolidées du groupe (18 milliards de francs pour six mois, un peu plus de 30 milliards de francs pour l'année), elle n'assure qu'un quart de l'investissement, et se part la moitié de la production. Ce comportement très médiocre des exploitations françaises est dû à la situation de la production de M. Martin, qui n'y voit aucune fatalité, mais seulement « une leçon de choses exceptionnelles ».

Le groupe applique pourtant en France les mêmes technologies, les mêmes principes de gestion qu'à l'étranger, où il obtient des résultats beaucoup plus satisfaisants. Ce sont les mêmes hommes qui assurent cette gestion et « toutes nos études montrent que l'on travaille aussi bien dans les usines françaises qu'ailleurs ». L'explication ? Saint-Gobain souffre, en France, de deux handicaps. Pour M. Martin, l'environnement n'est pas bon, la concurrence des prix industriels est une « calamité inefficace », l'argent est trop cher et « l'interventionnisme de l'Etat ne constitue pas

une politique industrielle ». Sévère condamnation de la part d'un homme qui vient de recevoir le diplôme de « manager de l'année » (le Monde du 23 octobre).

La situation supporte aussi le poids de son ancienneté (trois cent seize ans), or « notre pays souffre des rigidités qui sont difficiles à surmonter », ajoute M. Martin. C'est ainsi que l'industrie des biens intermédiaires ne sera pas créatrice d'emplois dans le futur, du fait de l'augmentation de la productivité. A cette occasion, M. Martin a annoncé la création très prochaine d'une « structure d'accueil » — ni banque ni IRI — dotée d'un financement de moyens d'action nécessaires et destinés à accueillir dans le groupe de nouvelles technologies avec des procédures de gestion plus légères et plus mobiles. Pour l'instant, aucune idée n'est encore retenue, mais plusieurs « idées » sont à l'étude.

Elargissant son propos à l'ensemble de l'activité mondiale, M. Martin table sur un environnement international un peu plus vigoureux en 1978. Il a fait état du véritable « boom » de l'industrie aux Etats-Unis, où son groupe a solidement pris pied avec sa filiale Certain-Tied, marquant la technologie européenne à l'efficacité américaine, ce qui lui permet de justifier l'absolue nécessité, pour un groupe tel que le sien, d'investir à l'étranger. — F. R.

IMMIGRÉS

Une quinzaine de syndicats du tiers-monde réaffirment avec les centrales françaises l'égalité des droits des travailleurs

Pour la première fois, les représentants des principales centrales syndicales de France, de plusieurs pays d'émigration d'Europe et d'Afrique du Nord, ainsi que de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), se sont réunis à Paris le lundi 7 novembre pour examiner l'aggravation et les répercussions de la crise actuelle en Europe occidentale, et particulièrement en France, sur les conditions de vie et de travail des travailleurs migrants et nationaux. A cette occasion, ils ont appelé tous les immigrés à « lutter activement » contre les mesures annoncées récemment par M. Jeanne Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail.

Cette rencontre était organisée à l'initiative de la C.G.T., de la F.D.T. et de la Fédération de l'éducation nationale. F.O. n'ayant pas, pour sa part, donné suite à l'invitation qui lui avait été adressée. Les trois centrales françaises étaient représentées respectivement par M. René Lomel, secrétaire confédéral de la C.G.T., Hubert Lesire-Ogier, secrétaire confédéral de la F.D.T., et Louis Astor, secrétaire national de la F.E.N. Leurs interlocuteurs avaient été désignés par les centrales syndicales d'Algérie (UGTA), d'Espagne (U.G.T., USO et Commissions ouvrières),

d'Italie (C.G.I.L., G.I.S.L., U.I.L.), du Maroc (U.M.T.), du Portugal (Intersyndicale C.G.T.P.), de Tunisie (U.G.T.T.), de Yougoslavie (C.S.Y.) et de l'OUSA.

Les participants ont signé une commune réaffirmation « avec force leurs principes et objectifs communs fondés sur l'égalité des droits entre travailleurs migrants et nationaux », sur la base des conventions internationales de l'O.I.T. et des accords bilatéraux. Ils exigent le droit au travail pour tous les immigrés et leurs familles, et le « droit au libre choix » concernant le retour, assorti d'une véritable formation permettant une réinsertion dans le pays d'origine. Le communiqué, faisant allusion aux récentes mesures prises par la France, précise que « dans le cadre de la crise actuelle, l'action contre les immigrés peut être interprétée comme une tentative d'exporter le chômage et d'évacuer des pressions sur les pays d'origine ». Ils enregistrent « avec satisfaction » un premier recensement de M. Stoléru dans le domaine de l'immigration familiale et annoncent leur intention d'intervenir dans le cadre de la solidarité internationale auprès de leurs gouvernements respectifs et des organisations internationales telles que le B.I.T., le Conseil de l'Europe et la C.E.E.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
(100)	+ des - haut	Rep + ou des -	Rep + ou des -	Rep + ou des -
4.8690	4.8720	+ 120	+ 150	+ 550
4.3870	4.3930	+ 90	+ 130	+ 380
1.9160	1.9040	+ 110	+ 140	+ 480
2.1490	2.1590	+ 90	+ 110	+ 580
1.9910	1.9950	+ 40	+ 80	+ 350
(100)	11.7380	+ 520	+ 550	+ 570
2.1940	2.1870	+ 140	+ 170	+ 260
(1 000)	5.5370	+ 280	+ 300	+ 150
6.7980	6.8060	+ 230	+ 490	+ 1440

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	4	5/4	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11	11 1/2	12
3/4	2 3/4	3	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2
4	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7
5/4	4	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4
6	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8
6 1/2	4 1/2	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4
7	4 3/4	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2
7 1/2	5	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4
8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9
8 1/2	5 1/2	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4
9	5 3/4	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2
9 1/2	6	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4
10	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
10 1/2	6 1/2	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10	10 1/4
11	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10	10 1/4	10 1/2
11 1/2	7	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4
12	7 1/4	7 1/2	7 3/4	8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4	11

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués au fin de semaine par nos grands journaux de la place.

Succombez aux charmes de "Mademoiselle."

Rejoignez en un clin d'œil tous les charmes de la capitale : 3 stations de métro à 250 mètres de votre appartement.

COMMERCE

Un lycée réputé, le lycée Camille Sée, à 60 mètres de "Mademoiselle".

Tout près de "Mademoiselle", le carré de verdure du square Jean-Lambert offre à ses enfants riant, sautillant, un grand terrain pour leurs ballons et leurs jeux.

Vous aimez l'atmosphère vive et colorée d'une rue commerçante ? La rue Lavoisier est à 130 mètres, la rue du Commerce à 250.

52 RUE MADEMOISELLE PARIS 15^e

Mademoiselle, un bel immeuble classique de qualité, un petit endroit paisible dans un quartier vivant, un appartement lumineux et agréable, un logement de ville au calme.

APPARTEMENT TÉMOIN SUR PLACE 52 RUE MADEMOISELLE - PARIS 15^e

CITE 538.52.52

Tour Maine-Montparnasse Paris.

Séjour 5 Cime

L'ÉTAT AIDE FINANCIÈREMENT C.D.F.-CHIMIE

Dans le cadre de la restructuration de l'industrie nationale des engrais (le Monde du 7 mai), les pouvoirs publics ont apporté 500 millions de francs à C.D.F.-Chimie, filiale des Charbonnages de France. La firme d'Etat disposera ainsi des moyens financiers nécessaires pour engager les investissements nécessaires, établir son équilibre et développer son département « engrais », augmenter maintenant des actifs de la société Azote et Produits chimiques, appartenant à l'Entreprise minière et chimique (E.M.C.).

Conséquence de cette aide : le capital de C.D.F.-Chimie sera porté de 540 à 812 millions de francs correspondra pour partie à l'augmentation de capital en numéraire souscrite par l'E.M.C. (l'intégralité de cette augmentation comprenant la valeur des actifs de l'E.M.C.), pour l'autre aux primes d'émission, qui seront mises sur un compte de réserve.

A l'issue de ces opérations, l'E.M.C. détiendra 33,5 % du capital de C.D.F.-Chimie, au lieu des 33 % prévus initialement.

ÉNERGIE

LA C.F.P. RÉCLAME UN INTERVENTIONNISME ACCRU SUR LE MARCHÉ PÉTROLIER

Dans un éditorial des Nouvelles du groupe Total intitulé « L'industrie pétrolière nationale de l'Europe en péril : les solutions françaises », M. Granier de Lillaz, président-directeur général du groupe, met en garde les pouvoirs publics contre une crise qui, « si elle se prolonge, peut entraîner l'effacement progressif de l'industrie pétrolière européenne et ainsi aggraver la pénurie d'énergie en Europe dès les prochaines décennies ».

La Compagnie française des pétroles, qui dénonce « l'état d'assoupissement et d'inconscience » du gouvernement, rappelle que « la hausse des coûts du pétrole brut n'a été répétée que partiellement et avec un retard considérable dans le prix aux consommateurs ». Elle souligne qu'une concurrence acharnée — provoquant un alignement sur les prix marginaux — a été encouragée par l'impérialisme ou l'est, croquée réduite la C.F.P. à frayer les importations d'excédents extérieurs à la Communauté, et plus encore par les anomalies fiscales faussant les conditions de la concurrence ».

M. Granier de Lillaz préconise donc une application plus stricte de la loi de 1923, « un recours à la parafiscalité » et « un retour à la maîtrise des prix, moyennant un contrôle des tonnages importés de pétrole brut et de produits raffinés, et imposition de prix minima ».

L'autre solution, qui laisserait se démanteler l'industrie française du pétrole et exacerberait le développement industriel pétrolier sur la recherche d'hydrocarbures et la vente de technologies, aurait, selon le président de la C.F.P., des inconvénients pour l'emploi comme pour la sécurité des approvisionnements.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE NAVALE WORMS

ÉCHANGE DES ACTIONS N° 1 A 695 871

Ces actions, qui vont être dénommées actions de la Banque Worms, sont échangées à partir du 7 novembre 1977, jour de détachement du coupon n° 37, seront échangées à partir du même jour sans contrepartie de numéraire, contre des actions de la Banque Worms, n° 38 à 67 444 444.

M. les actionnaires, propriétaires d'actions au porteur, auront à présenter leurs titres aux guichets habituels désignés pour le paiement des coupons : la Banque Worms (à Paris, au service des titres, 21, rue des Mathurins), la Banque nationale de Paris, la Compagnie générale de banque SOFICAM, la B.N.A.I. (à Paris, au service des titres, 21, rue des Mathurins), la Banque Worms (à Paris, au service des titres, 21, rue des Mathurins).



COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Dans une lettre aux actionnaires datée du 21 octobre 1977, le président, M. Jacques Mullier, indique que la situation financière du groupe pour le 1^{er} semestre 1977 fait ressortir un chiffre d'affaires de 2,722 milliards de francs et un résultat net de 71,3 millions de francs.

Il est important de souligner que la filiale C.F.A.O. (Nigeria) Ltd vient plus reprise en intégration globale à la suite de la récente cession supplémentaire à des intérêts privés nigériens de 30 % du capital de la société.

A la même date la société mère C.F.A.O. enregistre un bénéfice de 16,2 millions de francs, en augmentation de 11,58 % sur celui de la même période de l'exercice précédent.

Après avoir passé en revue l'activité des principales filiales, le président indique que la tendance qui se dégage laisse prévoir que, sans événements imprévus, les résultats de l'exercice 1977 devraient se présenter sous un jour favorable.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La C.N.C.A. ainsi que cinq autres banques européennes des plus importantes se sont unies en vue de la création d'un groupe bancaire UNIC, dont le secrétariat permanent est établi à Amsterdam.

emprunt

acier

taux variable

NOVEMBRE 1977

durée : 7 ans

prix d'émission : 99%

soit 990 F par obligation de 1 000 F

Les modalités détaillées de cette émission figurent au BALD, du 7 novembre 1977

GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDÉROLOGIQUE

Une note d'information, portant le visa de la Commission des Opérations de Bourse n° 77-141, en date du 26 octobre 1977, est tenue à la disposition du public : soit au G.I.S. 6 bis, rue de Madrid, 75008 Paris, soit dans les Etablissements chargés du placement.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
7 NOVEMBRE

Lourd

Encore forte à la veille du week-end, la résistance de la Bourse a brusquement faibli dès le début de semaine et un tassement des cours s'est produit dans le secteur bancaire très peu actif.

Tous les compartiments, sans la moindre exception, ont payé leur tribut à la baisse, la construction électrique, la chimie, le bâtiment, les pétroles, les grandes surfaces, les produits chimiques étant les plus pénalisés. Au total, près de 100 valeurs ont fléchi de plus ou moins 1 % et plus de 50 ont perdu plus de 2 %.

La réaction des ordres d'achat et de vente, la poursuite de la hausse des cours, ont été essentiellement d'origine de cette recrudescence. Les plus mauvais scores ont été réalisés par l'Industrie (- 1,5 %), l'Automobile (- 1,5 %), l'Énergie (- 1,5 %).

La réaction des ordres d'achat et de vente, la poursuite de la hausse des cours, ont été essentiellement d'origine de cette recrudescence. Les plus mauvais scores ont été réalisés par l'Industrie (- 1,5 %), l'Automobile (- 1,5 %), l'Énergie (- 1,5 %).

Sur les indications de Londres, la Bourse a poursuivi son ascension, mais les investisseurs ont été plus réservés. Les plus mauvais scores ont été réalisés par l'Industrie (- 1,5 %), l'Automobile (- 1,5 %), l'Énergie (- 1,5 %).

LONDRES

La perspective d'un règlement du conflit des élections a provoqué une hausse des cours. Les investisseurs ont été plus réservés.

VALEURS	7/11	8/11
British Petroleum	225	225
Shell	114	114
Esso	114	114
Imperial Chemical	114	114
British Airways	114	114
British Telecom	114	114
British Steel	114	114
British Overseas Airways	114	114
British Airways	114	114
British Telecom	114	114
British Steel	114	114
British Overseas Airways	114	114

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
SAINTE-GERAINE - PONT-A-MOUS-BOIS - Le résultat de la comptabilité, qui se traduit par une hausse des cours, a été très satisfaisant. Les investisseurs ont été plus réservés.

VALEURS	7/11	8/11
British Petroleum	225	225
Shell	114	114
Esso	114	114
Imperial Chemical	114	114
British Airways	114	114
British Telecom	114	114
British Steel	114	114
British Overseas Airways	114	114
British Airways	114	114
British Telecom	114	114
British Steel	114	114
British Overseas Airways	114	114

NEW-YORK

La reprise se poursuit. Les investisseurs ont été plus réservés.

VALEURS	7/11	8/11
IBM	160	160
General Electric	114	114
Westinghouse	114	114
General Motors	114	114
Ford	114	114
Chrysler	114	114
Boeing	114	114
Rockwell International	114	114
Boeing	114	114
Rockwell International	114	114
Boeing	114	114
Rockwell International	114	114

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
SAINTE-GERAINE - PONT-A-MOUS-BOIS - Le résultat de la comptabilité, qui se traduit par une hausse des cours, a été très satisfaisant. Les investisseurs ont été plus réservés.

VALEURS	7/11	8/11
IBM	160	160
General Electric	114	114
Westinghouse	114	114
General Motors	114	114
Ford	114	114
Chrysler	114	114
Boeing	114	114
Rockwell International	114	114
Boeing	114	114
Rockwell International	114	114
Boeing	114	114
Rockwell International	114	114

BOURSE DE PARIS - 7 NOVEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
France 100	100	100
France 200	200	200
France 300	300	300
France 400	400	400
France 500	500	500
France 600	600	600
France 700	700	700
France 800	800	800
France 900	900	900
France 1000	1000	1000
France 1100	1100	1100
France 1200	1200	1200
France 1300	1300	1300
France 1400	1400	1400
France 1500	1500	1500
France 1600	1600	1600
France 1700	1700	1700
France 1800	1800	1800
France 1900	1900	1900
France 2000	2000	2000

UN JOUR
DANS LE MONDE

2. IDÉES
— Les grilles du temps : entretiens avec Jacques Ellul (II).
— « La christianisme et le corps humain », par Alfred Kastler.
3. ÉTRANGER
— Les tensions dans la péninsule ibérique.
- 4 à 6. EUROPE
— L'U.R.S.S. du troisième âge - (II), par Jacques Amaric.
6. PROCHE-ORIENT
— VIETNAM : les relations entre Paris et Hanoï.
- 7-8. AFRIQUE
— La guerre de l'Ogaden.
- 9 à 12. POLITIQUE
— LIBRES OPINIONS : « Le président, la gauche et la Constitution », par Loïc Philip.

- 13-14. LIVRES POLITIQUES
— Trois ouvrages sur Jacques Chirac et le R.P.R.
— La Plume au poing, de Claude Estier, et le témoignage de Charles Tillon sur le comportement du P.C.F. pendant la guerre.
- 15-16. JUSTICE
— DÉFENSE
— POINT DE VUE : « Et après ? », par Jean Cornac.
19. SPORTS
— PRESSE
— RELIGION
— L'Assemblée plénière de l'épiscopat et la catéchèse.

23. ACTUALITÉ MÉDICALE
— L'ÉVÈNEMENT
— La controverse des naissances.
- 25 à 28. ARTS ET SPECTACLES
— EXPOSITIONS : les bâtisseurs de l'imagerie.
— THÉÂTRE : Pour l'assassin, de Parvul Kohout.
- 36-37. RÉGIONS
— ÉCONOMIE - SOCIAL
— DROIT SOCIAL : « Des primes au départ », par J.-J. Dupuyroux.

- EUROPA : un entretien avec M. Kurt Lauz, membre du directoire de Hoescht.
- LE MONDE DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES
PAGES 21 ET 22
— La recherche sur la fluide thermodynamique.
— La fin d'un régime de la biologie moléculaire : une information par nouveau sur l'ADN des chromosomes.
— L'alimentation en eau de la France.

23. ACTUALITÉ MÉDICALE
— L'ÉVÈNEMENT
— La controverse des naissances.
- 25 à 28. ARTS ET SPECTACLES
— EXPOSITIONS : les bâtisseurs de l'imagerie.
— THÉÂTRE : Pour l'assassin, de Parvul Kohout.

- 36-37. RÉGIONS
— ÉCONOMIE - SOCIAL
— DROIT SOCIAL : « Des primes au départ », par J.-J. Dupuyroux.
- EUROPA : un entretien avec M. Kurt Lauz, membre du directoire de Hoescht.

- LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (28)
Annonces classées (28 à 35) : Aujourd'hui (28) ; Chronique (28) ; « Journal officiel » (28) ; Météo-rogie (28) ; Mots croisés (28) ; Bourse (28).

- De la plus petite réparation
ou plus beau vêtement
PARDESSUS CACHEMIRE 865 F
3 coloris au choix
Avec la garantie
d'un maître tailleur

- COSTUMES
MESURE
dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 761 F
Prêt-à-porter homme
Boutique Femme

- LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

- un cadeau apprécié :
offres des
COPIES
DE HAUTE QUALITÉ
de vos films
SUPER 8
muets ou sonores
CINE-LABO * 365.05.41
100, rue de la Jarry, 94300 Vincennes
DEPUIS 1937

- A B C D E F G

Devant le Conseil constitutionnel

Le président de la République prononce
un discours sur les droits et les libertés

M. Giscard d'Estaing devait se rendre, mardi 8 novembre, en fin d'après-midi, devant le Conseil constitutionnel, réuni en présence des présidents et des représentants des assemblées, du premier ministre, des membres du gouvernement et des représentants des plus hautes autorités de l'État. Le président de la République devait prononcer un discours consacré à la protection des libertés et des droits des citoyens à l'occasion du troisième anniversaire de la révision constitutionnelle du 21 octobre 1974, qui a institué le droit, pour soixante députés ou sénateurs, de saisir le Conseil constitutionnel de toute loi avant sa promulgation.

LA FRANCE NE LIVRERA PAS
LES QUATRE NAVIRES
DE GUERRE
COMMANDÉS PAR PRETORIA

La France ne livrera pas les quatre bâtiments de guerre en cours de construction qui avaient été commandés par l'Afrique du Sud, conformément à l'embargo obligatoire décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU sur les fournitures d'armes à Pretoria (le Monde du 4 novembre), a-t-on appris ce mardi 8 novembre à Paris.

Il s'agit de deux sous-marins d'attaque (1 200 tonnes de déplacement chacun) à propulsion classique construits dans les chantiers Dubigeon-Normandie de Nantes et de deux avions escorteurs (de 1 200 tonnes de déplacement chacun), dont le premier est en finition à l'arsenal de Lorient et le second en cours de chantier au même arsenal.

La République sud-africaine a déjà versé une large partie du montant de la commande qui remonte à septembre 1975.

Les deux sous-marins devaient être livrés en novembre 1978 et en août 1979. Le prix d'un bâtiment de ce type est évalué à environ 170 millions de francs. Les deux avions devaient être livrés en mai 1978 et en novembre de la même année. C'est l'un de ces deux avions qui, selon certaines rumeurs démenties par l'Armée, aurait tenté de prendre le large, samedi 5 novembre, du port de Lorient, où il est, depuis plusieurs semaines, en cours de travaux.

NOUVELLES BRÈVES

Une conférence de M. Marek Halter à Beaubourg. — Invité par MM. Bernard-Henri Lévy et Jean-Marie Benoist, le peintre Marek Halter, qui est aussi l'auteur de la série des « Rôles » (voir Aujourd'hui 1976), fera une conférence à Beaubourg sur le thème : « L'individu face aux pouvoirs ».

Cette conférence aura lieu au centre Beaubourg le mercredi 9 novembre 1977, à 21 heures dans la grande salle.

Mort d'un des septuagésimaires néerlandais. — Dennis Nijssen, un des septuagésimaires néerlandais, est mort dans la nuit de lundi à mardi, à l'hôpital de Rotterdam, où il était soigné. Le bébé avait subi une opération il y a un mois pour une perforation intestinale et avait également des difficultés respiratoires.

Les cinq autres bébés sont en bonne santé. — (A.P.)

Entrepreneurs F.O.-C.N.F.P. le 5 décembre. — Les dirigeants de Force ouvrière seront reçus, sur leur demande, par ceux du C.N.F.P. le 5 décembre.

LES HABITANTS
DE NOIRMOUTIER ONT GAGNÉ
LA « BATAILLE DU PÉAGE »

(De notre correspondant.)
La Roche-sur-Yon. — On a gagné ! Scandale par une population en liesse, ces cris ont retenti, dans l'après-midi du 7 novembre, à leur arrivée sur l'île de Noirmoutier, les quatre maires et conseillers municipaux de retour du continent, où ils venaient d'obtenir gain de cause auprès du conseil général de la Vendée et de la préfecture. Ainsi, après trois journées d'acharnement avec les gendarmes mobiles aux abords du pont à péage, les habitants de Noirmoutier ont-ils recouvré leur sérénité, qu'ils n'auraient sans doute jamais perdue sans l'apparition des forces de l'ordre.

À dater du mardi 8 novembre, et en raison de la suspension de l'arrêté préfectoral concernant la hausse des tarifs du pont, les insulaires vont pouvoir, comme par le passé, continuer à payer seulement 3 francs pour une traversée. Ils ont remporté ce qu'ils estiment comme un succès sans précédent.

En Vendée, leur combat est considéré par beaucoup comme un « exemple ». Ce n'est qu'en janvier 1978, à l'occasion de la session budgétaire, que l'assemblée départementale, sur proposition du préfet, examinera « de nouvelles modalités de tarification ». À ce propos, il semble qu'un système d'abonnement similaire à celui pratiqué sur l'île d'Oléron sera proposé aux habitants de Noirmoutier.

Mais, tant que le calme règne sur l'île, une discussion va pouvoir s'engager, et l'application « dictatorial » de nouveaux tarifs que tous les élus dénoncent, est désormais considérée à Noirmoutier comme un mauvais souvenir.

HERVÉ LOUBOUTIN.

ESPÉRANT FAIRE BAISSER LES PRIX À LA CONSOMMATION

Les Neuf réduisent de 14 à 6 %
les droits de douane sur les pommes

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les droits de douane perçus sur les importations de pommes en provenance des pays tiers seront réduits de 14 % à 6 % jusqu'au 31 janvier 1978 (1).

C'est ce qu'ont décidé lundi 7 novembre les ministres de l'agriculture des Neuf, en espérant que cette diminution du droit de douane favorisera la baisse des prix à la consommation. Avec ce même objectif, M. Barre avait indiqué lors de son allocution télévisée qu'il demanderait à Bruxelles la suspension des droits de douane perçus sur les importations d'agrumes en provenance des pays tiers. Cette question ne sera évoquée par les Neuf qu'en décembre, mais M. Marcora, le ministre italien de l'agriculture, a déjà annoncé qu'il était résolu à ne pas céder à la demande de réduction des droits de douane en vertu des accords préférentiels conclus par la C.E.E. avec les pays du Maghreb, l'Espagne et Israël, la protection assurée aux producteurs communautaires d'agrumes (italiens) par le tarif extérieur commun est très faible. Par conséquent, une diminution supplémentaire des droits de douane (demandée par Paris) serait sans grande signification économique pour les producteurs italiens. M. Marcora estime politiquement inadmissible, alors qu'on parle de l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne, d'un

décalage de la politique agricole commune au profit de l'agriculture méditerranéenne, de prendre, pour des raisons conjoncturelles, une décision faisant peu de cas des intérêts des producteurs de la C.E.E.

Les Neuf ont eu un échange de vues précisément sur la manière dont il convient de revoir la réglementation agricole appliquée aux productions méditerranéennes dans la perspective de l'élargissement. M. Méhaignerie et Marcora ont déclaré de n'être encore en possession que d'un texte très vague de la Commission, sans proposition précise. Les Français et les Italiens redoutent que les retards de la Commission n'aboutissent bientôt à un débat unique portant à la fois sur l'agriculture méditerranéenne et sur l'ajustement des prix de campagne. Cette confusion de deux dossiers importants, méritant un traitement séparé, rendrait la tâche plus facile à ceux des États membres qui, surtout pour des raisons d'économie, voudraient s'en tenir à des mini-réformes. C'est sans doute à leur intention que M. Méhaignerie a répété lundi soir qu'il n'y aura pas d'élargissement sans base sérieuse. Et cette base politique, s'il l'a ajoutée, c'est la réforme de la réglementation agricole méditerranéenne.

Les Neuf ont décidé de proposer d'un an les facilités d'importation pour 27 500 tonnes de viande bovine accordées à quatre pays producteurs d'Afrique australe signataires de la convention de Lomé, dont le Botswana, le Kenya, Madagascar et le Swaziland, qui bénéficieront d'un abattement de 90 % des droits de douane. — Ph. L.

(1) A vrai dire, le droit de tarif extérieur commun varie selon les saisons : il est de 14 % jusqu'à décembre, il serait de toute façon ramené à 10 % à partir du 1^{er} janvier 1978.

REPRISE DU DOLLAR
GLISSEMENT DU FRANC

Le dollar a confirmé, mardi 8 novembre, la légère reprise amorcée la veille, s'établissant à 2.264 F contre 2.259 F sur le marché de Francfort et à 2.275 F sur celui de Zurich. Aucune raison n'a été avancée pour expliquer ce mouvement, que certains cambistes estiment logique après la chute de ces dernières semaines.

À Paris, le dollar a monté plus rapidement qu'ailleurs (4.378 F contre 4.348 F), d'où un glissement du franc par rapport aux monnaies fortes, avec un contrechoc à 2.259 F et un franc mis à 2.19 F (nouveaux records historiques). En réaction, la Banque de France a laissé le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire progresser de 0,25 % à 2 %.

La chute du dollar, constatée sur tous les marchés depuis plusieurs semaines, a fait l'objet de délibérations — tenues secrètes — comme à l'accoutumée — des gouverneurs des banques centrales réunies dimanche 6 et lundi 7 novembre à Paris, au siège de la Banque des règlements internationaux (BRI).

XV^e SALON
DES
ANTIQUAIRESLANGUEDOC - MIDI - PYRÉNÉES
10 au 20 NOVEMBRE 1977
TOULOUSE

Rue. - SFORMAN, 31, c. Rempart-Matabiau, 31000 TOULOUSE. T. (61) 21-83-25

LATREILLE

Pardessus
LodensQuinzaine spéciale
du 2 au 17 novembre62, r. St-André-des-Arts 6^e
Parking attenant à nos magasinsparlez
ANGLAIS...ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL
ARABE RUSSO JAPONAIS.LOGOS
internationalcentre privé de formation
à villa Ornano 75018
PARIS Tél.: 255.09.05TOURS. 80.81.81 NANTES. 47.70.90
ORLÉANS. 68.24.20 MONTPELLIER. 37.47.37

“Diamants, émeraudes, saphirs, rubis
j'attache autant d'importance à la perfection
des montures qu'à la qualité des pierres”

Le Directeur
H. J. J.

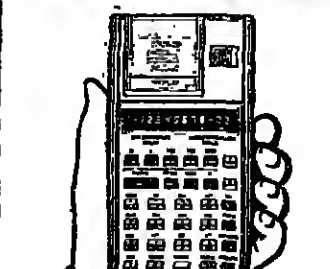
GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais
après acceptation du dossier et comptant légal

A “la Règle à Calcul”
initiation à
la programmation.

Savoir programmer vite, c'est maintenant aussi indispensable que de savoir enoncer clairement sa pensée. A la Règle à Calcul, une équipe spécialisée vous y initie sur le dernier-né de la gamme Hewlett-Packard : le HP-15C.

— format 16,5 cm x 8,5 cm ; 350 g.
— version sans imprimante : le HP-25C.



— 30 mémoires adressables.
— mémoire permanente.
— 98 lignes de programmes.
— 10 labels, adressage indirect.
— Imprimante thermique silencieuse et rapide.

1^{er} distributeur agréé en France des
calculatrices électroniques HP.
65-67 bd Saint-Germain, 75005 Paris
Tél. : 033 02-63 / 033 04-61.

HEWLETT PACKARD

Décerné
par un jury de journalistesLE PRIX AUJOURD'HUI
A FRANZ-OLIVIER GIESBERT
POUR « FRANÇOIS MITTERRAND
OU LA TENTATION
DE L'HISTOIRE »

Le prix Aujourd'hui, décerné pour la seizième fois par un jury de journalistes (1), a été attribué pour 1977 à Franz-Olivier Giesbert pour son livre François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire (Le Seuil, 336 p., 45 F).

Avaient obtenu des voix : Bernard-Henri Lévy pour La Barbe et le visage humain (Grasset), Philippe Alexandre pour Le Mort de la gauche (Flon), Hervé Alphand pour L'Étonnement d'être Journal (1938-1974) (Payot).

C'est Lucie Faure, aujourd'hui disparue, qui avait rendu compte dans le Monde (du 24 mai 1977) du livre de Franz-Olivier Giesbert. Elle écrivait notamment :

« Au bout d'un moment, j'ai compris. Un écrivain parlait d'un homme d'État. Que cet homme d'État ait été, lui aussi, un écrivain ne changeait rien à l'affaire, mais enrichissait la propos.

« (...) Le livre se lit comme un roman, aussi est-ce bien du roman qu'il s'agit, à ceci près qu'on n'en connaît pas la fin. Heureusement.

« Le narrateur est visiblement séduit par son modèle. Autrement pourquoi lui avoir consacré tant de pages ? Mais il n'est pas si autiste qu'on le croit. Le livre est riche d'enseignements et il aura beaucoup appris à ceux qui croient tout savoir de cet homme politique : pas comme les autres. A qui l'on peut reprocher d'indulgence ou des sécheresses, d'exclusives ou des traverses, mais jamais de manquer d'intelligence. Ni de conviction. »

Les précédents lauréats du prix Aujourd'hui étaient, en 1976, Michel Jobert pour Mémoires d'histoire (Grasset) ; en 1975, Pierre-Jack Héliès pour Le Chien d'Orphee (Flon) ; en 1974, Marek Halter pour Le Fou et le Roi (Albin Michel).

(1) Frédéric par Roger Ghon, le jury du prix Aujourd'hui comprenait : Georges Atzenhofer, Joseph Barakat, Jean-François, Max-Fol, François André, François, Hector de Calais, Claude Lambert, Bernard Lefebvre, Dominique, Pado, Pierre Rost, Maurice Sigel, Raymond Thérèse et Pierre Vianon-Ponté.

A Paris

NOUVEAUX INCIDENTS
À LA CRÈCHE
DES BEAUX-ARTS

De nouveaux incidents se sont produits, lundi 7 novembre, à la crèche de l'École nationale supérieure des beaux-arts à Paris. Les parents qui y conduisent leurs enfants ont trouvé les locaux occupés par des étudiants de l'Institut pédagogique national. Ces étudiants d'architecture, estimant que les salles mises à leur disposition sont trop exigües, avaient pris possession des locaux de la crèche pendant le week-end. Après de vaines explications verbales, les étudiants se sont retirés. Le directeur de l'école leur a attribué un local qui, cependant, n'est pas aménagé pour l'enseignement.

Depuis le début de l'année universitaire, la crèche des Beaux-Arts se trouve dans une situation très précaire. À la rentrée, le lundi 3 octobre, la crèche avait été prise par des étudiants de l'Institut pédagogique national. Les parents avaient obtenu la réouverture en attendant que de nouveaux locaux soient aménagés rue Jacques-Callot, tout près de l'École des Beaux-Arts.

Le numéro du « Monde » daté 8 novembre 1977 a été tiré à 589 923 exemplaires.

SAINT LAURENT
rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6^e

Un entretien avec

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120

FRANÇOISE GIROUD

LA COMÉDIE DU POUVOIR

120